

« Reagangate... » Après l'acceptation des responsables des grandes formations

« Il est difficile de mettre un prix sur le droit de l'opinion à savoir », a répondu, le mercredi 18 novembre, au soir de la publication de l'enquête parlementaire sur l'« Reagangate », un sénateur à qui l'on demandait si les résultats justifiaient bien dix mois d'une recherche laborieuse, qui a coûté 4 millions de dollars. Tant il est vrai que, fractionnés de mois en mois en un interminable feuilleton largement reproduit par la presse, les révélations sur ce scandale des ventes d'armes à l'Iran restent encore très obscures et incomplètes.

Sur le fond, cette volonté - si volontairement concertée il y a eu - d'amorcer une ouverture vers certains éléments « modérés » des sphères dirigeantes iraniennes a été un fiasco dans lequel l'armistice n'a disputé à la naïveté. Le président, dans un message télévisé en août dernier, avait déjà admis. Aussi le rapport de la commission ne fait-il qu'ajouter quelques précisions plus accablantes encore. C'est ainsi, apprend-on, que certaines armes destinées aux « modérés » auraient fini entre les mains des radicaux, tandis qu'un des contacts de la Maison Blanche, chargé de négocier les armes en échange des otages américains, aurait été le propre instigateur de l'enlèvement du chef de poste de la CIA à Beyrouth, William Buckley...

Reste la forme, c'est-à-dire la responsabilité de la prise de décision. Et là, le président est directement mis en cause. Difficile d'imaginer que, sans son consentement, fut-il tacite, un aussi rocambolesque trafic destiné à financer la résistance antisandiniste au Nicaragua au moyen de ces ventes d'armes à l'Iran ait pu être organisé. Si le président Reagan est finalement « blanchi » au bénéfice du doute, son autorité est prise en défaut. Lui dont on vantait encore il n'y a pas si longtemps la « gestion » a contribué, par son laxisme, à encourager ses collaborateurs les moins scrupuleux ou les plus candides à mener une politique au jour le jour, sans autre ligne directrice que le profit immédiat.

On vient d'en constater les effets dans le domaine économique, où l'immobilisme du président est tout aussi fautif. Ce n'est sans doute pas pour rien que le personnage principal de l'« Reagangate », est devenu, un temps, un héros populaire. Lui, au moins, obéissait à son credo politique : couper la route au communisme en Amérique centrale.

Les conséquences de ce scandale ? Elles sont déjà passées. Car, quelles que soient les décisions du procureur, tous les acteurs de l'« Reagangate » sont sortis de la scène politique, à l'exception du président, mais il est en fin de mandat. Le seul « survivant », mais aussi le moins incriminé, reste le vice-président Bush qu'un sondage donne toujours en tête des candidats républicains pour la prochaine élection présidentielle.

Ce rapport du Congrès, qui éclaircit bien peu de choses, sinon les divisions partiales de ceux qui l'ont rédigé, ouvrira peut-être les yeux aux Américains un an avant qu'ils ne se rendent aux urnes. Ils pourront enfin réfléchir au fonctionnement de leurs institutions et, au lieu de s'acharner sur la vie privée des futurs candidats, s'intéresser à ce que ces derniers ont à leur dire.

(Lire page 6 l'article d'HENRI PIERRE.)

M 0147-1120-4,50 F



3790147004500 11200

M. Jacques Chirac ouvrira la semaine prochaine les discussions sur le financement des partis

Les responsables du PC, du PS, de l'UDF, du RPR et du Front national, auxquels M. Jacques Chirac a demandé de participer, la semaine prochaine, à une concertation à Matignon sur le financement des partis et des campagnes électorales ont accepté cette proposition.

M. François Mitterrand proteste de la pureté de ses intentions : jamais, au grand jamais, il ne lui serait venu à l'idée de relancer un débat fracassant sur le financement des partis et des campagnes électorales, à cinq mois du scrutin présidentiel, pour détourner l'attention de « l'affaire Lechère ».

M. Jacques Chirac, la main sur le cœur, admettrait sans doute la même attitude si quelque persi-

fler lui faisait observer qu'il n'a songé à réunir les chefs de parti à Matignon, sur le même sujet, que pour échapper au piège tendu par le président de la République.

Il reste que le serpent de mer du financement s'est remis en mouvement, à toute vitesse. Ce seul résultat n'est déjà pas négligeable. Car M. Mitterrand ne veut pas « se reprocher plus longtemps », comme il l'a dit à RTL, le lundi 16 novembre, de n'avoir

traité cette affaire, entre 1981 et 1987, qu'avec un enthousiasme fort contenu. Quant à M. Chirac, il « fera tout », selon l'entretien qu'il a accordé jeudi au Figaro, pour faciliter un accord entre les partis politiques sur un terrain où il n'avait manifesté jusqu'alors que peu d'empressément à s'engager.

JEAN-YVES LHOMEAU.
(Lire la suite et nos informations page 8.)



Riga sur le pied de guerre pour un anniversaire

Fièvre nationaliste en Lettonie

Il a fallu un déploiement policier sans précédent pour empêcher les Lettons de se rassembler et de célébrer, le mercredi 18 novembre à Riga, le soixante-neuvième anniversaire de la proclamation de la Lettonie indépendante, « république bourgeoise », qui devait tomber en 1940 sous la coupe de l'URSS avec l'Estonie et la Lituanie, à la faveur du pacte germano-soviétique - pour être réoccupée plus tard par l'armée hitlérienne. En dépit de sollicitations, des groupes de jeunes gens se sont heurtés par endroits aux forces de police, qui ont conduit à plusieurs interpellations. Ces incidents, qui ont conduit les autorités à étendre le dispositif policier de 20 heures à 22 heures locales, semblent avoir été rapidement circonscrits.

RIGA
de notre envoyée spéciale

Mercredi matin, 10 heures, un jour à première vue comme les autres sur le pavé luisant de la vieille ville de Riga. Pourtant, de petits groupes d'hommes en civil ont commencé à prendre position autour du monument de la Liberté, une immense colonne au beau milieu de la rue Lénine. Ce monument est devenu, depuis le 14 juin dernier, le symbole de la protestation lettone : pour la première fois cette année, à l'appel du groupe dissident Helsinki 86, les habitants de Riga ont célébré, en déposant des fleurs au pied de cette statue, l'anniversaire de la déportation massive par Staline de Lettons en Sibérie. Le 14 juin 1941. Le précédent était créé et, le 23 août, ils étaient cette fois de 5 000 à 7 000 selon des estimations concordantes (la presse soviétique en a admis le chiffre de

2 000) à déposer des fleurs au même endroit pour l'anniversaire du pacte germano-soviétique de 1939. Quarante-vingt six personnes avaient alors été interpellées tandis que d'autres manifestations se déroulaient à Tallin et à Vilnius, capitales de l'Estonie et de la Lituanie, les deux autres Républiques baltes.

Depuis, les autorités soviétiques, à commencer par le chef du KGB lui-même, M. Viktor Tchebrikov, ont averti des dangers d'un nationalisme que la thèse officielle veut nécessairement manipuler par l'Occident. Partant de ce principe, il n'était pas envisageable de laisser à nouveau des milliers de Lettons entonner le 18 novembre l'hymne de la « République bourgeoise ». « Que Dieu protège la Lettonie », alors qu'à Moscou plus une seule manifestation non officielle n'est autorisée.

SYLVIE KAUFFMANN.
(Lire la suite page 4.)

Catastrophe à Londres

Au moins trente-deux morts dans l'incendie à la station de métro King's Cross

PAGE 40

Les trois tandems de la concertation financière

Alors que la baisse du dollar a repris et que le franc est faible face au mark, le sort du système monétaire et l'évolution économique mondiale dépendent de plus en plus de la concertation entre six hommes : les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales des Etats-Unis, de la RFA et du Japon.

PAGE 35

Relève en Espagne

M. Gutierrez remplace M. Camacho à la tête des « commissions ouvrières »

PAGE 3

Combat au Sahara occidental

Une offensive meurtrière du Front Polisario

PAGE 6

Les équivoques de l'euthanasie

Incertaines frontières

PAGE 26

Procès du dopage à Poitiers

Ignorance et négligence

PAGE 14

Le sommaire complet se trouve page 40

POINT DE VUE : la France face à ses juges

Insupportable indépendance

par Jean-Denis Bredin

La France entretient avec sa justice une relation malsaine, que la classe politique ne cesse d'envenimer. Un juge d'instruction inculpe une personnalité éminente, influente. C'est un juge indépendant, courageux, le petit juge de Z. C'est un mauvais juge, un juge, un juge qui inculpe sans charge, par passion, par animosité. La Cour de cassation se prépare à le dessaisir ? C'est une chambre de grands magistrats, seulement épris de vérité, et qui censurent la légèreté d'un juge. C'est une assemblée courbée sous la volonté du gouvernement. Dans cette aventure judiciaire, chacun désigne les bons et les mauvais juges, selon ce qu'il attend d'eux. Telle est la France. La justice est ignorée, tranquille, tant qu'elle juge des repris de justice, des coupables pénaux. Alors le juge peut inculper sans charges, condamner

dans le doute, la justice est forcément vertueuse.

Mais qu'elle touche à ce qui n'est pas sa matière, personnes considérables, ou considérées, protégées à droite ou à gauche, alors on découvre aux juges d'effrayants défauts. Ils sont avides de promotions et de décorations. S'ils pensent à gauche, ils sont tentés d'acharner sur les personnalités innocentes qui pensent à droite. S'ils pensent à droite, ils cherchent à martyriser les élites de la gauche. Indignée, la classe politique distribue ses mauvaises notes.

Ces juges ont des passions quand la France a besoin de juges sereins. Ils ont des opinions quand il nous faudrait des juges sans opinion. Ils sont dociles ou révoltés, injustes en tout cas, quand chacun ne révérait que de justice et de vérité...

(Lire la suite page 2.)

Le Monde

LIVRES

Miss Endora Welty, de Jackson, Mississippi

Elle habite la ville où elle est née voilà soixante-dix-huit ans. Aux Etats-Unis, elle compte parmi les plus grands écrivains du siècle pour la pureté de sa prose, son art de décrire la pauvreté du Sud et les vies sans destin de ses habitants anonymes. En France, ceux qui connaissent son existence appartiennent plus à un « club » qu'à un public. Nous sommes allés rendre visite à cette vieille dame de Mississippi, qui devrait enfin, dans un pays où l'on affirme aimer encore la littérature, trouver ses lecteurs.

- Banlieues musulmanes, une enquête sur le labyrinthe islamique en France.
- Le centenaire de la naissance du poète Pierre-Jean Jouve.
- Un entretien avec Bronislaw Geremek, conseiller de Lech Walesa, mais aussi historien de la pauvreté.
- La chronique de Nicole Zand : écrire et vivre à Berlin.
- Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : le « Journal » de Matthieu Galey.

Pages 17 à 25

LIONEL STOLERU



Une lecture salubre, d'une extrême clarté pédagogique. B. Dethomas/Le Monde
D'une simplicité qui touche au génial. F. Camé/Libération
L'ouvrage devrait être lu d'urgence. J.M. Lamy/Les Echos
Un essai original et un manuel très accessible. J.P. Sereni/Le Nouvel Economiste

Collection L'Histoire immédiate dirigée par J. C. Guillebaud - 110 F

Editions du Seuil

Débats

La justice en question

Insupportable indépendance

(Suite de la première page.)

Cette vérité, qui s'en soucie ? La vérité est que l'inculpation est en droit français un pouvoir arbitraire du juge d'instruction, qu'elle marque d'infamie, si même elle ouvre hypocritement le droit à la défense, qu'elle constitue de fait un préjugement préparant la condamnation. La vérité est que l'inculpation, décision sans critère et sans recours, confisque l'honneur, parfois la liberté, le travail, la vie. Si M. Michel Droit est inculpé sans charges sérieuses, l'élite française va-t-elle enfin s'intéresser à la réforme d'un droit infirme qui, tous les jours, fabrique du malheur ? Non, sans doute. Car l'inculpation, intolérable pour les privilégiés, ne cesse pour autant de convenir aux clients ordinaires de la justice pénale. On ne s'en prendra donc pas à la loi, mais au juge d'instruction. Le juge, s'il déplaît ou dérange, sera présumé docile, soumis à ses préjugés, à ses opinions, surtout à sa carrière, quand on réverait, bien sûr, qu'il soit indépendant.

Une justice indépendante ? Qui la veut donc ? Certes pas nos institutions. La Constitution de 1958 a fait du président de la République — soudain érigé en arbitre, à contre nature de sa fonction — le « garant » de l'indépendance de la justice ; et dans cette mission elle lui a adjoint un Conseil supérieur de la magistrature dont il désigne les neuf membres, et que « vice-préside » le garde des sceaux. Les constituants ont pris en outre la précaution de n'accorder à ce Conseil de la magistrature que des pouvoirs restreints sur l'avancement des magistrats : la carrière des juges est restée soumise au pouvoir exécutif par une savante combinaison de règles qui proclament l'indépendance en prenant garde de ne pas l'assurer.

Pourquoi la justice — rendue par des hommes et des femmes, non par des héros ou des saints — serait-elle donc indépendante,

quand les institutions ne le souhaitent pas, quand le pouvoir politique ne le veut pas davantage ou ne le veut qu'au gré des opportunités, quand l'indépendance gêne la carrière d'un juge au lieu de la servir ? Le vrai mérite de la justice française est qu'elle compte beaucoup de magistrats indépendants, soit que leur vertu soit naturelle, ou appuyée sur une morale, soit que la fonction incite à la vertu, soit que le juge n'ait pas rencontré, par chance, les occasions de plaire ou de déplaire, soit encore qu'en des temps agités où les gouvernements sont fragiles, et se succèdent, l'indépendance ne devienne, sur le long terme, la meilleure habileté. Reste que le confort politique des gouvernements successifs de la France a toujours été — sauf à de rares périodes — de s'assurer une justice aussi soumise qu'il se peut, et qu'il y a quelque cynisme à dénoncer la dépendance des juges quand une société s'applique à l'organiser.

Les contre-pouvoirs qui font souffrir

Mais le vrai problème — qui dépasse la justice — est que la France ne supporte pas les institutions indépendantes. Cette nation sincèrement éprise de liberté s'accommoderait mal des mécanismes favorables à la démocratie : les contre-pouvoirs la font souffrir. Volontiers nous fabriquerions l'apparence des contre-pouvoirs, car nous aimons les symboles. Mais aucune institution indépendante ne nous est agréable. Regardons du côté du Conseil constitutionnel. Son mode de recrutement, et de saisine, avait été sagement imaginé par la Constitution de 1958 pour qu'il ne pût gêner le gouvernement, le protégeant seulement contre les abus de pouvoirs du Parlement.

Et voici que, le temps passant, le Conseil constitutionnel a pris

goût à sa mission, affirmé son indépendance, et surtout la réforme constitutionnelle de 1974, ouvrant largement sa saine, lui a donné les moyens de remplir sa fonction. Vrai contre-pouvoir ? Une telle audace heurte trop d'habitudes et de mentalités. Nous avons vu, en 1986, ce Conseil, devenu utile à la démocratie, donc gênant, accusé brutalement de bafouer la souveraineté nationale, d'installer le gouvernement des juges. Il devenait urgent de le remettre à sa place. C'est que le pouvoir politique constituait l'insupportable : une institution qu'il ne maîtrisait pas.

L'exemple de l'audiovisuel est non moins édifiant. La France, en 1982, prétend proclamer l'avènement d'une communication audiovisuelle « libre », pluraliste ; et, pour veiller sur les principes, gouvernement et Parlement fabriquent une Haute Autorité « indépendante ». Les mots « liberté » et « indépendance » rythment la loi du 29 juillet 1982. La Haute Autorité sera-t-elle une institution libre ? Sans doute, mais une institution sagement privée de pouvoirs et de moyens d'action, une institution sans risque. Et quand seront accordées les concessions de la 5^e et de la 6^e chaîne, son avis, trop peu conforme, sera tenu pour négligeable.

Venue aux affaires, la nouvelle majorité inverse le mécanisme, qui conduisit au même résultat, la symbolique d'un faux contre-pouvoir. Cette fois-ci, la loi du 30 septembre 1986, créant une « autorité administrative indépendante », la CNCL, lui confère de vraies prérogatives, et des moyens d'action, la perspective d'un rôle servant la démocratie. Mais le savant dosage du recrutement organisé par l'article 4 et le choix des premiers membres installent aussitôt le confort d'une rassurante fidélité. La loi de 1986 — comme celle de 1982 — a réalisé cette commodité française, un contre-pouvoir qui ne gêne pas le pouvoir.

En rêve, on voit M. Grellier demain promu, parce que la République honore l'indépendance des juges. En rêve, on voit le garde des sceaux féliciter M. Arpaillange parce qu'il a eu le courage de rappeler à tous la liberté de parole du ministère public. En rêve, on voit la chambre criminelle de la Cour de cassation, révoquée par sa nouvelle jurisprudence, désormais attentive à l'abus des inculpations, et l'on voit venir, dans le sillage de M. Michel Droit, des milliers d'infortunés, désormais protégés, qui, sans lui, eussent risqué d'être les victimes d'inculpations sans charges.

Une vertu héroïque

Mais peut-on rêver ? Et d'où soufflerait ce vent nouveau ? De la classe politique occupée à flatter les sondages et à courtiser ses princes ? Des pouvoirs médiatiques où se retranchent sans cesse les champs de la compétence et du courage ? La vérité est que l'indépendance, s'il n'y a pas de morale personnelle, religieuse ou laïque pour l'inspirer au juge de droit pour la soutenir, devient peu à peu une vertu héroïque. Pour la réacquiescer, il faudrait de douloureuses réformes, l'organisation de vrais contre-pouvoirs, un autre comportement du pouvoir politique, une patiente propédeutique de la marche debout. Le voulons-nous ?

Il semble qu'il nous suffise de cajoler les mots, de célébrer les rites. Inventant sa Légion d'honneur, sa noblesse, ses dignités, Napoléon expliquait qu'il y était contraint pour satisfaire les habitudes et les penchants des élites françaises. Presque deux siècles plus tard, l'indépendance n'est toujours pas une spécialité française.

JEAN-DENIS BREDIN

Education hautement surveillée

par MYRIAM EZRATTY (*) et PAUL LUTZ (**)

PENDANT les années de guerre, des magistrats, des pédagogues, des médecins, dont beaucoup avaient personnellement subi la déshonore, avaient consacré que les prisons étaient remplies d'anciens pupilles des colonies pénitentiaires ou agricoles et des maisons dites de correction. Au lendemain de la Libération ils furent convaincus les pouvoirs publics de déléguer la voie de la répression pour celle de l'éducation afin d'assurer l'intégration dans la société de ces adolescents perdus.

Le 1^{er} septembre 1945, une ordonnance du général de Gaulle créait la Direction de l'éducation surveillée qui, avec pour seul héritage les anciennes institutions pénitentiaires et des personnels peu préparés à leurs nouvelles tâches, s'est progressivement engagée dans le chemin ainsi tracé, sous l'impulsion de juges des enfants et d'éducateurs imaginatifs et convaincus.

La réussite a été telle que les attributions de l'éducation surveillée ont été par la suite étendues à l'ensemble de la protection judiciaire de la jeunesse. La loi a posé comme un principe fondamental que le mineur doit être à chaque fois qu'il est possible maintenu dans son milieu actuel.

Au cours des dernières années, pour mieux remplir ses objectifs, l'éducation surveillée a été conduite à renforcer ses moyens d'action en s'appuyant du concours de tous les services et collectivités concernés par les problèmes de la jeunesse. Cette étape de son évolution lui a donné un nouveau souffle.

Dans le même esprit, la participation des personnels de l'éducation surveillée aux opérations « Prévention Eté », aux conseils départementaux de prévention de la délinquance et aux missions locales pour l'emploi, ont facilité l'accès des jeunes à la formation et aux formations professionnelles et aux emplois. Ces interventions ont amené, dans les secteurs concernés, une baisse sensible des délits commis par les enfants et les adolescents.

La prise en charge des mineurs délinquants les plus difficiles n'a pas été pour autant délaissée : grâce, notamment, aux permanences éducatives mises en place auprès des tribu-

naux et chargées de proposer des solutions alternatives à l'emprisonnement, le nombre de mineurs incarcérés a nettement régressé pendant la même période que la population pénale augmentait.

L'éducation surveillée a su, en outre, acquiescer un renom international dont témoigne l'audience du centre de formation et de recherche de Vaucresson auprès des spécialistes français et étrangers.

Ce rayonnement, tout à fait disproportionné à sa petite taille et à ses modestes ressources, l'éducation surveillée les doit (faute de les avoir ?) à sa capacité de réflexion et d'innovation. Ce n'est pas par l'effet du hasard ou des seuls talents individuels : fait rarissime dans l'administration française, elle avait pu demeurer depuis sa création, quelles que soient les orientations et les attentions politiques, un lieu ouvert à la libre discussion et à l'expérimentation, tirant de ses succès comme de ses échecs les éléments d'une évolution positive.

Aujourd'hui, ceux qui s'intéressent à elle sont inquiets. Calomniée par ses propres responsables — une « pédaurocratie », a-t-on dit — la rue s'est tue. Privée de sa mémoire par le départ contraint ou provoqué des uns, la mise à l'écart des autres, l'éducation surveillée s'est repliée sur elle-même. Présente comme devant améliorer sa gestion — qui n'y souscrivent ? — la remise en ordre amorcée est, à tort ou à raison, entendue comme une mise au pas. La peur, la méfiance et le découragement s'installent à tous les niveaux, entraînant par le réflexe sur les intermédiaires, le personnel, voire la restriction de l'information (même, seuls les aspects négatifs de l'actualité, résumés à y a quelques mois, ont été diffusés à l'extérieur), les sanctions déjà intervenues et les mutations annoncées.

Craindes vaines ? Si cela pouvait être vrai ! On promet à l'éducation surveillée des habits neufs. Puisse-t-elle ne pas recouvrir un corps mort !

(*) Avocat général à la Cour de cassation.

(**) Conseiller honoraire à la Cour de cassation.

Au Courrier du Monde

AMBITION

Un espace « latinophone »

Vue du Japon, la France paraît bien petite et la puissance nord-américaine envahissante comme un cancer !

Pourquoi ne pas lancer l'idée dans tous les pays latins, de la France au Portugal en passant par toute l'Amérique latine, d'un espace « latinophone » qui entraînerait une coopération entre tous les pays latins afin de contrebalancer l'envahissement du monde par les « Etats-unions », comme on dit au Canada français ? Les pays latins ont oublié leur origine commune. Un esprit latinophone pourra sans nul doute mettre en équilibre entre culture d'origine catholique et culture d'origine protestante.

La solidarité des peuples latins pourrait constituer une troisième force entre les Deux Grands et surtout montrer une autre voie culturelle au monde.

CLAUDE RIFAT
(Tokyo).

ÉTUDES

La carrière de M. J.-F. Dubos

Le Monde du 5 novembre a publié un article sur M. Jean-François Dubos qui est présenté comme ayant fait ses études au Prytanée militaire.

Nous avons aussitôt fait des recherches, desquelles il ressort que M. Dubos n'a jamais été au Prytanée. Nous n'ignorons pas que le *Who's who* signale que M. Dubos a fait ses études à La Flèche, au Prytanée, mais cette information est erronée. Le *Who's who* nous a fait remarquer qu'il n'était pas responsable du curriculum que lui fournissent les gens qui y figurent. Néanmoins, la notoriété mondiale de cette publication entraîne votre bonne foi.

Si M. Dubos a fait ses études à La Flèche, ce ne peut être qu'au lycée de La Flèche (lycée Bouchevrou). Nous avons d'ailleurs le témoignage d'un de ses anciens condisciples à ce sujet.

Ingénieur général M. NATTA, président de l'Association des anciens élèves du Prytanée national militaire.

Rigueur et valeur

par BERNARD VALETTE (*)

J'AVAIS été stupéfait d'entendre les déclarations de M. Michel Droit, s'abritant derrière ses collègues de la CNCL pour laisser entendre, sans ambages, qu'il était en tout état de cause en droit de siéger et de porter un jugement sur le dossier présenté par Radio-Courtoisie.

Certes les arcanes juridiques ne sont guère familiers aux membres éminents de l'Académie française. Encore faudrait-il que, lorsqu'ils ont été choisis pour remplir une fonction relevant de l'administration, ils acceptent avec humilité de se plonger dans l'étude du droit administratif et de ses grands principes.

Tout membre titulaire doit s'abstenir de participer à une discussion ou à un vote portant sur une question à laquelle il est directement intéressé, ou touchant une personne pour laquelle son impartialité ne serait pas entière. Cette obligation d'impartialité est à plus forte raison imposée aux membres d'organismes ayant pouvoir de décision. Ce principe, régulièrement rappelé

par le Conseil d'Etat, aurait pu ou dû éclairer notre académicien sur la conduite à tenir.

Il est constant que M. Michel Droit, chroniqueur au *Figaro*, connaissait M. Ferré, lui aussi journaliste dans ce journal. Au lieu de s'abriter derrière une décision prise collectivement, en adoptant ainsi une attitude qui s'apparenterait à celle d'un adolescent, pris et seul puni pour un chahut collectif, que n'aurait-il pas mieux valu qu'il méditât ce principe juridique de base, qui au demeurant n'a rien d'abscons pour le bon sens et la pratique populaires. Plutôt que de prêter le flanc à la critique et ce, même si son inculpation débouche sur un non-lieu, il aurait été préférable d'entendre l'intéressé nous préciser qu'en tout état de cause il s'était abstenu de siéger ou de délibérer lorsque la CNCL s'est prononcée sur le dossier et les mérites de la radio de son confrère.

Fils de la société : élevé dans la rigueur éducative et religieuse de celui qui a guidé mes pas d'adolescent avec cette humilité et ce bon sens qui caractérisaient bien souvent les hommes du début de ce siècle, le souvenir me vient de mon père, mon professeur de mathématiques en seconde et première A de l'époque. En dehors de toute obligation, si ce n'est celle qui lui imposait sa propre conscience, il s'abstenait de me noter et de me classer et, en dépit de la grande affection qu'il m'a toujours témoignée, n'intervenait pas dans le conseil de classe, craignant sans doute que quelque puisse mettre en doute son impartialité à mon égard. O combien choqué pourtant, j'étais pour lui, au lycée, un non-être transparent, voire inexistant.

Celui qui met sa verve polémique au service de la rigueur de pensée et de la défense de certaines valeurs trop souvent jetées aux orties, cela est vrai, méditera peut-être cet exemple familial, et l'attitude d'un bien-être nonagénaire sans habit vert, fondée intrinsèquement sur la rigueur vis-à-vis de soi-même et le bon sens.

(*) Magistrat.

LA TRAVERSÉE DU DIMANCHE

BORIS SCHREIBER

PRIX SAINTE BEUVE 1987
Sélection liste Fémina
Sélection liste Renaudot



La folie n'est pas loin.
LIRE
Un dimanche hallucinant.
LE POINT

Depuis Kafka et Beckett, on avait rien écrit d'aussi âpre sur l'aliénation voulue, souhaitée, minutieusement organisée.

ALAIN BOSQUET

Un univers intérieurement tendre, désopilant, et impitoyable comme l'écriture qui le transporte.

ANDRÉ BRINCOURT

LE MAGAZINE LITTÉRAIRE

LUNEAU ASCOT ÉDITEURS

198 pages - 85 F

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 659572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Bonin-Méry (1944-1969)
Jacques Fauret (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter
du 10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Bonin-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Woods.
Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.
Correspondant en chef :
Claude Salas.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montauville, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-32 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 204 136 F

Le Monde (ISSN 776-910) is published daily, except Sundays for \$ 400 per year by Le Monde c/o Speedpress, 45-46 38th Street, L.C.L. N.Y. 11104. Second class postage paid at U.S. and additional offices. R.V. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedpress U.S.A. P.O. 45-46 38th Street, L.C.L. N.Y. 11104.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

FAI VOYE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

584 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou partiels : une demande aux lettres à formuler, jointe d'une dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez vous abonner d'office dans les boîtes postales en capital d'abonnement.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 26-15 - Type LEMONDE

Imprimé au Monde

Le Monde

Reproduction interdite de tous articles

sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57457

ISSN : 0395 - 2037

كتابنا العربي

ITALIE : la fin d'une fausse crise

Résurrection du gouvernement de coalition de M. Giovanni Goria

ROME
de notre correspondant

Le gouvernement de coalition de M. Giovanni Goria (démocrate-chrétien) est ressuscité miraculeusement tel qu'il était, comme s'il ne s'était absolument rien passé depuis six jours. Mieux : formellement, la quarante-sixième crise gouvernementale italienne n'a même pas eu lieu. « La crise fautive », comme n'hésite pas à la définir dans un titre de première page le très respectable *Corriere della Sera*, s'achève ainsi sur une pirouette : ni cabinet « Goria bis » photocopié du précédent, ni même remaniement ministériel. C'est le gouvernement démissionnaire du 14 novembre qui s'est présenté jeudi 19 novembre devant le Sénat pour recevoir un vote de confiance de sa majorité « à cinq », composée de la Démocratie chrétienne, du Parti socialiste, du Parti républicain, du Parti social-démocrate et du Parti libéral. En difficulté il y a encore quarante-huit heures, le chef de l'Etat, M. Francesco Cossiga, a, en effet, décidé de renvoyer le cabinet sortant devant les Chambres, après avoir reçu le 18 novembre en fin de soirée M. Goria, qui lui a fait part du succès des consultations menées tambour battant depuis vingt-quatre heures.

C'est la formule « Sigeonella » (1), a affirmé le porte-parole du chef de l'Etat, faisant référence à un précédent bien présent à la mémoire du monde politique italien : la fausse mort du premier gouvernement du socialiste Bettino Craxi, mis en crise par le Parti républicain, qui critiquait la ligne suivie au moment de l'affaire du détournement du paquebot *Achille-Lauro* et de ses suites, qui a ressurgi aussitôt de ses cendres devant le Parlement. Une procédure constitutionnelle, comme on le sait, est alors, comme aujourd'hui, le président de la République n'avait accepté la démission qu'avec « réserve », sans que la Chambre ait sanctionné par un vote la chute du gouvernement.

La résurrection pure et simple du premier cabinet Goria, formé le 28 juillet dernier au lendemain

d'élections législatives anticipées sur un laborieux compromis entre la Démocratie chrétienne et les socialistes, vise à gommer une crise qui éclata sans que personne l'ait vraiment voulu, à cause de la défection du petit Parti libéral (2,1 % des voix), critique sur la loi de finances. Les mini-remaniements au nouveau projet de budget 1988 promises par M. Goria — des coupes pour 1 500 milliards de lires (7 milliards de francs) et un engagement sur les dégrèvements fiscaux de 2 % — si les conditions le permettent — en juillet prochain — permettent au Parti libéral de sauver la face et d'annoncer son retour au sein de la coalition.

Un double coup de téléphone tard dans la soirée de mardi entre le secrétaire général de la DC, M. Ciriaco De Mita, et celui du PSI, M. Bettino Craxi, contenait la trêve entre les deux partis de la majorité, alors que peu avant les socialistes déclaraient encore leur volonté de voir le nouveau gouvernement tenir compte des résultats exprimés lors des référendum 9 novembre pour l'arrêt du programme nucléaire et l'instauration d'une responsabilité civile des juges. Cela aurait pu être un problème de confiance rendant la solution de la crise impossible. Mais, en fait, ni la DC ni le PSI ne voulaient d'un bras de fer dans une situation politique aussi délicate.

Le gouvernement de M. Giovanni Goria, à cause de sa fragilité même, construite aujourd'hui comme au moment de sa naissance l'est dernier le seul plus petit commun dénominateur acceptable par les uns comme par les autres.

(Interim.)

(1) Sigeonella est le nom de la base de l'OTAN en Sicile, sur laquelle la classe américaine avait construit à se poser un appareil de ligne égyptienne à bord duquel se trouvaient l'un des responsables du détournement de l'*Achille-Lauro*. Aboul Abbas, l'un des responsables du détournement, était-il aussi au gageon Rome, d'où il s'était aussitôt envolé pour la Yougoslavie, l'incident avait provoqué une sérieuse tension entre l'Italie et les Etats-Unis, et de vives critiques contre le président du conseil, M. Craxi, de la part de ses alliés politiques.

ESPAGNE : un entretien avec le successeur de M. Marcelino Camacho

Les « commissions ouvrières » doivent faire contre-poids au « conservatisme » du gouvernement socialiste estime M. Gutierrez

MADRID
de notre correspondant

Succéder à celui qui fut à la fois le fondateur et le « dirigeant historique » d'une organisation n'est guère chose aisée. Surtout lorsqu'on a traité six ans à peine, et que l'édifice organisationnel est devenus des discussions internes. Telle est pourtant la rude tâche qui attend désormais M. Antonio Gutierrez. Il doit en effet succéder, à partir du vendredi 20 novembre, à M. Marcelino Camacho à la tête des Commissions ouvrières, dont le quatrième congrès national s'est ouvert mercredi à Madrid. Proche du Parti communiste, mais dans les années 70 à la faveur de la lutte antifranquiste, l'organisation des Commissions ouvrières est aujourd'hui l'une des principales centrales syndicales espagnoles.

MADRID
de notre correspondant

M. Camacho n'était pas seulement le leader indiscuté de son syndicat. Il était aussi le dénominateur commun entre toutes les tendances, celui qui empêchait longtemps que les luttes internes de la « famille communiste », particulièrement intenses en Espagne, n'affectent sa centralité. Aujourd'hui, alors que les partisans de l'ancien secrétaire général du Parti communiste, M. Santiago Carrillo, protestent bruyamment en affirmant être mis à l'écart au sein des Commissions ouvrières, M. Gutierrez réussira-t-il à son tour à être le garant de l'unité ? « Le phénomène de Marcelino ne peut pas et ne doit pas être répété », affirme-t-il. Jusqu'ici, les Commissions ouvrières étaient plus connues par leur leader que pour elles-mêmes. C'était peut-être souhaitable dans les années difficiles, cela ne l'est plus aujourd'hui. Notre syndicat doit apprendre à ne plus dépendre du charisme d'une seule personne pour maintenir son unité.

S'il s'affirme avec modestie « conscient » de ses « limites personnelles », M. Gutierrez n'en a pas moins des idées très arrêtées sur le rôle imparté à son organisation. « Les syndicats doivent comprendre qu'il leur faut élargir leur horizon de négociation », souligne-t-il. Aujourd'hui, nous assistons, en Espagne et en Europe, à une tenta-

tive d'appauvrir la négociation collective. Il s'agit de contraindre les syndicats à en revenir à leur rôle d'il y a cent ans, celui de négocier seulement le salaire direct des ouvriers. Et il ajoute : « Il s'agit ainsi de laisser exclusivement aux patrons du patronat les problèmes de l'organisation du travail, des nouvelles technologies, des méthodes de production. Nous estimons au contraire que les syndicats doivent pouvoir intervenir également sur ces problèmes-là, qui affectent en fin de compte tout autant les travailleurs. »

Mais les Commissions ouvrières n'ont-elles pas précisément rejeté, il y a deux mois à peine, une offre en ce sens du gouvernement socialiste ? « Le gouvernement voulait nous transformer en simples comptables, rétorque M. Gutierrez. Il nous proposait de nous consacrer les chiffres du budget national sans nous permettre de les modifier. Le cadre de la politique macro-économique était fixé à l'avance et nous devions l'accepter comme donnée de base. »

C'est tout le problème des rapports avec le gouvernement socialiste qui est ainsi posé. Une centrale comme les Commissions ouvrières peut-elle se permettre de s'opposer de front à un gouvernement de gauche qui joute d'une large base sociale sans risquer de s'enfermer dans un ghetto ? « Nous ne critiquons pas le gouvernement par principe », affirme M. Gutierrez. Nous considérons au départ que la victoire des socialistes aux élections de 1982 constituait un événement historique, et, en 1983, nous avons d'ailleurs signé sans difficulté avec eux un accord-cadre. Mais tout a rapidement changé. Nous ne pensions pas qu'un gouvernement socialiste puisse mettre en œuvre une politique d'austérité basée sur l'idée que la justice sociale est incompatible avec l'efficacité économique. »

Sur ce point, M. Gutierrez précise : « Pour les socialistes, le concept d'efficacité économique constitue un alibi leur permettant d'adopter les thèses conservatrices les plus classiques. Si notre affrontement avec eux s'est aggravé, ce n'est pas parce que les Commissions ouvrières sont devenues plus radicales, c'est parce que le gouvernement est devenu plus conservateur. Le recul enregistré par les socialistes aux dernières élections montre d'ailleurs que nous ne nous livrons pas à cet égard à des ana-

lyses en chambre. Notre organisation, par contre, a progressé dans les grandes entreprises lors des dernières élections syndicales. »

Dans ces circonstances, les Commissions ouvrières ne sont-elles pas tentées d'outrepasser leur rôle ? Vu la faiblesse actuelle des partis politiques d'opposition en Espagne, le syndicat n'apparaît-il pas, qu'il le veuille ou non, comme la principale force d'opposition au gouvernement socialiste ? M. Gutierrez le reconnaît, mais invoque pour le justifier l'histoire récente de l'Espagne : « Les années du post-franquisme ont supposé un déséquilibre entre le développement de la démocratie au niveau politique et au niveau social, déséquilibre que les syndicats, d'ail-

leurs, ont consciemment accepté. » Il enchaîne : « Mais il était évident que cette situation ne pouvait être que transitoire. S'il était maintenu trop longtemps, ce déséquilibre ne pouvait finalement que remettre en question la stabilité politique du pays elle-même. Cela risque aujourd'hui d'être le cas, ce qui explique l'importance du rôle des syndicats en ce moment. Un rôle que nous n'avons pas cherché, mais auquel nous n'avons pas renoncé : si nous pouvons rendre de la sorte un service à la cause du pluralisme en Espagne, pourquoi pas ? »

THIERRY MALINAK.

Antonio Gutierrez
Une certaine froideur

Ouvrier à quinze ans et étudiant à vingt, militant actif de la lutte antifranquiste : Antonio Gutierrez a le profil typique du dirigeant des Commissions ouvrières. Mais autant son prédecesseur, M. Marcelino Camacho, de plus de trente ans son aîné, était extraverti et enclin au verbe fleuri, autant M. Gutierrez est froid et peu porté aux envolées lyriques.

Est-ce dû à ses origines rurales ? Il est né en 1951 dans le petit bourg d'Orduña, près de Murcie, d'une famille plutôt modeste. Une bourse lui permit d'étudier au collège catholique de la ville. A seize ans, il se lia d'amitié avec un ancien exilé de la guerre civile, qui le convainquit de s'inscrire au Parti commu-

niste. Venu tenter sa chance à dix-huit ans dans la capitale, il déchargea des camions dans un faubourg de la ville. Le PC l'envoya ensuite à l'université de Valence, où il connut ses premiers problèmes avec la police comme « agitateur » étudiant, puis à Valladolid, où il est chargé de réorganiser le mouvement syndical.

C'est là qu'il se fera connaître pour son rôle dans l'organisation de grèves qui vont défrayer la chronique, dont l'une de plus de trois mois, chez Michelin. Ce qui lui vaudra plusieurs licenciements successifs ainsi que son entrée, en 1975, à la direction des Commissions ouvrières.

Th. M.

Marcelino Camacho
Un combattant plein de verve

A soixante-neuf ans, Marcelino Camacho s'en va. Mais ce départ ne sera certainement qu'une demi-retraite pour celui qui a été pendant onze ans le secrétaire général des Commissions ouvrières et restera l'une des grandes figures du syndicalisme espagnol.

Emprisonné pendant des années au temps du franquisme, il a longtemps été considéré comme un symbole par tous ceux qui luttèrent pour la liberté en Espagne.

Ancien ouvrier tourneur, fils d'un cheminot socialiste, il avait pris les armes à dix-huit ans pour défendre la République durant la guerre civile. A la fin du conflit, il devait passer deux ans dans un camp de concentration. Il avait complété sa formation syndicale en Algérie et en France, en militant dans les rangs de la CGT.

De retour en Espagne, il était élu en 1966 l'un des fondateurs des Commissions ouvrières. Il fut arrêté à peine un an plus tard et ne devait plus quitter la prison jusqu'en 1975. Il avait notamment été condamné à vingt ans d'emprisonnement en 1973, étant avec d'autres dirigeants syndicaux, au banc des accusés du procès dit des 1001.

Ce militant plein de verve aura bénéficié non seulement de l'admiration fervente de ses amis, mais aussi d'un véritable respect de la part de beaucoup de ses adversaires.



notamment été condamné à vingt ans d'emprisonnement en 1973, étant avec d'autres dirigeants syndicaux, au banc des accusés du procès dit des 1001.

A TRAVERS LE MONDE

Inde
M. Gandhi aurait accepté de se rendre en Chine

Le premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi, aurait accepté le principe d'une visite en Chine, après des progrès enregistrés lors de trois jours de pourparlers bilatéraux sur l'éclatement différencié frontalier sino-indien (le Monde du 19 novembre). a-t-on appris, mercredi 18 novembre, dans les milieux diplomatiques à New-Delhi. Il s'agit de la première visite officielle en Chine d'un chef de gouvernement indien depuis le conflit armé sino-indien de 1962. Interrogé sur une telle éventualité, un porte-parole officiel indien a simplement indiqué que le litige frontalier serait désormais évoqué « au niveau politique ».

L'invitation a été transmise à M. Gandhi par le vice-ministre chinois des affaires étrangères, M. Liu Shuqing, qui a quitté mercredi New-Delhi pour Bangkok, après un séjour de six jours en Inde. Aucune date n'aurait encore été arrêtée, indique-t-on de sources diplomatiques. — (AFP.)

● La tragédie de Bhopal. — Le tribunal de Bhopal a ajourné, le mercredi 18 novembre, ses audiences sur l'indemnisation des victimes de la fuite de gaz toxique de décembre 1984 qui avait fait plus de deux mille quatre cents morts, alors que l'Inde et la société Union Carbide ne sont toujours pas parvenues à trouver un compromis, ont annoncé des avocats. Le tribunal, qui doit reprendre ses travaux le 27 novembre, avait, à l'origine, fixé la date du 18 octobre pour achever les audiences sur les demandes d'indemnisation. Des manifestations dans toute la ville et devant le tribunal ont toutefois empêché, mercredi, le déroulement normal des travaux. Les manifestations, auxquelles se sont joints les employés du tribunal et les avocats, demandant au gouvernement indien de ne pas accepter un règlement à l'amiable avec Union Carbide et de mener les poursuites judiciaires à leur terme. — (AFP.)

Pays-Bas
Un message macabre des ravisseurs de Gerrit Jan Heijn

Amsterdam. — Le silence autour de l'enlèvement de l'industriel Gerrit Jan Heijn, disparu il y a exactement dix semaines, a été rompu par la nouvelle, mercredi 18 novembre, que ses ravisseurs lui avaient coupé une partie du petit doigt de la main gauche. Les experts ne sont pas certains que M. Heijn soit encore en vie. L'auriculaire sectionné avait, en effet, été envoyé à la famille à la mi-octobre, quelques jours après que les proches parents de M. Heijn eurent inséré des annonces dans les journaux priant la presse de ne publier aucune information pouvant mettre en danger la vie de la victime. Après l'indication d'un journal de Rotterdam, on sait au moins qu'une tentative d'échange de l'industriel contre une rançon a échoué.

M. Heijn (cinquante-six ans), dont le nom évoque pour les Néerlandais « le plus grand épicer des Pays-Bas », fut enlevé dans le village de Bloemendaal, non loin de Haarlem, alors qu'il se rendait en voiture chez son dentiste.

Ce rapt fait suite à celui de M. Alfred Heilmann, le magnat de la bière, fin 1983, qui, avec son chauffeur, fut libéré en échange d'une rançon estimée à 13 millions de florins. — (Corresp.)

● GRECE : trente-quatre blessés dans une manifestation. — Trente-quatre personnes ont été blessées au cours des violents affrontements entre manifestants et forces de l'ordre qui se sont produits le mardi 17 novembre à Athènes. La manifestation avait été organisée par les partis de gauche pour célébrer le quarantième anniversaire de la révolte étudiante contre la dictature des colonels (1967-1974). Dans la soirée du mercredi 18 novembre, le premier ministre socialiste, M. Andreas Papandréou, a lancé une mise en garde contre les excès de certains détachements de la police et des groupes anarchistes. « La démocratie doit être protégée », a-t-il déclaré aux députés.

Tchécoslovaquie
Reprise du dialogue avec le Vatican

Prague. — Les obsèques de l'évêque Julius Gabris, administrateur apostolique de l'archidiocèse de Trnava, célébrées, mercredi 18 novembre, en Slovaquie-Orientale, en présence d'une délégation vaticane de haut niveau et, geste significatif de Prague, du ministre slovaque de la culture, M. Miroslav Valcik, ont ouvert la voie à une reprise du dialogue entre le Saint-Siège et la Tchécoslovaquie.

Des entretiens sur la situation de l'Eglise catholique en Tchécoslovaquie et, vraisemblablement, le contentieux entre Prague et le Vatican étaient, en effet, prévus à la suite des funérailles, jeudi, dans la capitale tchécoslovaque.

Le niveau de ces entretiens n'a pas été précisé, mais il peut être mesuré à l'importance de la délégation vaticane conduite par l'archevêque Achille Silvestrini, à ministre des affaires étrangères du pape, et l'archevêque Francesco Cossuono, ambassadeur itinérant du Saint-Siège dans les pays de l'Est. Ce dernier avait déjà préparé le terrain lors d'un séjour à Prague, en janvier dernier.

La question la plus urgente à négocier pour le Saint-Siège avec la Tchécoslovaquie reste, après le décès de Mgr Gabris, celle de la dispersion progressive de l'actuelle hiérarchie épiscopale locale. Neuf diocèses sur treize sont dépourvus de titulaires depuis des années, faute d'accord des autorités tchécoslovaques, et les quatre en fonction ont tous dépassé l'âge de la retraite.

Les restrictions imposées à l'Eglise en Tchécoslovaquie avaient été dénoncées, le 1^{er} octobre dernier, par Jean-Paul II devant le synode réunissant deux cent vingt évêques du monde entier à Rome.

Jeudi, le pape est intervenu personnellement et a nommé Jan Sokol, cinquante-quatre ans, doyen de l'évêché de Sereď, administrateur apostolique de l'archidiocèse de Trnava, en remplacement de Mgr Gabris. — (AFP.)

URSS
Mort à Paris du dissident Dimitri Panine

L'un des premiers dissidents soviétiques à avoir pu émigrer en Occident, l'ingénieur physicien Dimitri Panine, compagnon au goulag d'Alexandre Soljenitsyne, est décédé mercredi 18 novembre à Paris, à l'âge de soixante-quinze ans, à la suite d'une rupture d'anévrisme. Victime en 1940, comme nombre de chercheurs, des purges staliniennes, il avait passé onze ans au goulag, jusqu'en 1956. Réhabilité par Nikita Khrouchtchev, il avait obtenu en 1972 l'autorisation d'émigrer vers la France. Il a publié chez Flammarion un livre de souvenirs intitulé *Notes de Solovine*, du nom de l'un des personnages du Premier Cercle de Soljenitsyne.

D'autre part, l'ancien dissident Edouard Kouznetsov a annoncé, mercredi 18 novembre à Paris, qu'Alexei Mourjenko, l'un des condamnés du « procès de Leningrad » en 1970, venait d'obtenir un visa pour sortir d'URSS. Alexei Mourjenko avait tenté, en compagnie de quinze autres personnes, de détourner un avion pour quitter l'Union soviétique.

● LAOS : reprise du dialogue avec Pékin. — M. Khamphay Boupha, premier vice-ministre des affaires étrangères du Laos, se rendra en Chine du 24 au 30 novembre, a annoncé, le mercredi 18 novembre, le gouvernement chinois. Cette visite est la première d'un membre du gouvernement laotien depuis l'invasion du Cambodge par l'armée vietnamienne fin 1978. Pékin et Vientiane ont entamé des discussions sur la normalisation de leurs relations, en décembre 1986, lors d'une visite au Laos du vice-ministre chinois des affaires étrangères, M. Liu Shuqing, premier membre du gouvernement chinois à se rendre dans ce pays depuis décembre 1978. Depuis cette date, les représentations diplomatiques entre les deux pays ont été réaboussées au niveau des chargés d'affaires. — (AFP.)

Marie NIMIER

La girafe

roman

« Si vous vous sentez menacé d'engourdissements par l'automne subit et glacial, on peut vous prescrire un bon médicament : La girafe. »

Josyane Savigneau/Le Monde

GALLIMARD

Europe

AUTRICHE : après la démission du secrétaire général du Parti conservateur

Polémique sur le mandat de la commission chargée d'examiner le passé de M. Waldheim

VIENNE
de notre correspondant

Conséquence inattendue de l'affaire Waldheim, M. Michael Graff, secrétaire général du Parti conservateur autrichien (ÖVP), a démissionné, le mercredi 18 novembre, à la suite du tollé général provoqué par ses récents propos à l'hebdomadaire français *l'Express* (nos dernières éditions datées du 19 novembre). M. Graff avait estimé que « tant qu'il n'est pas prouvé que M. Waldheim a de ses propres mains étranglé six juifs, pas de problème ». Il répondait à une question concernant la « culpabilité personnelle » du président dans des crimes commis par l'unité dans laquelle il servait pendant la seconde guerre mondiale, et qui fait actuellement l'objet d'une enquête menée par une commission internationale d'historiens militaires.

Le chancelier Franz Vranitzky, pour qui ces propos « dépassaient la limite du tolérable », avait exigé, au cours d'une réunion assez orageuse du conseil des ministres, mardi 17 novembre, une « mise au point » du numéro deux de l'ÖVP. Comme pour ses propos à l'emporte-pièce, M. Graff a été de nouveau sévèrement critiqué tant par ses adversaires politiques que par ses amis du parti. M. Graff, qui a « brillé » à plusieurs reprises,

M. Simon Wiesenthal, directeur du Centre de documentation juif de Vienne, avait qualifié ces déclarations à *l'Express* d'« offense à la dignité humaine des juifs », ajoutant qu'il demanderait à ses amis juifs membres de l'ÖVP de se retirer du parti. M. Graff, qui a « brillé » à plusieurs reprises,

notamment au moment de la campagne présidentielle, par des propos durs et de mauvais goût, est considéré en Autriche comme l'un des principaux responsables d'une montée de l'antisémitisme.

M. Graff a présenté, mardi soir à la télévision, ses excuses et a demandé « pardon à tous ceux qui se sentaient offensés par [ses] propos ». M. Alois Mock, ministre des affaires étrangères et chef de l'ÖVP, s'est d'abord déclaré « consterné » à la suite des déclarations de son secrétaire général, mais il jugeait, mardi soir, les excuses de M. Graff « suffisantes » et rejetait l'idée d'une démission.

Eviter
une affaire Graff

La réaction presque unanime, mercredi, de la presse autrichienne, qui condamnait vivement M. Graff et s'inquiétait des conséquences défavorables pour l'image de l'Autriche à l'étranger, a apparemment conduit les dirigeants conservateurs à opérer une volte-face. Ils se sont rendu compte que M. Graff risquait de devenir un véritable boulet pour le parti, qui, après l'affaire Waldheim, ne pouvait pas se payer le luxe d'une affaire Graff. D'autant plus que l'ÖVP traverse actuellement une grave crise, qui se traduit par une chute de popularité dans les sondages.

Coincidence curieuse : peu après l'annonce de la démission de M. Graff, l'autre « bête noire » de l'ÖVP, M. Carl Hoedl, vice-maire de Linz, capitale de la Haute-Autriche, auteur d'une lettre au président du Congrès juif mondial,

M. Edgar Bronfman, a lui aussi annoncé sa démission pour le mois de janvier 1988. M. Hoedl, petit fonctionnaire totalement inconnu, out droit, au printemps dernier, à la célébrité mondiale lorsqu'il accusa le CJM d'appliquer à l'égard de M. Waldheim les mêmes méthodes qu'« il y a deux mille ans contre Jésus-Christ, condamné à mort au cours d'un procès simulé ».

En marge de cette nouvelle affaire, une controverse a éclaté entre M. Alois Mock et les membres de la commission internationale d'historiens formée par le gouvernement autrichien. M. Mock avait déclaré récemment que cette commission avait pour mandat de « déterminer si M. Waldheim a été personnellement responsable » de crimes de guerre. M. Manfred Messerschmidt, directeur de l'Institut d'histoire militaire de Fribourg-en-Brisgau, a estimé pour sa part qu'il est « impossible de voir les choses trop étroitement ». M. Hans Rudolf Kurz, président de la commission, qui doit se réunir une nouvelle fois à la fin du mois de novembre, a fait savoir de son côté qu'il « s'agit premièrement d'examiner ce que M. Waldheim a fait et, deuxièmement, ce qu'il a su ».

On n'exclut pas, à Vienne, que M. Graff, en donnant une définition de ce qu'il entend par « culpabilité personnelle », ait voulu déjà interpréter les résultats du travail des historiens. Ceux-ci ne pourront guère, selon certaines informations, effacer le reproche adressé à M. Waldheim d'avoir été l'un des officiers les mieux renseignés dans les Balkans pendant la guerre, ce que le président autrichien a toujours nié.

WALTRAUD BARYLL

Riga sur le pied de guerre pour un anniversaire

Fièvre nationaliste en Lettonie

(Suite de la première page.)

Vers midi mercredi donc, on a défilé les alentours du monument de la Liberté, au grand dam de trois vieilles dames, assises sur un banc, qui faisaient mine de ne rien y comprendre. Un quart d'heure plus tard, le quartier, en plein centre de la ville, était hermétiquement bouché dans un rayon de trois cents à cinq cents mètres par des cordons de policiers en uniforme, doublés de policiers en civil et de très nombreux « droujinski », auxiliaires volontaires de la police, reconnaissables à leur brassard, qui ont quadrillé tout le centre ville. On a même « sorti » pour l'occasion les auxiliaires des auxiliaires, avec un bannard différent. « Nous sommes des gens qui aimons l'ordre », explique l'un d'eux. « Ici nous n'avons pas beaucoup de policiers. Alors nous les aidons. Certains, comme moi, n'aiment qu'exceptionnellement, pour les fêtes par exemple. »

La liberté
de la loi

La ville n'a pourtant pas l'air à la fête. Le visage fermé, les gens longent le dispositif policier sans poser de questions. D'autres restent là, plantés, à quelques mètres des policiers, dans la rue, dans le parc, les yeux fixés sur le sommet du monument. « Au moins, je peux voir la liberté de la loi », protestait une vieille dame, le bonnet solidement enfoncé sur les oreilles. « Puisqu'on m'empêche de passer, je resterai là jusqu'à ce que je n'en puisse plus. » Ukrainienne d'origine et non lettonne, cette dame affirme être là « par solidarité ».

A la différence de Moscou, le journaliste occidental est vu ici d'un assez bon œil. Interrogé sur sa perception de la situation, un adolescent de dix-sept ou dix-huit ans sou-

fle « je peux vous accompagner », et à travers un dédale d'arrière-cours et d'entrepôts, nous amène sans mot dire dans un atelier qui débouche dans la section de la rue Lénine bouchée par la police. Au passage, on reçoit les encouragements des ouvriers. Les miliciens, eux, deviennent plus nerveux en fin d'après-midi et font très fermement évacuer trois journalistes occidentaux qui ont entamé une conversation avec un groupe de jeunes. « Vous gênez », nous affirme l'officier de la police.

Parallèlement, la police a placé aux arrêts domiciliaires (une procédure rarement utilisée ici) à Ruzskas près de Riga le chef du groupe Helsinki 86, Janis Barikans, qui avait conduit la manifestation du 23 août. En réalité, le dispositif policier, qui sera levé vers 22 heures, n'est que la partie visible de l'iceberg. Depuis des jours, les autorités se préparent à la journée du 18 novembre et ont déployé des moyens de propagande énormes.

Visiblement, la jeunesse a été la cible numéro un. Il est vrai qu'elle paraît assez remuante ici : si l'on en croit des témoignages locaux, des jeunes auraient déchiré un drapeau soviétique en pleine rue, le 7 novembre, jour de l'anniversaire de la révolution d'Octobre, avant d'être interpellés.

Leçon
d'histoire

« Dans le collège de ma fille, un « lecteur » est venu faire aux élèves une longue leçon d'histoire officielle sur la Lettonie, raconte Mikhaïl Bombin, devenu politique libéré au printemps dernier, d'origine russe, mais né à Riga. Il les a prévenus que s'ils allaient au monument de la Liberté mercredi, cela leur valait mal pour eux. » Les colles ont demandé aux parents de ne pas laisser traîner leurs enfants dans les rues. Des employés se sont soudain retrouvés « de garde » au travail toute la journée, ce qui ne leur était pas arrivé depuis des années ; l'école numéro un, située près du monument, a été fermée pour la journée et les élèves envoyés en excursion en dehors de Riga. Dans les usines, des meetings ont été organisés pour expliquer aux ouvriers, d'après la presse locale, « les graves menaces » occidentales, en particulier celle du Congrès américain qui avait voté une résolution demandant que la commémoration du 18 novembre soit autorisée, et l'envoi d'un de ses membres à Riga. Les médias soviétiques ont prêtés main-forte en diffusant largement une contre-résolution du Soviet suprême de Lettonie, ainsi que par la demande d'une délégation de députés lettons venus à Moscou, mais en vain, pour exprimer leur mécontentement à l'ambassade des États-Unis.

Afin de montrer qu'on peut quand même s'exprimer dans la rue en Lettonie, les autorités avaient même organisé une manifestation officielle mercredi devant la statue des Tirailleurs rouges, ces soldats lettons qui assurèrent la garde de Lénine. Mais l'agence Tass et la télévision ont sans doute été généreuses en esti-

mant à 10 000 le nombre de participants à ce rassemblement — ils n'étaient guère plus de 2 000 — et, dans un laps de temps d'une demi-heure, pas un seul applaudissement n'a salué les discours condamnant les ingérences américaines.

« La provocation n'a pas réussi », titrait jeudi matin la Pravda. Curieusement, ce mot de « provocation » est aussi revenu à plusieurs reprises mercredi dans la bouche de dissidents nationalistes lettons qui ont souligné qu'aucune organisation locale connue n'avait appelé à manifester le 18 novembre, précisément par crainte de provocations. L'ancien chef du groupe « Helsinki 86 » Leonard Granits, emprisonné depuis six mois, est même apparu à la télévision lettonne, interrogé par un journaliste local, pour recommander à la population d'éviter les incidents. « Les autorités ne sont pas encore prêtes au dialogue, estime Lints Talits, cinquante-six ans, libéré l'an dernier de camps où il a passé dix-sept ans de sa vie. Elles ont recours aux vieilles méthodes parce qu'elles se sentent trop mal à l'aise. » On accuse les habitants de Riga de « hooliganisme pathologique », mais il y a des forces dans notre société, ces forces qu'on appelle parfois le mécanisme de freinage de la démocratisation, qui ont intérêt à ce que des incidents violents se produisent. C'est le jeu dangereux de la démocratie », a conclu M. Talits en rappelant les sanglantes émeutes d'Alma Ata au Kazakhstan, il y a bientôt un an.

SYLVIE KAUFFMANN

Kim Philby
à la télévision
soviétique

Moscou. — L'agent double britannique Harold « Kim » Philby, réfugié en URSS depuis vingt-quatre ans, après avoir été démasqué, est apparu pour la première fois sur les écrans de la télévision soviétique.

La télévision lettonne a diffusé, le mois dernier, une interview de quatre minutes, dont une copie est parvenue cette semaine à Moscou.

On y voit Philby, soixante-cinq ans, revêtu d'une veste de tweed, une tasse de thé posée devant lui, parler en anglais, avec traduction simultanée, du retour d'émigrés lettons par les services de renseignements occidentaux.

Récrité secrètement en 1934 par les services de renseignement soviétiques, Philby s'est engagé six ans plus tard dans les services secrets britanniques, où il a fini par diriger un département chargé de l'URSS et de l'Europe de l'Est.

Il a dû démissionner en 1951, alors qu'il était soupçonné d'avoir averti les espions Guy Burgess et Donald Maclean de leur arrestation imminente, ce qui leur a permis de fuir à Moscou. — (Haute.)

OF pendant 13 mois.*



Sur toute la gamme BX.

Du 19 novembre au 14 décembre 1987, Citroën vous offre tous modèles de sa gamme BX, véhicules particuliers, pour 0F (zéro franc) par mois pendant 13 mois. Vous possédez une voiture ? Laissez-la chez Citroën et si elle couvre l'apport initial de votre location avec option d'achat, vous pourrez repartir au volant de la BX neuve de votre choix sans rien payer de plus, absolument rien jusqu'en 1989.

Citroën BX: roulez en 87, payez en 89.*

Location avec option d'achat (LOA) sur 60 mois, sous réserve d'acceptation du dossier par Crédipar. Exemple de LOA pour 10 000 F TTC hors assurance : A la livraison, apport initial de 3 000 F couvert par la reprise de votre véhicule, (dépot de garantie de 1 500 F et 1^{er} loyer de 1 500 F), suivi de 13 loyers de 0 F (zéro franc), puis de 46 loyers à 245 F, option d'achat en fin de location : 1 500 F couvert par le dépot de garantie, coût total en cas d'acquisition : 14 270 F.

* après versement de votre apport initial — Modèle présenté : BX GTI 16 SOUPAPES.

CITROËN **TOTAL**

CONCOURS
LE MONDE DU VIN
COMMANDEZ
VOS NUMÉROS MANQUANTS

Cochez les numéros des vignettes qui vous manquent. Nous vous ferons parvenir les numéros correspondants en franco de port.

N° 1 4,50 F del 17 oct.	N° 2 6,00 F del 18 oct.	N° 3 4,50 F del 20 oct.	N° 4 4,50 F del 21 oct.	N° 5 4,50 F del 22 oct.	N° 6 4,50 F del 23 oct.
N° 7 4,50 F del 24 oct.	N° 8 6,00 F del 25 oct.	N° 9 4,50 F del 27 oct.	N° 10 4,50 F del 28 oct.	N° 11 4,50 F del 29 oct.	N° 12 4,50 F del 30 oct.
N° 13 4,50 F del 31 oct.	N° 14 6,00 F del 1 nov.	N° 15 4,50 F del 2 nov.	N° 16 4,50 F del 3 nov.	N° 17 4,50 F del 4 nov.	N° 18 4,50 F del 5 nov.
N° 19 4,50 F del 7 nov.	N° 20 6,00 F del 8 nov.	N° 21 4,50 F del 9 nov.	N° 22 4,50 F del 10 nov.	N° 23 4,50 F del 12 nov.	N° 24 4,50 F del 13 nov.

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL _____ LOCALITÉ : _____

Envoyez ce bon de commande avec votre règlement du total des exemplaires commandés à : Le Monde, service des ventes au numéro, 7, rue des Italiens, 75009 PARIS.

مكتبة النور

Diplomatie

Le ministre israélien des affaires étrangères en visite à Paris

« Nous ne ferons rien qui puisse gêner les pays arabes modérés dans leur lutte contre le khomeinisme »

nous déclare M. Pèrès

M. Shimon Pèrès, le ministre israélien des affaires étrangères, était attendu jeudi soir 19 novembre à Paris pour une brève visite de travail en France à la suite de laquelle il se rendra en Grande-Bretagne.

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Israël n'entend rien faire qui puisse gêner les pays arabes modérés dans leur lutte contre l'Iran de Khomeiny. Tel est le message formulé par M. Shimon Pèrès, le ministre israélien des affaires étrangères, dans un entretien accordé au Monde mercredi 18 novembre. Il réaffirme une volonté israélienne de rassurer à la fois les participants au récent sommet d'Amman et les pays occidentaux - États-Unis, Grande-Bretagne, France, notamment - dont les flottes sont présentes dans le Golfe et qu'inquiètent les persistantes rumeurs sur l'éventuelle poursuite de ventes d'armes israéliennes à l'Iran.

M. Pèrès est catégorique : « Nous ne sommes pas impliqués dans la guerre entre l'Iran et l'Irak [...], nous ne soutenons pas Khomeiny [...], nous avons arrêté depuis longtemps de vendre des armes à Téhéran, et nous pouvons être sûrs que nous n'allons, en aucune façon, chercher à nuire aux très sérieux efforts déployés par les pays arabes modérés pour faire face au danger que représente le khomeinisme ».

La mise au point intervient fort opportunément, à un double titre : au moment où les pays arabes reprennent leurs relations avec l'Égypte pour faire front contre l'Iran et au moment, aussi, où Israël célèbre le dixième anniversaire du voyage du président Sadate à Jérusalem, qui avait valu au Caire d'être boycotté par ses pairs. Pour M. Pèrès, les choses doivent être claires : l'épisode de l'« Irangate » est bel et bien terminé, et Israël, ajoute-t-il, ne peut pas être du côté de l'Iran Khomeiny, puisque Israël « ne peut pas souhaiter devenir un îlot de liberté et de prospérité dans un océan de fondamentalisme et de misère ».

Alors que se forme autour de l'Égypte un bloc de pays arabes modérés face à la menace de l'extrémisme iranien, le ministre paraît soucieux de dissiper l'impression qu'Israël a pu jouer le rôle d'« allié objectif » de la République islamique - parce que la guerre du Golfe affaiblissait l'Irak, un des États les plus radicaux de la région, et parce qu'elle épuisait les ressources financières et militaires du monde arabe. Or Israël se serait retrouvé placé en porte à faux, dans une position délicate à la fois à l'égard de l'Égypte, qui soutient l'Irak, et à l'égard des États-Unis, dès l'instant où ceux-ci décidaient de s'opposer aux menées iraniennes dans le Golfe.

La bataille en faveur d'une conférence internationale

M. Pèrès affirme que cette sorte d'« alliance non déclarée » entre Israël et la République islamique n'a « jamais existé ». C'est d'autant plus vrai aujourd'hui, explique-t-il, que le sommet d'Amman « a cristallisé un camp arabe prêt à affronter le khomeinisme et l'extrémisme ». « Ce camp comprend la plupart des pays arabes, poursuit-il, et il a véritablement besoin de l'Égypte ; seule une petite minorité s'oppose à cette évolution : la Libye et la Syrie. Le reste ressent très fortement l'idéologie de Khomeiny comme un danger, et c'est pour eux un problème plus grave que le conflit israélo-arabe, qui, à leurs yeux, devient secondaire ».

Cette évolution intéresse Jérusalem au plus haut point, car il y a dans ce « camp », observe M. Pèrès, « le sentiment de plus en plus marqué qu'avec Israël les choses peuvent se régler par la négociation, alors qu'on se demande s'il est possible de négocier avec Khomeiny ».

Depuis quelques semaines, la presse israélienne débat gravement de ce que doit être la position de Jérusalem à l'égard du conflit iranien. Certains commentateurs, sources gouvernementales à l'appui, assurent qu'il est temps pour Israël de se prononcer en faveur de l'Irak. M. Pèrès y voit une discussion futile : « Regardons les choses en face, nous ne pouvons jouer aucun rôle dans cette guerre ; il n'est pas

en notre pouvoir de l'influencer dans un sens ou dans l'autre et il est absurde de parler autrement ».

Plus simplement, il faut savoir profiter « des chances accrues » de régler le conflit israélo-arabe offertes par une conjonction favorable, qu'a illustrée le sommet d'Amman et que M. Pèrès résume ainsi : « L'Égypte a obtenu gain de cause par ses pairs » ; l'émergence du fondamentalisme n'est en danger tous les pays arabes ; les États-Unis et l'Union soviétique progressent vers des relations moins conflictuelles ; enfin, le roi Hussein de Jordanie a considérablement augmenté sa marge de manœuvre à l'issue du sommet d'Amman, dont il est sorti avec la stature « d'un dirigeant arabe de premier plan ».

Dès lors, M. Pèrès s'estime plus justifié que jamais à poursuivre sa bataille en faveur d'une conférence internationale destinée à relancer le processus de paix au Proche-Orient. Peu importe que cette « ouverture internationale » soit le fait de deux pays (les États-Unis et l'URSS) ou bien des cinq États membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU. L'important, dit-il, est que la conférence internationale n'ait qu'un rôle limité et que s'engagent, dès sa réunion, des négociations directes entre Israël et ses voisins arabes.

Les États-Unis approuvent cette double condition, et le ministre affirme qu'il était même prêt à consacrer leur accord sur ce point

dans un « mémorandum » écrit qui aurait lié les différentes administrations américaines. Les conversations à ce sujet se sont arrêtées faute d'entente au sein du gouvernement israélien sur la question de la conférence. Le premier ministre, M. Shamir, y est toujours opposé. M. Pèrès le constate froidement. Il estime que provoquer une crise gouvernementale à moins d'un an des élections « ne servirait à rien » et qu'il lui faut, d'ici là, tenter de « convaincre ».

ALAIN FRACHON.



CAPEL prêt à porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3^e
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8^e
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15^e
• 13, rue de la République 69001 LYON

Normalisation entre Paris et Addis-Abeba

M. Mitterrand a reçu un haut dirigeant éthiopien

Les relations franco-éthiopiennes, très « fraîches » pendant plusieurs années, connaissent un net réchauffement. M. Mitterrand a reçu pendant une demi-heure à l'Élysée, mercredi 18 novembre, M. Fisseha Desta, vice-président de la République éthiopienne et numéro trois du bureau politique du parti unique, et du même coup du régime d'Addis-Abeba. C'est la première fois que M. Mitterrand recevait à l'Élysée un haut responsable éthiopien.

Le chef de l'État, indique-t-on dans son entourage, estime que les relations entre Paris et Addis-Abeba ont de nouveau atteint un « niveau convenable, mais un peu bas ». Il souhaite, en conséquence, une intensification de ces relations. Ce sera l'objet des travaux de la « grande commission » mixte franco-éthiopienne qui se réunira du 11 au 13 avril 1988. Cet organisme n'a pas siégé depuis plus de cinq ans.

Les menaces de famine

M. Desta est à la tête d'une délégation qui effectue une tournée en Europe. C'est l'une des trois « missions » envoyées par son pays, de par le monde, pour expliquer les changements récents intervenus en Éthiopie depuis que celle-ci est officiellement une « République démocratique et populaire ». Préoccupé par les nouvelles menaces de famine, M. Desta a fait état des besoins en

céréales de son pays, qu'il estime à 600 000 tonnes. La CEE fournit à l'Éthiopie 50 000 tonnes et la France a décidé, fin septembre, de livrer plus de 8 000 tonnes de blé (le Monde du 1^{er} octobre).

Les rapports franco-éthiopiens s'étaient brutalement dégradés en mars 1982, lorsque les autorités d'Addis-Abeba demandèrent au chargé d'affaires de France de réduire de moitié dans les quarante-huit heures les effectifs du personnel diplomatique en poste dans la capitale éthiopienne. Dix diplomates français avaient dû quitter Addis-Abeba. L'origine de cette crise se trouvait un communiqué publié par le Parti socialiste français critiquant la politique de l'Éthiopie en Erythrée.

Une amorce de réconciliation avait eu lieu en mars 1983, lors d'une visite en Éthiopie de M. Maurice Faure. En juin de la même année, les deux pays avaient signé un protocole sur la réhabilitation du chemin de fer reliant Addis-Abeba à Djibouti.

En août, M. Faure avait été reçu, en tant qu'émissaire de M. Mitterrand, par le président Mengistu Haile Mariam. Au début de février 1987, l'Éthiopie avait contribué à la libération de dix membres d'une équipe de Médecins sans frontières pris en otage pendant deux semaines par un mouvement d'opposition au gouvernement somalien soutenu par le gouvernement d'Addis-Abeba.

Proche-Orient

Le conflit du Golfe

Bagdad accuse Téhéran d'avoir bombardé un hôpital au lendemain de l'attaque d'une centrale nucléaire iranienne

Bagdad a accusé l'aviation iranienne d'avoir bombardé, le mercredi 18 novembre, un hôpital, dans le nord-est de l'Irak, tuant neuf personnes, dont six femmes, et en blessant soixante-quatre autres. Cette attaque est intervenue au lendemain du bombardement par l'Irak d'une centrale nucléaire iranienne en construction, à la suite duquel Téhéran avait brandi la menace de représailles et invité la population civile à évacuer les villes irakiennes.

Revenant sur leurs premières déclarations, les Irakiens ont mis en garde, mercredi, les risques de contamination radioactive dus au bombardement de la centrale de Bouchehr. Alors qu'un responsable iranien avait affirmé que le raid irakien pourrait avoir « les mêmes conséquences que l'accident de Tchernobyl » (la centrale soviétique dont l'incendie, en avril 1986, avait

été à l'origine d'une pollution nucléaire ayant affecté de nombreux pays), le représentant de l'Iran, auprès de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), M. Khatibi-Moussavi, a estimé qu'il n'y avait, pour le moment, aucun danger. Téhéran a tout de même demandé l'envoi par l'AIEA d'une mission en Irak.

D'autre part, la société ouest-allemande, dont un technicien a été tué lors du bombardement de la centrale de Bouchehr, a fait savoir qu'elle avait envoyé une équipe d'inspection de trente membres pour assurer la maintenance des équipements déjà en place, « après avoir reçu des assurances sur le fait que l'Irak s'engageait à ne pas attaquer de centrales nucléaires à but pacifique ». Les survivants de l'équipe ouest-allemande ont été évacués après le raid irakien.

Par ailleurs, le premier ministre iranien, M. Mir Hossein Mousavi, a réaffirmé, mercredi, la volonté de son pays de poursuivre la guerre, déclarant que Téhéran ne « négociera pas de cesse-le-feu ».

Les Irakiens ont, de leur côté, annoncé une nouvelle attaque contre un pétrolier au large des côtes irakiennes, la quatorzième en un peu plus d'une semaine. A Pékin, un porte-parole officiel a indiqué que la Chine avait cessé d'exporter ses missiles Silkorm sur le marché international et ne vendait « plus aucune arme à l'Iran ». Plusieurs de ces missiles ont récemment touché le territoire koweïtien, ainsi qu'un pétrolier américain dans le Golfe.

Sur le plan diplomatique, le Qatar et la Mauritanie viennent de rétablir leurs relations diplomatiques avec l'Égypte. Neuf pays arabes ont ainsi renoué officiellement avec Le Caire depuis le sommet d'Amman, la semaine dernière. — (AFP, AP, Reuters, UPL.)



CAPEL prêt à porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3^e
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8^e
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15^e
• 13, rue de la République 69001 LYON



CAESAR BORGIA

César Borgia débuta dans la vie politique en tuant son frère pour l'amour de sa sœur qui était la maîtresse de leur père, le pape Alexandre VI.

En édition d'art : le livre de chevet des tyrans. Un livre incendiaire qui fut brûlé en place publique.

Le Prince de Nicolas Machiavel avec les commentaires de Napoléon Bonaparte.

Qui, le prince César symbolise la Condiottière de la Renaissance : il triche, il use, il empêche, il assassine, il monnaie sa sœur, la ravissante Lucrèce.

Les femmes en sont folles, les hommes l'envient, les maris le haïssent, mais tous le craignent et sa seule présence engendre la peur et l'angoisse. Aussi cruel que ténébreux, il ne recule devant aucune scélératesse, aucun crime, aucun acte aussi infâme soit-il, pour se tailler un royaume au cœur de l'Italie.

Le livre de chevet des tyrans et des ambitieux.

César Borgia fut l'inspirateur du livre le plus inquisiteur, le plus inquietant qui ait jamais été écrit : « Le Prince » de Nicolas Machiavel, livre de chevet des grands personnages de l'Histoire.

Charles Quint l'admirait, Guillaume d'Orange le gardait sur sa table de travail, Henri IV ne s'en séparait jamais, Richelieu et Catherine de Médicis l'emportaient même en voyage, Frédéric de Prusse ne pouvant accepter de l'admirer le combattait. Bismarck, Mussolini, Hitler, Staline l'avouèrent ouvertement : « Le Prince » était leur livre préféré. Napoléon le lisait et le relisait, il le gardait dans son carrosse, même pendant la bataille de Waterloo !

La présente édition d'art de Jean de Bonnot restitue exactement le texte de l'exemplaire que l'empereur Napoléon gardait dans son carrosse et sur lequel il avait porté des notes de sa propre main.

Ce livre, avec ses commentaires, fut imprimé chez H. Nicolle, 12 rue de Seine à Paris en 1816, après la chute de l'Empereur.

L'exemplaire de Napoléon se trouvait, nous dit l'abbé Guillon, dans son carrosse, pillé par les Prussiens, le fameux jour de la

bataille de Waterloo (18 juin 1815) et il tomba entre les mains d'un des officiers prussiens qui participait au sacage. Les noms de ces officiers figurent dans les archives du ministère de la Guerre de l'Allemagne fédérale.

L'abbé Guillon nous garantit l'authenticité de l'ouvrage, mais il ne nous dit pas comment il est arrivé entre ses mains. Cependant la fiche de la Bibliothèque nationale n'émet aucun doute sur la véracité de la traduction et des commentaires de Napoléon : « Abbé Aimé Guillon, dit Guillon de Montléon, Machiavel commenté par Napoléon Bonaparte, manuscrit trouvé dans le carrosse de Buonaparte, après la bataille de Mont-Saint-Jean, le 18 juin 1815 ».

C'est ce livre dont Napoléon ne se séparait jamais que Jean de Bonnot offre à ses lecteurs, dans une présentation du plus grand raffinement : le texte de cette édition, établie par l'abbé Guillon, est

imprimé sur un papier vergé chiffon filigrané « aux canons » et fabriqué à la forme ronde comme autrefois. Chacun des 26 célèbres chapitres explosifs de Machiavel est orné d'une lettrine gravée sur bois.

La mise en pages est étudiée de telle sorte que le lecteur peut suivre l'œuvre de Machiavel et, en même temps, les commentaires de Napoléon : le texte du « Prince » est imprimé sur les pages de droite et les commentaires de l'Empereur sont portés, en italique, sur les pages de gauche.

Reliure riche et d'un noble classicisme en plein cuir de mouton qui sent le bon tannage à l'ancienne. Autres raffinements : tranche supérieure dorée à l'or véritable tiré 22 carats. Signet et tranchelettes tressées et assorties. Cahiers cousus au fil robuste. Coins remplis à la main à l'os de bœuf. 480 pages dont 421 foliotées.

Garantie à vie

Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'amatuer éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails, qui prennent de la valeur chaque année, car l'or véritable et le cuir embellissent avec le temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

Jean de Bonnot

Le prix exceptionnel de cet ouvrage nous oblige à en limiter le tirage. Nous vous prions donc de nous excuser si nous ne pouvons pas honorer les demandes tardives.

1 volume grand in-octavo 14 x 21 cm

OFFRE EXCEPTIONNELLE

BON à envoyer à JEAN de BONNOT
7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle me proposant « Le Prince » de Nicolas Machiavel, en un volume in-octavo (14 x 21 cm), relié plein cuir, décoré à l'or fin 22 carats. Veuillez trouver, ci-joint, mon règlement soit 28 F (+ 13,50 F de frais de port).

Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, et je serai aussitôt remboursé.

Nom Prénoms

Adresse complète

Code postal Commune

Signature 1

Cette offre exceptionnelle pourra être suspendue à tout moment sans préavis.

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice à PARIS
le JEUDI 3 DÉCEMBRE 1987, à 14 h 30

UN STUDIO - 41-43, RUE DES RIGOLLES PARIS (20^e)
M. à P. 120 000 F. S'adresser à M^{re} Guy BOUDRIOT et Patrick VIDAL DE VERNEUX, avocats à PARIS (9^e), 55, boulevard Malesherbes, - Tél. 45-22-04-36.
Sur les lieux pour visiter, le 30 novembre 1987, de 13 h 30 à 14 h 30

Vente accept. bénéf. Tribunal de grande instance, Paris. Les 30 nov. à 14 heures en un lot
APPARTEMENT à PARIS (15^e), 14, RUE CLOUET
2 pièces et cave LIBRE DE LOCATION M. à P. : 100 000 F
+ arriérés des charges au 2^e trimestre 1987 : 21 745,40 F (le montant définitif sera annoncé le jour de l'enchère). - S'adresser à M^{re} Guy BOUDRIOT et Patrick VIDAL DE VERNEUX, avocats à PARIS (9^e), 55, boulevard Malesherbes, - Tél. 45-22-04-36. - Visites sur place le 30 novembre 1987 de 14 heures à 15 heures.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS
le JEUDI 3 DÉCEMBRE 1987 à 14 h 30

LOGEMENT 2 P. - 38, VILLA AUGUSTE-BLANQUI
à PARIS (13^e). - Au 2^e étage avec terrasse face grand boulevard. S'adresser à M^{re} Guy BOUDRIOT et Patrick VIDAL DE VERNEUX, avocats à PARIS (9^e), 55, boulevard Malesherbes, - Tél. 45-22-04-36. - Visites sur place le 30 novembre 1987 de 12 h à 13 heures.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS
le JEUDI 3 DÉCEMBRE 1987, à 14 h 30

UN APPARTEMENT de 5 P. - 1^{er} étage et CAVE
14, BD de CLICHY. - PARIS (18^e)
M. à P. : 300 000 F. S'adresser à M^{re} Guy BOUDRIOT et Patrick VIDAL DE VERNEUX, avocats à PARIS (9^e), 55, boulevard Malesherbes, - Tél. 45-22-04-36. - Visites sur place le 2 décembre 1987, de 14 h 30 à 15 h 30.

VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS
le JEUDI 3 DÉCEMBRE 1987, à 14 h 30

UN LOGEMENT de 2 P. au 5^e étage - à PARIS (2^e)
23, RUE SAINTE-APOLLINE et 24, RUE BLONDEL
M. à P. : 200 000 F. S'adresser à M^{re} Guy BOUDRIOT et Patrick VIDAL DE VERNEUX, avocats à PARIS (9^e), 55, boulevard Malesherbes, - Tél. 45-22-04-36. - Visites sur place le 1^{er} décembre 1987 de 13 h 30 à 14 h 30.

VILLE DE PARIS. - ADJ. Chambre Interdép. des notaires de Paris
le MARDI 23 DÉCEMBRE 1987 à 14 h 30 - EN 6 LOTS

3 APPARTEMENTS DE 3 P. avec CAVE
2 APPART. de 2 P. av. CAVE - 1 CHAMBRE
140, AVENUE DAUMESNIL - PARIS (12^e)
LIBRES - M. à P. : de 4 200 F à 504 000 f.
M^{re} BONNEL, CHEVREUX, BOURGEOIS, not. assoc. 79, boulevard Malesherbes, Paris (9^e). - Tél. 43-94-16-08 (M. MAGNINER).

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE,
le JEUDI 26 NOVEMBRE 1987 à 14 heures en un seul lot

UNE PROPRIÉTÉ à ASNIÈRES
(Rue de la Comète et 20, rue H.-G. Fontaine
à l'angle de ces deux voies

avoir : UNE MAISON élevée sur sous-sol et caves, se composant : d'un rez-de-chaussée divisé en salon, salle à manger, cuisine, vestibule, water-closet, garage devant la maison d'un 1^{er} étage div. en 3 chambres, 1 suite de bains, WC et d'un 2^e étage mansardé comprenant 2 chambres à coucher, un cabinet de toilette, un débarras, un petit bâtiment sur terre-plein composé d'une pièce avec salle d'eau à droite en rez-de-chaussée, chauffage central, jardin devant, couronne derrière.

MISE à PRIX : 300 000 F.
S'adresser pour tous renseignements
1^{er} Au cabinet de M^{re} DENNERY-HALPIEN, avocat,
12, rue de Paris 92100 BOULOGNE.
2^e Au cabinet de M^{re} SCHMIDT DAVID GUERRE, avocat, 76, avenue de Wagram à PARIS (17^e). - Tél. 47-63-29-24.

7 F
NUMÉRO
DE NOVEMBRE

Le Monde
dossiers et documents

DOSSIER
SPÉCIAL

L'EXPLOSION DES MARCHÉS FINANCIERS

Panique à New York et Paris.
Des années de progression (10 000 milliards de dollars échangés chaque jour) brutalement remises en cause. La dérégulation, l'engouement pour la spéculation et ses dérapages, le divorce avec l'économie réelle, la permanence des déséquilibres.
Les retombées économiques et politiques à Washington et Paris.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Amériques

ÉTATS-UNIS : le rapport parlementaire sur l'« Irangate »

Un sujet de discorde, et rien n'est réglé...

WASHINGTON
correspondance

Après quarante-huit jours d'auditions publiques, l'interrogatoire et les dépositions à huis clos de cent cinquante témoins et l'examen de trois cent mille documents, l'enquête parlementaire sur l'« Irangate » a pris fin dans les récriminations et le discord.

D'autre part, le trait final n'a pas été tiré sur l'affaire de l'« Irangate ». Le procureur spécial Walsh chargé de l'enquête judiciaire doit dans les prochaines semaines décider de poursuivre ou non au moins quatre des principaux protagonistes de l'affaire, à savoir l'amiral Poindexter et le lieutenant-colonel North, anciens membres du Conseil national de sécurité ; le général en retraite Saccard et son associé M. Hakim. La tâche du procureur est rendue plus difficile dans la mesure où l'immunité avait été accordée à ces témoins par la commission pour les amener à parler, le procureur ne pourra pas s'appuyer sur leurs dépositions devant les enquêtes parlementaires.

De toute façon, de longs mois s'écouleront avant qu'un grand jury se prononce sur les inculpations. D'ici là, même la classe politique, préoccupée par la campagne électorale, se sera lassée de l'« Irangate », qui laisse le grand public dans une relative indifférence. Aussi bien le politicien de la Maison Blanche est de limiter ses commentaires et d'en dire le moins possible sur l'affaire. Pratiquement son mot d'ordre implicite est : allons de l'avant et parlons d'autre chose.

Sans doute le rapport de la majorité (quatre démocrates et trois républicains) de la commission est sévère pour le président Reagan. Il ne lui est pas reproché seulement son « style de gouvernement », mais aussi le fait qu'il a failli à son obligation constitutionnelle de veiller à la stricte exécution des lois. Et malgré ses protestations d'ignorance, le président ne peut éluder ses responsabilités dans les agissements illégaux de ses subordonnés. Chef de l'administration, il aurait dû savoir ce que faisaient ses subordonnés. En outre, il a créé un environnement permettant à ceux-ci de croire qu'il était partie à leur opération clandestine.

« Chasse aux sorcières »
Le sénateur louche et le représentant Hamilton, président de la commission, sont allés plus loin en soulignant que le président n'avait jamais condamné les mensonges, la destruction de documents, la violation de la loi.

« Ce rapport prouve que je n'ai jamais rien vu de l'affaire LUCHAIRE ! »

mentaires et la violation de la loi commise par ses subordonnés. « Son silence actuel implique qu'il ne les juge pas condamnables », a assuré le sénateur louche, ajoutant cependant que le comportement du président ne justifiait pas une procédure de destitution. Néanmoins, les enquêteurs parlementaires soulignent qu'en raison des témoignages contradictoires, de la destruction de documents et de la mort de M. Casey, ancien directeur de la CIA, aucune preuve n'a pu être apportée établissant que le président était au courant du détournement de fonds en faveur des « contras ». Jusqu'à nouvel ordre, il faut croire l'amiral Poindexter, quand il affirme avoir pris sa part de pas

sonnalités dans les agissements illégaux de ses subordonnés. Chef de l'administration, il aurait dû savoir ce que faisaient ses subordonnés. En outre, il a créé un environnement permettant à ceux-ci de croire qu'il était partie à leur opération clandestine.

informar le président de cette opération illégale. De même, le ministre de la justice, Edwin Meese, a fait preuve d'incompétence, mais aucune certitude n'a pu être établie démontrant qu'il aurait délibérément retardé l'enquête afin de permettre aux fonctionnaires du Conseil de sécurité de détruire des documents compromettants. Enfin, le rapport de la commission souligne qu'aucun bien les ventes d'armes à l'Iran que le transfert des fonds aux « contras » ont entraîné plusieurs tentatives légitimes.

Pour tenter d'atténuer la sévérité de leurs collègues, huit par-



mentaires républicains représentant la minorité avaient déjà communiqué à l'avance leur rapport au New York Times. A leur avis, les conclusions de la majorité relèvent de la « chasse aux sorcières ». Le président Reagan a commis des « erreurs de jugement », rien de plus... Les républicains contestent que des lois aient pu être violées ou tournées, et ils affirment que le président et ses collaborateurs n'ont jamais voulu dissimuler la vérité. Le président Reagan n'était pas au courant, affirment-ils, et en suggérant le contraire, les démocrates sont motivés par des considérations politiques et par leur hostilité à l'égard du chef de l'exécutif.

HENRI PIERRE.

NICARAGUA : dans la perspective des négociations

L'armée sandiniste et la Contra cherchent à renforcer leurs positions

MANAGUA
de notre correspondant
en Amérique centrale

L'offensive de grande envergure déclenchée le 10 novembre dans le nord du Nicaragua par l'Armée populaire sandiniste (APS) semble s'essouffier face aux rebelles de la Contra, très mobiles et très combattifs. Les deux camps poursuivent le même objectif : contrôler un maximum de territoire pour être en position de force au moment de l'ouverture de négociations qui paraissent désormais inévitables.

Compte tenu des moyens très importants engagés par l'armée pour, sinon officiellement, « en finir avec la Contra », les experts militaires estiment que les rebelles, équipés et financés par les Etats-Unis, sont devenus beaucoup plus efficaces au cours des derniers mois et peuvent compter sur l'appui (vivres, informateurs, etc.) de la population dans les régions montagneuses du nord du Nicaragua.

Le ministère de la défense a confirmé l'intensité des combats qui opposent depuis dix jours six bataillons de l'APS (environ quatre mille cinq cents hommes) à près d'un millier de « contras » dispersés dans les montagnes des départements de Jinotega et de Matagalpa (le total des effectifs de la guérilla dans l'ensemble du territoire nicaraguayen, s'élèverait à six mille hommes). Pour déloger les rebelles, l'armée a recouru à la grosse artillerie, les redoutables BM-21 soviétiques, les « orgues de Staline ».

Au cours des dernières semaines, la Contra a profité du cesse-le-feu unilatéral décrété dans quatre zones par Managua (du 5 octobre au 5 novembre) pour se rapprocher des centres urbains et recueillir de nou-

veaux parachutages d'armes en provenance du pays voisin, le Honduras. A un moment, la ville de Jinotega, capitale du département, a elle-même été menacée par les rebelles, qui ont réussi à faire entrer un commando pour saboter une installation électrique. « Les « contras » ont eu droit à un mois de vacances, ils ont eu le temps de se reposer ; maintenant, il s'agit de les repousser dans les montagnes. Là où ils étaient avant le cesse-le-feu », nous a affirmé un haut fonctionnaire sandiniste, ajoutant : « Nous sommes en train de gagner la guerre, mais il n'y aura pas de Waterloo pour la Contra. »

Des pertes importantes

On est loin d'un Waterloo, en effet. Si la supériorité militaire des sandinistes en fait aucun doute, le prix d'une victoire sur le terrain serait extrêmement coûteux. Selon la Contra, les sandinistes auraient perdu vingt-six hélicoptères soviétiques depuis le début de l'année, soit près de 50 % de leurs forces aériennes. Ce bilan est sans doute gonflé, mais les autorités elles-mêmes reconnaissent la perte de sept hélicoptères en cours des quatre derniers mois, abattus par les redoutables missiles Rudeye fournis par les Etats-Unis à la Contra.

Sur le plan humain, les pertes sont de plus en plus importantes. Le ministère de la défense a annoncé la mort de dix-huit rebelles pour la seule journée du 16 novembre, mais il n'a pas donné le nombre des victimes pour l'armée. Les pertes ont dû être très élevées si on se base sur les chiffres officiels pour la période du 5 octobre au 5 novembre : deux cent quinze morts du côté gouverne-

mental, le bilan mensuel le plus élevé depuis le début de la guerre, à six ans. Et pourtant cette période correspondait au cesse-le-feu décrété par Managua.

Ces bilans, que les autorités ne peuvent plus — ou ne veulent plus — cacher, ont des conséquences psychologiques très négatives pour le régime, qui a déjà été ébranlé par la fuite aux Etats-Unis, au début du mois, d'un officier, le major Roger Miranda, très proche du ministre de la défense.

L'armée a des difficultés de recrutement, beaucoup de jeunes cherchant par tous les moyens à échapper au service militaire. De plus, le nombre de désertions serait en augmentation, sans atteindre pour autant les niveaux élevés caractérisés par la Contra (un pourcentage des rebelles a annoncé, le mercredi 18 novembre, le retrait de quatre-huit recrues avaient déserté d'un seul coup dans le département de Bocayo, à l'est de la capitale).

L'impatience sur le plan militaire se confirme donc. Beaucoup de Nicaraguayens continuent d'espérer que le président Daniel Ortega, dans l'esprit du plan de paix signé le 7 août à Guatemala par cinq pays d'Amérique centrale, finira par accepter de dialoguer avec la Contra pour parvenir à un cesse-le-feu. M. Ortega s'est déjà prononcé en faveur de négociations indirectes, par l'intermédiaire de l'archevêque de Managua, le cardinal Obando. Mais il reste à définir les modalités, à la suite du rejet par la Contra du plan proposé la semaine dernière à Washington par M. Ortega, qui a laissé une porte ouverte en déclarant : « C'est une proposition, ce n'est pas un ultimatum. »

BERTRAND DE LA GRANGE.

Afrique

Le conflit
du Sahara occidental

Importante offensive du Front Polisario contre les positions marocaines :

plus de trois cents tués

Après plusieurs mois d'accalmie et à quarante-huit heures de l'arrivée au Sahara occidental de la mission technique de l'ONU, le Front Polisario a lancé, mercredi 18 novembre, une attaque « de grande envergure » contre les forces armées marocaines.

Le Maroc a reconnu la perte de soixante-douze hommes lors de ces combats, déclenchés à l'aube par le Front Polisario contre les positions de l'armée marocaine « dans les sous-secteurs de Farala et de Chouadra », au Sahara occidental.

Dans un communiqué publié à Rabat, l'état-major des forces armées royales marocaines chiffre à deux cent quarante-cinq le nombre de « rebelles » tués dans les rangs du Polisario, et à soixante-douze celui des chouchoua (martyrs) de l'armée marocaine tombés sur le champ de bataille. Les forces armées royales ont eu également à déplorer soixante-cinq blessés. Le communiqué indique que « les rebelles ont mis en œuvre l'équivalent de deux falak motorisés et un falak blindé face aux points d'appui d'immoudjour et face aux points d'appui de Oued-Sébi, ainsi qu'un falak motorisé et un falak blindé appuyés par l'artillerie lourde » (selon les spécialistes militaires, un falak est composé de quatre cents hommes environ).

Les combats, qui ont duré, selon le communiqué, de 6 heures à 7 h 30 (GMT), ont également permis la capture de trois « rebelles » et la destruction ou la récupération de cinquante-six véhicules, ainsi que d'« importants lots d'armements et de munitions ».

Pour sa part, dans un communiqué diffusé à Alger, le Polisario a affirmé que soixante-trois militaires marocains ont été tués et quatre-vingt-cinq autres blessés au cours de l'offensive lancée contre un segment du troisième mur de défense marocain du secteur de Dhonabeb. Le Polisario, qui a fait état d'une intervention « massive » de l'aviation marocaine et de renforts, a affirmé qu'il avait « investi et occupé quatre points d'appui et poursuivi les troupes marocaines à l'intérieur de leur dispositif, derrière le mur ». Selon le communiqué, sept blindés M-48, trois véhicules de transport de troupes (VTT) M-113 de fabrication américaine et quatorze véhicules tout-terrain ont été détruits et une « importante » quantité d'armes saisies.

De Rabat, l'état-major marocain a estimé que ces attaques « ont été planifiées et exécutées dans le but de faire monter la tension dans la région à 48 heures de l'arrivée de la mission technique de l'Organisation des Nations unies » au Sahara occidental. « Le moment et l'objectif choisis par les mercenaires pour se manifester de nouveau révèlent à l'évidence, poursuit le communiqué, leur intention claire de faire dériver le conflit en l'étendant à d'autres pays de la région et à saborder la mission onusienne tant attendue et qui constitue un maillon décisif dans le processus de paix initié par le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar. « Cette action illustre en ne peut plus clairement l'hostilité et les réticences que les mercenaires ont manifestées à maintes reprises pour faire obstacle à cette mission », conclut-il.

Attendu vendredi 20 novembre à El Aoun (Sahara occidental), celle-ci — composée d'une quinzaine d'experts et dirigée par M. Abderrahim Farah, secrétaire général adjoint pour les affaires politiques spéciales — a pour tâche de recueillir des informations et données techniques dont M. Perez de Cuellar aura besoin pour la poursuite de ses efforts en vue d'une solution pacifique au problème de la région. Arrivé le 24 septembre, l'envoi de cette mission onusienne avait été bien accueilli par le Maroc. (AFP, Reuters).

40 années de présence active

compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur
12, Cours Michelet, La Défense 10
cedex 51 92065 Paris-La Défense
Tel. (1) 49 02 20 00 - Telex 614 884 F

مكتبة الأمل

Afrique

TUNISIE

M. Jospin a été le premier homme politique étranger reçu par le président Ben Ali

TUNIS
de notre envoyé spécial

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a quitté Tunis, le mercredi 18 novembre, après avoir, en vingt-quatre heures, rencontré dans leurs capitales respectives, mardi, puis mercredi matin (le Monde du 19 novembre), les chefs d'Etat algérien et tunisien. M. Jospin est le premier homme politique français à avoir rendu visite à M. Zine El Abidine Ben Ali, le nouveau président de la République tunisienne. M. Ben Ali a même précisé à son hôte - qu'il a reçu en compagnie de M. Louis Le Pen, ancien ministre et membre du secrétariat national du PS chargé des questions internationales - qu'il était le premier dirigeant politique non tunisien reçu au palais de Carthage, depuis le changement de pouvoir du 7 novembre.

Les socialistes français ont été frappés de la grande sensibilité - presque de l'inquiétude - qu'ont montrée les nouveaux dirigeants tunisiens à l'égard de la France et de son opinion publique. Le président tunisien a demandé à M. Jospin de transmettre à M. Mitterrand et au gouvernement français un message soulignant l'importance qu'il attache à l'amitié franco-tunisienne. M. Jospin s'est engagé à transmettre ce message à ses deux destinataires.

Dès le soir de son arrivée à Tunis, la délégation française a été reçue très longuement par le premier ministre, M. Hedi Baccouche. M. Baccouche a évoqué les rumeurs qui circulent à propos d'un projet d'attentat contre M. Ben Ali, qui aurait déterminé les conjurés (le Monde du 18 novembre). Ce n'est pas exactement la version qu'a donnée le premier ministre, qui s'est borné à observer que les nouveaux dirigeants tunisiens avaient des « interrogations » sur un projet de remplacement de M. Ben Ali (qui était alors premier ministre de M. Habib Bourguiba) sans en connaître les modalités. De toute façon, selon M. Baccouche, ce projet n'a pas pu être un élément déterminant dans la destitution de M. Bourguiba, car les nouveaux dirigeants tunisiens n'ont en ces « interrogations » qu'après leur arrivée au pouvoir.

Avant de quitter la Tunisie, M. Jospin a indiqué qu'il n'avait pas jugé

« nécessaire ou souhaitable » de demander à rencontrer l'ancien président Bourguiba, qui « fait partie de l'histoire », mais qu'il s'est « enquis de sa santé ». Quant à M. Ben Ali, il l'a trouvé, au cours d'un long entretien, « compact », « homme de caractère plus disposé à écouter qu'à parler » et s'exprimant « par phrases directes, sans littérature excessive et sans enfler dans les détails ».

Les nouveaux dirigeants tunisiens ont donné à leurs interlocuteurs français l'impression qu'ils sont décidés à avancer dans la voie qu'ils ont choisie « méthodiquement mais progressivement et avec prudence », comme l'a dit M. Jospin, tout en se montrant soucieux d'assurer la « continuité » avec l'ancien président à vie qu'ils semblent vouloir ménager.

Outre les dirigeants du Parti socialiste destituer (PSD) au pouvoir, MM. Jospin et Le Pen ont rencontré les dirigeants du Mouvement des démocrates socialistes (MDS), parti d'opposition reconnu, mais qui ne dispose d'aucun député dans une Chambre monocolor.

Le président algérien Chadli avait, lui aussi, mardi, confirmé à la délégation française la satisfaction de l'Algérie. Selon lui, les nouveaux dirigeants tunisiens sont d'abord des « patriotes », soucieux des intérêts de leur pays, et qu'il « respecte ».

Lors de son séjour en Algérie, M. Jospin s'est rendu, avec l'accord

des autorités algériennes, au cimetière européen Saint-Eugène, à Alger, et a rencontré des résidents français qui lui ont exposé, notamment, les problèmes des femmes françaises mariées à des Algériens, ceux des enfants des couples mixtes, ainsi que les difficultés que rencontrent les pied-noirs restés sur place qui veulent vendre leurs biens.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

● Limogeage. — M. Ben Ali a mis fin mercredi aux fonctions de MM. Amor Chadli, ancien ministre-directeur du cabinet de M. Bourguiba, et de Mansour Skhiri, qui détenait les portefeuilles de l'équipement, de l'habitat et des transports, en tant que secrétaires généraux adjoints du PSD. Le président a également écarté M. Mohamed Sayah, ancien ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, du bureau politique du PSD, son instance dirigeante. Appréhendés lors de la mise à l'écart de M. Bourguiba, ces deux anciens ministres sont actuellement en état d'arrestation.

Enfin, le président tunisien a convoqué le comité central du PSD pour les 5 et 6 décembre prochains. Cette instance doit procéder à une « étude critique » de l'action du PSD depuis l'indépendance et définir de nouvelles méthodes de travail.

Asie

CHINE : un questionnaire inédit

Un hebdomadaire officiel sonde anonymement ses lecteurs sur l'opportunité des réformes

PÉKIN
de notre correspondant

« Êtes-vous, oui ou non, satisfait du dernier changement de politique

en Chine ? » Depuis la fondation de la République populaire, les Chinois ont appris à répondre, avec tout l'entrain qu'on attend d'eux en haut lieu, à cette question posée, sous une forme ou une autre, à l'issue d'une réunion de l'une ou l'autre des instances supérieures du régime. Un grain de sable vient de se glisser pourtant dans cette mécanique bien huilée, après le treizième congrès du Parti communiste.

L'hebdomadaire *Linowang* (Perspective) — sous-titré *Outlook* en anglais pour bien montrer qu'il voit loin — vient de publier un questionnaire complet destiné à mesurer l'état d'esprit réel de la population, en précisant à ses lecteurs qu'ils ne devaient indiquer ni leur identité ni leur emploi. Tout au plus devaient-ils fournir un certain nombre de renseignements destinés à permettre l'exploitation politique du sondage : sexe et situation de famille, niveau d'éducation, catégorie socio-professionnelle, revenu mensuel, appartenance éventuelle au Parti communiste.

Le demi-million de lecteurs de cette revue, un organe officiel très en pointe dans l'effort de réforme, se voient ainsi pour la première fois offrir de dire en toute impunité s'ils ont confiance ou non dans la capacité du gouvernement de mener à bien une réforme radicale de la politique chinoise, s'ils comprennent ou non ce que les autorités entendent par la nécessité d'instituer une catégorie de fonctionnaires qui ne soient pas membres du PC, et s'ils croient possible une telle innovation, qui va à l'encontre des mœurs du communisme de guerre toujours en vigueur. Ou encore — question à la limite du surréalisme dans un pays où l'on a l'habitude de travailler là où les chefs jugent bon de vous envoyer — quels seraient les critères qu'ils retiendraient pour leur nouvel emploi dans le cas où ils seraient touchés par la restructuration économique et son cortège de licenciements et de transferts de main-d'œuvre.

La question la plus surprenante est peut-être la première, qui suggère carrément que les Chinois aient pu être plus intéressés, dans la publicité entourant le dernier congrès du

parti, par ses implications pour leur niveau de vie personnel que par les changements de personnes à la tête du régime. Quant à la dernière question, elle frise l'incitation au persiflage : au vu des conclusions du congrès, êtes-vous « enthousiaste, conscient de vos lourdes responsabilités, partagé entre la joie et l'inquiétude ou indifférent ? ».

L'hebdomadaire ne le précise pas dans ses colonnes ; mais sa rédaction ne se cache pas en privé d'avoir été contrainte à publier ce questionnaire rédigé par les stratèges de communication du parti, le département de la propagande. Tous les sondages publiés jusqu'à présent — une innovation en eux-mêmes, dans une Chine où pendant si longtemps la règle absolue a été d'exprimer un soutien indéfectible au dernier tournant en date de la ligne officielle — étaient réalisés par des enquêteurs patentés auprès de personnes désignant répertoriées. L'anonymat que permet celui-ci est une concession sans doute difficile à avaler pour les gardiens du dogme enclins par le passé à dénoncer dans de telles pratiques l'influence pernicieuse de la « démocratie bourgeoise ».

Pourtant, il semble bien, avec cette initiative à la limite de l'anathème, que le régime ait tiré la leçon du grand quiproquo qui a été à l'origine de la crise de l'hiver dernier, qui faillit compromettre les plans de M. Deng Xiaoping pour assurer sa succession dans le chame. Les autorités avaient alors fait la preuve qu'elles mesuraient bien mal l'impopularité de la jeunesse étudiante, et ne parvenaient plus qu'à lui opposer un langage austère, dépassé par l'évolution de la société réelle.

Le Parti communiste paraît bien, avec un tel sondage, mettre sa fierté dans sa poche. Il fait peu de doute en effet que les milieux intellectuels, principaux destinataires de cette revue publiée par l'agence Chine nouvelle sous l'autorité du comité central, sauteront sur l'occasion pour faire connaître leurs griefs dans la mesure où le libellé prudent du questionnaire le leur permet.

FRANCIS DERON

Un Paris-Londres illico?

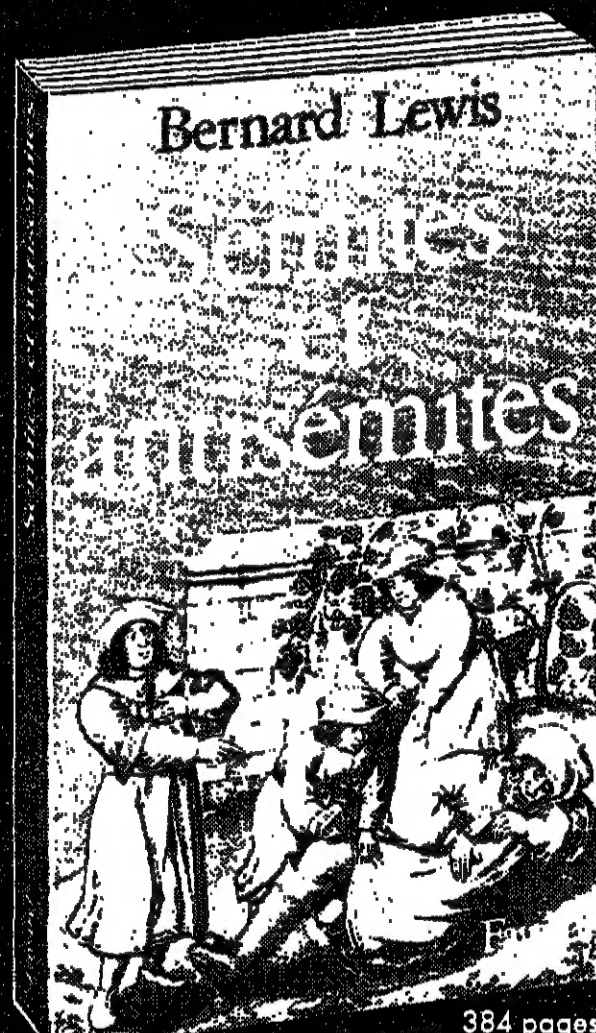
Banco!

36.16 NF

Je réserve comme je veux sur minitel

NOUVELLES FRONTIÈRES

L'HISTOIRE chez Fayard



384 pages
130 F

Une réflexion sur l'histoire de l'anti-sémitisme en Orient et en Occident, d'une pénétration et d'une rigueur sans équivalent.

Libre

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
AFFAIRES

Les Français en Afrique noire

de Richelieu à Mitterrand

Pierre Blomès

Témoignage attentif et objectif de la décolonisation et de la construction des États africains d'aujourd'hui, Blomès consacre aussi des pages savoureuses, empreintes de tendresse et de pitié, au microcosme de ses compatriotes expatriés.

Philippe Gallard

Jeune Afrique

ARMAND COLIN

L'EVENEMENT

AU SOMMAIRE CETTE SEMAINE

LES SOCIÉTÉS SECRÈTES ET LES SOCIÉTÉS FERMÉES EN FRANCE

Rassemblement ••• Rose-Croix ••• Association des Haï Kwa ••• Ordre de Malte ••• Ordre du Clou ••• Baghira ••• Francs-Maçons ••• Chevaliers du Goutte-Boudin ••• Confrérie des Chausse de France ••• Association des séducteurs et séductrices indépendants ••• Kangourous ••• Les invisibles ••• Adorateurs de l'ignon ••• Confrérie des Compagnons de la pudique braguette ••• Enfants des ténèbres ••• Jockey-Club ••• Rotary et Lions Club ••• La Sicile ••• Club des solitaires ••• Travailleurs Club ••• Club des cent ••• Racing-Club ••• Maxim's Business Club ••• Compagnons du Tour de France ••• AFEP •••

un dossier surprenant

ET AUSSI

LA POLITIQUE ET L'ARGENT :
ceux qui touchent !

au service
de l'exportation

COFACE

compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur
12, Cours Michelet, La Défense 10
cedex 51 92065 Paris-La Défense
Tel. (1) 49 02 20 00 - Télex 614 884 F

Politique

Les dissensions du Parti républicain

Quand M. Giscard d'Estaing souffle les bougies... et attise les braises

Pour la première fois depuis le début de l'affaire d'Ornano, le Monde du 19 novembre MM. Valéry Giscard d'Estaing et François Léotard ont eu l'occasion de se serrer la main. Mais rien de plus ! Cela s'est passé sans photographes ni caméras, le mercredi soir 18 novembre, au Sénat, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire des Républicains indépendants.

Assistants à ce dîner quelque soixante-dix convives : membres fondateurs du RI de 1962, sénateurs du groupe URJ, responsables anciens et nouveaux de ce mouvement. A la table d'honneur autour de l'ancien président de la République : MM. Marcel Lucotte, président du groupe, Philippe de Bourgoing, président d'honneur, Louis Courroy, ancien président de ce même groupe, Michel d'Ornano, Jean-Pierre Soisson, Raymond Marcellin, Roger Chénard, Jacques Blanc et... M. Léotard.

Entre le ministre de la culture et M. Giscard d'Estaing, il n'y a eu aucun aparté, aucun geste de désapprobation. Le secrétaire général du RI a même vécu quelques moments particulièrement confortables lorsque, après avoir soufflé le gâteau d'anniversaire, M. Giscard d'Estaing s'est levé, mine de rien, à souffler sur quelques braises. Sans jamais évoquer les vicissitudes du présent, le rappel du passé lui permit en effet de tirer quelques leçons pour l'avenir et de procéder à quelques rappels douloureux. S'exprimant sans notes, simplement avec le souci de « laisser parler son cœur », il félicita les sénateurs d'avoir eu la sagesse de conserver ce si beau sigle, « des Républicains indépendants », rappelant que lui-même restait de cœur « un républicain indépendant » et qu'il se verrait « bien à sa place » dans un tel collège sénatorial. Retenant l'histoire de ce parti, M. Giscard d'Estaing a relevé qu'en vingt-cinq ans « pas une fois ne s'était posée une question de personnes ».

Puis se référant à 1982 qui vit en l'espace d'une élection législative le nombre des députés indépendants passer de 127 à 28, il lança cette mise en garde : « Méfiez-vous : on croit parce

qu'on a grandi qu'on va continuer de grandir. Et puis paraitra... Le vie politique est parfois comme la Bourse ! »

Évoquant sa victoire de 1974, M. Giscard d'Estaing a expliqué que celle-ci s'était fondée sur trois attitudes qui doivent « servir d'enseignements pour l'avenir » : « une attitude collective et pas solitaire ; le ruisseau devient rivière et la rivière devient fleuve. Une attitude de ralliement : dès avant 1974 nous avions entrepris un long et patient travail de rapprochement avec les centristes. Nous ne devons pas aujourd'hui nous laisser quatter par la tentation de rapit sur solennité. Enfin une attitude populaire : nous étions présentés comme des bourgeois. Nous avons accepté d'être modernes et cela m'a d'ailleurs coûté cher. »

Amer regret

Notant que tout cela ne s'était jamais « fait tout seul », l'ancien président a parlé aussi de l'après-1981 pour regretter amèrement le « découragement » qui a saisi à l'époque, tout de suite, ses amis : « si notre famille, a-t-il relevé, avait eu la solidarité et la solidité qui était la sienne à l'origine, nous aurions repris le pouvoir en 1983, car nous étions la plus grande du courant majoritaire de la pensée française. »

En conclusion, M. Giscard d'Estaing a invité ses amis à ne pas oublier les échéances à venir : « Notre famille doit-elle en être absente ? » s'est-il interrogé. « Je souhaite que cette famille qui allie la recherche de l'efficacité économique — nous sommes des libéraux — et le progrès social — car nous sommes des humanistes — ne s'éloigne pas. »

Un appel qui pour beaucoup avait valeur de rendez-vous. En soufflant les vingt-cinq bougies du gâteau, M. Giscard d'Estaing avait annoncé que le nombre de bougies restant allumées après son premier souffle marquerait symboliquement la date du prochain succès d'un candidat RI à l'élection présidentielle. Il en resta quatre...

DANIEL CARTON.

M. Barre met en garde contre l'« overdose médiatique »

Participant le mercredi 18 novembre à un déjeuner regroupant cinquante-trois députés de l'UDF, M. Raymond Barre a confirmé qu'il n'avait pas l'intention de faire acte officiel de candidature « avant que l'année prochaine ne soit entamée ».

Disant « craindre beaucoup l'overdose médiatique », l'ancien premier ministre a enjoint à ses amis de « ne pas trop se presser » et a évoqué devant eux les conditions de la campagne présidentielle à venir. Son principe majeur sera : « On ne joue pas contre son camp. » M. Barre a évoqué notamment « les calculs, les intrigues de ceux qui, même dans notre camp, peuvent favoriser des aspirations à la poursuite de la situation actuelle, de manière à ménager l'avenir ». Mais pour autant, M. Barre ne pense pas que cela doive inciter au pessimisme.

« Nous ne devons pas, a-t-il déclaré, tomber dans le piège tendu par les socialistes quand ils disent que la majorité est divisée. A la base, il y a un désir profond des Français de ne pas recommencer 1981. Notre effort dans la majorité doit être d'affirmer quelle est notre ligne de conduite, c'est ce que M. Chirac et moi-même avons fait. Et M. Barre de réaffirmer solennellement que le candidat de la droite arrive en tête au premier tour « aura le soutien total » de celui qui aura été éliminé. Le député de Lyon a ensuite évoqué la candidature de M. Jean-Marie Le Pen : « Je suis tenté de penser, a-t-il noté, qu'il

ne fera pas le pourcentage de voix dont il est gratifié à l'heure actuelle dans les sondages. » Dès lors, il s'agira selon lui de demander un deuxième tour à ses électeurs « s'ils veulent faire le jeu du socialisme ou le jeu d'une société de liberté, de responsabilité et de justice ».

Enfin, M. Barre a pour la première fois commenté les récentes déclarations de M. Jacques Delors qui n'avait pas exclu d'être son premier ministre dans l'hypothèse de son élection à la présidence de la République : « Il y a beaucoup de si dans tout cela et, a-t-il ironisé, j'évoquerais devant mon ami Jean-Claude Gaudin la phrase bien connue : avec des si, on mettrait la Canebière dans une bouillie. »

« Je suis quelqu'un qui n'aime pas jouer des coups, a-t-il ajouté. Si l'on a été élu par une majorité qui est clairement définie dans le pays. Si les élections législatives donnent à cette majorité la représentation parlementaire qui lui convient, je ne vois pas pourquoi on traiterait cette majorité pour aller séduire des gens qui n'auront pas été dans votre majorité. »

M. Barre a toutefois réaffirmé qu'il ne doit y avoir « aucune exclusion tenant aux étiquettes » : « à un moment donné, sur une politique définie, il y a des hommes qui désirent apporter leur contribution à une œuvre dont la seule inspiration ne peut être que nationale. »

Le voyage du premier ministre à la Réunion

Une île en chantier

M. Chirac est arrivé le jeudi 19 novembre à 8 h 25 (5 h 25, heure de Paris), à la Réunion pour une visite de deux jours, dans ce département de l'Océan indien. Quelques dizaines de militants du RPR lui ont fait, à l'aéroport, un accueil fraternel. Les élus communistes locaux, qui représentent la principale force d'opposition, ont fait savoir qu'ils boycotteraient les déplacements du premier ministre.

SAINT-DENIS
de notre correspondant

Un an après sa dernière visite, M. Jacques Chirac a retrouvé la Réunion qui est, selon sa formule consacrée, « le plus beau département français... après la Corée ». Le premier ministre découvre une île en chantier, déjà parsemée de rouge des flamboyants et des litchis annonçant la venue toute proche des grandes chaleurs de l'été austral.

La loi de décentralisation des investissements dans les départements d'outre-mer, adoptée au printemps 1986, produit cette année ses premiers effets. Dans toute l'île, on ne compte plus les immeubles ou les maisons en construction. La loi a entraîné comme prévu une ruée sur l'immobilier et une remontée sensible de l'embauche dans le bâtiment. Alors que jusqu'en 1986 le prix des loyers de Saint-Denis frôlait les records nationaux, la tendance semble à présent s'infléchir. Cela pose un redoutable problème aux promoteurs qui ont érigé des opérations de grand standing à 10 000 francs, 12 000 francs et parfois même 14 000 francs le mètre carré. Déjà des constructeurs mettent en vente ou en location des logements bâtis à un coût de moitié inférieur ! C'est la loi du marché, placent les tenants de la décentralisation. Des promoteurs courent à leur perte prédisent quelques experts.

Une chose en tout cas est sûre : la décentralisation (pas plus, d'ailleurs, la batterie d'incitations fiscales d'avant 1986) n'a pas amenée, sur

l'île la vague escomptée d'investisseurs métropolitains. Si bien que la reprise de l'emploi dans le bâtiment est loin de combler la faiblesse des embauches dans les autres secteurs économiques. La courbe du chômage accentue son ascension : 37 % de la population active (en majorité des jeunes de moins de vingt-cinq ans) restent inoccupés.

Récrire l'histoire

L'alternance de 1986 n'a pas bousculé le paysage politique local. Quelques jours avant l'arrivée du premier ministre, le Parti communiste réunionnais (PCR) a engagé une campagne de sensibilisation sur l'égalité sociale pour contrer la parité sociale contenue dans la loi-programme pour les DOM votée en décembre 1986. Le thème ne soulève guère d'enthousiasme au sein de la population, bien moins en tout cas que l'ancien mot d'ordre d'autonomie interne que le PCR a dû abandonner en mai 1981. Une stratégie que la formation dirigée par M. Paul Vergès doit amèrement regretter, à l'heure où le gouvernement de M. Chirac fait la démonstration, en Nouvelle-Calédonie, que l'autonomie interne est compatible avec la citoyenneté française et qu'elle est bien éloignée de l'indépendance.

Pendant près de trente ans, la droite réunionnaise a assimilé le combat du PCR pour l'autonomie à une volonté de « séparatisme ». En 1987, elle applaudit le choix des Calédoniens et le plan de M. Pons en faveur d'une large autonomie du territoire.

Le maintien de ce mot d'ordre d'autonomie par le PCR aurait pu placer M. Chirac et ses amis dans l'embarras à la Réunion. Mais, incapable de récrire l'histoire, le PCR s'est lancé dans la bataille de l'égalité sociale par pur souci tactique. Des militants de base admettent que cette revendication ne peut que déboucher sur l'assimilation la plus stricte, tant au plan économique que social. Une assimilation combattue farouchement par le PCR dès sa naissance, en 1959.

AUX DIJOUX.

En Nouvelle-Calédonie

Le RPCR content de... M. Mitterrand

Une fois n'est pas coutume, le courant conservateur de Nouvelle-Calédonie est satisfait de la brève déclaration faite le lundi 16 novembre sur RTL par M. François Mitterrand, selon lequel « toute autre destination que la France, que la République française, conduira (le territoire) à une guerre civile inévitable... ».

Le Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR),

que préside M. Jacques Lafleur, député RPR, a indiqué, mercredi, qu'il ne pouvait « que se réjouir de cette position nouvelle du président de la République, qui sanctionne la perte de tout soutien crédible des indépendantistes en France et dans le monde ». Il s'est également déclaré « conforté dans son exigence qu'il soit mis rapidement un terme aux menaces terroristes des meneurs du FLNKS ».

L'indispensable arbitrage

C'EST la première fois, surtout depuis 1981, que les anti-indépendantistes de Nouvelle-Calédonie se montrent relativement satisfaits de M. Mitterrand. Le fait mérite d'être souligné. Même s'il s'agit apparemment d'un malentendu.

L'Élysée souligne, en effet, que la position du président de la République n'a pas varié. M. Mitterrand, y souligne-t-on, continue de penser qu'à long terme « il faudra aller vers quelque chose qui ressemble à l'indépendance » même si la situation actuelle, « indigalitaire et coloniale », prouve que le territoire n'est pas prêt aujourd'hui pour une telle évolution.

En vérité, le malentendu sur ce point entre le RPCR et M. Mitterrand ne date pas d'aujourd'hui. M. Lafleur et la majorité locale ont toujours accusé M. Mitterrand de vouloir « larguer » la Nouvelle-Calédonie alors que, tout en reconnaissant « le droit du peuple canak à l'indépendance » et à l'autodétermination, les socialistes n'ont jamais retenu dans leurs projets l'éventualité d'une rupture avec la France.

L'indépendance-association conçue par M. Edgard Pisani en 1985, avec l'aval de M. Mitterrand, constituait à leurs yeux, le meilleur

moyen de garantir le maintien de la présence française sur le territoire. Le chef de l'État avait d'ailleurs annoncé à l'époque l'installation à Nouméa d'une base stratégique accessible aux sous-marins nucléaires français.

La crainte d'une « guerre civile » exprimée par M. Mitterrand ne constitue pas non plus une nouveauté. Recevant il y a deux ans le chef du mouvement indépendantiste, M. Jean-Marie Tjibaou, le président de la République lui demandait : « Supposons que la France vous octroie l'indépendance : avec quelle armée entrerez-vous à Nouméa ? » Le président du FLNKS avait alors admis la nécessité de la présence française pour éviter toute confrontation entre les deux principales communautés.

Il est clair, en revanche, que le regain de tension provoqué sur le territoire par les réactions des indépendantistes à la politique suivie depuis le 16 mars 1986 n'a fait que renforcer la conviction de M. Mitterrand que la préservation de la paix appelle plus que jamais, de la part de l'État, « un arbitrage scrupuleux » car c'est bien là, en effet, que le bât blesse.

A. R.

La neige tout schuss direction Megève?

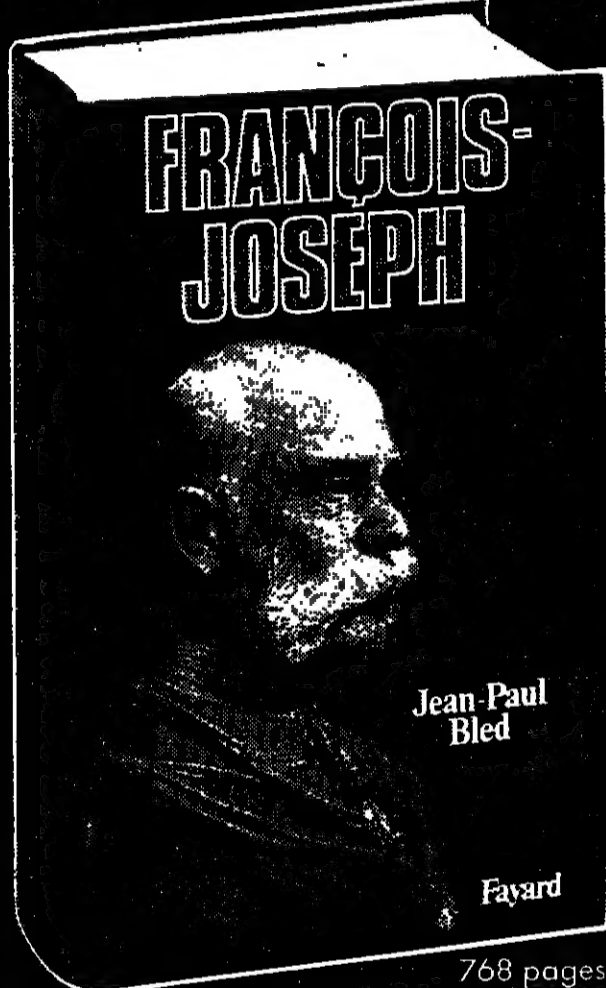
Le rêve!
36.16 NF

Je skie comme je veux sur minitel

NOUVELLES FRONTIÈRES

Paul & PAUL

L'HISTOIRE chez Fayard



768 pages
160 F

Il était temps que François-Joseph (1830-1916), l'héritier de la plus vieille dynastie européenne, successeur des empereurs du Saint-Empire et fossoyeur de la monarchie danubienne, trouve un biographe à sa mesure. Jean-Paul Bled a relevé le défi.

Roland Jaccard
Le Monde

Pour votre
DEMEAGEMENT
ODOUL AGENT DE
demeco
16, rue de l'Atlas-75019 Paris 42 08 10 30

Exportateurs,
merci de votre confiance



COFACE

compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur

12, Cours Michélet, La Défense 10
cedex 51 92065 Paris-La Défense
Tel. (1) 49 02 20 00 - Telex 614 884 F

Politique

La discussion budgétaire au Sénat

Baisse de la TVA pour les hebdomadaires et les vidéocassettes

Après avoir terminé la discussion générale, le Sénat a abordé, le mardi 17 novembre et poursuivi, mercredi, l'examen de la première partie du projet de loi de finances pour 1988 consacrée aux recettes.

Les débats budgétaires ont leurs rites. Dès lors que les majorités politiques sont identiques, les règles, d'une année sur l'autre, ne varient guère. Les amendements de l'opposition sont rejetés, ceux de la majorité souvent retirés voire non défendus en séance.

C'est ainsi que les communistes ont en vain proposé un barème de l'impôt sur le revenu « plus juste » selon eux que celui établi par le gouvernement, de « faire payer » les plus riches de manière à faire payer moins les plus pauvres (comme les chômeurs, les retraités, les malades de longue durée), de supprimer l'impôt fiscal et de rembourser l'emprunt Giscard...

Les socialistes n'ont guère eu plus de succès dans leur désir de rétablir l'exonération pendant deux ans de l'impôt sur les sociétés pour les entreprises nouvelles, ou encore d'octroyer à la formation un crédit d'impôt égal à 50 % comme pour la recherche.

La gauche serait-elle plus écoutée quand ses préoccupations recoupent celles d'une majorité ? Quand les communistes ont, comme des sénateurs de la Gauche démocratique, suggéré que soient exonérées de la taxe sur les salaires les associations d'aide à domicile, le gouvernement s'y est opposé. De même, quand les socialistes, avec des centristes, des RI et des élus de la Gauche démocratique se sont alliés

pour rétablir l'incitation fiscale destinée à favoriser les travaux visant à économiser l'énergie, ils n'ont guère eu plus de chance.

Du côté de la majorité, la tradition veut que le gouvernement s'efforce de donner les éclaircissements, les explications, voire les assurances, pour finalement obtenir que les amendements soient retirés. Elle a été grandement respectée.

Ainsi n'ont pas été approuvées, ou n'ont même pas eu à subir l'épreuve du vote, la demande de la Gauche démocratique visant à favoriser les familles d'au moins trois enfants, celle des RI voulant étendre les conditions de déductibilité des frais de garde aux enfants de sept ans (au lieu de six), celle du RPR de mettre un terme à la disparité existant entre l'allocation aux adultes handicapés et la pension temporaire d'orphelin, celle des centristes, des RI et de la Gauche démocratique et de M. Maurice Schumann (RPR), président de la commission des affaires culturelles, d'alléger la taxe professionnelle.

Quelques amendements ont toutefois été adoptés.

Ainsi M. Juppé a-t-il repris la demande de MM. Lucien Neuwirth (RPR, Loire) et Maurice Billé (Un. cent., Ardennes) de réduire de 12 % à 3 % le droit d'apport en cas d'incorporation des bénéfices dans le capital d'une société, afin de faciliter les augmentations de capital et, en conséquence, d'aider l'investissement.

MM. Henri de Raincourt (RI, Yonne), Jacques Oudin (RPR, Vendée), Roland de Laet (RI, Sarthe) et Marcel Daunay (Un. cent., Ille-et-Vilaine) se seront beaucoup

dépensés pour que la fiscalité soit plus avantageuse aux agriculteurs.

C'est à l'unanimité qu'un amendement du gouvernement, reprenant les souhaits formulés par plusieurs élus porte le plafond de ressources non agricoles, au-delà duquel l'implication des déficits agricoles sur le revenu global n'est plus possible, de 40 000 à 70 000 francs. Ce chiffre de 40 000 n'avait pas été actualisé... depuis 1964. De même, M. Juppé fait sienne la suggestion de M. de Raincourt qui relève le seuil de restitution des taxes sur les céréales de 250 à 300 tonnes, alors que le projet initial du budget avait déjà prévu de le porter de 150 à 250 tonnes.

Défendu par M. Geoffroy de Montalembert (RPR, Seine-Maritime), un amendement de la commission des finances, lui aussi repris à son compte par le gouvernement, permet à ceux qui louent des terres ou des bâtiments à usage agricole, d'opter pour un assujettissement à la TVA. Ainsi le bailleur pourra déduire la TVA acquittée sur les travaux effectués sur les biens qu'il loue.

Le gouvernement s'est aligné sur la proposition de la commission des finances instaurant au profit des collectivités locales une compensation pour les pertes financières qu'elles subissent du fait d'exonérations de taxes foncières sur les propriétés non bâties.

« Une grave erreur »

En revanche, M. Juppé, tout en reconnaissant que le premier ministre n'y était pas hostile, s'est opposé à ce que le Sénat vote un amendement de la TVA applicable aux

publications de presse. Souhaitant que le régime en vigueur en France soit le plus aligné possible sur ceux en vigueur dans la Communauté européenne, et répondant à une demande des organisations professionnelles de la presse, les sénateurs, à l'exception des socialistes qui se sont abstenus, ont généralisé à l'ensemble des publications de la presse, inscrites à la commission paritaire, le taux de 2,1 %.

Cette mesure sera applicable à compter du 15 décembre 1988.

Le gouvernement a également permis de supprimer les gages que les parlementaires sont obligés de prévoir quand ils envisagent de diminuer une recette de l'État le retour progressif au taux de 7 % de la TVA pour les hôtels de catégorie quatre étoiles (portés à 18,6 % en 1981).

A la demande de MM. Raymond Bourquin (app. RPR, Paris) et Jean Chazal (Un. cent., Allier), le Sénat a accepté de réduire le taux de la TVA sur les vidéocassettes de 55 % à 18,6 % et de surtaxer les vidéocassettes à caractère pornographique ou violent pour compenser la perte de recettes. Cet abaissement de la TVA serait, selon M. Juppé, une « grave erreur ».

Deux autres modifications ont été apportées. La première, avec l'accord de M. Juppé : le premier soumet au taux réduit de la TVA, les droits d'entrée dans les jardins botaniques ; le second, de M. de Laet prévoit une hausse d'un centime par mètre cube le prix de l'eau au bénéfice du Fonds national pour le développement des adductions d'eau.

ANNE CHAUSSEBOURG.

A l'Assemblée nationale

Adoption des nouvelles règles de transmission des entreprises

L'Assemblée nationale a adopté, le mercredi 18 novembre, le projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises : la majorité a voté pour, sans restriction mentale du côté du RPR (M. Pierre Mazeaud, président RPR de la commission des lois s'abstenant volontairement de participer au vote), les oppositions votant contre.

La discussion du dispositif central de ce texte a donné lieu à un débat vif mais de grande qualité. A cette occasion, l'Assemblée nationale a montré ce que pouvait être un véritable travail législatif (même si l'émotion l'a emporté) quand certaines députées de la majorité abandonnent les « godillots » de l'inconditionnalité, tandis que ceux de l'opposition laissent au vestiaire les « baskets » de l'opposition systématique.

Comme on pouvait s'y attendre après la première journée de discussion du texte du ministre du commerce, M. Georges Chavanes (le Monde du 19 novembre), l'article 21 du projet de loi qui étend les avantages de la donation-partage aux collatéraux et aux tiers a donné lieu à une vive controverse entre le ministre (UDF) et le président de la commission des lois, M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie).

Ce dernier a voulu faire prévaloir le droit sur les clivages politiques. Juriste chevronné, il a, dans le silence le plus complet, exposé longuement sa position en prenant le soin d'expliquer au ministre que s'il y avait eu consensus au sein de la commission pour rejeter à l'unanimité l'article 21 au motif qu'il bouleversait le droit successoral, il ne fallait pas donner à cet événement une « connotation politique ».

En clair, M. Mazeaud souhaitait se débarrasser des accusations selon lesquelles une alliance objective lierait aux socialistes pour contre-carrer un ministre UDF. L'affaire a paru suffisamment grave à M. Pierre Mazeaud pour qu'il demande en fin d'après-midi une suspension de séance pour tenter de ramener M. Mazeaud dans le droit chemin. M. Mazeaud a fait valoir auprès de M. Mazeaud que son attitude risquait d'apparaître trop belliqueuse vis-à-vis d'un ministre UDF. Estimant que le droit ne devait pas céder devant la politique, le président de la commission a maintenu son point de vue.

Le soutien de l'opposition

Dans l'hémicycle, tout en manifestant son souci d'assurer dans l'avenir une meilleure transmission des entreprises, M. Mazeaud a demandé au gouvernement pourquoi il avait « confondu » des dispositions de droit fiscal avec des dispositions d'ordre juridique. Il a rappelé que la donation-partage excluait les tiers et les collatéraux pour réserver ses avantages aux seuls descendants directs. « Il n'est pas temps de bouleverser le droit fondamental de la famille », a expliqué M. Mazeaud, en ajoutant que la donation-partage était un système dérogatoire, donc exceptionnel, et qu'il ne fallait pas l'étendre systématiquement au détriment d'un texte qui concerne théoriquement les entreprises.

Il a, à nouveau, regretté que le garde des sceaux n'ait pas cru bon d'apposer sa signature sur un projet de loi qui le concernait directement. Il s'en est ensuite pris à la « confusion » d'un dispositif qui ne se limitait pas à la seule transmission des entreprises : « C'est un oubli de taille. On pourra transférer le tableau de Van Gogh de 50 milliards s'il se trouve accroché derrière le bureau du PDG de l'entreprise », a ironisé M. Mazeaud, avant que la suite du débat ne révèle qu'il se fagotait en rien d'un oubli de la part du gouvernement, mais bien d'une volonté délibérée.

Affirmant sa volonté d'être constructif, M. Mazeaud a proposé au ministre un texte faisant bénéficier les donations entre vifs (dès lors qu'elles portent sur la transmission d'entreprises) de la réduction des droits de succession attachée à la donation-partage. Le ministre s'y étant opposé, l'amendement Mazeaud a été repoussé par une majorité disciplinée (à l'exception de M. Léonce Deprez, apparenté UDF).

A l'issue de son cours magistral, le professeur Mazeaud a recueilli les applaudissements des députés du PS et du Front national, tandis que ceux de la majorité restaient apparemment

ment de glace, certains allant ensuite dans les couloirs le féliciter.

Le président de la commission des lois a reçu dans son entreprise le soutien de l'opposition. M. Paul Chomont (PCF, Loire) a estimé que l'amendement Mazeaud « méritait intérêt » tandis que M. Georges-Paul Wagner (FN, Yvelines) affirmait que, sans être parfait, cet amendement avait l'avantage de mieux cerner la notion d'entreprise. C'est d'ailleurs sur ce dernier point que les critiques se sont cristallisées. En effet, au fil de la discussion, il est apparu que le dispositif du gouvernement ne concernait pas seulement les entreprises mais également tous les biens. M. Chavanes a même remontré en séance de nuit à un sous-amendement qu'il avait pourtant lui-même annoncé en fin d'après-midi et qui tendait à restreindre majoritairement dans la donation-partage la part des biens directement liés à l'entreprise.

« Nous ne parlons plus de transmission d'entreprises, mais nous parlons de tous les biens : œuvres d'art, chevaux de course, etc. », a protesté M. Jacques Roger-Machet (PS, Haute-Garonne), qui a, par ailleurs, fait remarquer que, passant de 60 % à 45 %, les droits de succession sur les entreprises restaient un obstacle de taille pour les transmissions.

« Une situation abusive »

M. Chavanes, qui est apparu, comme légèrement embarrassé dans une discussion juridique davantage du ressort du garde des Sceaux, a reconnu que le projet du gouvernement étendant le bénéfice de la donation-partage avait effectivement une portée générale. Il a expliqué que le gouvernement avait soutenu l'occasion pour contourner la difficulté qu'il y aurait à glisser un texte spécifique dans un emploi du temps parlementaire surchargé. Il a d'autre part rappelé qu'il n'existait pas de définition précise de l'entité « entreprise » et que, pour les biens des PME, il était souvent difficile de faire la distinction entre ce qui relevait de l'entreprise et ce qui appartenait aux biens d'entreprise.

« C'est extrêmement grave ! Cela va en sens contraire de ce que nous pensions en lisant votre texte », a répliqué M. Mazeaud. « Cette situation est abusive », a ajouté M. Philippe Marchand (PS, Charente-Maritime). M. Chavanes a répondu que les héritiers ne seraient pas liés puisqu'ils seraient présents au moment de la donation-partage. « C'est là que se situe la régulation. Ils ne laisseront pas mettre dans les biens de l'entreprise le tableau de Van Gogh », a expliqué le ministre sans convaincre M. Wagner, qui a rappelé que la présence de tous les héritiers n'était pas obligatoire. « Votre texte sera source de procès infinis », a insisté pour sa part M. Marchand.

Le ministre a tenté d'expliquer qu'il avait un « malentendu » avec M. Mazeaud. Il a voulu le convaincre du fait que l'extension de la donation-partage ne dénaturait pas ce système mais bien au contraire le perfectionnait. « La donation-partage est le cadre juridique le plus propre à assurer la pérennité des entreprises. La mesure que nous proposons émane d'un groupe de travail de la chancellerie. Elle aura le mérite d'être votée pour le plus grand bénéfice des chefs d'entreprise », a expliqué le ministre avant de faire adopter un amendement. Celui-ci exclut de la loi les « testaments-partages » (après le décès du propriétaire). Bien que cet amendement évite de subordonner la validité de la donation-partage à la présence de tous les héritiers, M. Chavanes a précisé que, dans la pratique, « ils seront vraisemblablement » tous là dans la mesure où leur présence est nécessaire à l'établissement de l'évaluation des biens qui se fera au jour de la donation et non pas au moment du décès.

Les difficultés de M. Chavanes n'étaient pas terminées. Après M. Mazeaud, ce fut, dans la nuit, au tour de M. André Fanton (RPR, Calvados) de faire souffrir le ministre en faisant adopter contre son gré un amendement faisant bénéficier les fonds de commerce cédés du système existant pour les plus-values foncières. Cet amendement ne devrait toutefois pas résister aux navettes. Enfin, le ministre de l'Industrie, M. Alain Madelin, est venu tout spécialement défendre et faire adopter un amendement (M. Fanton s'en est étonné, estimant qu'il venait un peu comme un cheveu sur la soupe) destiné à encourager les particuliers à investir dans les sociétés nouvelles par le biais d'une déduction d'impôt sur le revenu.

PIERRE SERVENT.

ACTIONNAIRES DE SUEZ:

on parle beaucoup de l'action Suez, voici des informations sur sa vraie valeur.

La crise boursière internationale est intervenue dès la fin de l'offre publique de vente des actions de la Compagnie Financière de Suez. Dans ce contexte difficile le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie, des Finances et de la Privatisation a offert un avantage substantiel de trésorerie aux souscripteurs de l'OPV désireux de conserver leurs titres, en fractionnant par moitié le règlement de leur achat.

Depuis la première cotation de l'action Suez, la Compagnie s'est efforcée d'apporter les informations nécessaires à la meilleure compréhension de la situation. L'évolution du cours est un encouragement pour ceux qui nous font une confiance justifiée par les premières estimations suivantes, établies sur la base des très bas cours de bourse qui viennent d'être enregistrés :

— les résultats sociaux pour l'année 1987 devaient atteindre 1 milliard de francs, dont un résultat courant supérieur à 400 millions, soit en légère hausse par rapport

à 1986. La capacité de distribution de la Compagnie est donc inchangée ;

— les provisions à constituer sur le portefeuille-titres de la Compagnie devraient être, au niveau actuel de la Bourse, limitées ;

— les résultats consolidés pour l'année 1987 devraient s'établir autour de 2 milliards de francs restant à l'intérieur de la fourchette annoncée en septembre dernier ;

— la valeur estimative de l'action Suez s'établirait actuellement à environ 350 francs, soit, par rapport aux 410 francs annoncés avant l'OPV, une baisse inférieure de moitié à celle des marchés boursiers.

Malgré la crise actuelle, la qualité des fonds de commerce des filiales et principales participations de Suez, est restée intacte.

Le Groupe maintient sa stratégie de développement à moyen et long terme.

Aujourd'hui comme hier, c'est dans la durée qu'il doit être jugé.



ÉCRIREZ À SUEZ INFORMATION 1 RUE D'ASTOR 75008 PARIS DU TÉLÉPHONE 20 119.31 A5 612 512

مكتبة الزمزم

Assemblée nationale

des nouvelles ré
sion des entrep

de la...
à l'Assemblée
nationale...
le 17 novembre...
à l'Assemblée
nationale...
le 17 novembre...

Assemblée
nationale...
le 17 novembre...
à l'Assemblée
nationale...
le 17 novembre...

Assemblée
nationale...
le 17 novembre...
à l'Assemblée
nationale...
le 17 novembre...

Assemblée
nationale...
le 17 novembre...
à l'Assemblée
nationale...
le 17 novembre...

Assemblée
nationale...
le 17 novembre...
à l'Assemblée
nationale...
le 17 novembre...

Assemblée
nationale...
le 17 novembre...
à l'Assemblée
nationale...
le 17 novembre...

Assemblée
nationale...
le 17 novembre...
à l'Assemblée
nationale...
le 17 novembre...

Assemblée
nationale...
le 17 novembre...
à l'Assemblée
nationale...
le 17 novembre...

Assemblée
nationale...
le 17 novembre...
à l'Assemblée
nationale...
le 17 novembre...

Assemblée
nationale...
le 17 novembre...
à l'Assemblée
nationale...
le 17 novembre...

**"Des projets, vous en avez
plein la tête et plein le cœur,
alors..."**



L'énergie
de tous **gan**
les projets assurances

...votre projet, envoyez-le au GAN...

1. Indiquez d'une croix dans quelle catégorie se range votre projet :

☐ enfants/famille/maison ☐ loisirs/voyages ☐ retraite ☐ vie associative/sport/culture
☐ commerce/artisanat/agriculture ☐ création d'entreprise ☐ environnement/cadre de vie ☐ innovation scientifique/technique

2. Donnez un titre à votre projet : _____

3. Décrivez votre projet :

4. Tout projet comporte un risque. Là commence le rôle de l'assurance. Dites comment les Assurances GAN peuvent intervenir dans la réalisation de votre projet :

5. Indiquez vos nom et adresse et retournez cette page au GAN. (voir instructions page suivante)

Nom _____ Prénom _____

Age _____ Profession _____

Adresse _____

D4140

PUBLICIS

N° 5

مكتبة الأمل

**...gagnez 100 000F et
l'assurance pour réussir
votre projet."**

GRAND CONCOURS GAN "L'ÉNERGIE DE TOUS LES PROJETS".

Faire un voyage... prolonger ses études... créer une entreprise ou une association... protéger sa famille... acheter une voiture, une maison...

La réussite d'un projet dépend toujours de trois facteurs: votre énergie pour le réaliser, l'argent dont vous disposez et l'assurance qui vous protégera contre les risques qu'il comporte. Cette assurance, c'est le métier du GAN.

Le GAN est là pour encourager la réalisation de tous les projets, individuels ou collectifs. Parce que dans tout projet il y a la vie, avec sa part de risque, dans tout projet il y a les Assurances GAN.

En assurant pleinement et lucidement vos projets, le GAN facilite leur réalisation. Avec le GAN, vous aussi, vous aurez "l'énergie de tous les projets" !

Comment participer ?

C'est très simple.
Vous décrivez votre projet sur la page précédente. Vous le retournez ensuite à votre assureur GAN habituel ou à l'agent général GAN le plus proche, ou enfin à l'adresse suivante: Grand Concours GAN "l'énergie de tous les projets", 2, rue Pilet-Milli, 75448 PARIS CEDEX 09 avant le 30 décembre 1987. N'oubliez pas d'indiquer également votre adresse sur l'enveloppe.

Chaque projet sera examiné par un jury de huit personnes représentatives des grands projets d'aujourd'hui: un scientifique, un médecin, un artiste, un dirigeant d'entreprise, un sportif, un financier, un animateur de la vie régionale et, bien entendu, un représentant du GAN.

Le jury sélectionnera les huit meilleurs projets - un dans chaque catégorie - en fonction de leur intérêt et de la prise en

compte du risque encouru.

Chaque gagnant recevra un prix de 100 000F et une assurance d'un an pour l'aider à réaliser son projet.

La remise des prix sera effectuée par les responsables régionaux du GAN durant le mois de février 1988.

Le règlement complet est déposé chez Maîtres HERAL et CABOUR, huissiers de justice à Paris.

**L'énergie
de tous
les projets**



Société

JUSTICE

Au tribunal de Poitiers

Le dopage par ignorance et négligence

POTIERS
de notre envoyé spécial

On s'était en fait trompé de sujet. Ce devait être une affaire exemplaire de trafic de stupéfiants et de dopage sportif à grande échelle. Ce ne fut, le mercredi 18 novembre, devant le tribunal de grande instance de Poitiers présidé par M. Pierre Despech, qu'une longue et triste audience dans laquelle le dopage fut, officiellement du moins, absent. Ce fut surtout, en filigrane, un réquisitoire accablant contre le corps médical et celui des pharmaciens d'officine.

Avec dix-sept professionnels de la santé (six médecins et onze pharmaciens) inculpés pour infractions à la législation sur les stupéfiants, le procès a mis en lumière l'ignorance, la négligence, voire la complicité, en matière de prescription et de délivrance de produits pharmaceutiques hautement toxiques.

Au centre du dossier : le Tondron. Si tel est aujourd'hui inconnu de nombreux médecins et pharmaciens, le Tondron est, depuis de longues années, un produit sans mystère pour de nombreux sportifs, en particulier dans les milieux du cyclisme amateur et professionnel. Fabriqué par les laboratoires Promedica, le Tondron est une puissante amphétamine qui ne figure plus, depuis près de dix ans, dans le dictionnaire Vidal des médicaments. Produite à part dans la pharmacie française, le Tondron est inscrit au tableau B, ce qui implique une réglementation très précise de son utilisation et interdit, en théorie, tout usage à des fins non thérapeutiques. C'est ainsi que le Tondron ne peut être prescrit que pour une période de sept jours, et que sa délivrance est soumise au respect d'une série de rigoureux contrôles administratifs.

Depuis 1977, à la suite de l'utilisation de cette substance à des fins de dopage, une précaution supplémentaire avait été prise par arrêté du ministre de la santé : le Tondron ne devait plus être délivré directement au malade, mais au médecin lui-même. Cette réglementation draconienne, ajoutée aux indications extrêmement limitées de cette substance (traitement de certains troubles cardiovasculaires, diagnostic psychiatrique), faisait, pensait-on, du Tondron un cas exemplaire, le type même du médicament qui ne pouvait faire l'objet d'aucun trafic et d'aucun détournement d'utilisation. L'audience de Poitiers a démontré qu'il n'en était rien.

Par petits groupes (utilitaires, médecins et pharmaciens), les inculpés sont venus, tour à tour, expliquer comment, sinon pourquoi, le Tondron a pu, depuis 1981, continuer à circuler sans obstacle de manière tout à fait légale. Scénario souvent répétitif : des patients, sportifs ou non, se plaignent de fatigue ou de douleurs diverses ; des médecins prescrivent de leur propre initiative ou, plus souvent, sur la demande de leurs malades, le produit. Et, en bout de course, on trouve des pharmaciens, soucieux du confort de « leurs clients » et de la liberté de prescription des médicaments.

Mort
d'un coureur

Tout à tour les prévenus ont plaidé la bonne foi, la méconnaissance de la réglementation ou le manque d'informations fournies par le fabricant et par l'administration. On vit ainsi des médecins, en infraction totale avec la réglementation, prescrire à plusieurs reprises des quantités très élevées d'une substance hautement toxique dont ils

n'avaient jamais entendu parler, sur la simple demande de leurs malades. On vit aussi des pharmaciens délivrer cette même substance « parce que le médecin l'avait jugé utile », chacun rejetant sur l'autre la responsabilité de l'infraction.

« Oui, je me doutais de ce dont il s'agissait, tra, par exemple, jusqu'à dire le docteur Christian Barraud. Mais, souvent, les malades viennent pour réclamer des arrêts de travail. Là, pour une fois, quelqu'un venait parce qu'il était fatigué. Certes, il réclamait des amphétamines, mais, expliquait-il, pour continuer à travailler. » La scène se passait en juin 1983. Le patient en question s'appelait Jean-Baptiste Fouchier. Il s'était déjà procuré du Tondron quelques jours auparavant chez un autre médecin à qui il avait aussi expliqué qu'il était fatigué. Jean-Philippe Fouchier, trente et un ans, est mort il y a quelques semaines au terme d'une épreuve cycliste. Rien toutefois ne permet, aujourd'hui, d'affirmer que le Tondron était en cause.

La Fédération française de cyclisme, qui s'est portée partie civile, n'a prudemment réclaté que le franc symbolique, tout comme le conseil national de l'ordre des pharmaciens, l'ordre des médecins étant, quant à lui, curieusement absent.

On s'ingéniera ici ou là à dire qu'une telle affaire n'avait rien d'exemplaire, président, procureur et avocats critiquant longuement l'ampleur que la presse lui a donnée. M^{me} Catherine Figeat, procureur de la République, a demandé pour les médecins des peines comprises entre 2 000 francs et 20 000 francs d'amende, augmentées dans un cas d'une interdiction d'un an d'exercice. Elle a réglé des amendes plus faibles pour les pharmaciens ainsi que pour les utilisateurs du Tondron.

Jugement le 6 janvier 1988.
JEAN-YVES NAU.

Au procès de l'ex-greffière
en chef de MarseilleDes peines de deux ans
de prison sont requises
contre les principaux
inculpés

M. René Salomon, procureur de la République adjoint au tribunal de Marseille a requis, mercredi 18 novembre, des peines de prison ferme contre les principaux inculpés, qui répondent d'une série de vols dans des appartements placés sous scellés par mesure judiciaire (Le Monde du 19 novembre).

Le représentant du ministère public a ainsi demandé au tribunal de condamner à deux ans d'emprisonnement M^{me} Jacques Garbe, inspectrice principale du service d'hygiène et de sécurité de la ville, Gérard Gamet, commissaire-priseur à Antibes, Christian Peyraud, gérant de bar, et M^{me} Michèle David, ancien greffière en chef du tribunal d'instance.

La présence de cette prévenue dans l'affaire a amené M. Salomon à déclarer notamment : « J'éprouve un sentiment de tristesse, d'indignation et d'amertume. Un greffier fait partie de la famille judiciaire. Il accompagne un magistrat dans tous ses actes. Il y a eu détournement de l'institution. »

Pour le procureur, M. Jacques Garbe « a spolié des malheureux, des incapables (au sens juridique) que l'on devait protéger ». D'une manière générale, il a vu dans les inculpés « des gens qui se sont comportés en équipe de malfaiteurs ».

L'Union syndicale des magistrats

« rejette » la réforme de l'instruction

Le principal syndicat de magistrats, l'Union syndicale des magistrats (USM, modérée), « rejette » le projet de réforme de l'instruction que le ministre de la Justice, M. Alain Chandon, a fait adopter mercredi par le conseil des ministres (Le Monde du 19 novembre). « Ce

Après la mutinerie de Saint-Maur

M. Chandon : pas de remise en cause
de la politique pénitentiaire

En réponse à une question au gouvernement posée le 18 novembre par M. Henri Louet, député RPR de l'Indre, sur la mutinerie à la centrale de Saint-Maur, M. Alain Chandon, qui devait rendre hommage au personnel pénitentiaire et saluer la « fermeté » de son collègue M. Pandraud dans cette affaire, a déclaré :

« Aucune mutinerie, quelle que soit son ampleur et quelque écho qu'elle rencontre dans les médias, ne peut remettre en cause la politique pénitentiaire ni la politique de sécurité du gouvernement. »

Le garde des sceaux a ajouté :

« Qui sont ces mutins de Saint-Maur ? Ni des héros romantiques ni des idéalistes ! Sur les 432 détenus, 82 sont condamnés à la réclusion à perpétuité, 183 ont essuyé, 110 ont commis un hold-up à main armée. On compte aussi un certain nombre de violeurs et d'auteurs d'actes de terrorisme. S'il est donc des gens à plaindre, ce seraient leurs victimes. »

Les directeurs de prison FO :
réforme totale des structures

De son côté, le Syndicat national pénitentiaire des personnels de direction (Forces ouvrières) estime « capital » de « procéder le plus rapidement possible à une réforme totale des structures de l'adminis-

tration centrale ». Pour ce syndicat, il faut « mettre en place une structure de coordination et de coopération permanente, dans le cadre du maintien de l'ordre et de la sécurité publique, entre les départements ministériels concernés : justice, défense et intérieur ».

FO critique aussi « un dysfonctionnement des commissions d'application des peines, où la place et le rôle du parquet et du chef d'établissement sont redevenus insignifiants face au rôle prépondérant du juge de l'application des peines et à son statut d'irresponsabilité ». En conclusion, le syndicat demande que « la conception, la maîtrise et le contrôle de la mise en œuvre des décisions judiciaires » soient confiés « aux professionnels de la prison issus du corps du personnel de direction ».

« L'Événement du jeudi »
condamné pour atteinte
à la vie privée
de M. Nucci

M. Christian Nucci, ancien ministre de la coopération, a obtenu mercredi 18 novembre devant le premier tribunal civil du tribunal de Paris 75 000 francs de dommages-intérêts qui devront lui être versés conjointement par la société éditrice de « L'Événement du jeudi » et par son directeur de publication, M. Jean-François Khan, en réparation du préjudice causé par un article contenu dans le numéro daté du 20 au 26 août 1987.

Sous le titre « Nucci l'Africain », l'article évoquait des aspects très personnels de la vie de l'ancien ministre. Aussi, les magistrats notent dans leur jugement : « Toute personne a droit au respect de sa vie privée et est fondée à en obtenir la protection en faisant elle-même les diligences de ce qui peut être publié à son sujet (...). L'importance des faits relatés, comme un aspect de sa vie privée, comme une invasion d'un espace public (...) et la journaliste se doit de relater un événement participant de l'actualité, il ne saurait s'immiscer dans la sphère d'intimité de la vie privée. »

Le procès du RPR contre M. Joxe
devra être plaidé de nouveau

Le procès intenté par le RPR à M. Pierre Joxe, ancien ministre de l'Intérieur, pour des propos tenus le 18 septembre à RTL, devra être plaidé de nouveau le 20 janvier 1988 devant la première chambre du tribunal civil de Paris (Le Monde du 23 octobre).

Lors de cette émission, M. Joxe avait évoqué le financement de la campagne électorale du RPR tout en s'élevant contre les profits qui seraient réalisés par certains groupes financiers lors des privatisations. S'estimant diffamé, le RPR avait engagé des poursuites en se fondant sur des dépêches d'agence et sur un article du Monde daté du 13 septembre rela-

tant des déclarations. Inconfortable, la première chambre civile, présidée par M. Robert Diet, président du tribunal de Paris, note que ces propos « ne reproduisent pas la teneur littérale et complète des propos tenus par M. Joxe » et rejette comme élément de preuve la cassette contenant l'enregistrement de l'émission diffusée la veille de l'audience par le RPR, son authenticité n'ayant pas été vérifiée par un huissier.

En conséquence, les juges ont désigné un huissier de justice qui devra se rendre dans les studios de RTL pour réaliser une transcription des déclarations de M. Joxe dans les formes légales.

Le groupement d'achat Edouard Leclerc
condamné pour « atteinte à la dignité »
des pharmaciens

Le groupement d'achat Edouard Leclerc (GALEC SA) et l'agence de publicité CLM-BBDO ont été condamnés, mercredi 18 novembre, par la première chambre civile du tribunal de Paris, à verser le franc symbolique de dommages et intérêts que lui réclamait le conseil national de l'ordre des pharmaciens pour « atteinte au droit de marque ».

En mai et juin 1987, le groupement d'achat des centres Leclerc avait lancé une campagne publicitaire destinée à combattre le monopole des pharmaciens appliqués à des produits qui ne sont pas spécifiquement des médicaments.

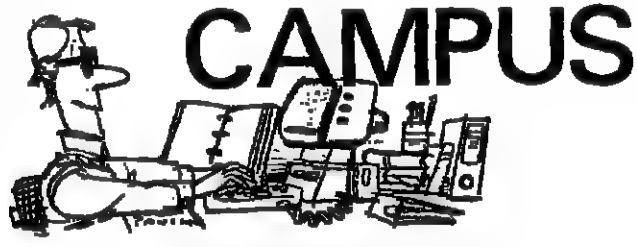
Ainsi, une affiche posait la question : « Le sucre sans sucre ? » Chez Leclerc, qui se sucre ? », alors qu'une autre vantait la discrétion de la distribution en libre service par le slogan : « Tests de grossesse et préservatifs. Plus besoin de demander à votre pharmacienne ce qu'elle pense de votre sexualité. » Enfin, une troisième présentait des oranges ornées d'une croix verte avec la mention : « La vitamine C interdit chez Leclerc. A quand les oranges vendues en pharmacie ? »

Le conseil de l'ordre des pharmaciens soutenait qu'il s'agissait d'une campagne de dénigrement et que la croix verte, marque collective proté-

gée, avait été utilisée de manière illégitime. Mais, dans son jugement, le tribunal, présidé par M^{me} Huguette Leclerc, estime que les centres Leclerc, « en vertu du principe de la liberté d'expression », sont fondés à prendre part au débat relatif à la mise en cause par les pharmaciens du monopole des pharmaciens et considère que le dénigrement invoqué n'est pas établi. En revanche, le tribunal a sanctionné l'usage des croix vertes « dans un but, en l'espèce, de malveillance », qui constitue une atteinte au droit de marque.

Le tribunal a prononcé une seconde condamnation au franc symbolique de dommages et intérêts pour la diffusion d'un prospectus par le GALEC pendant la campagne publicitaire. Il s'agissait d'un journal intitulé « La liberté », comportant un éditorial où le dessin du caducée, se transformant progressivement en dollar, voisinaient avec le titre « Touchez pas à ma pharmacie ». Les juges notent que cette illustration « porte atteinte à la dignité de la profession de pharmacien », car elle « donne à penser que les pharmaciens ont pour objectif unique et constant la recherche du profit ».

MAURICE PEYROT.



Où apprendre l'audiovisuel

Après avoir longtemps baigné aux marges de l'école, le cinéma et l'audiovisuel y ont fait, depuis une dizaine d'années, une entrée en force. De l'école élémentaire à l'université, des formations se sont mises en place, avec notamment la création d'une option dans la section A 3 des lycées, d'un BTS audiovisuel et de filières dans l'enseignement supérieur. Pour s'y reconnaître dans ce foisonnement d'initiatives, *CinémaAction* publie un guide très complet et fort bien fait, où l'on trouve notamment une présentation de tous les enseignements existants et des établissements qui les assurent, un annuaire des mille huit cent enseignants de ces disciplines, une bibliographie et un catalogue des cinq cents thèses soutenues en cinéma et audiovisuel depuis 1968.

Secteur en pleine évolution, grâce à l'irrésistible ascension de la vidéo, la communication audiovisuelle attire un nombre croissant de jeunes. Si les débouchés ne seront pas aussi mirifiques que certains l'affirment, de nouvelles fonctions apparaissent, qui nécessitent une formation appropriée. Certaines sont données par des établissements spécialisés qui ont fait peu ou pas, comme l'école Louis-Lumière (ex-rue de Vaugirard) ou le FEMS (ex-IDHEC), ou dans les écoles d'art qui s'ouvrent à ce nouveau moyen d'expression (1). Mais de nombreuses universités ont créé des formations originales, du DEUG au troisième cycle, en passant par des DEUST, des MST ou des diplômes d'université plus spécialisés. Malgré des difficultés, dues notamment au manque de moyens et d'équipements et au blocage du recrutement des enseignants, certaines sont parvenues à s'imposer, en explorant les ressources régionales et les nouveaux marchés : sociétés de télévision, communication des entreprises ou des collectivités locales, information scientifique et technique, images de synthèse... Ajoutons qu'il existe une quantité d'écoles privées dans ce secteur, dont *CinémaAction* se contente de donner la liste, faute de pouvoir apprécier leur valeur respective. Quelle que soit la filière choisie, mieux vaut, avant de s'y engager, bien étudier le terrain, s'assurer de ses motivations et se donner la sécurité d'une formation complémentaire...

* *CinémaAction*, « l'enseignement du cinéma et de l'audiovisuel ». Carl-CPF, 304 pages, 180 F.

F. G.

Tourisme
à Bordeaux

L'université de Bordeaux-III met en place un cycle de formation permanente, financé en partie par le conseil régional, sur « l'aménagement et la gestion des stations touristiques » (AGEST). Cette formation étalée sur treize semaines de janvier 1988 à avril 1989, a raison d'une semaine par mois, s'adresse à tous les professionnels du tourisme engagés dans la vie active à des postes d'encadrement et de coordination du tourisme.

* Université de Bordeaux-III, service de la formation permanente, 33406 Talence Cedex, 56-80-47-72 et 56-80-50-50.

Sémiotique
à Perpignan

L'université de Perpignan organise, du 25 au 28 novembre, un colloque international de sémiotique, présidé par M. Algirdas Julien Greimas, auquel participeront plus de soixante-dix chercheurs. Trois thèmes seront abordés : « Fondements théoriques et historiques de la sémiotique », « La sémiotique appliquée aux sciences de l'homme » et « Création et communication ». Cette manifestation confirme la place importante prise dans cette discipline par Perpignan qui organisera, en 1989, le quatrième congrès mondial de sémiotique.

* Colloque du 25 au 28 novembre, Hôtel des Arcades, 66000 Perpignan. Tél. : 68-65-11-11.

Marchés publics et fausses factures :
trois inculpations à Nancy

NANCY
de notre correspondant

Une triple inculpation de faux en écritures, d'usage de faux et d'abus de biens sociaux, prononcée, mercredi 18 novembre à Nancy, provoque des rumeurs à la veille de la venue de M. Jacques Chirac dans la ville, prévue pour le samedi 21 novembre. Les inculpations visent M. André Guesat, entrepreneur en maçonnerie dans la région de Toul, son ancien chef d'équipe, M. Pierre Villemont, et M. Richard Zanier, directeur technique de la société BG-Service. Les deux premiers ont été écroués à la prison Charles III, le troisième a été laissé en liberté sous contrôle judiciaire.

Bien plus que les fausses factures, d'un montant de 6 millions de

francs, qu'on reproche aux trois hommes, c'est le contexte même de l'affaire qui lui donne un relief tout particulier. En effet, M. André Guesat, considéré comme sympathisant RPR, de même que M. Jacques Gossot, maire de Toul, avaient été accusés, en décembre 1985, par le quotidien *Libération*, d'entretenir des relations privilégiées faussant l'adjudication de certains marchés publics. Aussitôt, les deux hommes avaient lancé contre le quotidien une procédure en diffamation, sur citation directe. Un type de procédure rapide, où on ne se prononce pas sur le fond des accusations mais où le journaliste doit apporter la preuve de ce qu'il a écrit.

Ce ne fut pas le cas et, tant en première instance qu'en appel, le journal *Libération* fut condamné. Mais la révélation de l'affaire amena la direction générale de la concurrence et des prix à ouvrir une enquête. En juin 1986, lors d'une perquisition chez M. André Guesat, les inspecteurs trouvèrent ainsi des fausses factures établies par l'entreprise BG-Service et par une société immobilière, la SID.

Ces deux sociétés détenaient des marchés, qu'elles étaient censées sous-traiter par l'entreprise Guesat. Or les travaux commandés étaient fictifs ou n'étaient pas réalisés. En revanche, ils étaient facturés et l'argent versé. Ces fausses factures entraînaient l'ouverture d'une information judiciaire par le parquet de Nancy, confiée à la section économique et financière du SRPJ.

Mercredi 18 novembre, à la suite de leur audition par M. Gilbert Thiel, juge d'instruction à Nancy, les trois hommes ont été inculpés. Il reste toutefois à savoir pourquoi des entreprises ont réglé les fausses factures et à qui l'argent ainsi recueilli a profité.

JEAN-LOUIS BEMER.

PREPA Sc.PO.

Préparation annuelle et semestrielle pour jeunes bacheliers
11 ans d'expérience
dans la préparation des grandes écoles

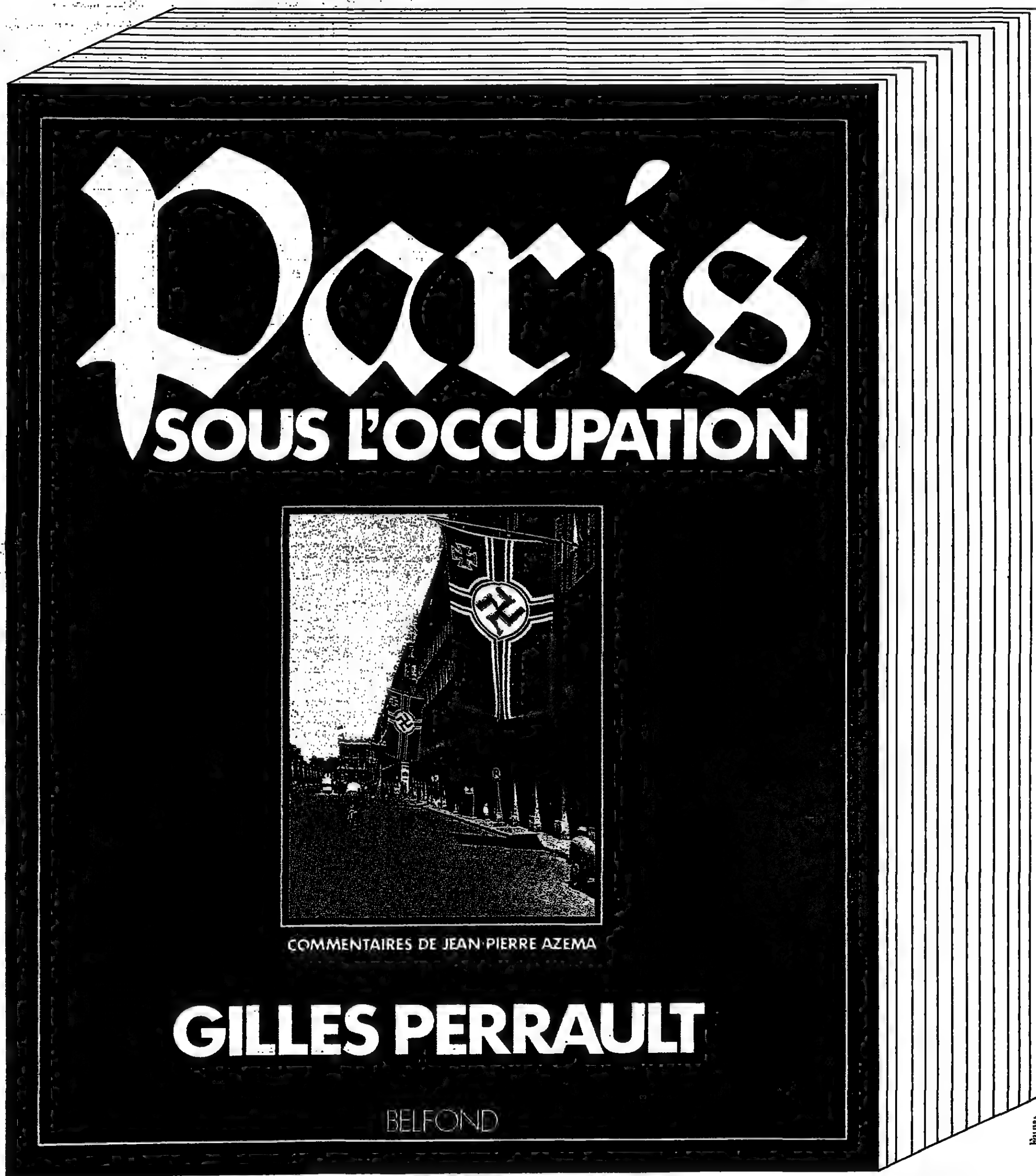
PRÉPARATION COMMERCIALE SUPÉRIEURE

PCS

48, rue de la Fédération
75015 Paris
Tél. : (1) 45 66 59 98

مكتبة الـ

GILLES PERRAULT "le" livre...



Un grand album relié de format 290 x 230, sous emboîtement pelliculé. 580-photos - dont près de 200 inédites - commentées par Jean-Pierre Azéma.

495,00 F.

belfond

Société

La tournée en France de SOS-Racisme

Des potes avec l'accent

Marseille
de notre correspondant

Elle n'a pas été que de pure forme la « tournée des potes » qui a conduit, le mercredi 18 novembre, Harlem Désir et Hayette Boujema, les animateurs de SOS-Racisme, dans les quartiers nord de Marseille pour l'opération « les messages de l'égalité », qui prépare la grande manifestation du 29 novembre à Paris. Bien souvent, des jeunes sont venus dire le fond de leur pensée sans détour ou parler clairement de leurs préoccupations. Beaucoup attendaient un peu comme on espère le Messie, demandant : « Pourquoi mon petit frère entre en sixième sans savoir lire ? » « Comment se fait-il qu'à la cité de Font-Vert on n'accepte pas de nouveaux étrangers alors qu'il y a cent trente appartements vides ? » Et les exemples se sont multipliés. Un jeune tend un bulletin de victoire : « On s'est pris par la main et on s'est retrouvés à vingt à la mairie pour se faire inscrire sur les listes électo-

rales. » Tout au long d'une journée à l'emploi du temps chargé comme celui d'un ministre en tournée électorale, Harlem Désir et Hayette Boujema se sont efforcés d'établir un contact direct avec les habitants des quartiers nord de Marseille. Puis ils se sont rendus dans deux cités « chaudes » du nord de Marseille : Font-Vert où le centre social autogéré a été créé par les

habitants eux-mêmes et les Flammes qui font l'objet d'une réhabilitation intéressante avec l'implantation d'une école d'infirmières de trois cents élèves. C'est aux Flammes que vivent les parents d'Harlem Ben Mohamed, tué par l'ex-CRS Tallier lors d'un contrôle de police, et qui est aujourd'hui soupçonné. Harlem Désir a bu le thé à la menthe avec les parents de la victime, saluant leur attitude

exemplaire : « Ils réclament non la vengeance, mais la justice. » Et puis, il a parlé de la solidarité indispensable : « Tant que les gens sont isolés, les racismes se développent. C'est la solidarité qui fait reculer le racisme, et il ajoute, car la révolte individuelle est stérile, c'est la solidarité qui fait la force. »

JEAN CONTRUCCI

L'émoi du Front national

Toulon
de notre correspondant

M^{me} Yvonne Piat (députée du Front national) vient d'écrire au proviseur du lycée Dumont-d'Urville, à Toulon, pour lui demander des comptes à propos de la venue, jeudi 18 novembre, dans l'établissement du responsable national de SOS-Racisme à l'invitation du club d'informations et débats du lycée socio-éducatif du lycée.

Prévenant la parti de « nombreux parents d'élèves émus » et

« ne pouvant intervenir directement par crainte de représailles de la part de certains enseignants inféodés au thème de M. Désir », le député du Front national rappelle que « cet ancien militant trotskiste et membre du FLN-UD a joué un rôle déterminant dans les émeutes universitaires de fin 1986 ». Enfin, M^{me} Piat demande « quelles sont les mesures prises pour prévenir tout incident susceptible d'être provoqué par la présence au sein d'un lycée d'Etat d'un intervenant

contesté par une importante fraction de l'opinion variée et par un certain nombre d'enseignants, de parents et d'élèves ».

A cette lettre, M. Ajavadi, le proviseur du lycée, oppose un silence absolu. « C'est une telle intrusion dans la vie de l'établissement que je n'y répondrai pas. Voilà dix-sept ans que je suis proviseur de ce lycée et je n'ai jamais vu pareille intervention de la part de quelque élu que ce soit. »

J. L.

FAITS DIVERS

Après le meurtre d'un Algérien à Castres

Deux soldats du 8^e RPIMa inculpés et écroués

Les deux parachutistes du 8^e RPIMa qui, dans la nuit de lundi à mardi dernier, avaient aggrégé et tué un algérien, Soussi Bouchiba, trente-deux ans, père de trois enfants (Le Monde du 19 novembre), ont été inculpés et écroués, mercredi 18 novembre, à Castres (Tarn). Le procureur de la République de cette ville, M. Jean-Paul Dupont, a indiqué, dans un communiqué, que l'un des deux soldats, Alain Sauter, avait reconnu, pendant une interrogation, être l'auteur des coups de couteau mortels et être inculpé « d'homicide volontaire ». L'autre militaire, Yawick Guguon, sera poursuivi, lui, pour « complicité d'homicide volontaire ».

Ce meurtre a provoqué une vive émotion à Castres où les autorités militaires ont consigné les mille quatre-vingt hommes du 8^e RPIMa. Le maire de la ville, M. Philippe Deyvieux (PS), et le conseil municipal ont, dans un communiqué, « condamné avec la plus grande force cet acte criminel odieux ». De multiples associations ont également fait connaître leur indignation. Le MRAP a annoncé qu'il se constituerait partie civile et demandé au ministre des armées que « des mesures exemplaires soient prises pour châtier les auteurs des crimes [...] racistes commis par des militaires ». SOS-Racisme, estimant que « Soussi Bouchiba a été tué parce qu'il était immigré », demande que des débats sur le racisme soient organisés dans les casernes. La LICRA a fait part également de son « indignation [...] constatant, une fois de plus, hélas ! que la propagande raciste porte ses fruits ».

L'association antiraciste Franco-Plus indique qu'elle a « saisi M^{me} Giraud, ministre de la Défense, et Chalandon, garde des sceaux » et appelle à une manifestation nationale le 5 décembre prochain contre « tous les crimes racistes et l'injustice ». Enfin, tandis que M. André Lajoinie, candidat du PCF à l'élection présidentielle, « bouleversé » par cette affaire, se prononce mercredi pour un renforcement des lois antiracistes, l'Amicale des Algériens du Tarn, elle, appelle à une manifestation, samedi matin 21 novembre, à Castres.

La mort du nationaliste corse

Trois mille personnes aux obsèques de Jean-Baptiste Acquaviva

Bastia
de notre correspondant

Plus de trois mille personnes ont assisté, mercredi 18 novembre, à l'Obélisque, aux obsèques de Jean-Baptiste Acquaviva, le membre de l'ex-FLNC qui dimanche au cours de l'attaque d'une ferme à Querciole (Haute-Corse). (Le Monde du 18 novembre).

Entre la morgue de Bastia et l'Obélisque, le cortège funéraire, formé de plusieurs centaines de voitures, a été placé sous la surveillance constante d'un hélicoptère de l'armée, et des hommes de la gendarmerie nationale et du GIGN avaient pris position aux alentours de l'Obélisque. Quelques minutes avant l'arrivée du convoi, le service d'ordre nationaliste a refusé la mise en place d'un quadrillage policier aux abords immédiats de l'église, un commissaire de police a été violemment bousculé et apostrophé par un militant au cri de « Quarante-huit heures de garde à vue pour un cadavre, ça ne vous suffit pas ? ».

Juste après la messe, en langue corse, alors que le cortège était placé dans le cimetière, à quelques dizaines de mètres de là, sur les marches de l'église, deux hommes, le visage dissimulé par des cagoules, sont apparus armés au poing. Lentement, ils ont tiré en l'air une douzaine de coups de pistolet avant de disparaître dans le groupe compact d'une centaine de militants qui les entouraient. Assistait des slogans favorables à l'ex-FLNC étaient criés.

SCIENCES

Le CESTA supprimé par décret

Le Centre d'études des systèmes et des technologies avancées (CESTA) sera prochainement supprimé. Un décret publié au Journal officiel, mercredi 18 novembre, annonce, en effet, que cet établissement public à caractère industriel et commercial, créé en 1983, est dissous à compter du 1^{er} janvier 1988 et qu'un administrateur provisoire a été nommé pour diriger l'établissement jusqu'à cette date. Les conditions exactes de cette liquidation ne sont, en revanche, pas précisées et doivent faire l'objet d'un décret à venir.

Depuis un an, le sort du CESTA était en suspens, et nul ne savait s'il serait purement et simplement supprimé ou s'il serait privatisé (Le Monde du 4 septembre). Le décret, qui vient d'être publié, ne règle pas définitivement cette question puisqu'il ne ferme pas irrévocablement la porte à une éventuelle reprise de l'organisme par des entrepreneurs privés. Mais il n'est pas de nature à faciliter le processus de privatisation. Les sept entreprises qui seraient actuellement sur les rangs pour reprendre le CESTA — en totalité ou en partie — trouveront, le 1^{er} janvier prochain, un établissement dont le personnel (une quarantaine de personnes) aura été licencié.

An ciemèrre, le docteur Edmond Siméoni a prononcé l'éloge funèbre de Jean-Baptiste Acquaviva, fils de l'ancien compagnon du leader autonomiste. « Si ce cercueil, a-t-il déclaré, pouvait servir de trait d'union entre les Corsas [...] dans une recherche fraternelle, passionnée et attentive d'un consensus pour bâtir un pays moderne démocratique qui ne renie rien de ses racines en épousant la modernité, alors le sacrifice de Jean-Baptiste Acquaviva ne serait pas vain. »

D'autre part, M. Ferdinand Rousseau et son épouse, les propriétaires de la ferme où Jean-Baptiste Acquaviva a trouvé la mort ont annoncé leur intention de quitter définitivement la Corse.

Enfin l'interventivisme de FR3-Corse a protesté contre la décision de la direction de la station de ne pas diffuser les images des obsèques montrant les hommes armés tirant des coups de feu en l'air.

MICHEL CODACCIONI.

EN BREF

● L'appelé Eric Rondot a tenté de se suicider. — Un appelé du 110^e régiment de Donauwörth (RFA), Eric Rondot, que son père avait poussé à la désertion et qui avait finalement regagné son corps après cinq jours d'absence, a fait il y a quelques jours une tentative de suicide. a-t-on appris, mercredi 18 novembre. Le jeune homme, qui s'est taillé un poignet, a été placé en observation à l'hôpital de Fribourg-en-Brisgau. Les autorités militaires ont, pour leur part, rejeté une nouvelle fois les accusations du jeune homme et de son père, qui contestent les méthodes d'entraînement « trop intensives et trop musclées ». Elles ont affirmé que l'appelé avait fait « un simulacre » de suicide sans « aucun caractère de gravité ». — (AFP)

● Saïle record de cocaïne aux Etats-Unis. — 2,8 tonnes de cocaïne ont été interceptées le mercredi 18 novembre, en Floride (Etats-Unis) par des agents fédéraux américains. Cette saïle, portant sur des produits en provenance du Costa-Rica, constitue la plus grosse prise de cocaïne encore jamais réalisée aux Etats-Unis.

● Enlèvement de Charles Altieri, inculpé pour l'assassinat du juge Michel. — Condamné le 28 octobre dernier à une peine de vingt ans de prison par le tribunal de Fribourg pour « production de drogue » (Le Monde du 28 octobre), Charles Altieri, trente-deux ans, s'est évadé, mercredi après-midi 18 novembre, en compagnie de cinq autres détenus de la prison de la plaine de l'Orbe (Suisse). Arrêté en Suisse le 11 novembre 1986 et considéré comme l'un des plus importants trafiquants de drogue français, Charles Altieri, impliqué et inculpé dans l'assassinat du juge Pierre Michel, en 1981 à Marseille, devait être extradé vers la France, une fois sa peine purgée, pour y répondre de ce crime.

Invitation pour l'Italie.



Le Groupe Bancaire MPS vous souhaite la bienvenue.

Et vous offre tous les bénéfices d'une grande banque avec la tradition et l'expérience d'un Groupe Bancaire italien qui peut vous suivre partout grâce à son réseau international formé de filiales, agences et bureaux de New York, Londres, Paris, Moscou, Francfort, Singapour, Le Caire et Sao Paulo.

64.596 milliards de ressources administrées, 372 milliards de bénéfice en 1986, plus de 16.000 employés et 773 agences en Italie: les chiffres parlent.

Sur votre chemin, le nom Monte dei Paschi di Siena, Banca Toscana, Credito Commerciale, Credito Lombardo ou Italian International Bank, vous indique la présence d'un grand Groupe Bancaire, le Groupe Bancaire MPS.

Et là où le Groupe Bancaire MPS est implanté, vous êtes les bienvenus. Découvrez l'Italie!

MPS
BANKING GROUP

مكتبة النور

Le Monde DES LIVRES

Le Monde • Vendredi 20 novembre 1987 17

Miss Eudora Welty de Jackson, Mississippi

Un portrait de l'un des meilleurs écrivains américains du siècle.

LES Français vont-ils enfin s'intéresser à cette vieille dame, née à Jackson, Mississippi — où elle habite toujours — le 13 avril 1909, qui publie depuis 1941, et qui est si touchée, malgré le silence du Vieux Continent sur ses livres, que l'on fasse quelques milliers de kilomètres pour lui rendre visite ?

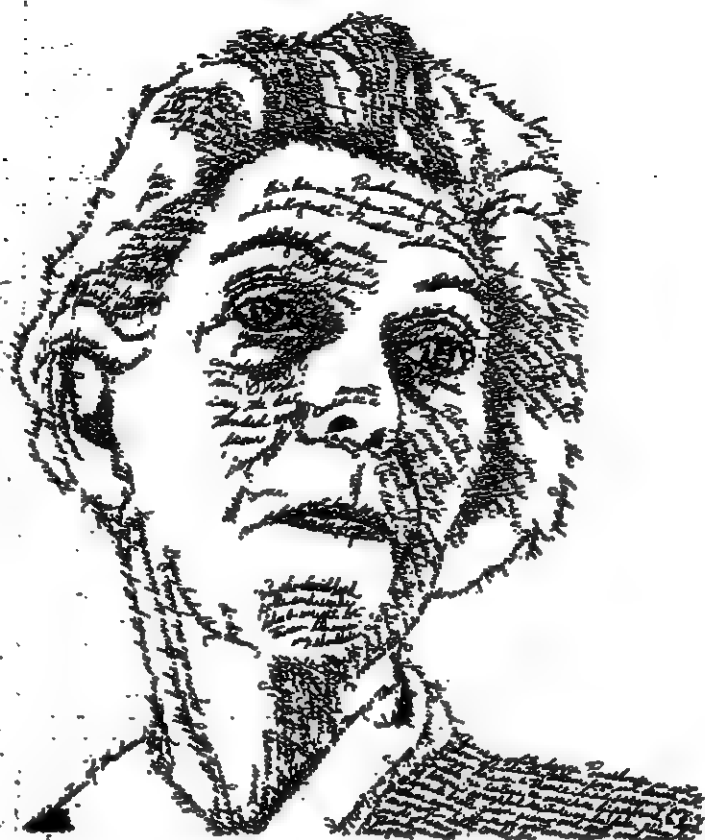
Aux Etats-Unis, elle figure en bonne place dans les histoires de la littérature, aux côtés de William Faulkner, de Flannery O'Connor, d'Eskine Caldwell... Ses textes abondent dans les manuels scolaires comme exemples d'une prose pure, d'un style de haute tenue. Elle a reçu de multiples distinctions, dont l'American Book Award for Fiction et le prix Pulitzer (1). On avait tant pris l'habitude de la ranger parmi les classiques que beaucoup la croyaient morte lorsqu'elle mourut, en 1984, d'un court essai autobiographique, *One Writer's Beginnings*. (Les débuts d'un écrivain). Il demeura quarante-six semaines sur la liste des meilleures ventes du *New York Times*.

De ce côté-ci de l'Atlantique, Eudora Welty reste étonnamment méconnue. Pourtant, son œuvre, minutieuse, précise, sobre, nourrie depuis l'enfance de lectures incessantes, aurait dû séduire les lecteurs européens. Les Français, particulièrement, devraient aimer

l'écriture si délicate, ciselée, de cette femme si cultivée, si polie. Mais voilà, elle écrit surtout des nouvelles — « C'est, dit-elle, la forme qui m'est naturelle » — et la légende veut que le lecteur français ne prise guère le genre. C'est sans doute pourquoi on a d'abord traduit, sans toutefois tirer Eudora Welty de l'ombre (2), des romans : *Mariage au Delta* (Gallimard, 1957) et *La fille de l'optimiste*, prix Pulitzer 1973 (Calmann-Lévy 1974, dans une traduction médiocre).

La maison sur la colline

Les éditions Flammarion ont décidé de publier la quasi-totalité de son œuvre. Elles ont commencé l'an dernier avec son premier recueil de nouvelles, *L'homme pétrifié*, paru aux Etats-Unis en 1941, préfacé par Katherine Ann Porter (3). Son second recueil (1943) vient de sortir sous le titre *Le chapeau violet*. On ne saurait trop inciter l'éditeur à bousculer la chronologie et à faire paraître très vite les *Débuts d'un écrivain*, ce bref récit d'apprentissage, si émouvant qu'il ferait peut-être sortir les Français de leur indifférence, si injuste, envers Eudora Welty, qui a mené, sans bruit, une



Eudora Welty et le manuscrit de sa nouvelle *Powerhouse*, par le dessinateur John Sokol.

vie tout entière vouée à écrire, chez elle, à Jackson, qui n'a cherché ni publicité ni reconnaissance bruyante de son talent.

Eudora Welty n'a quitté sa ville que pour étudier (dans le Wisconsin et à New-York), pour travailler (elle a donné des conférences dans de nombreuses universités sur tout le territoire des Etats-Unis et continue de le faire), ou pour le plaisir de voyager, notamment en France et en Italie. Jamais pour se montrer, se promouvoir ou faire des concessions au commerce et à l'air du temps : « J'ai choisi de vivre à la maison pour pouvoir écrire dans un univers familier, dit-elle. Je ne l'ai jamais regretté. »

Elle habite toujours, seule depuis la mort de sa mère, la maison construite par ses parents, voilà près de soixante-dix ans, sur une colline de Jackson.

JOSYANE SAVIGNEAU.
(Lire la suite page 25.)

(1) Elle a en outre reçu, le 18 octobre, des mains de l'attaché culturel français à la Nouvelle-Orléans, la médaille de l'Ordre des Arts et des Lettres.

(2) Une thèse a toutefois été consacrée en France à Eudora Welty : « La technique dans l'œuvre d'Eudora Welty : la mort de Méduse » de Danielle Pity-Souquet. Thèse de doctorat d'Etat soutenue en 1982. Elle n'a pas été publiée (elle est à l'université de Dijon).

(3) Traduit par Michel Gresset et Armand Hany, avec une postface de Michel Gresset (le Monde du 31 janvier 1986).

Banlieues musulmanes

Un voyage en France à l'intérieur du labyrinthe islamique.

CETTE enquête assez exhaustive, étalée sur trois années, vient à point pour détruire un certain nombre d'idées et d'images souvent rapides et caricaturales autour de l'islam et des musulmans en France. L'auteur, Gilles Kepel, est chercheur au CNRS ; il fait partie de cette nouvelle génération d'orientalistes, soucieux avant tout de rétablir les faits et d'étudier en profondeur l'évolution du monde arabe.

La communauté musulmane résidant en France — 2,5 à 3 millions de personnes — est un ensemble hétérogène par la langue, par l'éthnie et même par la doctrine et la pratique. Si l'on recense aujourd'hui un millier de mosquées, ou plus exactement de lieux de culte, et quelque six cents associations (contre une dizaine de mosquées, en 1969, et à peine trois associations !), il n'existe pas encore de « conscience islamique » qui donnerait naissance à un mouvement fort et structuré, une espèce de front uni ou de force de pression. Gilles Kepel démontre l'extrême fragmentation et la diversité des associations musulmanes en France, souvent rivales et concurrentes. Cela empêche les autorités françaises de reconnaître à l'islam en France une expression communautaire, comme c'est le cas pour les autres religions.

A cette dispersion s'ajoute la confusion qui est faite entre la doctrine du chiisme (minoritaire) et l'ensemble des valeurs islamiques. Depuis 1979, tout est vu ou presque à travers le prisme de la révolution iranienne, ce qui est très négatif et ne cesse de faire peser le soupçon sur les musulmans.

Il existe certes une réaffirmation islamique chez des jeunes issus de l'immigration, mais on ne peut l'étendre à toute la génération « beur ». Celle-ci souffre d'un problème d'identité, mais pas au point d'aller se jeter dans les bras des manipulateurs iraniens.

Les parents sont inquiets. Ils n'arrivent pas tous à transmettre à leurs enfants leur foi islamique. Des entretiens avec cinquante-huit musulmans laissent apparaître qu'une même hantise préoc-

cupe les parents, de plus en plus désemparés : « Nos enfants, on les a perdus », confie ce père algérien à Kepel. Cet autre père turc dit : « La nationalité française est bonne pour le travail, les papiers, mais pas pour les mœurs. » Dans l'esprit de beaucoup, les mœurs françaises sont synonymes de perdition. D'où une résistance au mélange par peur de perdre les repères et de voir les valeurs s'effondrer. L'islam devient alors un refuge, une digue contre la faille de la famille.

Ni mystiques ni révolutionnaires

C'est dans ce contexte de peur et de perturbation qu'une organisation importante va occuper le terrain islamique en France au début des années 70. Il s'agit de l'association Foi et pratique, mouvement fondé en Inde, en 1927. Ni mystiques exaltés ni révolutionnaires, les militants se veulent les propagateurs d'un islam simple à comprendre et à pratiquer. Ils répondent à la crise d'identité avec un sens aigu du prosélytisme, créant des mosquées, donnant des cours aux enfants, organisant des causeries, etc. En face, ou à côté, le GIF (Groupe islamique français) est assez actif : plus engagé, il déclare avoir pour mission de « pourchasser le mal ». Même s'il est bien implanté dans certains foyers de travailleurs immigrés — les militants du GIF visitent les musulmans hospitalisés ou emprisonnés, — il reste un mouvement minoritaire et dépendant des bailleurs de fonds de certains Etats du Golfe. Sa langue de bois rappelle le discours iranien du genre : « Renverser les gouvernements impies. »

Au terme de ce voyage à l'intérieur du labyrinthe islamique en France, on peut rassurer ceux qui craignent la propagation du djihad, guerre sainte des musulmans contre les non-musulmans. Trop divisés, les musulmans de France cherchent avant tout à consolider leur identité culturelle.

TAHAR BEN JELLOUN.

★ LES BANLIEUES DE L'ISLAM, de Gilles Kepel, Seuil, 428 p., 130 F.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Journal (1953-1973), de Matthieu Galey

Art du fusain, chagrin

LE 23 février 1988 mourait Matthieu Galey, à cinquante et un ans, d'une sclérose amyotrophique, une maladie incurable qui dévore les nerfs, les muscles, la voix, qui fait, à vie, le travail de sappe du néant. Un second volume de son *Journal* nous conduit vers ce supplice, qu'il supporta avec une gaucheté poignante.

Matthieu Galey avait tout pour être heureux : une famille joyeuse, un père artiste (le cinéaste Louis-Emile Galey) ; plusieurs familles d'adoption : les Izard-Daniélou, les éditions Grasset, la droite littéraire, collabo sur les bords — Morand, Charbonne, Joughandau, — les homosexuels... Dès sa vingtième année, après la Sorbonne et Sciences-Po, avant même la fin de son service militaire, le beau monde parisien met son couvert à sa convive narquois, et la presse culturelle de années 50 donne des chances à ce lecteur acéré, à cette plume fustardisante. *Arts*, *les Nouvelles littéraires*, *Combat*, *le Monde*, puis *l'Express*, publient ses avis sur les livres et le théâtre. Grasset le prendra dans son comité de lecture (de 1962 à la fin). Il adaptera plusieurs pièces du théâtre américain, qui donne alors le ton (Albee, Kopit, Shaffer). Il interviewera mémorablement Marguerite Yourcenar (*les Yeux ouverts*, 1980)...

De quoi s'acheminer vers un magistère de critique-éditeur comme celui de ses amis Kanters et Nourissier, ou vers une réputation enviée d'adaptateur ? De quoi s'acheminer à lui-même et faire ce qu'il fait ! Or, bien avant que la maladie ne le ronge, c'est quelqu'un de blessé, de brouillé avec la jouissance d'être soi, que l'on devine derrière cet éternel adolescent au teint de bile, au regard fiévreux, disparaissant dans la nuit des « générales » sur son Solex bourré de manuscrits, lodan au vent...

Grâce au *Journal* que voici, nous savons mieux pourquoi l'enfant fuit la fête. C'est pour mieux la regarder par la fenêtre, voir la comédie mondano-culturelle, pour le peu qu'elle vaut, et la croquer à son aise. De sa souffrance d'exclu, Matthieu Galey tirait patiemment, en cachette, une œuvre de chroniqueur dont on veut croire que, pour sa consolation, il en pressentait la réussite. Sur ce qui reste de gratin proustien, sur les écrivains du dernier tiers de siècle, on n'a pas lu, on ne lira pas de si tôt une galerie de portraits aussi finement rossés : Proust, Léautaud et Mauriac ensemble ! Du grand art et qui, au bout du compte, ne veut pas vraiment nuire, qui se réserve à lui-même les férociétés assassines !

UN mot du chagrin qui a permis, comme c'est fréquent, cet art du fusain.

Il y a d'abord une donnée de nature, revendiquée. L'enfant fait comme s'il avait décidé de jouer les vieilles filles qu'on n'invite pas à danser, devant leur tapisserie. A moins de trente-cinq ans, il décroche déjà : « Je me regarde vieillir, sécher,

cela m'occupe bien assez » (17 novembre 1967). Deux ans plus tôt, il livre cette déresse au-delà du soupçonnable : « Envie d'arrêter les gens, de leur demander un sourire, un recours, une parole, un regard... » (6 novembre 1965). Encore avant, on lit (2 août 1963) : « Je ne m'intéresse pas beaucoup, ma vie me semble vide... Je me fais l'effet d'un corps mort. » Ailleurs : « Quelque chose comme le mépris de soi-même et des autres » (30 septembre 1969). Et cette autocondamnation désolante, à propos du personnage d'une pièce qu'il a adaptée, Butley : « Je l'ai compris, parce qu'il me ressemble, odieux, aigri, destructeur, pervers, déplaçant et pitoyable » (127 novembre 1973).

Les amours ne le sortent pas de cette posture affligée. Matthieu serait furieux que les sexistes se servent de lui pour attester le « malheur d'être homosexuel », mais c'est un fait qu'il ne vit guère que par la sexualité, qu'il a de rares moments. « Bonheur serait : surpris », note-t-il le 11 janvier 1970 ; et quelques jours plus tard : « L'amour, si voisin du désespoir ! » (20 janvier 1970). 9 août 1970 : « Vie vide, intense cafard ». 12 août 1970 : « Le fond, au moins, c'est solide ! » Les plaisirs de hasard « ne calment rien, au contraire » (23 juillet 1973), et les liaisons plus longues sont menacées d'usure conjugale, de ruptures interminables.

A ces difficultés psychologiques s'ajoute une frustration professionnelle que devraient méditer ses confrères cantonnés dans le seul journalisme. « Ce qu'il y a de bien chez vous, c'est que vous n'avez jamais rien fait de merveilleux », lui lance Charbonne, non sans sadisme sous l'évidente affection (20 mars 1966). Son unique roman au titre symptomatique, *les Vitamines du vinaigre*, Matthieu le trouve « très mauvais » (12 septembre 1954). Et il aura ce cri du cœur, devant le succès d'une de ses adaptations, *Délicate Balance* : « Furieuse envie d'écrire une pièce qui serait de moi ! » (26 octobre 1967).

CELA, c'est l'humus de l'amertume, le prix payé, qui n'occupe qu'une faible partie du livre. Le reste est à mourir de rire. Est-ce une règle, l'effet d'une sombre péréquation ? Après tout, Feydeau est mort de neurasthénie !

Voici donc la gent littéraire des années 50-80 dans sa mégélonie risible, ses touchantes petitesse. Qu'on ne nous dise pas que c'est peu. Bavarder le même jour avec Aragon et Julien Green, les manuels scolaires nous enseigneront plus tard, s'ils ne le font déjà, que cela vaut bien d'avoir croisé Flaubert et Barbey, ou, vers 1920, Barrès et Anatole France. Et tant pis si les premiers rôles disparaissent parfois derrière des utilités médiatico-mondaines : celles-ci sont comme l'aspergus du bouquet, la figuration conforme d'une époque portée à couvrir les rares génies de bécoets snobs, à en singer les apparences.

(Lire la suite page 20.)

Susan
MINOT



Mouflets

roman

"Il faut lire *Mouflets*, se laisser envelopper par la lumière bleue du décor. Page après page, c'est notre enfance qui défile et qui bientôt s'en va". Jean-Philippe Arrou-Vignod / Le Figaro

GALLIMARD nrf

A LA VITRINE DU LIBRAIRE

HISTOIRE

Une jeune fille

et un timbre

Heinz Frank, gouverneur nazi de la Pologne, était un personnage sanguinaire et d'une ambition sans limites. Il se comportait en souverain bien plus qu'en haut fonctionnaire, hâ à la fois des Polonais et de ses rivaux nazis. Pour le ridiculiser et le compromettre, la Résistance polonaise fit imprimer à Londres des timbres à l'effigie de « Heinz Frank, roi de Pologne ». Parachutés dans le pays, ils obligèrent la Gestapo à bloquer tous les bureaux de poste et à trier d'innombrables enveloppes.

Simon Wiesenthal, le célèbre chasseur de criminels de guerre, raconte cette histoire et celle de la Résistance polonaise dans son ensemble. Il y joint celle d'une jeune fille, Krystyna Jaworska, qui accepta de se faire passer pour juive et de mourir comme telle pour n'avoir pas à trahir son réseau. On regrettera que l'auteur ait rapporté de façon romancée les sentiments et les propos de Krystyna. Et aussi que le fameux timbre ne figure pas parmi les illustrations.

JEAN PLANCHAIS.

* KRYSZYNA et la tragédie de la Résistance polonaise, de Simon Wiesenthal, Robert Laffont, 240 p., 85 F.

Mystère

autour d'un massacre

Dans la nuit du 16 au 17 juillet 1918, le tsar Nicolas II, la tsarine, leurs filles, le tsarévitch et quatre personnes de leur entourage disparaissent de la maison Ipatiev, à

NICOLAÏTE DE CHAILLOT
7-9, rue du Bouquet-de-Longchamp
75016 Paris
(Métro : Boissière - Jéna
Trocadéro)
Tél. : loc. 45-54-84-59
et 3 FNAC
**LE FESTIN
DE BALTHAZAR**
de Benjamin Fondane
(création)
du 3 novembre au 12 décembre
1987 à 20 h 30 (relâche
dimanche et lundi)

Le SIDA comme une litanie guerrière

PREMIER vrai livre directement issu du SIDA, *Corps à corps* ne s'embarrasse d'aucun masque, d'aucun alibi romanesque. Alain Emmanuel Dreuilhe n'a pas mis son expérience de la maladie au service d'un projet littéraire séparé de cette expérience ; il n'a pas reconstruit ce qu'il vivait sur le plan de l'art. Son livre se présente comme une « entreprise médico-littéraire », conçu au plus vif d'une réalité terriblement présente. C'est là que le sens et la valeur de ce texte singulier sont à trouver. Nourri de cette réalité, *Corps à corps* est aussi l'arme incisive d'une stratégie qui se veut offensive autant que défensive.

Alain Emmanuel Dreuilhe emprunte à la médecine un langage nosographique, un savoir contenant surtout l'aveu dramatique de ses limites. A la littérature, il a pris une figure de style, la métaphore. Il en use sans aucune parcimonie. Visiblement peu soucieux de l'effet esthétique que produisent sur le lecteur — parfois perplexe — cette longue litanie guerrière, il en exploite toutes les ressources : le SIDA, c'est la « troisième

guerre mondiale ». Ni plus ni moins. Pearl-Harbor, l'Indochine, les tranchées, le nazisme et la Résistance, le Liban... toutes les images défilent, viennent sous la plume de Dreuilhe, avec, il faut le souligner, une remarquable cohérence, une force évocatrice souvent étonnante.

A « l'heure la plus noire », celle « où l'étendue du mal est présente », il n'est plus temps de comprendre, mais de lutter. D'où l'appel pathétique d'un homme — qu'on imagine être dans la réalité l'exact opposé d'un fringant va-t-en-guerre — à la mobilisation générale : « Je rêve d'endocriner, d'enrégimenter tous ceux qui me lisent, pour qu'ils me sauvent. »

Sidétique, Dreuilhe a troqué son identité ancienne, quitté les territoires marginaux et protégés de l'homosexualité. Revêtu de cette nouvelle personnalité combattante, il a rejoint une autre marginalité... beaucoup moins protégée, infiniment plus solitaire. Il a compris qu'à la maladie du corps correspondait une autre maladie, « mentale » celle-là, qu'à la dimension physique s'ajoutait celle de l'esprit, sou-

frant lui aussi mais commandant la lutte.

« Quand on écrit, on a moins peur. » Par l'écriture, Alain Emmanuel Dreuilhe est devenu, à son corps défendant (l'expression prend ici tout son sens), le sujet d'une expérience intérieure, intime, celle de la maladie ; par elle, également, il a donné à cette expérience une valeur collective et exemplaire. Echappant à la « fascination du désastre », il a découvert le « banalité du courage quotidien », une morale de vie et quelques vertus, comme la volonté ou l'endurance... « Nous devons exalter la liberté, la santé et le paix, rejeter la contrainte, la maladie et la guerre », écrit-il. C'est aussi à « ceux de l'arrière », à ceux qui ne se trouvent pas « sur la ligne de front », que s'adresse Alain Emmanuel Dreuilhe : « Lettre d'amour » à la vie autant que « discours balistiques » opposé au SIDA, son livre est la manifestation d'une étonnante... santé.

PATRICK KÉCHICHIAN.

* CORPS À CORPS, d'Alain Emmanuel Dreuilhe, Gallimard, 204 p., 78 F.

NOUVELLES

Les nostalgies

adolescentes

de Marx

On peut préférer la solidité d'une écriture soigneusement pensée, les larges développements d'un récit subtilement agencé ou les amples périodes d'un roman longuement travaillé... Dans ce cas mieux vaut passer son chemin et ne pas s'arrêter aux trois courtes nouvelles que Michel Marx a réunies dans un élégant petit volume portant le titre de l'une d'elles, *La Moquette rose*.

Écrites, dirait-on, sur des feuilles volantes et légères, ces trois brefs récits sont fagotés comme des as de pique, drôlement bancals, symétriquement rugueux et surtout obstinément juvéniles !

Le « je » qui parle et agit, drague et écrit (des nouvelles...), l'auteur ne doit pas avoir été le chercher bien loin de lui...

Frondauses et mélancoliques, comme de vieilles chansons adolescentes, les histoires de Marx réveillent quelques nostalgies assoupies.



CAGNAT.

La Moquette rose est le troisième titre paraissant à l'enseigne d'une librairie, l'Étréguine, 35 bis, rue des Plantes dans le quatorzième arrondissement de Paris. Le libraire, vrai professionnel, dont on peut recommander l'adresse, a trouvé cet heureux moyen de pratiquer plus largement son amour de la littérature.

* LA MOQUETTE ROSE, de Michel Marx, l'Étréguine, 34 p., 65 F.

DERNIÈRES LIVRAISONS

CUISINE

* CHRISTINE ARMENGAUD : les Carnets de Jennifer G. Ces « souvenirs et recettes d'un manoir gallois », à lire entre brouillards et fourneaux, permettront aux papilles curieuses de se familiariser aussi bien avec la « soupe verte reine Mary » ou les « truites au vinaigre de fleurs » qu'avec les circonstances curieuses de leur invention. (Actes Sud, 132 p., 85 F.)

DICTIONNAIRES

* JOSEPH HANSE : Nouveau Dictionnaire des difficultés du français moderne. Par un grammairien, président du Conseil international de la langue française, pour une somme relativement modique et sous une forme alphabétique particulièrement commode, la réédition attendue d'une pierre monumentale de l'édifice du français contemporain. (Duculot, Paris-Bruxelles, 1035 p., 280 F.)

* ACADÉMIE DES SCIENCES COMMERCIALES : Dictionnaire commercial. Des explications claires, avec souvent l'équivalent anglais, pour une meilleure utilisation de la terminologie des affaires. (Coéd. CILF et Entreprise moderne d'édition, Paris, 820 p., 290 F.)

HISTOIRE

* LÉON POLIAKOV : les Totalitarismes du XX^e siècle. Revêtant, selon les contrées, des apparences différentes, le totalitarisme reste l'une des réalités majeures de notre siècle. Historien de l'antisémitisme, Léon Poliakov a étudié (avec la collaboration de Jean-Pierre Cabestan pour la Chine) les caractères communs de ces diverses figures en même temps qu'il en a restitué les singularités. (Fayard, 378 p., 120 F.)

* JEAN-MICHEL PALMIER : Weimar en exil. Un travail imposant (1000 pages en deux volumes) sur « le destin de l'émigration intellectuelle allemande antinazie en Europe et aux États-Unis ». (Payot, 534 p. et 486 p., 179 F. chaque volume.)

LITTÉRATURE

* CHARLES-FERDINAND RAMUZ : Si le soleil ne revenait pas. Publié pour la première fois en 1937, ce court roman de montagne met en action les forces de la nuit, incarnées par Anzèvi, le gériseur, et celles de la lumière, dont le personnage d'Isabelle est le symbole. Gérard Poulouin a raison d'écrire dans sa postface, citant Heidegger, que ce récit de Ramuz est « un plaidoyer pour la vie contre l'obscurcissement du monde ». Ce volume est le cinquième d'une excellente collection ramuzienne dirigée par Jean-Louis Pierre. (Ed. Séquences, 16140 Aigres, dépositaire à Paris, librairie

R. Ribes, 57, rue Saint-Jacques, 75005 Paris, 174 p., 86 F.)

POÉSIE

* ABDELKADER CHAWKI : Parole du Carmate. En édition franco-arabe, la traduction par Mohamed Kadmi El-Hassani et Eugène Guillevic de poèmes d'une grande plume irakienne, Chawki, né en 1949 et établi à Paris depuis 1974. Il s'inspire, dans ce texte, de la grande révolte populaire carmate du neuvième siècle, postface de Bernard Noël. (Arfuyen : Coll. « Textes arabes », 32 p., 40 F.)

PSYCHANALYSE

* GISELA PANKOW : l'Étre-là du schizophrène. La « méthode de structuration dynamique », introduite par Gisela Pankow dans le traitement des psychoses, est une tentative de restitution de « l'unité perdue de couches psychiques éparpillées ». C'est l'image du corps, dans sa forme et dans son contenu, que le malade devra réintégrer pour accéder à l'ordre symbolique et à la loi transmutée du corps. Publié pour la première fois en 1985, cet ouvrage fondateur dans l'œuvre de Pankow est ici réédité dans une version augmentée et revue. (Aubier, 270 p., 90 F.)

RELIGIONS

* Popol Vuh : le Livre des événements. Pierre Desruisseaux a traduit, en collaboration avec Daisy Anaya, cette version nouvelle, au plus près du texte original, du célèbre Popol Vuh, la « bible américaine des Mayas-Quiché ». Ce poème symbolique, écrit peu après la conquête espagnole, appartient au patrimoine spirituel de l'humanité. (Le Castor astral et VLB Éditeur, Québec, 182 p., 92 F.)

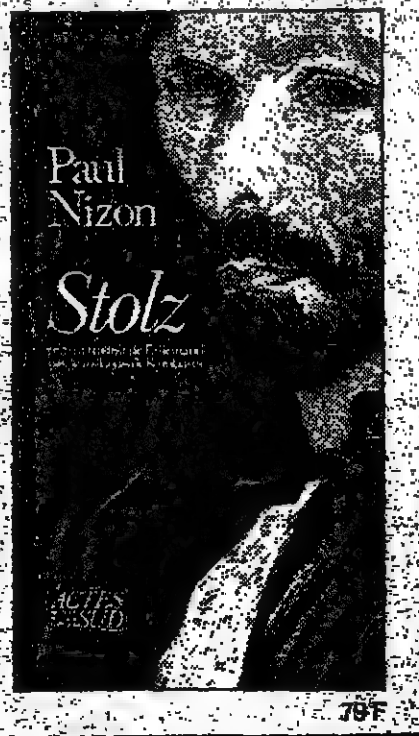
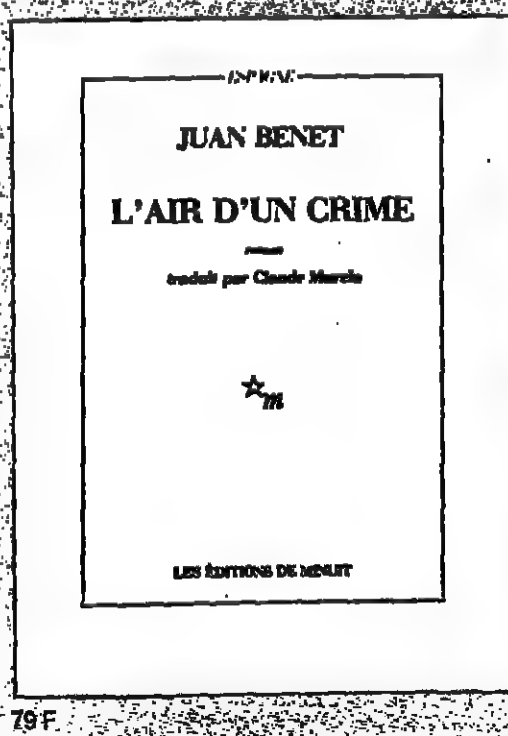
SOCIÉTÉ

* OUVRAGE COLLECTIF : Économie et Culture. Premier volume des Actes de la IV^e Conférence internationale sur l'économie de la culture, qui s'est tenue à Avignon en mai 1986. Édité par Xavier Dupuis et François Rouet, il est consacré au thème : « Les outils de l'économiste à l'épreuve ». L'ensemble comportera quatre volumes. (La Documentation française, 248 p., 130 F.)

* AMIR TAHERI : le Terreur sacrée. Le monde secret du terrorisme islamique. Par le journaliste iranien auteur de la meilleure biographie de Khomeiny, un large panorama de la nouvelle guerre de l'ombre qu'un certain islam mène contre l'Occident, et d'abord contre la France. (Traduit de l'anglais par Marc Duchamp et Maud Sissung, éd. Sylvie Messinger, 310 p., 120 F.)

AVANT QUE CES DEUX ROMANS
DEViennent DES SUCCÈS,
DES LIBRAIRES DE L'ŒIL DE LA LETTRE
LISENT ET CONSEILLENT :

L'œil
de la lettre



L'AIDE-MÉMOIRE, 8 rue Latapie, PAU - L'ARBRE À LETTRES, 2 rue Édouard-Quenu, PARIS 5^e - 55 rue Cler, PARIS 7^e - 14 rue Boulard, PARIS 14^e - AUTREMENT DIT, 73 bd Saint-Michel, PARIS 5^e - BUFFURES, 44 rue Vieille-du-Temple, PARIS 4^e - CALLIGRAMME, 75 rue Joffre, CAHORS - COMPAGNIE, 58 rue des Écoles, PARIS 5^e - LA MACHINE À LIRE, 18 rue du Parlement-Saint-Pierre, BORDEAUX - MILLEPAGES, 174 rue de Fontenay, VINCENNES - OMBRES BLANCHES, 50 rue Gambetta, TOULOUSE - TROPISMES, 11 Galerie des Princes, BRUXELLES - DE L'UNIVERSITÉ, 2 pl. Dr. Léon-Martin, GRENOBLE - VENT D'OUEST, 5 pl. du Bon-Pasteur, NANTES - VENT DU SUD, 7 pl. du Maréchal-Foch, AIX-EN-PROVENCE.

مكتبة الأمل



LA VIE LITTÉRAIRE

Quand le FBI espionnait les écrivains américains

PENDANT plus de cinquante ans, le FBI américain s'est acharné à constituer des dossiers longs et détaillés sur cent trente-quatre écrivains rendus « suspects », à ses yeux, à cause des sujets traités dans leurs livres, de leurs affiliations à des organisations considérées comme « radicales » ou de leurs relations personnelles. C'est ce que révèlent deux articles parus dans la presse américaine cet automne, l'un dans le prestigieux *New Yorker* (1), l'autre dans *The Nation*. Parmi les écrivains soupçonnés de prétendus actes de subversion ou d'espionnage figurent quelques-uns des noms les plus célèbres de la littérature américaine : Pearl Buck, Truman Capote, John Dos Passos, Theodore Dreiser, William Faulkner, Ernest Hemingway, John Steinbeck, Thornton Wilder et Tennessee Williams.

Sinclair Lewis... et Pearl Buck

Ainsi Sinclair Lewis, premier lauréat américain du prix Nobel de littérature en 1930, est devenu l'objet d'un dossier minuscule de cent cinquante pages, allant de 1929 aux années 50, dans lequel sont notés des actes aussi « dangereux » que son soutien, en 1944, de la candidature de F.D. Roosevelt à la présidence, en 1947, de son livre *Kingsblood Royal*, considéré comme « de la propagande incendiaire » car encourageant « l'acceptation par les Blancs de l'égalité sociale des

Noirs » ; ainsi que son appartenance à la Société américaine en faveur des relations culturelles avec la Russie, au Comité de soutien à la démocratie espagnole et à d'autres organisations « pro-communistes ».

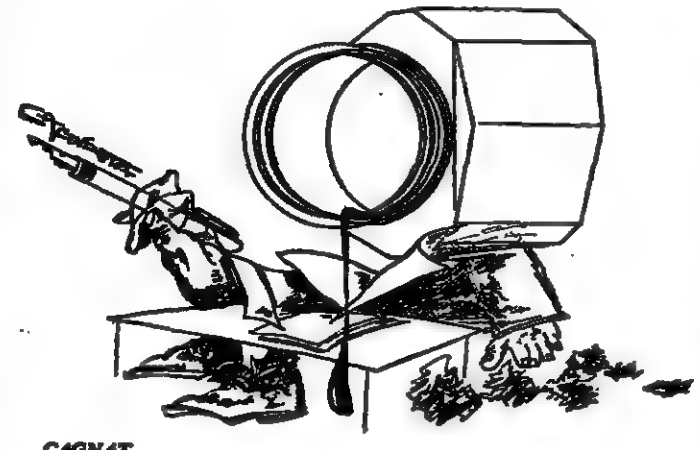
Pearl Buck, quant à elle, a réussi à inquiéter non seulement le FBI, mais aussi les services de renseignements

raciale dans les différentes branches des forces armées américaines. Car, pour J. Edgar Hoover, alors directeur du FBI, et ses collaborateurs, l'antiracisme mène droit au communisme : « Bien qu'elle ne soit probablement pas elle-même communiste, le soutien actif apporté par M^{me} Buck à tout mouvement en

John Steinbeck était parmi les rares écrivains à se savoir surveillé par le FBI. En 1942, il écrit, ironique, au ministre de la justice, Francis Biddle : « Pourriez-vous suggérer aux gars d'Edgar de cesser de me surveiller ? (...) Ça commence à devenir fatigant. » Selon les notes parues dans son dossier, les « gars d'Edgar » reprochent à l'auteur des *Raisins de la colère* ses descriptions « du côté extrêmement sombre et pauvre de la vie américaine » qui servent de « propagande anti-américaine aux Allemands et aux Soviétiques ».

L'écrivain Howard Fast a appris tout récemment l'existence de lettres truquées écrites en 1958 par le FBI à son sujet, dont l'intention était de provoquer des remous dans le Parti communiste américain. Il remarque dans *The Nation* : « Ce qui est terrible dans cette affaire, c'est que le FBI a réussi à détruire l'écriture socialement engagée en Amérique. Aujourd'hui, même parmi les soi-disant meilleurs écrivains américains, il n'y a plus d'écriture engagée (...). On ne peut pas écrire comme John Updike en termes de choses minuscules, ou bien comme Philip Roth, en termes de nerfs, d'obsessions, sans. La perception sociale de l'écrivain a été anéantie par la peur, et c'est ce qui est la grande tragédie de la littérature américaine. »

BARBARA OUDIZ.



CAGNAT.

gnements du département d'Etat, de l'armée et de la marine. Son dossier, qui comporte près de trois cents pages, commence en 1938, date à laquelle elle a reçu le prix Nobel. Il s'étioffe sérieusement à partir de 1941 lorsqu'elle écrit des pamphlets condamnant le discrimi-

gnement raciale l'a amenée à fréquenter un grand nombre de communistes connus. En 1958, l'écrivain et son mari décident d'adopter un enfant moitié noir, moitié japonais : on ne manque pas d'inclure la coupure de presse sur l'adoption dans son dossier.

Descartes

à Stockholm

en 1987

L'Institut international de philosophie a célébré cet automne à Stockholm le 350^e anniversaire du *Discours de la méthode* et le 50^e anniversaire de sa propre fondation, au Congrès international de philosophie tenu à Paris en 1937. Il faut rappeler que l'IIP a ceci de remarquable qu'il est une institution internationale de droit public français. Les cent dix membres, dont près d'une dizaine de Français, comptent parmi les philosophes les plus réputées du monde entier. Outre les Entretiens annuels, l'institut publie une bibliographie universelle de la philosophie et des chroniques relatives à l'activité philosophique dans le monde.

La France se doit de faire en sorte que la centre administratif de cet Institut demeure chez elle, sans porter atteinte au recrutement international de ses membres. C'est à cette constitution originale de l'IIP que le programme des Entretiens de Stockholm doit son orientation différente des communications usuelles. Les communications ont, en effet, porté sur l'héritage cartésien dans le champ aujourd'hui prospère des sciences du psychisme qu'en langue anglaise on désigne du terme classique de *philosophy of mind*.

Qu'en est-il, s'est-on demandé, du statut du psychisme aujourd'hui, après Husserl et Witt-

genstein et à l'époque des recherches en neurologie et sur l'intelligence artificielle ? Et soit-on aujourd'hui, mieux qu'à l'époque de Descartes, joindre l'âme au corps ? Pour les penser ensemble, faut-il postuler deux sortes d'être ou une seule, ou une troisième réalité qui ne serait ni l'une ni l'autre substance ? Que le problème reste aussi intéressant de nos jours qu'il l'était il y a trois cent cinquante ans prouve que, si Descartes est mort à Stockholm, où l'avait invité la reine Christine de Suède, son œuvre reste au centre des discussions en de multiples points du globe.

PAUL RICKEUR.

Un colloque

Vergennes

Le bicentenaire de la mort de Charles Gravier, comte de Vergennes (1718-1787) qui fut le ministre des affaires étrangères de Louis XVI, tombe symboliquement l'année de la commémoration de la naissance de la France républicaine et marque, en quelque sorte, le coup d'envoi des célébrations de la Révolution. Cette figure — on attend impatiemment la biographie de Jean-François Labrousse — vient d'être l'occasion d'un remarquable colloque international organisé conjointement par la direction des archives diplomatiques du ministère des affaires étrangères et l'université de Paris-IV-Sorbonne (1).

Après une introduction de M. Maurice Schumann, assis lui aussi naguère au « bureau de Vergennes » — en réalité une copie car l'original fut offert au Louvre par Poincaré, — dix communications et une table ronde s'articulaient en trois moments : origine et formation, l'ambassadeur et enfin le ministre.

Ajoutons qu'une superbe exposition sur Vergennes et la politique étrangère de la France, à la veille de la Révolution, se tient encore ce week-end au musée-galerie de la Seine (12, rue Surcouf, 75007 Paris).

DOMINIQUE BOUREL.

(1) Les actes paraîtront dans la *Revue d'histoire diplomatique* (Ed. Pedone).

Le religieux

en poche

« Le religieux revient en force... », proclame le dépliant de présentation de « Bref », la nouvelle collection au format de poche des Editions du Cerf. Même si elle reste à démontrer, cette affirmation permet d'ouvrir le vaste champ de questions que cette collection, fondée par F. Boespflug et animée par J.-F. Mayer, se propose d'explorer. Comme son nom l'indique, « Bref » ne s'attachera pas sur les thèmes traités, mais proposera de courtes synthèses informatives. Cofidées

EN BREF

● L'écrivain LOUIS CALAFERTE signera ses livres (notamment son dernier, *l'Incarcération*, paru cette année chez Denoël) le samedi 21 novembre, à partir de 17 heures, à la librairie Diffusion, 44, rue Vieille-du-Temple, 75004 Paris.

● Les quatre lauréats des prix de l'Humour noir de la coupe 1987 sont : MAURICE ROCHE, grand prix Xavier-Fornet pour son roman *Je ne vais pas bien mais il faut que j'y aille* (Seuil) ; KERLE-ROUX, grand prix Grandville pour l'ensemble de son œuvre graphique ; JACQUES SEILER, comédien et metteur en scène, prix du spectacle ; enfin, au prix de l'Humour noir a été attribué « à l'unanimité » à LOUP DURAND pour sa contribution obscure à l'œuvre de Paul-Loup Sulitzer.

● Le troisième Grand Prix Littéraire de la ville de Toulouse a été décerné par l'Académie du Languedoc à l'écrivain aragonais SYLVAIN FOURCASSIER pour son livre *Martin, gagné ton pain* (J.-C. Lattès).

● Le prix de poésie « Sépia » 1987 a été attribué à DANY MOREUIL pour son manuscrit *La Longueur du temps*, qui sera publié en décembre par la revue *Sépia* (128, rue de Belleville, 75020 Paris).

● Le prix de l'Académie de Saintonge 1987 a été décerné à ALAIN QUELLA-VILLEGER pour sa biographie *Pierre Loti, l'Incompris*, (Presses de la Renaissance).

● Deux des neuf prix Charles

par Fides, éditeur québécois, ces livres sont agréablement présentés, dans un format allongé et sous couverture blanche, glacée et cartonnée.

Quatre titres sortent simultanément : *l'Histoire des Evangiles*, de Michel Quesnel ; *l'Inquisition*, de Jean-Pierre Dedieu ; *l'Icône*, de Michel Quenot, volume sur beau papier, enrichi de belles illustrations ; enfin les *Sacres* de Jean-François Mayer. Chaque volume coûte 40 F (80 F pour l'Icône). Viendront ensuite *le Réveil de l'islam*, les *Gourous*, les *Extraterrestres*, la *Prêtre de Jésus* et la *Bioéthique*... Un érudite, comme on le voit, qui englobe les sujets les plus intemporels comme ceux qui mousent à la surface de l'actualité.

P. Ka.

JEAN RASPAIL pour *Qui se souvient des hommes* (Laffont).

● Le dernier-né des prix littéraires, le prix Fernand-Méry, vient d'être créé par l'Académie Littéraire. Une dotation de 2 000 F récompensera, chaque année, un ouvrage traitant d'un sujet animalier, publié durant les deux années précédant la remise du prix — qui aura lieu en décembre. (Groupement des écrivains-médecins, 7, avenue Curie, 92230 Chaville. Tél. 47-58-42-18.)

● LA MAISON DU LIVRE ET DES ECRIVAINS DE MONTPELLIER organise depuis le 17 novembre jusqu'au 31 décembre, à Montpellier puis à Mende (avant Naples en février 1988), des rencontres et une exposition d'œuvres d'écrivains photographes ; trois écrivains dans (Thierry Hansen, Uffe Harder et Peer Hultberg) seront, par ailleurs, reçus à Béziers le 25 novembre et à Nîmes le 26. (Renseignements : Maison du livre et des écrivains, tél. : 67-58-05-58.)

● PRÉCISION. — Contrairement à ce que nous avons écrit dans l'article sur les écrivains japonais de Meiji (« Le Monde des Livres » du 13 novembre), c'est la *Porte*, de Soseki Natsume, publié chez Piquier, et non *Oreiller d'herbes*, traduit par René de Ceccaty et Ryogei Nakamura, qui est une réédition de 1927.

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Dans le stock, on par le réseau de la

LIBRAIRIE

LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS 46-20-87-12



Jean-Pierre Hammer

Lenau

poète rebelle et libertaire

Par la pensée et par la plume, cet écrivain autrichien du 19^e siècle aux tentes les audaces : libertaire et apolitique, sensuel et rebelle, anticonformiste, écologiste et humaniste avant la lettre, Lenau fut assailli par toutes les injonctions de son temps et savait que dans les époques de ces contradictions d'expression, il n'y avait qu'une seule « agie ».

Aubier

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

Espace séminaire dirigé par Christian Descamps

FRONTIÈRES ET LIMITES, débats publics : 21 h petite salle - 1^{er} sous-sol

26 nov. : Géopolitique et blocs culturels

27 nov. : La limite en philosophie et en littérature

avec F. Béguin, F. Guéry, C. Jacob, A. Khatibi, Y. Lacoste, L. Marin, A. Miquel, A. Prado Coelho, J. Roubaud, Y. Thomas.

Deux ouvrages à paraître : décembre 87

Philosophie et histoire

l'Interrogation démocratique

Marc FROMENT-MEURICE



La Disparue

récit

GALLIMARD nrf

A lire comme un porte-bonheur !

Jean de Beaumont

Au hasard de la chance

L'amour de vivre



"Une vie à cent à l'heure."

ERIC ROUSSEL "LE FIGARO"

JULLIARD

L'ASTROLOGIE DES INSECTES
FRANÇOIS THIÉRY

Un livre drôlement féroce
Un livre atrocement drôle

éditions aubépine
76 F (dist. Hachette)

MAISON DE LA POÉSIE
Association subventionnée par la Ville de Paris
101, rue Rambuteau (1^{er}) - M^o Halles - Tél. : 42-36-27-53

ANDRÉ DE RICHAUD
(1907-1968)

JEUDI 26 NOVEMBRE, à 20 h 30 - LECTURE/SPECTACLE
Introduction : Françoise-Marie LEMONNIER - Conception et interprétation : Pierre CHABOT

RELIGIONS

La gloire de la chair

Le livre de Leo Steinberg qui vient de paraître aux éditions Gallimard mérite tout autre chose qu'un succès de scandale, malgré son titre. *La Sexualité du Christ* signifie « le caractère sexuel du Christ » et non « les tendances sexuelles du Christ ». Or si le sexe des anges a pu prêter à de longues discussions, celui du Christ n'a jamais fait aucun doute. Le Fils de Dieu, se faisant homme, partageant la condition humaine dans sa plénitude, jusqu'à connaître la mort, ne pouvait se dispenser de l'organe de la génération, même s'il est en général voilé ou estompé dans l'art chrétien.

Sauf pendant une période qui va du début du quatorzième siècle à la réaction provoquée par le concile de Trente (après le milieu du seizième siècle) : alors, de l'Italie aux Flandres, fleurissent les enfants Jésus au tendre petit sexe bien en évidence, protégé, effleuré ou dénudé par la main de sa mère, fixé par les regards des donateurs agenouillés à ses pieds. Plus surprenant, le geste du Christ mort portant sa main à l'aîne, imité par de nombreux géants humains, et surtout, parfois, cet énorme renflement du linge qui ceint les reins du Christ



Michel Ange : Christ ressuscité

aux outrages ou du Crucifié, suggérant, l'étrange chose, une érection... Contre ces œuvres qui choquent aujourd'hui encore certains collectionneurs américains, puritains et fortunés, les « culottiers du pape » de tout acabit se sont mis au travail, les conservateurs ont versé leurs cabinets d'estampes, et dévots ou critiques d'art ont feint de ne rien remarquer sur ce qui restait exposé sans voiles.

Leo Steinberg a eu l'insolence de remarquer ces représentations et la curiosité de chercher à les expliquer. Les peintres religieux n'ont que faire de notations réalistes s'ils ne peuvent leur donner

un sens théologique. Ils n'ont pas représenté le divin enfant se traînant à quatre pattes ! Steinberg restitue au sexe du Christ sa beauté, qui est d'exprimer l'incarnation et la rédemption. L'enfant-Dieu se réjouit d'être homme et exhibe ce qui le fait pleinement tel. Le Christ lors de la Passion « était aussi nu qu'au moment de sa venue au monde, et il souffrit cette honte » (sainte Brigitte) ; mais dans sa nudité, il annonce la résurrection de la chair.

Tout cela n'a rien de sulfureux, pas même la dernière interprétation, la seule qui ne se fonde pas sur des écrits de théologiens catholiques. Le christianisme

attache une dignité éminente à la chair, y compris quand il prône la chasteté. « Qu'un autre soit chaste par nécessité ; je veux l'être par mon libre choix » (saint Jérôme). L'aptitude à ne pas l'être était, on le sait, vérifiée lors de l'élection d'un pape : « *Duas habet et bene pendentes* ! » Et pour un sermonnaire pontifical, vers 1495, le membre viril « que l'on tripoie (attractatur), que l'on prend dans la main » et qui reçoit la blessure de la circoncision, annonciatrice de la blessure de la Crucifixion, fonde, dans sa réalité concrète, l'humanité du Christ.

L'art catholique a produit les figures de femmes les plus troublantes qui aient été tracées, des Eve, Marie, Judith ou Catherine... Quoi d'étonnant si, pour un temps du moins, ses créateurs ont rendu hommage à la figure de leur Dieu dans ce qu'elle avait de plus humain ?

PIERRE CARRAT.

* LA SEXUALITÉ DU CHRIST DANS L'ART DE LA RENAISSANCE ET SON REFOULEMENT MODERNE. Leo Steinberg, traduit de l'anglais par Jean-Louis Hondebrine, préface d'André Chastel, Gallimard, coll. « l'Infini », 266 p., ill., 235 F.

Le Christ, le romantisme, les barricades

Au XIX^e siècle, la droite comme la gauche parlent de Jésus. Mais ce n'est pas le même.

AVEC la collection « Jésus depuis Jésus », les éditions du Cerf lancent une entreprise qui n'a guère de précédent : on avait des histoires des Eglises institutions (de moins en moins), des histoires des chrétiens (de plus en plus), mais voici amorcés vingt siècles d'histoire des représentations du Christ, en tous lieux.

Franck Paul Bowman, professeur de littérature française à l'université de Philadelphie, spécialiste du XIX^e siècle, nous offre une des premières pièces du puzzle. Cet incomparable connaisseur du monde romantique a tout lu. Chateaubriand, bien sûr, Lamennais, cela va de soi, et même Pierre Leroux et bien d'autres ; mais Alphonse Le Flauguais, poète larmoyant, Louis de Tourneil, visionnaire de villes satellites, circulaires et pastorales, Eusèbe Salbert, pourfendeur de la superstition sous Charles X, vous connaissez ? Bowman est un guide infatigable dans cette logorrhée d'alexandrins, ces métaphysiques déclamatoires, ces utopies échevelées dont l'époque romantique eut le secret.

De fait il s'est placé à un instant privilégié. La culture chrétienne faisait encore partie du bagage culturel commun, elle parlait à tous : les typographes pleuraient en composant les *Paroles d'un croyant* (1834), la culture biblique et théologique de Proudhon était impressionnante. Mais en même temps, les Lumières de la Révolution avaient mis fin à la capacité des Eglises, spécialement la catholique, d'imposer une norme ; d'où cette floraison de christologies indépendantes, pour lesquelles il n'était plus de Sorbonne ni de bécher...

Que retirer de tout ce parcours dans l'imaginaire romantique face à Jésus ? D'abord le relatif épuisement, passé la Révolution, de la veine matérialiste et antireligieuse.

Sortez sur imprimante à laser vos textes enregistrés sur disquettes Macintosh ou Amstrad.

LASERMARK
42 bd Richard-Lenoir
75011 PARIS
Tel : 48 06 04 01

Les frustrations de l'exclusion

Il n'est pas de lecture sans frustration. Le champ circonscrit est strictement français, et exclut donc le romantisme allemand (et pourtant, le songe de Jean-Paul, et Marx...) ainsi que les non-conformistes anglais, si présents, avec leur Christ à eux, dans les origines du mouvement travailliste. Champ français donc, et exclusivement littéraire ; Bowman a exclu, et il s'en explique, toute l'iconographie, statuaire, peinture, vitrail (technique redécouverte après 1830), et au-delà, l'océan des images pieuses dans la boîte des colporteurs ruraux. Le Christ romantique est peut-être celui d'un public urbain, alphabétisé, masculin ; quelle fraction de la population à l'époque ? Et si l'on comparait les tirages chez Mame et chez les folliculaires utopistes ? Il est vrai qu'il faut tenir compte de la capillarité culturelle, plus forte qu'on ne croit dans la société ancienne.

Voici donc une lecture nécessaire à qui veut saisir tout à la fois le réveil religieux du XIX^e siècle en acte et le travail d'éclatement de l'identité culturelle occidentale, qui pulvérise alors les images divines elles-mêmes.

MICHEL LAGREE.

* LE CHRIST DES BARRICADES, 1789-1848, de Frank Paul Bowman, collection « Jésus depuis Jésus », éd. du Cerf, 362 p., 163 F.

Le pouvoir laïque dans l'Eglise médiévale

Le peuple chrétien au Moyen Age vu « comme acteur de l'histoire ».

EN historiographie aussi, le manichéisme est une hérésie. Les relations complexes qu'ont entretenues dans l'Eglise d'Occident le clergé et le peuple ont trop souvent été ramenées à des antagonismes simples : un clergé et des moines qui s'efforcent de réformer une Eglise corrompue par le pouvoir laïque, ou, à l'inverse, une religion populaire confisquée et réprimée par une hiérarchie de clercs savants.

Et si l'on abordait le peuple chrétien au Moyen Age « comme acteur de l'histoire, et non plus comme simple objet de la sollicitude pastorale des clercs », propose André Vauchez. Les promoteurs de la réforme grégorienne, dans la seconde moitié du onzième siècle, en même temps qu'ils tendaient à réserver le thème « Eglise » aux seuls clercs et moines, inventaient du même coup, et comme par exclusion, le laïc.

La multiplication des confréries

Ces aspirations s'expriment à la même époque par la multiplication des confréries. Leurs membres sont fascinés par la vie monastique, dont ils adoptent un certain nombre de pratiques, tout en cherchant à garder leurs distances : comme les béguines des Pays-Bas ou les Humiliés de Milan, les frères entendent pratiquer la pénitence « dans leur propre maison », parce que le jugement est proche sans doute, mais aussi pour « faire corps » et accéder ainsi à une existence reconnue dans l'Eglise.

La créativité religieuse des laïcs peut aller au-delà de ce que

peut accepter la hiérarchie des clercs : les communes italiennes au quatorzième siècle canonisent de fait leurs saints locaux, malgré le refus de la papauté de les canoniser officiellement, et la célébration de leur culte devient un service municipal comme la police des marchés ; plus grave, les flagellants entendent s'identifier directement au Christ en sa passion, sans médiation cléricale.

L'inversion de la hiérarchie

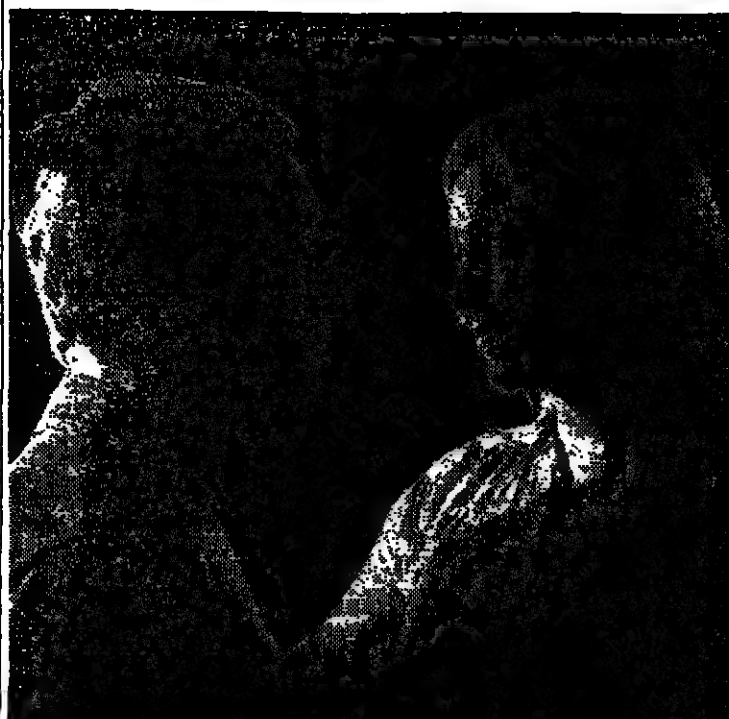
Le comble est atteint quand des femmes comme Brigitte de Suède ou Catherine de Sienne parlent au nom de Dieu et exercent à ce titre une autorité sur l'Eglise, troublée par le gouvernement des papes d'Avignon et le grand schisme. Il y a rupture du lien de dépendance qui attachait la femme à l'homme, et les laïcs aux clercs : inversion de la hiérarchie traditionnelle, puisque des femmes deviennent organe de l'Esprit et s'adressent au peuple chrétien pour le conduire au salut.

C'était sans doute trop. Passé le schisme et la crise conciliaire, les docteurs reprennent tous leurs droits. Dans cette perspective, le destin de Jeanne d'Arc est moins singulier qu'il n'apparaît souvent. La condamnation à mort de la Pucelle illustre l'exaspération des docteurs universitaires et des grands clercs face à la religion des simples et aux prétentions de ces femmes qui revendiquent le droit de s'exprimer librement au nom de l'Esprit Saint, reçu dans la grâce du baptême.

« Faut-il conclure sur un constat d'échec ? », se demande, en terminant, André Vauchez. Sur le plan institutionnel, sans doute. Le discours mystique, sous sa forme prophétique, n'a pas trouvé place dans l'Eglise romaine. Mais, cependant, une spiritualité nouvelle est apparue qui ruine le schéma traditionnel des états de perfection (d'abord les moines, puis les clercs et, enfin seulement, les simples fidèles). Pour sainte Brigitte de Suède, « c'est l'obéissance qui introduit tous les hommes à la gloire », c'est la réalisation de la volonté de Dieu qui ouvre l'accès au ciel, quel que soit le statut du fidèle. Mais une institution a toujours beaucoup de mal à entendre les prophètes.

M. S.

* LES LAÏCS AU MOYEN AGE, pratiques et expériences religieuses, d'André Vauchez, éd. du Cerf, 312 p., 165 F.



"La rencontre de la princesse de Clèves et de Pougatchev, racontée... avec toute l'émotion dont elle est capable, par une femme qui nous dit « deux ou trois choses » qu'elle n'a jamais osé dire".

Nicole Zand
Le Monde

"Le récit bouleversant d'une passion comme il n'y en a peu. Allez-y voir vous-même... Il y a du feu à prendre".

Jean-Pierre Léonardini
l'Humanité

"Un hommage bouleversant"

Karine Signoret
France-Soir

Marina Vlady

VLADIMIR ou le vol arrêté

Fayard

299 pages 89 F

FAYARD

● HISTOIRE

Les pauvres aussi ont « droit à l'histoire »

Bronislaw Geremek est un conseiller écouté de Lech Walesa. C'est aussi un historien, l'un des rares en Europe à avoir étudié les phénomènes de pauvreté. Son dernier ouvrage, la Potence ou la Pitié, sort en France. Nous l'avons rencontré, à Varsovie.

« Même si c'est un historien médiévisse qui vient s'entretenir avec vous de votre dernier livre, il ne peut s'empêcher de vous interroger d'abord sur l'histoire contemporaine et le référendum annoncé pour le 29 novembre. »

— Dans ce référendum, on vous demande : êtes-vous pour le bien ou pour le mal ? Qui n'est pas pour le bien ? Etes-vous pour la réforme de l'économie ? Tout le monde sait qu'elle est nécessaire ! Etes-vous pour un modèle polonais de démocratisation ? Qui n'en veut pas ! En fait, le véritable objet du référendum est d'obtenir un vote de confiance qui garantisse la respectabilité du pouvoir. Or, s'il y a une chose qu'on ne peut absolument pas accorder à ce pouvoir, c'est bien la confiance. Après les accords de Gdansk, il y a eu « l'état de guerre », et le même pouvoir qui, aujourd'hui, parle de décentralisation a proposé il y a cinq mois onze lois centralisatrices.

« Notre conversation est écoutée »

— Quelle est la position de Solidarité ?

— Solidarité veut ignorer le référendum, ce qui n'est pas, comme on le croit en Occident, boycotter le référendum. Nous ne comptons pas les abstentionnistes. Nous disons que ces deux questions, c'est nous qui les avons posées, il y a sept ans, et la société polonaise dans son ensemble a répondu « oui », il y a sept ans. Il faut un accord politique préalable : nous ne pouvons pas participer à une opération politique de façade !

— Votre livre paraît en Italie et en France, mais pas en Pologne. Comment pouvez-vous, aujourd'hui, en Pologne, concilier travail scientifique et politique ?

— C'est difficile, mais j'y tiens absolument. Je continue mon travail scientifique malgré le pouvoir qui a voulu m'en empêcher en m'excluant de l'Académie des sciences (NDLR : l'équivalent de notre CNRS), et donc contre ce pouvoir. Je suis professeur à l'Institut d'études des sciences, ce qui me donne droit à un tampon sur ma carte d'identité et à la sécurité sociale, et je continue à travailler comme avant.

— Sans entraves ?

— En Pologne, la police peut tout, mais elle ne le fait pas, parce que le souci numéro un du pouvoir est la respectabilité. Je peux accéder normalement aux bibliothèques, aux archives et même aux locaux de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences, dont je suis exclu. Cela, c'est la Pologne ! La situation des intellectuels est sur ce plan très différente de

Bronislaw Geremek est connu en Europe de l'Ouest depuis 1981 comme l'un des dirigeants de Solidarité, le conseiller politique de Lech Walesa. Mais Geremek est également un historien de réputation internationale, spécialiste de l'histoire de l'Europe médiévale et notamment de la pauvreté. On vient de traduire en France l'un de ses ouvrages majeurs, la Potence ou la Pitié, L'Europe et les pauvres du Moyen Âge à nos jours. Michel Sot, historien à l'Ecole des hautes études, médiévisse, a rencontré Bronislaw Geremek, le 30 octobre à Varsovie. Ils ont parlé de son livre, bien sûr, mais aussi, à l'extérieur de l'appartement, « à l'abri des techniques japonaises » comme le dit Geremek, de la situation politique en Pologne.

ce qu'elle était en Tchécoslovaquie après 1968. Mais en ce moment notre conversation dans mon bureau est écoutée.

— Venons en à votre dernier livre : comment êtes-vous devenu historien des pauvres ?

— C'est toute ma formation intellectuelle, que je situe au croi-

Foucault y était pour quelque chose, par la lecture plus que par les rencontres que j'ai pu avoir avec lui, qui m'ont toujours déçu. J'ai préparé *Truands et misérables* (1980). J'ai reçu les épreuves à corriger au début de l'été 1980 : je les ai mises dans ma serviette en partant pour Gdansk, avec une lettre des intellectuels de



Bronislaw Geremek : « Je suis passé d'une question médiévale à une interrogation de fond sur la naissance de la société contemporaine. »

sement du marxisme et des Annales. J'ai fait de solides études d'histoire à Varsovie, dans la tradition de l'école critique allemande et aussi française. J'ai découvert en même temps (vers 1952) Marx, Marc Bloch et Fernand Braudel. Je me suis senti très vite comme un participant du mouvement des Annales, dès avant mon premier séjour en France en 1956. Mais c'est à cette occasion que j'ai rencontré mes maîtres, Braudel bien sûr, mais aussi Emile Cornaert, un peu oublié aujourd'hui, et Maurice Lombard qui m'a communiqué sa passion pour l'Orient. Et puis j'ai fait la connaissance de Jacques Le Goff, à qui me lie, depuis, une profonde amitié.

— J'avais déjà à ce moment-là un projet de livre sur les pauvres.

— Mais celui qui vient de paraître est le quatrième !

— Ces livres jalonnent ma recherche. J'ai commencé alors qu'il n'y avait qu'un seul livre sur le sujet, celui de Frantisek Graus sur les pauvres de Prague, en tchèque, et donc inconnu à Paris. Marxiste, je cherchais une classe opprimée. Les Annales m'ont conduit aux comportements sociaux, à l'idée de pauvreté et à l'intérêt pour les groupes qui, selon le mot de Lucien Febvre, « n'ont pas droit à l'histoire ». Depuis, je suis resté fidèle.

— Ce fut donc d'abord le *Salariat dans l'artisanat parisien aux XIII^e-XV^e siècles* (1968), une étude économique du marché du travail, la recherche des pauvres en tant que classe. Cela me conduisit aux marginaux, sur lesquels je soutenais ma thèse en Pologne, parue en français sous le titre : *Marginaux parisiens aux XIV^e et XV^e siècles* (1976). Et c'est le phénomène social du vagabondage et le problème de l'exclusion qui m'attendaient. Michel

Varsovie pour les ouvriers des chantiers navals... Je n'ai jamais corrigé les épreuves. Des amis parisiens l'ont fait pour moi.

— La politique et ses dérives n'ont pourtant pas interrompu votre travail d'historien. Comment situez-vous la Potence ou la Pitié par rapport aux livres précédents ?

— Ce livre traduit mon évolution. J'ai le sentiment que les instruments habituels de compréhension historique (classes, lutte des classes) ne suffisent pas à rendre compte du passé dans son épaisseur. Je porte un grand intérêt aux valeurs spirituelles dans les comportements sociaux qui ne se laissent pas réduire à des mécanismes simples.

— J'ai dès le début participé au séminaire de Michel Mollat à la Sorbonne sur les pauvres. Son enquête a eu l'immense mérite d'associer le spirituel, le culturel et le social pour donner aux pauvres un véritable « droit à l'histoire ».

— Il y a nettement dans votre livre un avant et un après le XVI^e siècle.

— Pour le médiévisse que je suis, c'est là que se situe la grande fracture. J'ai montré qu'au Moyen Âge le pauvre est d'abord objet de charité de la part du riche, pour lequel il doit prier. Il y a entre eux un contrat. Et puis, avec la crise des XIV^e et XV^e siècles, tout change. Les pauvres deviennent trop nombreux pour être intégrés de la sorte, par des relations interpersonnelles, dans la société. Ils deviennent une classe dangereuse au moment où s'affirme l'Etat moderne. Et c'est l'Etat qui désormais prend en charge le problème de la pauvreté, en sélectionnant les pauvres dignes d'être aidés et en expulsant les étrangers, en imposant un travail aux mendiants valides, et

bientôt en les enfermant. Au XIX^e siècle, les pauvres sont devenus « un mal nécessaire mais utile », selon le mot de Mandeville. Ce sont les prolétaires de la grande industrie. Aujourd'hui, il n'y a plus en Occident, malgré la crise, que des îlots de pauvreté relative, et bien sûr, l'immense problème du tiers-monde. Je suis passé d'une question médiévale à une interrogation de fond sur la naissance de la société contemporaine et de ses attitudes sociales en face de la pauvreté.

— Une question brûle les lèvres du lecteur occidental : il n'est question dans votre livre ni de la Pologne ni des pays de l'Est. N'y aurait-il pas de pauvreté dans ces pays ?

— Les élèves de mon séminaire m'ont, les premiers, fait ce reproche. Il m'a semblé que l'état des connaissances en pays slave était trop faible. Il y faudrait des recherches poussées, que je n'ai pas entreprises parce que mon intérêt se porte vers d'autres domaines. J'ouvre de nouveaux chantiers sur la civilisation médiévale en Pologne, où je souhaite voir s'engager les chercheurs polonais : culture populaire, prédication, imaginaire de l'espace, en particulier.

— Mais je n'ai pas tout à fait abandonné les pauvres. Je pense à une histoire des malades.

La vérité valeur fondamentale

— On a pourtant l'impression que vous êtes le témoin venu d'ailleurs, l'explorateur de la mauvaise conscience de l'Occident.

— Je suis historien. Je suis passionné de comprendre. L'interprétation politique de mon œuvre m'agace a priori. On m'a accusé d'aspirer à une société communautaire d'inspiration médiévale et chrétienne, et de méfiance vis-à-vis de tout ce qui est institution d'Etat. Est-ce que c'est dans mon livre... ? C'est en tout cas notre principal problème à nous, Polonais d'aujourd'hui : comment sauver une vie communautaire contre l'Etat qui la détruit.

— Je n'ai personnellement trouvé que la dernière phrase de votre conclusion qui soit susceptible de lecture politique : « même la nécessité historique ne saurait être une excuse là où les individus et les collectivités se trouvent dépouillés de leurs droits naturels. »

— Je reste un historien. L'homme politique que je suis devenu cherche à ne pas mêler les divers domaines, la recherche scientifique et la vie politique. Il est important que le travail intellectuel se fasse en toute rigueur et que l'historien ne fasse pas du passé une leçon pour le présent. Ce qu'il apporte, c'est la recherche de la vérité comme une valeur fondamentale. C'est cet engagement moral qui m'a amené, malgré moi, à la politique. Dans les situations où j'ai dû jouer un rôle politique, j'ai placé la vérité comme valeur de départ alors qu'en politique on se sert de la vérité.

— Par exemple ?

— Une anecdote récente que je peux vous raconter, parce qu'elle « savent déjà que je la raconte [Bronislaw Geremek me montre le mur de son bureau]. Convoqué devant le procureur militaire qui a fait venir des « témoins » pour m'accuser de relations d'espionnage avec un diplomate américain, j'ai fait une banale mais rigoureuse critique des témoignages et j'ai montré que les témoins, si haut placés soient-ils, mentaient. Ce n'est pas très politique, mais c'est pour moi une exigence morale très profonde, qui est intimement liée à ma formation et à mon métier d'historien. »

Propos recueillis par MICHEL SOT.

★ LA POTENCE OU LA PITIE, L'Europe et les pauvres du Moyen Âge à nos jours, de Bronislaw Geremek, Collémar, 330 p., 150 F.

SORTIR DE L'IMBROGLIO POLITIQUE ?... VOIR

THOMAS MORE
UN HOMME POUR L'ÉTERNITÉ

L'UTOPIE

UN MESSAGE POUR AUJOURD'HUI

SEUL TEXTE ORIGINAL INTÉGRAL. TRADUCTION en regard, par André PREVOST, docteur ès lettres. Lauréat de l'Académie française. Prix Bordin. Introduction : Vie de More. Qu'est-ce que l'Utopie ? Fonction de l'instrument utopique. Son pouvoir charismatique. Tables et références aux questions actuelles. UN PRESTIGIEUX VOLUME. RELIURE DE LUXE. Ecrin. Format 18 x 24, 790 pages. Illustré. En librairie. Éditions MAME S.O.S., 106, rue du Bac, Paris 7^e. COMMANDES CHEZ L'AUTEUR, ANDRÉ PREVOST, 16, avenue des Fleurs, 59110 La Madeleine. L'UTOPIE de Thomas More, 210 F. franco, C.C.P. 1462-61 Z Lille ou chèque. Livré par retour. Dédicacé sur demande. Tél. 20 55 29 16. Pour envoi recommandé ajouter 10 F.

Vu à "Apostrophes"

JEAN DELUMEAU / YVES LEQUIN

les Malheurs des temps

HISTOIRE DES FLÉAUX ET DES CALAMITÉS EN FRANCE



Les calamités d'autrefois, telles qu'elles ont été vécues et représentées, conditionnent aujourd'hui notre mémoire collective.

Larousse

Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important éditeur parisien recherche, pour ses différentes collections, manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre...

Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Contrat défini par l'article 49 de la loi du 11/03/57 sur la propriété littéraire. Adresses manuscrits et CV à : La Pensée Universelle Service L.M. 4, rue Charlemagne 75004 Paris. Tél. : 48.87.08.21

LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS



Téhéran sans voile



TEHERAN

Une grande enquête sur la vie quotidienne à Téhéran en 1980. « Sur le terrain, qui répond sans tarder aux questions que l'on se pose sur un lieu souvent synonyme de pain et de peur. »

Revue Hors-Série n° 27, 224 pages, 85 F.

autrement

Les Francs

L.C. FEFFER et P. PERIN

Qui étaient donc ces Germains, qui portèrent « A LA CONQUÊTE DE LA GAULE » (VOL. 1).

et laissèrent ici et là des marques de leur culture, de leur langue, de leurs coutumes ?

« A L'ORIGINE DE LA FRANCE » (VOL. 2)

Collection Civilisations. Chaque volume : 80 F.

ARMAND COLIN

● D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

Ecrire et vivre à Berlin

«BERLIN, Berlin... Ce bégaiement, ce redoublement des deux syllabes d'une capitale double, cette annonce de chef de gare, ces douze lettres noir et blanc coupées d'une virgule rouge, c'était le titre judicieusement choisi pour la grande exposition, la grande exposition historique du 750^e anniversaire. Remarquable exposé thématique nombriliste où la Ville tendait ses miroirs à la Ville. Kaléidoscope d'images et de syllabes à travers lequel trois quarts de millénaire de la cité prussienne, capitale de la nation allemande, se recomposaient en mettant l'accent, toutefois, sur le vingtième siècle. «Gross Berlin» coupé en deux depuis plus d'un quart de siècle par une ligne matérialisée en dur, en barbelés et en électrifié, haute d'un peu plus que la taille d'un bel homme.

«Berlin, Berlin, l'exposition sur l'histoire de la ville» (1) située, dans le Martin-Gropius Bau, cet ancien Musée des arts appliqués restauré, reconstruit avec une impressionnante méticulosité, s'était symboliquement collée au mur, à quelques pas de l'ancienne Ecole d'art transformée en 1933 en siège de la Gestapo où se poursuivaient les fouilles dans des caves qui n'en finissent pas de révéler l'horreur, comme en témoignait une autre exposition intitulée «Topographie de la terreur».

Les optimistes avaient pensé que, pour le 750^e anniversaire, la célébration pourrait avoir lieu, d'un commun accord, dans les deux Berlins. L'Ouest avait fait quelques gestes de bonne volonté, comme la restitution des pierres et des ferronneries du palais Ephraïm, conservées soigneusement depuis sa destruction... dans les années 30, afin d'élargir une rue. Berlin-Est n'accepte pas le marché. Mais l'on pouvait voir la maquette du «palais Ephraïm» à l'exposition dans une vitrine, et sa reconstruction, toute neuve, avec ses superbes balcons dorés, près de la Nikolai Kirche, dans un quartier qui, l'an dernier encore, n'existait pas. On passe de l'autre côté d'un bel miroir...

Que penserait-on de Paris si on divisait la capitale à la hauteur de la place de l'Alma. L'Ouest ne voudrait pas l'Est...

Aujourd'hui, la Friedrichstrasse, l'ancienne rue des diligences et des grands hôtels, arrive à Check Point Charlie. Si l'on traverse à pied, d'est en ouest, pour l'exposition du Martin-Gropius, le mieux est de suivre le mur qui, à cet endroit, coupe la rue en deux. Les enseignes des magasins s'effacent, des rails de tram se perdent sous le

béton du mur, les ruines, les pavés disparaissent dans les fondrières, les feuillages sentent bon dans les ruines...

Les Berlinois, eux, ceux du Ku'damm, de Savigny Platz ou de Charlottenburg, ne viennent pas par là. C'est bon pour les touristes... L'Est fascine l'Ouest. Intellectuellement. Mais on n'y va pas. On n'y va plus. Neuf parcs sur dix, à l'Ouest, ignorent le code téléphonique de l'autre côté... «Il paraît que les travaux du Schauspielhaus ont été remarquables», vous dit-on. Ou bien : «Il paraît que le voyage à Dresde (moins de 200 kilomètres) vaut la peine...»

COMMENT expliquer que cette agglomération sans grâce, qui pourrait n'être qu'un lieu de passage, une nouvelle frontière, retient autant ceux qui émigrent de l'Est que ceux qui viennent, par curiosité, sentir un peu l'ambiance d'une cité qui ne dort jamais ? Rien qu'en 1986, plus de 20 000 Allemands se sont établis à Berlin pour la première fois : depuis 1964, plus de 30 000 personnes y ont trouvé un emploi. L'économie y connaît une croissance régulière de l'ordre de 2,5 %. Les éditeurs — Wegener, Rotbuch, Arsenal Verlag, Friedemann Presse — ou des institutions — l'Académie des arts, le Literarisches Colloquium ou la nouvelle Maison de Littérature — mettent en contact les auteurs et leur public. «Il se passe une chose quelque chose», nous disait-on. On se sent bien ici. C'est une ville où on a tout le temps l'impression d'être un émigré. Ni de l'Est ni de l'Ouest. Berlinois.

«L'histoire littéraire raconte que Berlin a toujours été un lieu de résidence privilégié pour les écrivains», écrit Nicole Zand dans le numéro spécial de la revue Documents consacré au 750^e anniversaire (2). La juxtaposition de deux villes et des deux systèmes auxquelles elles font référence, les difficultés d'accès et de communication n'ont cessé de fournir un ensemble de situations que les écrivains, tant de l'Est que de l'Ouest, ont explorées. » Ici coexistent des Turcs, des Hongrois, des Yougoslaves, des Italiens, des Français qui s'imbibent de la culture des autres, des alliances et des ruptures. Si bien que des Berlinois de



Illustration de Varenne, extraite de son album Berlin Strasse (l'Écho des savanes/Albin Michel).

vieille souche se sentent ostracisés. «J'ai eu une vie trop heureuse, nous disait l'un d'eux. Si vous ne venez pas de l'Est, si vous n'avez pas été rescapés des camps, si vous n'avez pas été déchu de votre nationalité, vous n'intéressez personne, aujourd'hui. » Il est vrai que les écrivains de l'Est sont ceux qui mobilisent tout l'intérêt des éditeurs de l'Ouest. La ville se regarde dans un miroir. Le public est-allemand se bouscule aux manifestations, aux cours de langue et à la bibliothèque du Centre culturel français — le seul centre culturel occidental — qui accueillait la dernière Patrice Chéreau pour parler de l'Est d'un spectacle présenté au même moment là-bas sur le Ku'damm à la Schaubühne. Un spectacle qu'ils ne verraient pas.

BERLIN est une île. Une île flottante — selon le titre du film de Helme Sanders Brahm — sur laquelle vivent les soldats, qui, depuis quarante ans, se relaient là, dans le lieu le plus exotique de l'Europe, au milieu

des marais. Espace si instable que ses habitants préfèrent ne pas savoir comment il tient en équilibre, ni si cela va durer. Il fallait vivre là comme si l'histoire ne s'était jamais écrite. Histoire que racontait un autre Berlinois de cœur, Jean-Michel Palmier, qui vient de soutenir sa thèse de doctorat (3).

Lieu de rencontre. Berlin reçoit beaucoup. Ainsi le programme littéraire du jubilé s'achevait sur un chapitre américain, avec la présence d'une dizaine de prosateurs et de poètes de l'avant-garde invités à une semaine de lectures et de débats : Robert Coover, William Gaddis, Donald Barthelme, Grace Paley, Rita Dove, Marilyn French, Lisa Ather, qui étaient venus rejoindre Walter Abish, Berlinois temporaire depuis le printemps, et composaient une belle affiche qui découvrait Berlin en même temps qu'elle découvrait, étonnée, l'étrangeté de la ville.

Lieu de rencontre. Berlin n'abrite pas que les émigrés ou les visiteurs : Heiner Müller, Stefan Hermlin, qui ont un visa permanent, participent à la vie culturelle ; des chercheurs y viennent travailler dans les archives avec des visas à durée limitée ; d'autres comme Jurek Becker — dont Hasenpflug doit publier Bronsteins Kinder — ou comme Thomas Bratsch — qui met actuellement en scène un Shakespeare à Berlin-Ouest — ont conservé leur passeport de RDA. D'autres enfin ont dû renoncer à leur nationalité, comme Sascha Anderson, né à Weimar en 1953, qui vient de devenir éditeur et qui fut une figure marquante de Berlin-Est jusqu'à son départ en 1986 ; Jürgen Fuchs — né en 1950, — qui avait été emprisonné après le départ forcé de Wolf Biermann en 1976, dont on a tout récemment découvert les archives (Gallimard, 1978) et Proch-Verbal d'un chet (Flammarion, 1978) ; Frank-Wolfgang Matthies — né en 1950 à Berlin-Est, — arrêté plusieurs fois entre 1973 et 1980, qui exprime sa rage et son scepticisme dans ses écrits ; Hans-Joachim Schädlich — né en 1935, — qui vit en RFA depuis dix ans et qui évoque un univers bilingue, tant à l'Est qu'à l'Ouest.

D'autre part, à la librairie le Roi des Aulnes, les Éditions Arsenal — fondées

en 1977 — présentent des chroniques des années 20 et d'aujourd'hui, typiquement berlinoises : Kurt Tucholsky, Sigfried Krauss, Heinz Knobloch, et elles rendent hommage à Franz Hessel (1880-1941), le père de Stéphane Hessel de la précédente Haute Autorité, qui avait traduit Proust avec Walter Benjamin. Enfin, nous pourrions découvrir un écrivain dont on parle beaucoup à Berlin, Herta Müller, germaniste née en Roumanie, qui vit depuis 1986 à Berlin et dont, Marlen Sell doit publier L'homme est si grand fait sur terre...

Le 750^e anniversaire est terminé. Berlin continue. Il sera en 1988, après Florence, Athènes, Amsterdam, «ville européenne de la culture».

(1) Voir l'article de Frédéric Edelmann dans le Monde du 22 août 1987.
(2) Documents, Revue des questions allemandes, n° 3, 1987.
(3) Weimar en exil (Payot, 2 tomes). Vient de paraître.

ÉCRIRE ET VIVRE À BERLIN :

— A la librairie le Roi des Aulnes, 159 bis, boulevard du Montparnasse, 75006 Paris : Hommage à Franz Hessel, jeudi 19 novembre, à 19 h 30 ; Rencontre avec Hans-Joachim Schädlich, mercredi 25 novembre, à 19 h 30 ; Lecture-rencontre avec Herta Müller, mercredi 9 décembre, à 19 h 30 ;
— A la Maison des écrivains, 53, rue de Verneuil, 75007 Paris. Lecture-rencontre en langue française avec Sascha Anderson Frank-Wolfgang Matthies, Hans-Joachim Schädlich, mardi 24 novembre à 18 h 30.
— Au Goethe Institut, 17, avenue d'Iéna, 75016 Paris. Lecture-rencontre en langue allemande avec Sascha Anderson, Jürgen Fuchs, F.-W. Matthies, H.-J. Schädlich, jeudi 26 et vendredi 27 novembre à 19 h.

MICHEL TOURNIER, ACADÉMIEN DE LA RDA. — Michel Tournier est arrivé mardi à Berlin-Est, où il doit être reçu membre correspondant de la prestigieuse Académie des arts de RDA, au cours d'une cérémonie qui aura lieu samedi 21 novembre. L'intronisation sera faite par le professeur Werner Mitternig, spécialiste de Brecht. Pierre Boulez et Marcel Marceau ont été également nommés.
Publié par l'Autour Verlag : Michel Tournier est certainement l'écrivain français le plus célèbre en RDA. Son dernier roman, la Goutte d'or, va paraître en 1988.

Les charmes de Cassandra

Un portrait de la romancière grecque Margarita Karapanou, auteur de Cassandre et le loup et du Somnambule, qui vient de paraître en français.

par Jérôme CHARYN (*)

C'ÉTAIT en 1974, et une étrange petite fille, Cassandra, fit son apparition dans plusieurs petites revues. L'écriture était féroce et sexy, comme si Cassandra ridiculisait nos idées préconçues sur ce que devait être une petite fille. Ses nouvelles avaient été traduites du grec. Je ne savais rien de l'auteur, Margarita Karapanou, mais, d'après ce qu'elle écrivait, j'en conclus qu'elle venait d'une famille «privilegiée», prise dans la confusion de la jungle militaire grecque. Comme j'étais dans le comité de rédaction d'une petite revue, j'ai voulu publier n'importe

quel autre écrit de Margarita Karapanou. Mais comment la trouver ?... Par hasard, nous avions le même agent littéraire et je pus lui arracher quelques bribes sur Cassandra.

Puis parut un roman, Cassandre et le loup, et je compris que les nouvelles que j'avais lues étaient les fragments d'un kaléidoscope merveilleusement picaresque sur cette petite fille-là, Cassandra, qui était drôle et sans pitié, comme nos rêves.

J'écrivis un article sur le livre dans le New York Times. Margarita et moi, nous commençâmes à correspondre par l'intermédiaire de notre agent commun, Hy Cohen. C'était presque une his-

toire d'amour. La première lettre que je reçus de Margarita faisait vingt pages.

Les années passèrent. Je me souvins d'une conversation téléphonique avec Margarita. Elle était dans les régions sauvages du Connecticut, et l'on devait se rencontrer. Hy Cohen, elle et moi. Mais elle était prise d'étourdissements à Manhattan. Les grattage-lui donnaient le vertige. Et au lieu de nous retrouver, elle disparut du Connecticut et retourna en Grèce...

Année 1986. Mai. Margarita vint à Paris pour travailler à son nouveau roman, Le Somnambule. Et moi, j'arrivai à Paris pour me remettre d'un ulcère à l'estomac et fêter mon anniversaire. Dès mon arrivée à l'Hôtel Lutetia, je tombai malade. Margarita vint me chercher. Elle portait des fleurs pour ma fête. Cassandra à quarante ans, avec les yeux d'une petite fille : espiègles et mélancoliques. Nous décidâmes d'aller à pied chez elle, rue de l'Éperon. Mais nous nous sommes perdus. Tant bien que mal, nous avons survécu. Margarita m'émervillait. Elle n'avait jamais rompu avec ce rêve d'enfant. Elle restait Cassandra, et c'est là que résidait la puissance de son expression. L'écriture, comme Cassandra elle-même, n'avait rien de l'affectation gauche des adultes ; elle était pleine de terreur et de jeu pur.

(*) Après Metropolis paru cette année aux Presses de la Renaissance, Paradise Men, de Jérôme Charyn, doit paraître prochainement chez Stock (sous le titre provisoire : Grenouilles). En guise de Sylus va publier Fatale, de Charyn (dans la collection «Sous le signe»), et Castelman prépare une nouvelle BD de Charyn, illustrée par François Booc : les Aventures de Billy Budd.

Il était normal, bien sûr, que son roman s'intitule Le Somnambule, parce que Margarita connaît l'amnésique que nous sommes tous, le somnambule qui refuse les questions simples d'un moi conscient, en rêve.

«Dieu était fatigué...» Ainsi commence le roman, et Cassandra nous mène droit dans le labyrinthe, dans le lieu de rêve meur-

trier où vit Dieu. Il faut la lire comme on lit Rimbaud ou Blake, comme on regarde la beauté pure dans un ciel de tigre. Les boureaux sont infiniment plus tendres que les amis qui nous entourent. Et c'est cette insistance de Margarita à arracher entièrement l'étoffe de nos vêtements de tous les jours, tous ces masques ridicules, qui fait d'elle un extraordinaire écrivain.

Le messie grec

LIEUX de prédilection des artistes, des poètes et des fous, les îles sont un champ clos où s'expriment les passions. Mondes en réduction qui s'observent au microscope et qui préfigurent la fin de l'humanité. Le romancier peut s'y prendre pour Dieu. Un dieu vieux, «fatigué», qui avait rêvé des créatures parfaites dans une terre créée avec amour et qui «pense soudain que peut-être il l'avait créée dans un moment d'égarement et que c'était pour cela qu'elle portait les marques de l'erreur». Il décida donc d'envoyer un nouveau dieu sur terre «un dieu que les hommes reconnaîtraient et qu'ils adoraient d'ambélie, un dieu fait à leur image».

La Grecque Margarita Karapanou nous force à prendre un boi d'air de l'Olympe, avant de nous précipiter dans le petit enfer qu'elle reconstruit pour nous, comme un puzzle, dans cette île sublime où les humains sont venus entretenir leur civilisation et leurs vices et qui les retiennent, les engluant, les endort, victimes expiatoires destinées à être sacrifiées, sans autel, par le nouveau messie, Messie blond aux yeux verts, à la saisissante

beauté, dont la tête flotte couramment loin du corps, somnambule-flot dont l'union finit par inspirer l'horreur. Fée et sorcière, la romancière nous conduit, aveuglée et sournoise, sur l'île, son île. D'où elle s'est juré de ne laisser sortir vivant personne parmi ces étrangers, aux mœurs dissolues, qui s'y agglutinent comme sur une huître empoisonnée, mais succulente. Étrange roman, pervers à force de volonté de pureté dans lequel se débattent Louka, la romancière terrorisée par la page blanche, qui avale son encre et son stylo comme on se châtre. Ou bien Mark, l'artiste de génie qui ne peint que des jeunes garçons décapités, prêt à violer et à tuer, prêt à mourir dans une passion telle qu'il ne veut plus de la passion et rêve d'être pétrifié comme les montagnes de l'île. Ou bien encore Alfred, le nouveau venu, arrivé on ne sait d'où, avec une maladie mystérieuse...

Avec son premier roman, Cassandre et le loup (chez Laffont), traduit dans une douzaine de langues, Margarita Karapanou (1) s'était fait remarquer par la cruauté et la force avec laquelle elle traitait l'angoisse

d'une enfance. John Updike avait vanté, alors «cette étrange substance délicate, avec en plus un élément de sexualité prépubère, plein de perversité qui donne le frisson». Dans Le Somnambule, elle retrouve le même lyrisme, la même cruauté, une franchise faussement naïve qui prend le lecteur à la gorge. A lui de se défendre, de ne pas succomber parmi les amoureux de l'île, ces sacrifiés qu'elle voue à la démission pour avoir aimé son paradis terrestre.

Brutale, trop lyrique parfois quand elle parle de son île, de sa lumière, de sa chaleur insupportable, elle sait disséquer l'inquiétude, elle sait — peut-être trop bien — décrire l'horreur, l'affreux grimace impudique d'un mort qui submerge de bonheur. Un masochisme envoûtant.

N. Z.

★ LE SOMNAMBULE, de Margarita Karapanou, écrit en grec, version française de l'auteur, Gallimard, 214 p., 98 F.

(1) A noter que Margarita Karapanou est la fille de Margarita Liberati, trop oubliée, et dont on devrait bien faire repasser en édition de poche le beau roman intitulé Trois îles (Julliard).

VIENT DE PARAÎTRE

ROBERT BORDAZ

POUR DONNER À VOIR

Souvenirs et réflexions de l'un des hommes clés de nos institutions culturelles.

316 pages illustrées, 94 F.

Préface de Pierre Boulez

DIAGONALES / CERCLE D'ART

LES ÉTRANGÈRES

Les Eudora

La vieille



مكتبة القاهرة

• LETTRES ÉTRANGÈRES

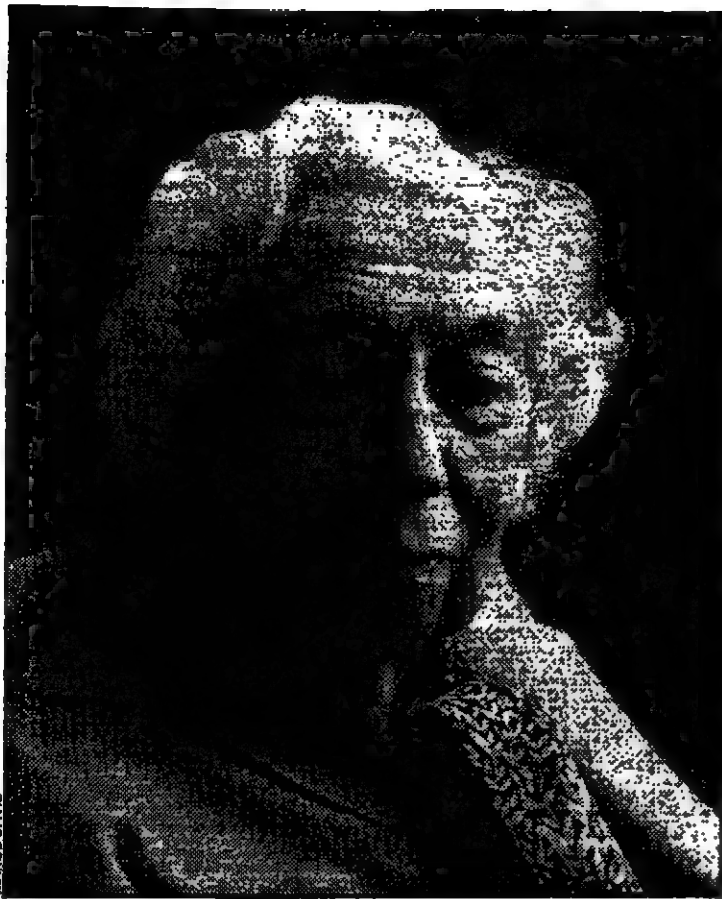
Miss Eudora Welty de Jackson, Mississippi

(Suite de la page 17.)

La première impression que l'on a d'Eudora Welty, sur le seuil de la villa vieillotte, lorsqu'elle vient accueillir un visiteur, est celle d'une dame marchant à petits pas, longue, mince, frêle, au point qu'on imagine qu'elle ne sort plus guère.

Rien n'est plus faux. « Elle est solide comme le vieux chêne de son jardin », disait d'elle la romancière noire Alice Walker (4). Elle est très active, continue de rendre visite à ses amis, d'aller régulièrement à New-York — où elle descend toujours à l'Hôtel Algonquin, — d'écrire, de lire et de soutenir de jeunes écrivains, comme Richard Ford, « un pays » qui, né ici, a ensuite habité dans bien d'autres États et qui vient de publier son quatrième livre, Rock Springs, un fort beau recueil de nouvelles.

Se curiosité est inépuisable et elle est la cliente favorite et choyée de Lemuria, une librairie comme on souhaiterait en trouver dans chaque petite ville de France. Dès qu'on entre dans ce lieu encombré, on sait immédiatement qu'on n'est pas dans un « point de vente », mais dans un endroit où l'on aime vraiment les livres. On y fait la connaissance



« Les émotions et les sentiments ne vieillissent pas. »

de trois jeunes gens qui défendent la littérature avec passion et exposent de magnifiques photos d'écrivains, dont l'un des fameux portraits de William Faulkner par Cartier-Bresson.

Lemuria est cachée dans un de ces shopping centers sinistres qui ont envahi Jackson comme toutes les villes américaines — « et ont laissé le centre-ville désert, avec ses tours et ses immeubles de bureaux ». « Cette étrange agglomération de plus de trois cent mille habitants n'a pas grand-chose à voir avec le Jackson de mon enfance et ses douze mille âmes », constate sans amertume Eudora Welty, en montrant la maison où elle est née et le chemin qu'elle empruntait, à bicyclette ou à patins à roulettes, pour se rendre à son bâtiment préféré, la bibliothèque, qui désormais porte son nom.

« Faulkner, le plus grand »

Infatigable, elle fait, pour ses hôtes, le tour de sa ville, conduisant sa voiture avec dextérité et retracant près de quatre-vingts ans de l'histoire troublée du Sud profond. On sait alors que ce corps fragile, ces mains longues et si fines qu'on les croirait incapables de tenir une bêche (Eudora Welty est une excellente jardinière) appartiennent à une femme inébranlable, indomptable, qui a dirigé sa vie sans jamais se laisser balloter par les hasards. Tout dans sa conversation le montre, à commencer par sa manière de fixer son interlocuteur, avec ce regard d'un bleu intense et d'un éclat singulier, dans lequel son étrange visage de jeune fille vieillie a concentré toute sa beauté.

Eudora Welty, on pourrait l'écouter pendant des heures. Elle a plaisir à parler, comme à écrire. Elle le fait avec la même maîtrise, les mêmes phrases balancées, le même sens du mot juste et de la description. On évoque avec elle son enfance feutrée de petite fille blanche, qui ne se pose aucune question sur la ségrégation raciale, puis la conscience douloureuse qu'elle prend de la situation des Noirs, et les difficultés d'être « du Sud » dans les années 60.

« A New-York, il n'était pas rare que je m'entende demander : « Combien de nègres a-t-on lynché chez vous cette semaine ? » Ici, je recevais, de la région de New-York le plus souvent, des coups de téléphone anonymes et nocturnes : on me reprochait de ne pas avoir parlé des Noirs dans mes livres et de ne pas faire une

œuvre qui milite pour le changement. La condition des Noirs, je l'ai abondamment décrite, mais j'ai toujours été résolument opposée à ce qu'on appelle la littérature engagée. Les positions que j'ai prises, dans la vie, au moment de la lutte pour les droits civiques ne regardent que moi, comme personne privée, comme tout autre citoyen, et il était bien évident pour qui m'avait lue que je ne pouvais qu'être favorable à la fin de la ségrégation. Mais le propos d'une œuvre de fiction n'est pas de dire aux autres ce qu'ils doivent faire. La fiction, pour moi, explore, désigne, révèle, témoigne, elle ne juge pas, elle ne moralise pas. »

Miss Welty ne dit rien de sa vie intime (si ce n'est qu'elle n'a « pas choisi » de vivre seule), estimant que « ce n'est d'aucune utilité pour comprendre un écrivain », mais parle volontiers du bonheur d'écrire, des sa fascination pour le texte court, la nouvelle, pour « la tension, la concentration, l'évacuation de tout ce qui est annexe, subalterne, superflu ».

Pour réparer les années perdues par la France à l'ignorer, on voudrait pouvoir la laisser parler pendant des pages, savourer ses anecdotes et son humour subtil, s'attarder aux récits des moments passés avec Faulkner — à ne surtout pas parler de littérature. Nous préférons aller faire du bateau ensemble. Chacun de nous savait ce que l'autre pensait de son travail, et nous n'avions nul besoin d'en débattre. Pour moi, il est indiscutablement le plus grand d'entre nous, de ceux que je me refuse à nommer « les écrivains du Sud », car nous ne formions ni un groupe ni une école. La seule fois où Faulkner m'a parlé de mon écriture, nous ne nous étions jamais rencontrés. C'était en 1942. Il était à Hollywood, il avait lu mon second livre, un roman, The Robber Bridegroom. Il m'en disait du bien et me demandait de lui écrire si j'avais besoin d'aide. »

Ni déçue, ni blasée, ni sottement satisfaite, Eudora Welty a traversé la vie en l'aimant, malgré tout, et tout compte fait. Elle en dresse un constat à la fois tranquille et passionné, car, « comme disait ma mère, les émotions et les sentiments ne vieillissent pas ». La rencontrer, l'écouter, prendre avec elle, à l'heure du thé, un verre du meilleur bourbon, c'est s'offrir un moment de vrai délice.

Mais pour se réconcilier, passagèrement au moins, avec l'exis-

tence, on n'est pas obligé de faire le voyage de Jackson. Il faut seulement aller dans une librairie et rentrer chez soi — avec l'Homme pétrifié, le Chapeau violet ou, lorsqu'on lit l'anglais, avec une dizaine de volumes, — et s'immerger dans cet univers singulier, pour découvrir et comprendre ces destins immobiles, ces parcours minuscules, ces échecs et ces morts anonymes, ces étranges bonheurs aussi... la vie tout simplement écrite, dessinée, évoquée. D'une manière inoubliable.

JOSYANE SAVIGNEAU.

(4) Vingt-six entretiens avec Eudora Welty (dont celui d'Alice Walker) ont été réunis dans Conversations with Eudora Welty, University Press of Mississippi, 1984.

Bibliographie

- A Curtain of Green, nouvelles, avec une préface de Katherine Ann Porter (Doubleday, 1941) ; en français, l'Homme pétrifié (Flammarion, 1986).
- The Robber Bridegroom, roman (Doubleday, 1942).
- The Wide Net, nouvelles (Harcourt Brace Jovanovich - HBJ, - 1943) ; en français, le Chapeau violet (Flammarion, 1987).
- Delta Wedding, roman (HBJ, 1948) ; en français, Mariage au delta (Gallimard, 1957).
- The Golden Apples, nouvelles (HBJ, 1949).
- The Ponder Heart, roman (HBJ, 1954).
- The Bride of the Innisfallen, nouvelles (HBJ, 1955).
- The Shoe Bird, livre pour enfants (HBJ, 1964).
- Losing Battles, roman (Random House, 1970).
- One Time, One Place, Mississippi in the Depression, album de photographies faites par Eudora Welty (Random House, 1971).
- The Optimist's Daughter, roman (Random House 1972), prix Pulitzer 1973 ; en français, la Fille de l'optimiste (Calmann-Lévy, 1974).
- The Eye of the Story, un choix d'essais et de critiques (Random House, 1978).
- The Collected Stories of Eudora Welty, un volume rassemblant la quasi-totalité de ses nouvelles (HBJ, 1980).
- One Writer's Beginnings, court essai autobiographique (Harvard University Press, 1984, et, en poche, Warner Books, 1985).

La vieille piste de Natchez

EN la lisant, on comprend qu'Eudora Welty aime tellement la conversation : un art perdu, une aventure dans laquelle le plupart d'entre nous s'égarent, balourdant, trébuchent, et qu'elle, elle, avec le sens du récit, de sa progression, de son organisation, comme une de ses nouvelles. Quand elle a écrit les huit histoires qui composent le Chapeau violet, elle avait une trentaine d'années et avait déjà gagné en maîtrise par rapport à son précédent recueil, traduit en français sous le titre l'Homme pétrifié. Comme à son habitude, elle a écrit ces nouvelles « sans interruption, dit-elle, ce qui ne signifie pas sans les retravailler, mais sans me laisser distraire par une autre activité ».

Toutes se passent autour de Natchez, dans le sud du Mississippi, région extrêmement pauvre, près de la vieille piste (The Old Natchez Trace). « En étudiant l'histoire du Mississippi, raconte Eudora Welty, j'ai appris que la vieille piste de Natchez, avant d'être un chemin indien,

avait été tracée par les buffles. Au dix-huitième siècle, dans cette contrée sauvage, il y avait à la fois des missionnaires, venus pour christianiser, des Indiens et des bandits de grand chemin. J'ai lu le journal d'un de ces brigands. Il croyait que son cheval blanc était la réincarnation du Christ. Il tuait beaucoup de gens. Il avait pourtant rendez-vous avec un missionnaire, Lorenzo Dow, qui criait : « Je suis venu chercher des âmes, il m'a fait des âmes. » »

Audubon et Asphodel

Ces deux hommes sont les héros d'Un moment immobile, l'une des nouvelles, admirable — comme les autres — d'économie, de tension, et d'art de « cesser ». Juste au bon moment, le cours d'une histoire que l'on croyait déjà tout tracé. Dans Un moment immobile, le récit s'interrompt avec l'arrivée d'un « étudiant », Audubon qui

évidemment, parle avec art des oiseaux et des animaux. On ne se lasse pas non plus de lire le petit texte où trois vieilles demoiselles racontent la légendaire histoire des McInnis d'Asphodel. Asphodel... un nom qui les fait rêver, elles, qu'on a empêchées de vivre.

Quant au Joli de Premier amour, qui ouvre le livre, le petit cirque de bottes sourd et muet, qui, à douze ans, découvre la folie de l'amour, et la mort, il concentre en lui seul toute la délicatesse de sentiments qu'Eudora Welty sait exprimer comme personne. Elle est vraiment une voix venue d'ailleurs, du Sud des tornades et des crises, des fortes chaleurs et des grands froids, qui rythment la vie sociale mais aussi les violences et les passions intérieures qu'elle a su capturer et immortaliser.

Jo. S.

★ LE CHAPEAU VIOLET, d'Eudora Welty, traduit de l'anglais par Sophie Mayeux, Flammarion, 200 p., 85 F.

CLAUDE DUNETON



CLAUDE DUNETON
L'Ouilla
ROMAN

AUX ÉDITIONS DU SEUIL

Conte, fabliau, satire truculente, roman picaresque... Un "jardin extraordinaire".

Michel Grisolet / L'Express

L'esprit d'enfance aux prises avec la cruauté et ses trésors d'imagination.

Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française / Le Monde

Étrange, magique, envoûtant.

Françoise Ducout / Elle

Un univers fantasmagorique à la Jérôme Bosch.

Yves Viollier / La Vie

Un hommage à la langue française, une explosion de liberté dans le champ clos du roman à histoire.

Michèle Gazier / Télérama

Un morceau d'anthologie. Une langue fabuleuse.

Lisette Morin / Le Devoir

L'on aura rarement fermé livre avec tant de regrets. On le relit, on se le rappelle...

Anne-Sylvie Homassel / Le Magazine littéraire

Éditions du Seuil



THÉÂTRE

« Dom Juan », de Molière, par la Comédie de Genève à Créteil

Ni ciel ni enfer

Une comédie baroque, éblouissante. Benno Besson tord le cou à notre mythe tragique. Mais, quand le ciel ni donc l'enfer n'existent plus, Dom Juan peut disparaître le sourire aux lèvres. Dans l'indifférence.

Perruque blonde et bien frisée, piments au chapeau, habit bien doré et rubans couleur feu : ainsi va Dom Juan dans la description qu'en fait Sganarelle dès le début de la pièce de Molière. Ainsi va Philippe Avron, le Dom Juan de Benno Besson, hier Sganarelle dans la mise en scène de Roger Planchon, aux côtés d'un Gérard Desbarre, grand blepharomane écorché vif.

Chez Besson, la salle s'écaille quand apparaît Philippe Avron, noyé sous des défilés de dentelle fine, le visage fardé de blanc, préoccupé par son apparence comme une vieille mondaine sur le retour. Ego-centrique, blasé plus que cynique. Un léger rictus cabotin retousse parfois ses lèvres. Son sang ne se réchauffe qu'à la vue des jupes. Son habit, rien que son habit, fait des ravages dans le cœur de Charlotte ; comment pourrait-elle se laisser séduire par ce Dom Juan trébuchant maladroitement au pied du monticule où elle est perchée ?

Par deux fois, seulement, on sent l'émotion sous la façade de Dom Juan : quand il s'attendrit sur les amours de Charlotte et Pierrot, pour, il est vrai, en réclamer sa part. Quand surtout, au dernier acte, il entame son long plaidoyer sur l'hypocrisie. Pour, mais courtois, bien sûr, et l'on sent là que Molière a mis toute sa haine, tout son mépris pour ce « vice à la mode » qui, pour lui comme pour Dom Juan, pourrait présenter tant d'avantages... dont celui d'éviter les interdictions suc-

cessives de Tartuffe et de Dom Juan et les soucis matériels d'un chef de troupe.

Dom Juan, dans la mise en scène de Benno Besson, est le fidèle reflet de l'image que lui tend Sganarelle (le valet, d'ailleurs, a toujours un miroir dans sa poche) : « Vous ne croyez rien du tout... Non, seulement il ne croit pas, mais il est usé, fatigué. Si tôt chez lui, il quitte fanfreluches et perruque pour un strict habit noir, quasi monacal. Au début de l'acte IV, après l'entracte, sourd alors de Philippe Avron une tristesse, à peine entamée par le plaisir de se jouer de créancier M. Dimanche... jeu dans lequel Dom Juan sait à l'avance qu'il excelle. Cette gravité, Besson la cage ; il pousse au paroxysme l'entracte, simplicité par essence théâtrale, de la statue du Commandeur, casse-tête de tous les décorateurs, folle merveille ; il frappe les trois coups, comme avant le lever de rideau. Pour finir, Dom Juan disparaît dans une trappe sans artifice autre que celui de la simple machinerie. Pas impressionné pour deux sous, il fait un clin d'œil au public. Comme s'il n'était pas mécontent de disparaître de ce monde, percé d'hypocrisie, de principes, de monde dont il n'a plus rien à apprendre. Quand Dom Juan est mort, le théâtre peut redevenir magique, faire flamber une soie orange dans un faisceau de lumière.

Entre deux toiles peintes

Pour le reste, Besson taille à gros traits : les frères d'Elvire sont nobles et décadents à souhait (Claude Vautour, Gilles Privat). Elvire (Juliana Lamas) est une jeune femme décidée, plus qu'une femme blessée, puis, au dernier acte, une folle égarée plus que transfigurée par la grâce. Le pauvre à la douceur onctueuse d'un bébé cool illuminé par quelques philosophes orientales.

Les comédiens sont dans l'ensemble excellents. Philippe Avron, lui, est formidable, sans cesse en juste équilibre au bord de la comédie, serrant au plus près le parti pris de la mise en scène. Plus profondément, on s'attache au Sganarelle de Carlo Brandt, avec ses mains mobiles, brassant l'air, le ciel, pour dire son désarroi d'homme perdu entre sa foi du charbonnier, son amour pour son maître et sa recherche d'une morale minimale.

Même si on ne partage pas cette « relecture » de Dom Juan, on applaudit, tout à la fois irrité et amusé, la mise en scène de Besson comme on le fait d'un brillant auteur qu'on soupçonne de mauvaise foi, mais qui a si bien su capter l'attention. Besson, qui pour la sixième fois depuis le début de sa carrière remet le Dom Juan de Molière sur l'ouvrage, a de plus un allié de poids : son décorateur et costumier Ezio Toffoluti, avec toute sa science de la machinerie, de la fête théâtrale. La scène respire, les toiles peintes s'épanouissent, les arbres se transforment en colonnades, la terre en ciel, les rideaux en forêts. Le public, dans la salle, est lui-même pris entre deux toiles peintes figurant un théâtre à l'italienne en passe d'être submergé par une lame de fond ; mais les spectateurs de ce théâtre-là ne la voient pas venir.

ODILE CAMROT.

* Jusqu'au 13 décembre. Maison des arts de Créteil. Tél. : 42-07-91-53 (ralentir lundi et jeudi).

● RECTIFICATIF. En rendant compte de la nouvelle pièce de Danièle Sallenave, *Conversations conjuguées*, à Théâtre ouvert (le Monde du 11 novembre), nous indiquions que les œuvres de cet auteur étaient publiées aux éditions Hachette. Nous avons reçu de M. Paul Orlowski-Laurance, des éditions POL, une lettre indiquant qu'il était l'éditeur de ce roman.

« Si de là-bas, si loin » à Bobigny

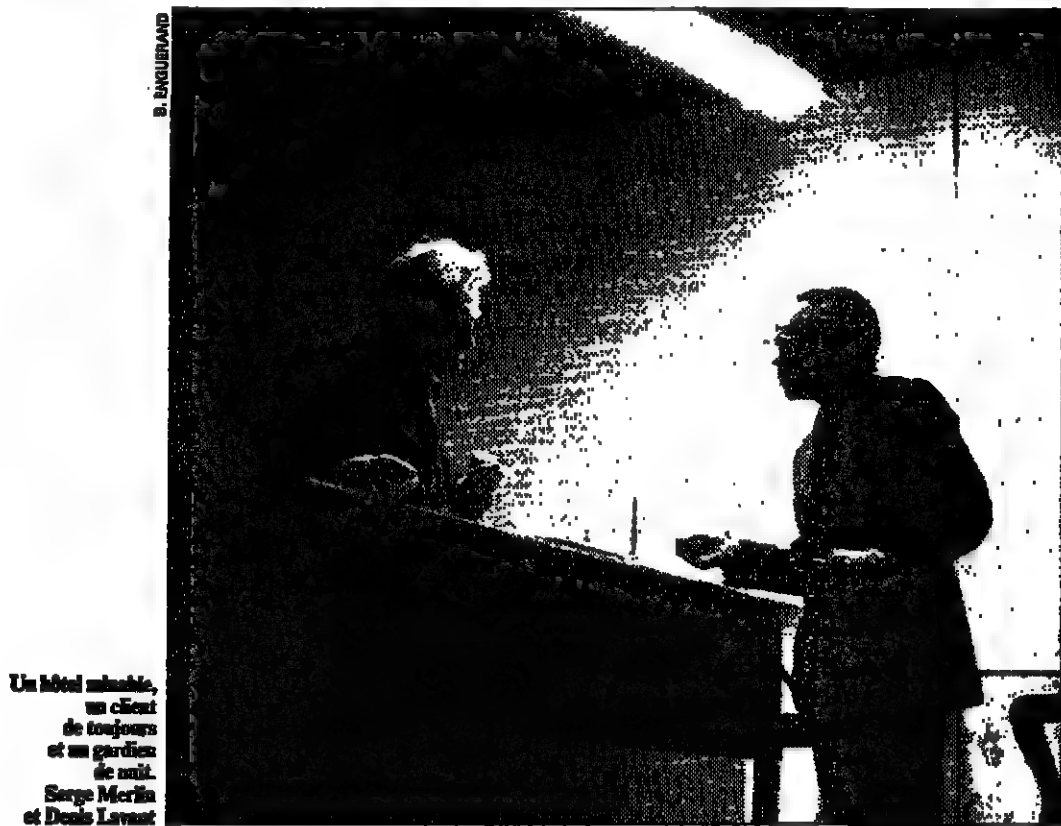
Un trop-plein de solitude

Trois pièces courtes mises en scène par Mathias Langhoff. Trois étapes sur le chemin de l'abandon.

Si de là-bas, si loin, le titre du spectacle mis en scène par Mathias Langhoff à la maison de la culture de Bobigny, peut sembler témoigner d'une volonté poétique insistante ; il faut dire qu'il s'agit d'un vers de Hölderlin, poète mystérieux, mais connu en France. Le texte complet est : « Si de là-bas, si loin, puisque

nous sommes désunis... La désunion est le thème autour duquel Mathias Langhoff a composé ce spectacle, qui comprend un fragment de Garcia Lorca, puis d'Eugène O'Neill. Décor : le hall d'un hôtel minable qui reçoit par les volets joints les flashes rouges d'une enseignage clignotante. Un client arrive, client de toujours (Serge Merlin encore), muni de valises fatiguées. Aller se coucher, il ne peut pas. Il a besoin de parler, il s'adresse au gardien de nuit (Denis Lavant), un nouveau, lésivé de fatigue, et qui souhaite seulement une chose : que l'autre monte enfin les escaliers,

le petit fragment de Garcia Lorca dont on se demande ce qu'il vient faire là, sinon qu'une femme à sa fenêtre dit « Adios ». Les choses s'arrangent avec le *Hughie* d'O'Neill. Décor : le hall d'un hôtel minable qui reçoit par les volets joints les flashes rouges d'une enseignage clignotante. Un client arrive, client de toujours (Serge Merlin encore), muni de valises fatiguées. Aller se coucher, il ne peut pas. Il a besoin de parler, il s'adresse au gardien de nuit (Denis Lavant), un nouveau, lésivé de fatigue, et qui souhaite seulement une chose : que l'autre monte enfin les escaliers,



Un hôtel minable, un client de toujours et un gardien de nuit. Serge Merlin et Denis Lavant

« Molière, une vie », d'Alfred Simon

L'auteur et ses doubles

Le Molière d'Alfred Simon est à la fois un héros de solitude et un homme de la société de son temps. Son aventure artistique emprunte aussi bien aux épisodes de sa vie intime qu'aux querelles et aux grands débats du siècle.

Au Paris des ruelles encore médiévales de l'enfance et de l'adolescence succèdent, dans le gros livre d'Alfred Simon, *Molière, une vie*, qui se déroule à la façon d'une fresque, la province des comédiens errants puis, à nouveau, la capitale en transformation sous le règne de Louis XIV et la Versailles en chantier du Roi-Soleil.

On voit l'enfant Jean-Baptiste sur les épaules du grand-père Cressé émerveillant aux parades des farceurs et charlatans du Pont-Neuf auxquels se substituent, la nuit venue, les coquins de tout acabit ; l'écouleur du collège de Clermont où les jésuites enseignent les fils de roturiers et de nobles séparés les uns des autres par une balustrade dorée ; le jeune amoureux de Madeleine Béjart, le chef de l'illustre Théâtre qui fut mis en cachot pour deux factures impayées ; le jeune comédien quittant Paris pour ce que Simon décrit comme un voyage initiatique dans les provinces.

Quand il regagne la capitale, en vainqueur, Jean-Baptiste Poquelin est pleinement Molière, comédien-auteur qui, dans une société où le paraitre, va jouer son jeu de théâtre.

Mais peut-on le piéger lui-même, ce Molière jonglant avec ses doubles, vivant le théâtre jusqu'à s'identifier sur scène ? Est-il le bourgeois du juste milieu, un disciple modéré de Gassendi luttant contre les dévots fanatiques, un partisan de l'émancipation des femmes ou un champion de la femme au foyer, un homme de compromis mondain ou un habitué du parler sans fard ? Est-il Alceste ou Philinte, Dom Juan ou Sganarelle, le bonhomme Chrysale, Arnolphe... Arnauld, oui, peut-être, pour sa souffrance de mari jaloux d'Armande Béjart — ou le défenseur d'Agathe revendiquant la liberté de son cœur et son droit à l'éducation ?

Aucun de ses personnages n'est clairement son porte-parole mais dans chacun, sans doute, il y a un peu de Molière, de ses contradictions, de sa passion, de sa révolte, de ses choix. En tout cas Alfred Simon montre que chaque œuvre est reliée à l'actualité, que le « bonfroid trop sérieux », l'illustre Sganarelle des farces, s'y jette masque et âme.

Comme Alfred Simon a l'érudition chalcédoine, qu'il connaît son Molière mot par mot et son Paris rue par rue, qu'il a le style simple et lyrique d'un visionnaire, ce livre « à cheval sur la vie et sur le théâtre » se lit comme un roman.

JEAN-JACQUES LERRANT.

* *Molière, une vie*, Ed. La Manufacture.

NOTES

Ceccobelli : peintures en relief

Il fut un temps où, sur la foi des libelles d'Achille Bonito-Oliva, on a cru à la réalité d'un mouvement italien nommé Transavanguardia. Passées la surprise et la vogue, le mouvement s'est désagrégé, et il n'est resté désormais que quelques individus, les plus solides et les plus inventifs. Ceccobelli est, sans doute, de ce nombre.

Ses débuts étaient ceux d'un virtuose des effets de matière sur papier, sur toile, sur bois, sur métal, sur verre, sur tout ce qui se présente à son pinceau. Il n'y avait rien de plus soutenu que son travail. Le virtuose n'a pas disparu, même s'il exhibe moins son habileté. Il continue à coller des planchettes, à récupérer des fragments de meuble, ou des petites cuillères, et à les incorporer à son œuvre en bon élève des assemblages cubistes de Picasso.

Mais le propos est moins gratuit, et l'on perçoit à certains titres et à quelques citations que Ceccobelli n'est pas dupe. Il sait qu'il appartient à une histoire et qu'il doit à la fois en tirer parti et se méfier des répétitions trop académiques. Pour l'heure, une sorte d'humour poétique lui tient lieu d'inspiration, et ses œuvres ont de la séduction, à défaut d'une densité incontestable.

Ph. D.

* Galerie Yves Lambert, 5, rue du Grenier-Saint-Lazare, jusqu'au 21 novembre.

Gasiorowski : morceaux choisis

Gasiorowski est mort il y a un peu plus d'un an et l'exposition d'aujourd'hui ressemble fort à un hommage à titre posthume. Elle réunit, sans grand souci de chronologie, des peintures de la fin des années 70 et d'autres, plus récentes, où se devine la dernière évolution de l'artiste, qui a fini avec la suite *Ferme* et le retour à l'expressionnisme abstrait. Apparemment, avec autant d'ironie que de méthode, Gasiorowski avait profité sa chère peinture. Dans cette intention, il inventa une pseudo-académie, dont il écrivit les statuts et dessina les médailles et rubans, et il pasticha Cézanne et

Corot avec une affectation adroite. Il était également l'auteur de la série des *Croquis*, où se retrouvaient les trivialisés les plus abominables de la peinture touristique, l'Arc de Triomphe à contre-jour, le coucher de soleil sur la mer et le village provençal à midi à la Brayre.

Ces excursions de purification ne sont pas sans quelque ambiguïté. Le peintre ne veut pas être pris au sérieux, mais il prend tant de plaisir à copier qu'on le soupçonne d'aimer surtout peindre, peindre quoi que ce soit, et de trouver dans la critique des procédés conventionnels le prétexte rêvé pour de nouvelles œuvres. Gasiorowski a beau écrire, sous l'image bien « propre » et bien figurative d'un métronome : « dernière peinture », il répète cette dernière peinture si souvent que l'on ne croit plus à la mort de cet art. Lui-même n'y croyait pas, bien trop intelligent pour se laisser prendre à ce genre de rhétorique comode. Chacune de ses toiles est une leçon de lucidité.

PHILIPPE DAGEN.

* Galerie Adrien Maeght, 42-46, rue de la Rue, jusqu'au 21 novembre.

Tout Tati à Orléans

Les 9^{es} Journées cinématographiques d'Orléans ont consacré *Train pour Hollywood*, le réalisateur polonais Radzislaw Piatkowski. Agé de trente-neuf ans, il a travaillé dans la compagnie cinématographique X dirigée par A. Wajda, et a déjà derrière lui une longue pratique du cinéma polonais et de ses contraintes. *Train pour Hollywood* conte sur le mode humoristique les désarroi d'une apprentie Marilyn (Katarzyna Figura), fascinée lors de son enfance par la projection de *Certaines l'aiment chaud*, de Billy Wilder. *Train pour Hollywood* vient d'être diffusé en Pologne. Un prix institué par les médias locaux a été attribué à la *Comédie du travail*, de Luc Mouillet.

Le festival a présenté une diffusion intégrale (longs et courts métrages) de l'œuvre de Jacques Tati, ainsi que cinq « ciné-romans » de Louis Feuillade, dont les célèbres *Fantômas* (tourné en 1913-1914) et *Judex* (1916), des feuilletonsmarathons de plus de six heures chacun, avec un accompagnement musical d'Alain Moget.

MUSÉE RODIN

77, rue de Varenne (7^e) - M^e Varenne
Ornement de la Durée
Isidora Durean, Ruth St-Denis, Adolphe Wilmar, Lott Fuller
Photographies : Collection Auguste-Rodin
Tous les jours, sauf mardi, 10 h - 17 h, du 30 SEPTEMBRE AU 30 NOVEMBRE

Un nouveau directeur pour les Rencontres photographiques d'Arles

M. Claude Hudelot succède à François Hebel comme directeur des Rencontres internationales de la photographie d'Arles. Agé de quarante-cinq ans, M. Hudelot est actuellement directeur de la Maison de la culture de La Rochelle et du Centre-Ouest. Depuis 1984, il y a monté des expositions de peinture (Picasso, Aleschinsky ou Sarkis) et a mené une politique de création fondée sur des commandes passées à de jeunes photographes comme Thierry Girard et Jean-Marc Tinguand.

aille se coucher, arrête un colloque que d'ailleurs il n'écoute pas, qu'il entend à peine.

Les spectateurs non plus. On comprend vaguement qu'il s'agit de cadeau de rupture, d'une affaire de jeu avec le prédécesseur du gardien de nuit. Lequel gardien de nuit, de temps en temps, émerge de sa torpeur somnambulique pour rire faux d'une plaisanterie qu'il croit avoir devinée parce qu'il croit avoir entendu rire le client... De temps en temps, il part dans une dérive génésiste. Les deux voix se superposent en une sorte de lamento polyphonique, entre désarroi et dérision. Ce n'est pas de l'incommunicabilité, mais plutôt des plongées dans le passé, par refus viscéral d'un présent trop sinistre. Deux rivières de mots qui débordent part trop-plein de solitude.

La *Dernière Bande* mène le même principe, c'est-à-dire que le vieux bonhomme (Serge Merlin, décidément), qui tient en quelque sorte un journal enregistré sur bande, après avoir brouillé les fils d'un magnétique cacochyme, écoute sa voix d'avant, du temps où il aimait, où il y avait en lui un peu d'espoir de bonheur. Le magnéto tourne irrégulièrement, la voix grince et pleure, et lui, le solitaire d'aujourd'hui, raille le « naïf » d'hier. Il réagit, insulte, fait tourner la bande à l'accélération pour se plus s'entendre, l'arrête, sort sa chaussette trop forte, revient, s'engouffre un peu plus dans son manteau. Ses traits se creusent, son regard se ternit, ses lèvres semblent se dessécher. Il prend le micro, tente de continuer à enregistrer son histoire, mais il n'y a plus en lui qu'une vaine colère vite éteinte, une ombre désespérée, un fantôme de regret. « Nous n'aurions pu être heureux ensemble... »

Evidemment, on ne sort pas de ce spectacle le cœur en fête. Mais, en tout état de cause, on a en le plaisir rare de deux comédiens exceptionnels : Denis Lavant, Serge Merlin.

COLETTE GODARD.

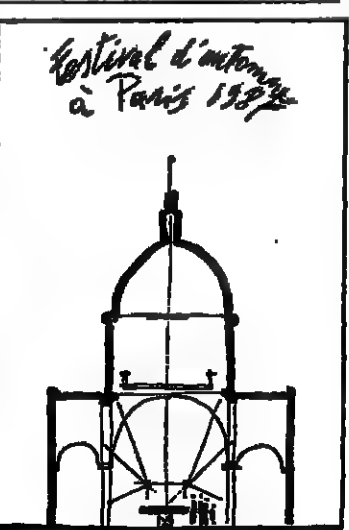
* Bobigny, maison de la culture, 21 heures, jusqu'au 13 décembre.

Festival de la Francophonie Fort-de-France-Martinique

— Prix de la meilleure réalisation
— Prix de la meilleure musique
La vieille quinboiseuse et le majordome de Julius AMEDE LAOUI
Studio 43,
43, rue du Faubourg-Montmartre métro Le Peletier

L'Ecole et le Centre d'art théâtral (ECAT)

et encore des places avant son ouverture. Après admission sur entretien, une semaine gratuite est offerte. Enseign. locat. scilicet, siège sont égal. proposés. Pour tous renseignements - Tél. : 42-47-04-66



RENZO PIANO Projets et Architectures

EXPOSITION

Chapelle de la Sorbonne
Place de la Sorbonne
Paris 5^e

6 novembre - 17 décembre 1987
12 h 30 - 19 h 30
sauf lundi

avec le concours de **ESBAT**

Jusqu'au 28 novembre
Théâtre des Boucles de Marne
La Ville Blanche
de Serge Canz

Avec Pierre SANTINI, Evelyn ESTRIA.
mise en scène Françoise CHATOT
Pierre SANTINI, d'une sincérité terrifiante au service de la prise de pouvoir.
Un spectacle fort, un pari risqué et tenu (*Révolution*).

Mise en scène d'une impérieuse mathématique autour de P. SANTINI, V. ELBAZ, E. ESTRIA. (*L'Événement du Jeudi*).
Merveille des années 30, les intrigues se nouent, les hommes s'entrechoquent, les assassins se multiplient. (*Le Quotidien de Paris*).

TRM 54, M du Chateau 94500 Champigny/M.
RENS. : 48-80-90-90

Culture

CINÉMA

Budd Boetticher et les Indiens au Festival d'Amiens

Le cinéaste en chevalier de l'aventure

Pour sa septième édition, le Festival d'Amiens et son directeur Jean-Pierre Garcia ont en partie déserté les traditionnels rivages tiers-mondistes pour nous révéler une autre Amérique : celle des Indiens.

Nous étions là un peu stupéfaits, dimanche dernier, de voir coup sur coup, dans la même salle, un choix d'œuvres d'un jeune vidéaste de l'Arizona, Victor Masayeva, hopi de naissance, installé parmi les membres de sa tribu non loin du Grand Canyon, dans l'Arizona, et nous enseignant les légendes, les visions fantastiques d'une culture millénaire : et puis le dernier-né de Budd Boetticher, soixante et onze ans, auteur du célèbre western *Seven Men from Now* (1956), *Sept Hommes à abattre*, avec Randolph Scott, qu'imortalisa André Bazin dans un texte historique, se tournant à son tour vers la vidéo pour nous conter son bonheur de grand sorcier blanc dans un ranch tout près de la frontière mexicaine (*My Kingdom For*, inédit en Europe, référence à Richard III).

Item *Hakim Hopi*, (*Nous, quelqu'un, le peuple hopi*), de V. Masayeva, est constitué pour l'essentiel par le récit d'un vieux sage indien, dans sa langue natale, de la saga des origines, un peu comme l'a fait Jean Rouch à propos des Dogons de la falaise de Bandiagara au Mali. Sauf que cette fois, ce n'est plus l'ethnographie qui brasse amoureusement sa caméra sur un groupe ethnique, mais le groupe, deux fois groupe, qui prend la parole, et le pouvoir cinématographique. Le miracle, par-delà le support vidéo, c'est bien de cinéma dont il est d'abord question : la projection sur grand écran vidéo ajoute à l'illusion. Nous entrons définitivement dans une nouvelle ère de la communication.

Invité à s'expliquer après la projection triomphale de cette introduction à une autre culture, à d'autres valeurs, Victor Masayeva vengeait soudain des décennies de culture médiatique simplificatrice, tout un héritage caricatural, venu d'Hollywood et de réels anciens, qui a fait de l'Indien le reposoir et le faire-valoir du preux conquérant blanc. « Non », déclarait l'intéressé, inutile de recourir à la fiction, j'ai choisi délibérément de travailler dans la forme documentaire, et je ne compte pas l'aban-

donner de si tôt, pour mieux me faire comprendre des miens. Je ne fais pas des films d'extérieur, je parle au nom de tous. Je ne cherche pas le succès. »

À la séance du soir, sur le même écran large, nous voyions donc une autre œuvre tournée en vidéo, le dernier long métrage de Budd Boetticher, l'exilé d'Hollywood, *My Kingdom For*. D'abord, pourquoi la vidéo ? C'est simple, c'est beau, ça n'aura bientôt plus rien à envier au cinéma. D'ici à la fin de l'année, des cassettes iront conter à travers toute l'Amérique l'étrange légende d'un vieux monsieur établi en pleine nature avec sa compagne Mary et leurs beaux étalons portugais — une race toute proche des hippiques de l'école viennoise. Plus tard, si les Européens, et d'abord les Français qui ont fait la gloire du cinéaste, veulent bien payer le transfert sur pellicule de ce long métrage (coût, quelque 30 000 dollars), nous verrons la version pour écran normal.

Hollywood quand même

My Kingdom For est un peu le troisième volet d'une longue histoire d'amour avec les chevaux et la tauromachie, commencée à Hollywood en 1951, avec l'appui de John Wayne, dans un film en partie autobiographique, *Bullfighter and the Lady* (la Dame et le toréador). Amputé de quarante minutes à sa première sortie, l'ouvrage reparait enfin dans sa version intégrale, plus de deux heures avec toutes les séquences de tauromachie supprimées à l'époque de l'insatiation de John Ford, à qui Boetticher avait demandé conseil.

Le metteur en scène conte de manière romancée sa propre vie de fils de famille désavoué par les siens fuyant son pays, pour tenter l'aventure, au delà du Rio Grande. Il est la chance, lors de son arrivée à Mexico au milieu des années 30, de voir une des plus belles corridas du siècle avec Lorenzo Garcia. Quand il revient filmer, en 1950, il connaît tout de l'art de toréador.

My Kingdom For (1956-1970), tourné par fragments sur une très longue période, est tout simplement fascinant. Budd Boetticher a suivi son grand ami Carlos Arzua, torero mexicain de la bronze, luttant avec son taureau, entouré de la grande ardeur de la faune, au delà du Rio Grande. Il est la chance, lors de son arrivée à Mexico au milieu des années 30, de voir une des plus belles corridas du siècle avec Lorenzo Garcia. Quand il revient filmer, en 1950, il connaît tout de l'art de toréador.

L'impression de n'avoir jamais vu auparavant de corrida à l'écran, le cinéaste, lui-même toréador, ignore rien des finesses du métier, suit exactement quand va survenir tel ou tel événement, réussit, en même temps, à maintenir la stabilité de la caméra et la précision du regard. Tout le mouvement vient de l'événement filmé, la fougue de la bête, l'art du torero.

Budd Boetticher s'attarde longuement, avec amour, sur un défi qu'il lança lui-même à son ami Arzua : apprendre à toréer à cheval, comme le faisaient dans des temps reculés les chevaliers portugais qui monstrosité déjà ces pré-féaux, pour s'initier à l'art de la guerre. Arzua, que Boetticher juge un très grand torero, mais un très moyen *rojo* (celui qui pratique l'art du *rojo*, de la pose de banderilles à cheval, les bras ballants, seules les jambes commandant à la bête). Spectacle unique, ballet littéraire dansé par l'homme et l'animal, et saisi dans toute sa violence et sa beauté fulgurante. La mort balaie le torero, non après ce brillant retour dans l'arène, son accés au panthéon tauromachique symbolisé par cette sculpture près de la plaza de toros de Mexico, coïncidant brutalement un récit haletant.

My Kingdom For retrace la magie du quotidien vécu au ranch de Pomona où le cinéaste et sa compagne élèvent leurs étalons, et s'offrent régulièrement en spectacle dans leur propre arène, en plein désert, aux amis et visiteurs. Image de bonheur absolu, que ne refuse en rien Budd Boetticher : « Vous n'êtes pas supposé connaître *petite jola* à mon âge. » Joie que lui et sa compagne font partager à une jeune protégée de quinze ans, Allison, à qui lui vient d'enseigner l'art du *rojo*, pratiqué non plus sur un toro, mais sur un simulateur, une machine à deux roues manœuvrée par un homme : d'autant plus dangereux qu'imprévisible, car il y a plus fusion totale entre l'animal et l'homme, ou la femme à cheval. Le tauromachie se purifie encore, n'est plus la recherche de la violence comme fin en soi, mais sensation suprême, risque maximal. Nouvelle chevalerie des temps modernes, comme à l'origine.

OUBS MARCORIELLES

* Festival d'Amiens, jusqu'au 21 novembre. Les films de Victor Masayeva repassent le vendredi 20, à 17 heures ; *Arzua*, le samedi 21, à 17 heures.

* *Bullfighter and the Lady*, dimanche 22 novembre, à 20 heures. Cinéma Chaillet, en présence de Budd Boetticher.

MUSIQUES

Willie Colon au New-Morning

Le prince du « barrio »

Pour un soir à Paris, l'une des figures les plus énigmatiques de la salsa : Willie Colon.

Décidément les maîtres de la salsa se suivent : après Eddie Palmieri qui l'on a pu voir au New-Morning au début de novembre, voici, dans ce même lieu, ce jeudi 19 novembre, l'autre grand patron actuel de la musique portoricaine : Willie Colon, tromboniste et chef d'orchestre, figure mythique du *barrio* new-yorkais, prince des ghettos portoricains depuis son apparition sur la scène musicale, il y a exactement vingt ans. Depuis, il a publié sous son nom, malgré de courtes périodes d'hibernation, près d'une trentaine d'albums dont certains (*Asíta Navidad*, *El Juicio*, *Lo mato*) sont aujourd'hui considérés comme des classiques du genre.

L'aventure de Willie Colon est l'une des plus significatives de l'histoire de la salsa. Elle commence dans la partie sud du Bronx, là où se trouve l'un des quartiers portoricains de New-York, au milieu des années soixante, au moment même de l'éclosion de la salsa. Celle-ci existait déjà à Cuba, à New-York et en Amérique centrale sous des vocables divers (Charanga, son). Outre l'impulsion commerciale donnée par l'aveugle Jerry Masucci et le flûtiste dominicain Johnny Pacheco qui, ensemble, fondent en 1963 Fania Records et créent un véritable marché des disques salsa, la maturation et la synthèse se font dans les *barrios* dominés par plus d'un million de Portoricains. Willie Colon, qui, plus tard, fera des incursions en dehors du cercle hispanique jusqu'à travailler sur les traditions brésiliennes, sera l'un de ceux qui donneront à la salsa son son original et authentique.

authentique inimitable lié aux personnages du *barrio* (*Calle Luna*, *Calle Sol*, *El día de mi suerte*), et traduisant inégalement la violence ambiante.

Au début des années 80, la salsa traverse une période difficile due à la crise économique. Ce temps des vaches maigres n'est pas encore terminé.

Personnage énigmatique de la musique portoricaine, doté d'une énergie folle, Willie Colon poursuit néanmoins sa route, fidèle à l'esprit du *barrio*, créant sa propre maison de production phonographique, continuant son travail d'adaptation et d'arrangement, jouant à présent avec des jeunes musiciens (les Legal Bunch) qui l'ont rejoint justement pour le concert donné au New-Morning.

CLAUDE FLÉOUTER

* New-Morning, ce jeudi 19 novembre, à 21 h 30.

Liftaba en tournée

Le rock spaghetti

Florence, capitale du rock en Italie : on ignore. La concentration de studios d'enregistrement aidant, c'est là pourtant que siège l'IRA, label indépendant créé en 1984 par deux Français et un Italien, qui a produit une demi-douzaine de groupes, dont Liftaba.

Le slogan d'IRA (colère en italien), en forme de manifeste : « La nouvelle musique italienne chantée en italien ». Ça peut sembler désolant mais, mine de rien, c'est représentatif de ce que le rock spaghetti vit encore les tourments par lesquels sont passés nos groupes il y a dix ans, à quelques vices de forme près : côté positif, la langue italienne fonc-

tionne spontanément avec le rock, là où il a fallu trouver une manière de faire « sonner » le français. Côté négatif en Italie, on pille, on pirate, on parodie, on fabrique à la chaîne et indifféremment rock et variétés sans s'occuper d'éthique. Pour l'IRA, il s'agit de répondre au prêt-à-porter que débilitent les studios de Rimini pour inonder les hit-parades.

Quand en 1976 Téléphone ou Bijou piochent dans les années 60, leurs homologues italiens puisent dans l'après-punk. Débutants et pionniers du genre, ils fournissent un travail de défrichage. Et on voit aujourd'hui l'importance de la langue naturelle dans l'appréhension d'une culture.

Formé en 1980, Liftaba est réellement né quatre ans plus tard avec le label. Aujourd'hui, il est le groupe de rock transalpin le plus important. Habitué des tournées en France, on a pu juger de la rapidité de son évolution. Part comme un hybride hété-

tant de *Roxy Music* (classicisme sophistiqué et légèrement pompeux) et de *Clash* (guitares nerveuses, rythmes crispés, attitude et textes militants), Liftaba s'est éloigné, avec son dernier album (*17 Re*), de son allégeance aux Anglo-Saxons en pratiquant le métissage sur des sonorités d'Afrique du Nord et de musique trizane, il y a un violoniste dans le groupe. Entraîné par la forte personnalité de son chanteur, Piero Pella, Liftaba joint l'acte à la parole d'un engagement social et politique : l'année dernière à Palerme, ils ont organisé un concert, « Musiques contre le silence », réunissant quinze groupes pour dénoncer la Mafia de son propre fief.

ALAIN WAIS

* Le 19 novembre à Orléans ; le 20 à Metz ; le 21 à Rennes ; le 22 à Montargis ; le 23 à Paris (Rex-Club) ; le 24 à Bordeaux ; le 25 à Marseille ; le 26 à Toulouse ; le 27 à Cannes. Disques chez IRA, dist. Just'in Distribution.

Communication

L'attribution des chaînes de télévision locales en Martinique, Guadeloupe et Réunion

Le RPR à l'assaut des ondes d'outre-mer

La Martinique, la Guadeloupe et la Réunion seront les trois premiers départements français dotés d'une télévision locale privée. Deux candidats — quatre par départements — subissent, depuis le 16 novembre, leur examen de passage devant la Commission nationale de la communication et des libertés.

Rue Jacob, les auditions publiques n'ont pas la ferveur, les moins spectaculaires que lors de la privatisation de TFI ou des attributions de la 5 et de M6. Mais la classe politique, elle, surveille de près la procédure. Elle sait que les sept cent mille électeurs d'outre-mer pèsent lourd dans une compétition aussi serrée que l'élection présidentielle. Elle sait aussi que le RPR, fort bien implanté dans les trois îles, n'a pas renoncé à la tentation d'y nouer l'information. Signe des temps : alors que M. Jacques Toubon revient des Antilles, M. Jacques Chirac part pour la Réunion avec son conseiller audiovisuel, M. José Fréchet.

RFO, l'unique chaîne de télévision publique, qui diffuse par ondes ou par câble cinq heures de programmes quotidiens aux télé-spectateurs d'outre-mer, fait déjà l'objet d'une attention toute particulière de la part des amis de M. Chirac. Dès le mois de mai 1986, M. Michel Renard, député RPR de la Martinique, demande au nouveau premier ministre l'épuration de la chaîne, « camp retranché mis en place par le PC et le PS ». En décembre, il est combié par l'arrivée de M. Jean-Claude Bichard, nommé à la tête de RFO par la CNCL. Ces anciens collaborateurs de M. Alain Peyrefitte à participé aux travaux de la commission Communication depuis créée par M. Toubon. La reprise en main ne traite guère : mutations, licenciements, et surtout centralisation de l'information à Paris aux dépens des rédactions locales.

Mais le contrôle de la chaîne publique, trop lié aux alternances politiques, ne suffit pas. M. Bernard Pons, ministre des DOM-TOM, suggère, à l'automne 1986, de privatiser le deuxième canal de RFO au lieu de l'affecter comme prévu au service public. Le projet, justement, séduit M. Robert Hénart. Le propriétaire du *Figaro*, qui contrôle l'unique quotidien des Antilles, a racheté fin 1985 deux radios locales privées en Martinique et en Guadeloupe. La télévision compléterait son

empire multimédia sur ces deux départements et lui permettrait de prendre pied sur le troisième.

L'affaire ne se fera pas. M. Michel Polchat, député PR de l'Esson, envoyé en mission d'information dans les DOM-TOM par l'Assemblée, se prononce au mois de mai dernier pour le maintien d'une deuxième chaîne publique et ne cache pas son hostilité à un éventuel renforcement du monopole local de M. Hénart. Tant pis pour le RPR : les amis de M. François Léotard n'ont pas beaucoup apprécié la « chiraquisme » de l'audiovisuel en métropole.

Reste une autre solution : l'attribution par la CNCL de fréquences locales dans les trois départements. Le processus est plus complexe et, surtout, moins sûr économiquement : le marché publicitaire limité des départements d'outre-mer peut-il alimenter trois stations ? Le prochain scrutin électoral interrompt un trop longue tergiversation. Un mois à peine après le rapport de M. Polchat, la CNCL, déclare les DOM prioritaires dans l'attribution des fréquences et lance les appels d'offres. Immédiatement, trois candidatures se manifestent, toutes trois émanant de personnalités plus ou moins proches du RPR.

L'ombre de M. Hénart

À la Réunion, c'est M. Philippe Belsky, directeur du *Journal de l'île de la Réunion*, proche du RPR, qui défend le projet TVB. En Martinique, Télé-Sud regroupe une soixantaine d'investisseurs autour de M. Van Mouslaire et de son frère Ralph, secrétaire adjoint de la fédération du RPR. À la Guadeloupe, M. Michel Rodriguez, ancien promoteur de la télévision pirate Canal 10, fonde Antilles 3 avec des investisseurs proches de la majorité et confie la mise en forme du projet à M. Roland Dhordain, membre de la commission information du RPR.

Mais s'il est relativement facile de réunir des totos de table, encore faut-il rassurer les investisseurs sur la rentabilité de l'opération. C'est là qu'intervient le nouveau M. Robert Hénart. Handicapé par les lourdes pertes de la 5, le patron du *Figaro* n'est plus en mesure d'investir directement. Mais il peut, grâce aux programmes de sa chaîne, alléger considérablement les charges de fonctionnement d'une télévision locale. L'accord est clair à la Réunion, où la 5 participe à hauteur de

5 % du capital de TVB et promet programmes et assistance publicitaire. À la Guadeloupe, les promoteurs d'Antilles 3 envisagent de confier à Publiprint, la filiale de M. Hénart, la régie publicitaire en échange de la fourniture d'émissions. En Martinique, il n'y a officiellement aucun lien entre le projet Télé-Sud et Publiprint. Mais le 16 novembre, devant la CNCL, les responsables de Télé-Sud ont évoqué une affiliation éventuelle à une chaîne nationale : « Nous sommes en discussion avec les trois chaînes privées de métropole, mais nous ne pouvons rien signer avant d'avoir obtenu une autorisation. »

La partie, pourtant, n'est pas gagnée pour les trois projets de sensibilité RPR. En effet, les trois conseils régionaux ont vivement réagi. Est-ce la précipitation de la CNCL, la génération spontanée des trois projets ou l'ombre de M. Hénart qui leur a fait soupçonner une manœuvre politique ? Les élus régionaux ont demandé et obtenu des trize « sages » un délai supplémentaire pour le dépôt des candidatures. Le temps pour d'autres projets de se faire connaître et pour les assemblées régionales de donner leur avis consultatif, comme la loi le prévoit. À la Réunion, le président du conseil régional, M. Pierre Lagourgue, un bariste convaincu, s'est engagé lui-même dans un projet concurrent, RTV, qui rassemble des entreprises locales et le *Quotidien de la Réunion*. En Martinique, les favoris du conseil régional, majoritairement de gauche, vont à Télé Bô Key (TBK) dont la candidature est présentée par une société locale de télécommunication et de M. Jean-Paul Césaire, le fils du député et maire de Fort-de-France. En Guadeloupe, enfin, le président Félix Proto (PS), qui avait financé une expérience de préfiguration (*le Monde* du 11 décembre 1986), n'est pas fâché de voir Guadeloupe Télévision reprendre l'idée d'une station émancipée dans la culture des Caraïbes et largement ouverte aux Antillais résidents en métropole.

D'autres projets, plus ou moins marginaux, se sont ajoutés à la liste. Mais ils ne changent rien au problème des trize membres de la CNCL. La pression du RPR a créé autour de la télévision un climat politique dans les trois départements d'outre-mer. Et le verdict qui rendra à la fin du mois la Commission ne manquera pas d'être interprété politiquement.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

La CNCL fait poser des scellés sur Radio-Solidarité

Radio-Solidarité s'est tue. De mauvaise grâce, bien sûr, contrainte et forcée d'éteindre son émetteur, de fermer ses studios à la porte des scellés. La scène a eu lieu mercredi 18 novembre au matin et, pour n'être pas imprévisible, la mesure a tout de même pris de court les responsables de la radio, persuadés de pouvoir une fois de plus échapper aux sanctions. Accusée de diffuser son programme avec une puissance supérieure à celle qui lui avait été récemment octroyée par la CNCL (20 kW dit-on au lieu des

4 kW prévus), Radio-Solidarité (la voix de la « majorité libérale ») avait fait, le 6 novembre, l'objet d'une suspension d'autorisation pour une durée de dix jours. Une sanction, qui aurait donc dû la conduire à fermer temporairement son antenne, mais contre laquelle sa présidente — M^{me} Bernadette Bemer d'Angerville — a introduit deux recours, l'un auprès de président de la CNCL, l'autre auprès du Conseil d'Etat. Constatant la poursuite des émissions, le commissaire a donc porté plainte et déclenché le processus judiciaire.

Bertelsmann lance deux nouveaux magazines

« Voici » en France « Puls » en Allemagne fédérale

Parmi les différents pays européens, la France représente le pays d'exception du groupe ouest-allemand Bertelsmann. Depuis quelques années, Prisma-Press, la filiale française de Gruner und Jahr, la division magazine du géant ouest-allemand, a lancé plusieurs magazines adaptés de journaux allemands (*Géo*, *C2* m'intéresse) ou créés de toutes pièces pour le public français (*Prima*, *Femme actuelle*, *Télé-Loisirs*). La bonne fortune de ces titres divers — *Télé-Loisirs*, lancé il y a un an et demi vend 1,1 million d'exemplaires — a incité M. Axel Ganz, directeur-gérant de Prisma-Press, à concevoir un magazine s'adressant à l'ensemble de la famille.

Voici, un hebdomadaire auquel son programme avec une puissance supérieure à celle qui lui avait été récemment octroyée par la CNCL (20 kW dit-on au lieu des

La « une » du premier numéro est consacrée aux défilés du couple princier britannique. *Voici* est plutôt de la veine de *Femme actuelle* : il a choisi une mise en pages et un ton résolument populaires et fait une part importante à la photo couleur. Le nouvel hebdomadaire espère atteindre rapidement une diffusion de 500 000 exemplaires. Le magazine, il est vrai, n'a guère de concurrent : le *Pétit*, du groupe Bayard-Press, s'adresse aussi à l'ensemble de la famille mais avec un ton et un style très différents.

L'éditeur Bertelsmann ne s'arrête pas là. Il vient en effet de lancer à Munich un nouvel hebdomadaire d'informations, *Puls*, destiné à concurrencer le *Spiegel*. Un numéro de *Puls* a été tiré à 150 000 exemplaires. Si la vente est significative, 400 000 exemplaires pourraient être mis en kiosques en avril prochain. Mais la prudence reste un principe de base : avant d'être lancé, *Voici* a été testé en province et à Paris. Bertelsmann applique aussi ce principe à *Puls*.

Y.-M. L.

Six cents bougies pour « Apostrophes »

Six cents numéros ! A ce stade, on ne fête plus les anniversaires. Mais Bernard Pivot aime bien marquer le coup. Vendredi, il fêtera en présentant, après l'« Apostrophes » rituel, un petit quart d'heure enregistré, en guise de paquet-cadeau.

Sous l'emballage, un Bernard Pivot comme on ne l'a jamais vu. Sur une musique trébuchante (adieu le concerto de Rachmaninov !), déboulant des coulisses les bras formant le « V » de la victoire, l'homme aux « demi-lunes » présente, en veste de strass, *Apostrophes*, le jeu littéraire qui fait gagner la machine à laver à 3 750 francs, le réfrigérateur à 4 100 francs, Philippe, Jeanne et Lucien sont les valeureux candidats — écrivains (Sollers, Champion et Bodard) qui sont venus là pour vendre leur dernier livre, sous les applaudissements commandés de leur fan-club.

On sait Bernard Pivot espion, et il n'y a pas chez lui l'ombre d'une ambiguïté. Mais gare ! Son prestige est à double tranchant. A vouloir utiliser une réalité si proche de la fiction, on mettrait la main au feu qu'il donnera là quelques idées saugrenues aux promoteurs de jeux saucissonnés.

J.-M. Dy.

● Nomination au groupe Express. — Noël-Jean Bergeron vient d'être nommé directeur technique et artistique du groupe Express, chargé de l'ensemble des publications. Ancien chef adjoint du service politique du *Monde*, il avait été nommé en 1981 rédacteur en chef adjoint de l'Express, chargé de la politique et de l'économie et, en 1986, adjoint au directeur technique et artistique du groupe.

théâtre

حکومت الامم

SECI

LE 28

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi des 11-18. Signification des symboles : **P** Signifié dans « Le Monde radio-télévision ». **F** Film à voir. **O** Ou peut voir. **N** Ne pas manquer. **M** Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 19 novembre

TF 1

20.30 Magazine : Le monde en face. Emission présentée par Christine Ockrent sur le thème « L'argent, la fin d'un rêve », avec Laurent Fabius, David de Rothschild, M^{me} Beuz-Jérôme Sédoux, Michel Besson, Robert Maxwell. 22.00 Téléfilm : Une femme innocente. De Pierre Bouleau. Avec Jacques Dufilho, Catherine Wilkening, Pierre Clément, Clotilde Courvol (de Zola, Apollinaire, Cyprien, Gaudier, Cail) mises en images par Pierre Bouleau et réalisées par un film : « Si la jeunesse ne pardonne rien, la vieillesse n'excuse pas tout ». 23.30 Journal et Bourse. 23.50 Permission de minuit. Emission de Frédéric Miterrand et Jérôme Garcin.

A 2

20.30 Cinéma : D'habitude avec le film français de Julien Duvivier (1967). Avec Alain Delon, Santa Bergrer, Sergio Fantoni, Claude Piéplu, Peter Mosbacher. 22.05 Magazine : Édition spéciale. Présenté par Bernard Rapp. Sur le thème « Danger, déchet ». 23.30 Informations : 24 h sur FA 2. 0.00 Série : Brigade criminelle.

FR 3

20.35 Téléfilm : Pêche de jeunesse. De Peter Hunt, avec Barbara Carrera, Anthony Geary, Kim Cattrall. 22.15 Journal. 22.40 Magazine : Océaniques. Les gens d'Europe. 3. Vénus ton gouss. De Tamas Almasi (Hongrie). Un groupe de rock se désintoxique suite à des conflits internes. En arrière-plan, le désespoir de l'adolescence. Un documentaire sur le décalage entre ce groupe très populaire et la jeunesse. La Hongrie. Cinéma. 23.45 Musique, musique. Maple Leaf Rag, de Scott Joplin. 23.50 Sport : Jeu à XIII : France-Neuve-Guinée Papouasie à Carcassonne (match joué le 15 novembre).

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Désordre. Film français d'Olivier Assayas (1986). Avec Wladimir Stanczak, Anne-Gael Glass, Lucas Belvaux. 21.55 Flash d'information. 22.00 Cinéma : Cours privé. Film français de Pierre Granier-Deferre (1986). Avec Elizabeth Bourgoin, Michel Aumont, Xavier Deluc, Sylvia Zerbib. 23.30 Cinéma : Alamo bay. Film américain de Louis Malle (1985). Avec Amy Madigan, Ed Harris.

Vendredi 20 novembre

TF 1

18.00 Série : Miamor. 19.00 Feuilleton : Santa Barbara. 19.30 Jeu : La roue de la fortune. 20.00 Journal et Météo.



20.28 Tapas vari. 20.30 Variétés : L'heure d'humour. Coups de cœur : Régine. Avec Patricia Kaza, Dennis Roussin, Corynne Charry, Image, Sapho, Richard Clayderman, Alain Chumfort, Elsa, Donchick, Anny Duperey, Pierre Vancoc, Fabrice Luchini. 22.40 Feuilleton : Le jour de la couronne. De Christopher Morahan et Jim O'Brien, d'après Le quatuor infernal, de Paul Scott. (5^e épisode). 23.30 Journal et Bourse. 23.50 Magazine : Rayleigh. D'Antoine de Caunes. Invité : Paolo Costa.

A 2

18.15 Série : Ma sorcière bien-aimée. 18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres. D'Armand Jammot, présenté par Patrice Lafont. 19.10 Actualités régionales. 19.35 Série : Masqué. 20.00 Journal. 20.30 Feuilleton : Bonjour, maman. De Dany de La Pédrière. Avec Danielle Darrieux, Georges Wilson, Gérard Klein, Aurélien Clément. (4^e épisode). 21.30 Apostrophes. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Sur le thème : La 600^e, sont invités John Fowles (La créature), François-Bernard Luyckx (La sociologie), Jorge Semprun (Néochâlier est de retour), Michel Serra (Les costumes), Mario Vargas Llosa (Qui a tué Palomino Molero ?). 23.05 Journal. 23.15 Cinéma : Judex. Film français de Georges Franju (1963). Avec Channing Pollock, Edith Scott, Françoise Bergé, Théo Sarapo, Sylvia Koscina, Michel Vitold. En 1917, un mystérieux lieutenant d'attaque à un banquier escroc, mais protège la fille de celui-ci, dont il est amoureux. Hommage à Louis Feuillade et à son « cinématographe » écrit avec Arthur Bernheim, au temps du muet. Franju avait joué à fond le jeu de la littérature populaire. Il avait recréé avec d'admirables images en noir et blanc, les sortilèges d'un « réalisme fantastique » faisant de la vie un rêve, à moins que ce ne soit l'inverse.

FR 3

18.30 Feuilleton : La liberté Séphénia. De Georges Costantini, réalisé par Marlène Bertin. Avec Agnès Torrent, Philippe Jaurès, Charlotte Bonnet. (29^e épisode). 19.00 Le 19. 20 de l'information. De 19.07 à 19.30, actualités régionales. 19.55 Dossiers animés : Il était une fois la vie. L'œil. 20.05 Jeux : La classe. Présenté par Fabrice. 20.35 Feuilleton : Guillaume Tell. Quatrième épisode : Les possédés. 20.57 Jeu de la semaine. 21.00 Feuilleton : Guillaume Tell. Seizième épisode : Le maître (1^{re} partie). 21.35 Magazine Thalassa. De Georges Pernoud. Evergreen : l'irrésistible ascension du chairman Chang. 22.25 Journal. 23.40 Série : Histoire et passion. Guillaume le Conquérant. 23.40 Musique, musique. Emission de Scott Joplin. 23.50 Boîte américaine.

Audience TV du 18 novembre 1987 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FRS	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	47,0	15,8	8,4	5,0	0,5	7,4	6,9
19 h 45	53,5	23,3	8,9	4,5	4,0	8,4	4,5
20 h 16	71,3	28,2	19,8	12,4	3,5	2,5	5,0
20 h 55	69,3	24,3	17,3	3,0	5,0	12,4	5,9
22 h 00	58,9	20,8	17,8	3,0	2,5	12,9	2,5
22 h 44	38,9	6,4	15,3	5,9	2,0	8,4	1,0

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 183 reçoivent le 5 et 143 reçoivent le 6 dans de bonnes conditions.

Ho Nguyen, Donald Moffat, Trava V. Tran (v.o.). 1.85 Cinéma : Secrets de femmes. Film français (classé X) de Michel Baray (1986). Avec Diane Auvray, Sophie Musard, Gérard Luy. 2.20 Documentaire : Les alimés de sport. De Katmandou à l'Everest sur les ailes du vent.

LA 5

20.30 Téléfilm : Palot jone le jeu. De Clive Donner, d'après Agatha Christie. Avec Peter Ustinov, Joan Stapleton, Constantino Cumming. 22.10 Série : Capitaine Furber. Ils arrivent. 23.05 Série : Les Grands. Un dimanche à Venise. 23.55 Série : Max la meuse (rediff.). 0.20 Série : Les chevaliers du ciel. 0.45 Feuilleton : Le temps des copains. 1.15 Les cinq dernières minutes. D'une pierre deux coups (rediff.).

M 6

20.35 Série : Les sites bretons. Objectif Rahoul (rediff.). 21.20 Cinéma : la Griffe du passé. Film américain de Jacques Tourneur (1947). Avec Robert Mitchum, Jane Greer, Kirk Douglas. 22.00 Magazine : M6 aisé. Portait de Jacques Tourneur : Kirk Douglas et Robert Mitchum se retrouvent : Visite au Festival d'Amiens ; Portrait de Robert Benton ; Imamura à Pigalle. 23.40 Journal. 23.50 Météo. 23.55 Magazine : Club 6. De Pierre Bouleau. 0.40 Musique : Boulevard des clips. 1.40 Clip des clips.

20.30 Documentaire. Ecoute Athéna. D'après Racine. Scrit par Etienne Valles. 21.30 Profils perdus. Jean Ballard. 22.40 Nuits magiques La Camargue (3^e partie). 0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 6 novembre en l'église Saint-Germain-des-Prés). Vespres pour solistes et chœur à capella, op. 37, de Rachmaninov, par le Chœur de Radio-France, dir. Michel Tranchant. 23.07 Club de la musique contemporaine, par Marc Texier. 0.30 Méthodes. Am Bach im Frühling, D. 361 : Fischerweide, D. 881 ; Der Jüngling am Bach, D. 192 ; Gondelführer ; Meeres Stille, D. 216 ; Auf dem Stern, D. 943 ; 2e partie de la Belle Meunière de Schubert.

CANAL PLUS

18.24 Top 50. 18.55 Séquences. Présenté par Alexandra Kazan. Invités : Nicholas Peyrac, Catherine Leprieux, Léon Zitrone. 19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gildas et les Nuls. Invités : Fabrice Luchini et Anny Duperey. 20.30 Série : Le retour de Mike Hammer. 21.15 Cinéma : Les vacances de Monsieur Héro. Film français de Jacques Tati (1953). Avec Jacques Tati, Louis Perrault, Nathalie Pascaud, Michèle Rola. Monsieur Hulot, célibataire hurluberlu, va passer ses vacances dans une petite station balnéaire en Bretagne. Il perturbe la vie des clients de l'hôtel. A part une vieille Anglaise excentrique, personne ne le comprend. Le contenu d'observation de Tati s'exerce à l'égard des rites, des manies, des habitudes séculaires d'un milieu petit-bourgeois. C'est d'une étonnante vérité sociologique, toujours drôle, jamais méchant, sous le regard de Hulot, le trouble-fête, libre et solitaire. 22.40 Film d'animation. 22.45 Cinéma : Les frères Péard. Film français d'Hervé Palud (1986). Avec Gérard Lavin, Jacques Villiers, Joanne Balaisio. 0.10 Cinéma : Secrets de femmes. Film français (classé X) de Michel Baray (1986). Avec Diane Auvray. 1.25 Cinéma : A la recherche de Mr. Goeblen. Film américain de Richard Brooks (1978). Avec Diane Keaton, Tuesday Weld, William Atherton (v.o.). 3.40 Cinéma : Étril. Film anglais de Peter Yates (1983). Avec Ken Marshall, Lyette Anthony, Freddie Jones, Francesca Annis. 5.35 Documentaire : Les alimés de sport. De Katmandou à l'Everest sur les ailes du vent. 6.00 Série : Rawlins.

LA 5

19.00 Jeu : La porte magique. Présenté par Michel Robbe. 19.30 Boulevard Boulevard. De Philippe Bonnard. 20.00 Journal. 20.30 Variétés : Il était une fois. Emission de Patrick Sabatier. Invité : Antoine. Hommage à Thierry Le Luron. Avec Bill Baxter et Tippi Irie, Francis Lemaire, Guy Mardel ; Extraits du spectacle Les Quatres. 22.15 Let's go sport : Foot vs jeu. Emission présentée par Michel Hidalgo. 22.30 Série : L'inspecteur Derrick. L'imprudence. 23.30 Magazine : Boies de minuit. De Thierry Ardisson. 1.00 Série : Max la meuse (rediff.). 1.25 Les cinq dernières minutes. Rouges sont les vestiaires (rediff.).

M 6

18.20 Série : La petite maison dans la prairie. L'incendie (2^e partie). 19.05 Série : Cher, c'est moi. 19.30 Série : Dalcari. Sur les traces des gupards. 20.24 Six minutes d'information. 20.30 Série : Le Saint. Le trésor mystérieux. 21.20 Feuilleton : La chaudière. La forêt mystère (12^e épisode). 22.10 Journal. 22.30 Météo. 22.55 Série policière : Les privés du specter. Présenté par Guy Marchand. Série : Peter Gunn. Mr. Lucky. 23.45 Magazine : Ombres de choc (rediff.). 0.15 Musique : Boulevard des clips. 1.40 Clip des clips.

FRANCE-CULTURE

20.20 Radio-archives. Pierre-Jean Louis : La tasse. 21.30 Musique : Black and Blue. Les six cordes de Lomile Johnson, guitariste de blues et de jazz. 22.40 Nuits magiques. La Camargue (dernière partie). 0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 25 octobre 1986, salle Pleyel). Concerto pour piano et orchestre n° 5 en mi bémol majeur, op. 73, et Symphonie n° 8 en fa majeur, op. 93, de Beethoven, par l'Orchestre national de France, dir. Walter Weller. 22.20 Préséances Joplin. René Bianco, baryton français. Extraits de Mireille (acte II) et du Faust (actes I, II, IV) de Gounod ; Les contes d'Hoffmann (actes II, III) d'Offenbach. 23.07 Club de la musique classique. 0.30 Archives.

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Évaluation probable du temps en France entre le jeudi 19 novembre à 6 h TU et le dimanche 22 novembre à 24 h TU.

C'est la fin de temps relativement doux dont on bénéficiait encore ces derniers jours : des perturbations successives vont traverser la France, sans amener des nuages de la pluie, des averses et de la neige au-dessus de 900 mètres. D'autre part on enregistrera un baïse sensible des températures.

Vendredi, nuages et baisse des températures diurnes.

De l'Aquitaine au Midi-Pyrénées, à l'Auvergne, au Lyonnais et au Nord des Alpes, il pleuvra faiblement en début de journée. Ensuite, des éclaircies se développeront. Toutefois, près des Pyrénées, les nuages resteront abondants. D'autre part, les passages nuageux seront accompagnés d'averses sur la région Rhône-Alpes, averses de neige au-dessus de 800 mètres.

Sur les régions méditerranéennes, la journée sera ensoleillée avec toutefois des passages nuageux abondants vers la mi-journée. Mais le Mistral se lèvera et soufflera fort l'après-midi, ce qui dégagera le ciel.

De la Bretagne à la Normandie, au Centre, au Limousin et aux Charentes, la matinée sera brumeuse. L'après-midi, nuages et éclaircies se partageront le ciel. Le vent de nord-ouest soufflera assez fort près des côtes et des orages sont à craindre près de la Manche.

De Nord et de la Picardie à l'Ile-de-France, à la Bourgogne et sur les régions du nord-est, les nuages qui défilent dans le ciel s'accompagneront d'averses, de neige sur le relief vers 800 mètres. Les vents de nord-ouest seront assez forts.

Les températures minimales seront comprises entre 3 et 7 degrés dans l'intérieur, entre 7 et 10 degrés près des côtes. Les maximales iront de 12 à 14 degrés sur l'Aquitaine et le sud de Midi-Pyrénées, de 15 à 17 degrés près de la Méditerranée, de 8 à 11 degrés sur le reste du pays.

Samedi 21 novembre. Une nouvelle perturbation va affecter la moitié nord.

Le matin, quelques averses seront encore possibles sur l'Alsace et la Lorraine. Ailleurs, les brumes et les brouillards seront fréquents et la couverture

nuageuse sera conséquente près des côtes de la Manche. En fin de matinée, les nuages et la pluie arriveront par l'est et le nord du pays. Ils concerneront l'après-midi toute la moitié nord et les pluies seront assez importantes sur la Bretagne, la Basse-Normandie et les Pays de Loire. De nombreux nuages envahiront le ciel de l'Aquitaine, du Limousin, du Poitou-Charentes, de l'Auvergne et du sud des Alpes. Sur les autres régions, les éclaircies seront assez belles et plus particulièrement sur le pourtour méditerranéen. Toutefois, le Mistral soufflera fort.

Les températures minimales seront comprises entre 0 et 7 degrés sur le Nord, l'Est et le Centre, et de l'ordre de 5 à 8 degrés sur l'Ouest et le Sud. Les températures maximales ne dépasseront pas 7 à 10 degrés dans l'Est, évolueront entre 10 et 15 degrés sur le

reste de la moitié nord et le Centre, et seront comprises entre 13 et 18 degrés sur la moitié sud.

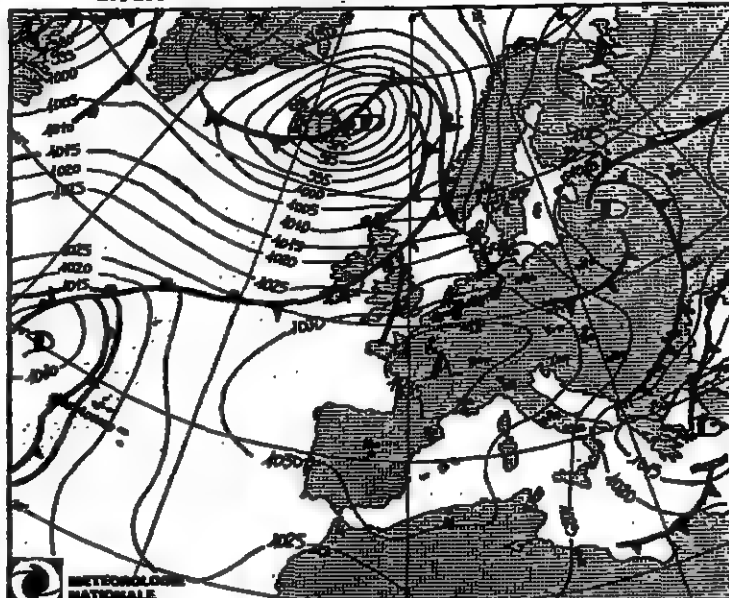
Dimanche 22 novembre, un ciel couvert et pluvieux succèdera un ciel variable entrecoupé d'averses.

Les nuages et la pluie qui affectent le matin les Pays de Loire, le Poitou-Charentes, l'Aquitaine, le Limousin, le Centre et le quart nord-est, gagneront l'après-midi les pyrénées orientales, l'Auvergne, Rhône-Alpes et tout le bassin méditerranéen.

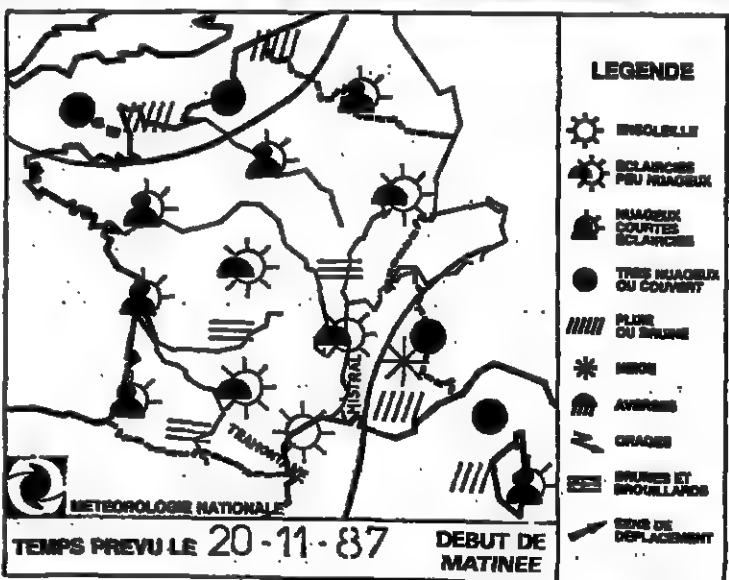
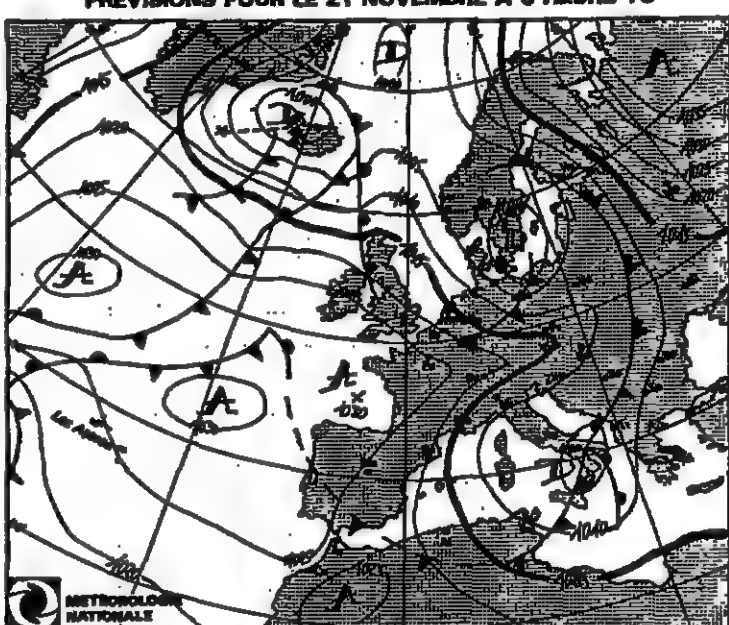
Après leur passage, c'est-à-dire sur la Bretagne et la Normandie le matin et sur toute la moitié nord et le quart sud-ouest l'après-midi. De timides éclaircies entrecoupées d'averses, feront leur apparition. Le Mistral se renforcera l'après-midi.

Les températures maximales chuteront encore de 1 à 2 degrés.

SITUATION LE 19 NOVEMBRE 1987 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 21 NOVEMBRE A 0 HEURE TU



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé

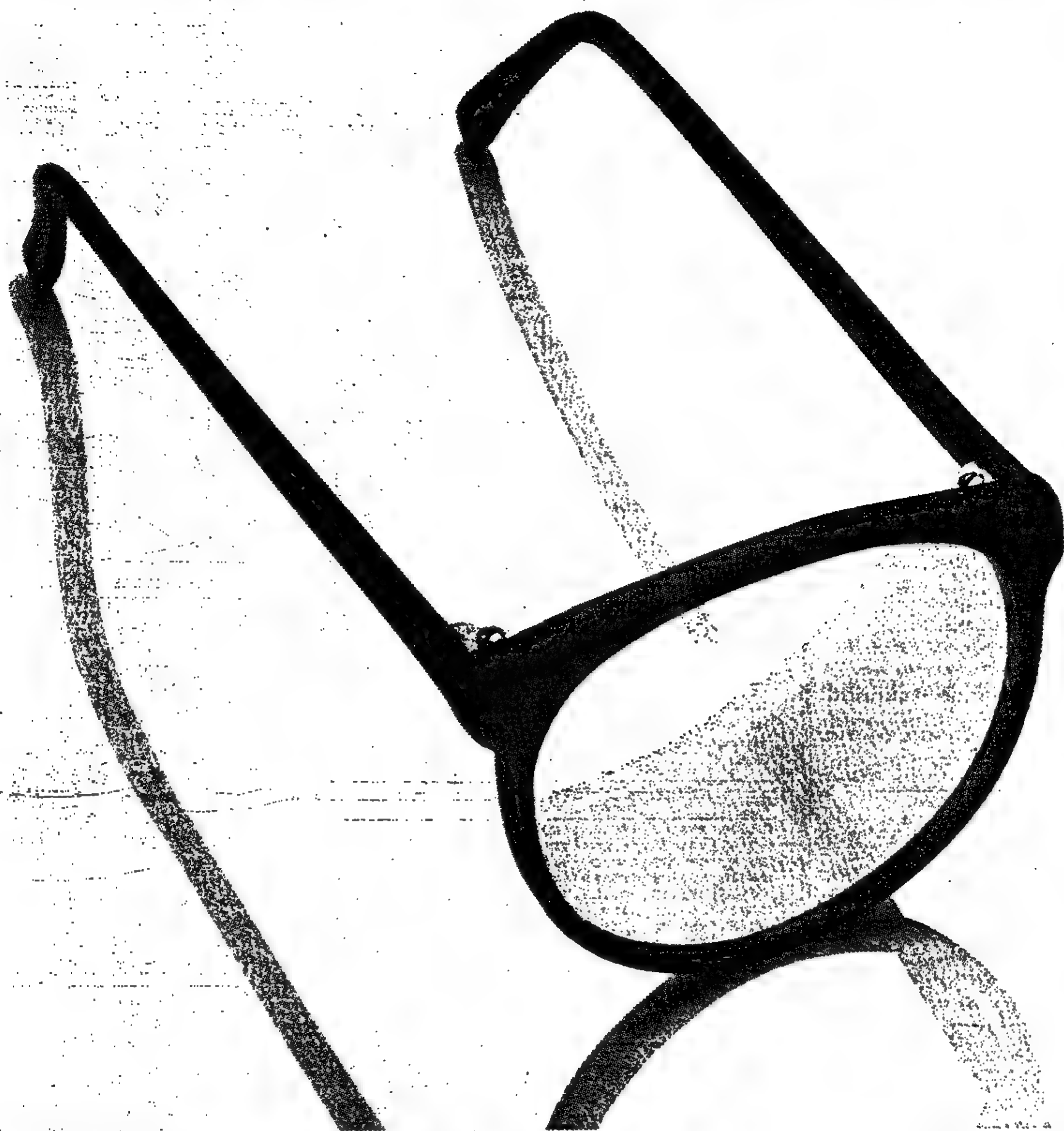
FRANCE				TOUTS				LOS ANGELES			
AMCZ	10	7	D	TOULON	15	4	C	LOS ANGELES	25	12	D
BARCEL	14	5	D	TOULON	15	4	C	LUXEMBOURG	9	3	D
BREDA	14	3	D	TOULON	24	24	N	MADRID	19	3	D
BREDA	12	2	C	ÉTRANGER				MARSAK	23	10	D
BREDA	13	10	C	ALGER	21	7	N	MEXICO	25	12	B
BREDA	13	7	C	AMSTERDAM	13	10	P	MILAN	6	3	B
BREDA	13	8	C	ATLANTA	19	10	P	MONTREAL	12	2	N
BREDA	13	8	C	BAGDAD	34	20	D	MOSCOW	1	8	D
BREDA	13	8	C	BAGDAD	28	8	D	NADIR	23	8	N
BREDA	13	8	C	BELGIUM	9	8	P	NEW-YORK	21	8	N
BREDA	13	8	C	BERLIN	9	8	P	OSLO	4	-1	E
BREDA	13	8	C	BREDA	13	9	C	PALM-DE-MAL	28	5	B
BREDA	13	8	C	BREDA	13	14	D	PEKIN	11	1	D
BREDA	13	8	C	BREDA	13	14	D	REIMS	28	20	D
BREDA	13	8	C	BREDA	13	14	D	ROME	18	7	D
BREDA	13	8	C	BREDA	13	14	D	SINGAPOUR	28	25	A
BREDA	13	8	C	BREDA	13	14	D	STOCKHOLM	4	1	C
BREDA	13	8	C	BREDA	13	14	D	SYDNEY	25	18	D
BREDA	13	8	C	BREDA	13	14	D	TOKYO	16	9	N
BREDA	13	8	C	BREDA	13	14	D	TUNIS	21	13	D
BREDA	13	8	C	BREDA	13	14	D	VARSOVIE	8	3	A
BREDA	13	8	C	BREDA	13	14	D	VIENNE	14	-1	E
BREDA	13	8	C	BREDA	13	14	D	VIENNE	9	8	C

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

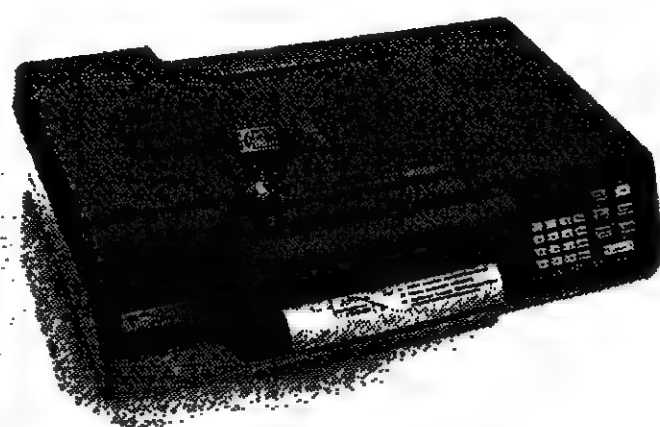
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

مكتبة الامم المتحدة

BIEN REÇU VOS INSTRUCTIONS DE FABRICATION! ATTENDONS CONFIRMATION POUR LES ETUIS!



Si vous transmettez vos plans à l'aveuglette, on ne vous comprendra qu'à moitié. Fini les monstres issus des mauvaises communications. Voici le télécopieur Factel 5330. Il s'auto-teste avant et pendant chaque télécopie si bien que votre destinataire risque de la prendre... pour un original! Associé à un micro-ordinateur, le FACTEL 5330 vous donne instantanément les numéros de 99 destinataires



priviliés. Automatiquement, il appelle, rappelle, reçoit, envoie, (même des documents différents à des destinataires différents). Cela, y compris en votre absence. Il procède à des échanges

avec un micro-ordinateur. Il vous dit tout ce qu'il fait. Il ne met que 20" pour aller au bout du monde... Et quel temps gagné! Tous les FACTEL (5210 - 5320 - 5330) éliminent les "monstres" de la communication... Et quel temps gagné!

LA REUSSITE TIENT A UN FIL
TELIC
ALCATEL

Le Carnet du Monde

nouveau
drouot

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot, 75009 Paris
Téléphone : 42-46-17-11 - Téléc : Drouot 642280
Informations téléphoniques permanentes : 47-70-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Régisseur au S.P.P. 64, rue La Boétie, Paris. Tél. : 45-63-12-66
Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures, sauf indication particulière, * expo le matin de la vente.

DIMANCHE 22 NOVEMBRE

S. 1. - 15 h : 160 Tableaux abstraits et contemporains. M^{re} BRIEST.

LUNDI 23 NOVEMBRE

S. 5/6. - 11 h et 15 h : IMPORTANTS TABLEAUX MODERNES : Chartronn, d'Espagnat, Friesz, Guillaumin, Petit-Jean, Signac et SCULPTURES MODERNES : Art, Bugatti, Modigliani, Rodin.
21 h : IMPORTANTS TABLEAUX MODERNES : Gris « La femme aux mains jointes » (1924), Léger « Le garçon de café » (1920), Rouault « Crépules » (1922-1928), Van Dongen « Les trois grâces » (1909).
EXPOSITIONS GRAVURES de Picasso « La femme qui pleure » (1937), « La femme au tambourin » (1939), Chagall, Dubuffet, R. Dufy, Lebasque, Lebourg, M^{re} LOUDMER.

* S. 14. - 15 h : Grands vins. M^{re} RABOURDIN, CHOPPIN DE JANVRY.

MARDI 24 NOVEMBRE

S. 5-6. - 14 h 30 : œuvres sur papier du XX^e siècle. 21 h, œuvres modernes et contemporaines dont Bonnard, Tanguy, Ernst, Dubuffet, Magritte, Renoir, Martin et Moore. M^{re} BRIEST.
S. 8. - Bijoux, objets de vitrine, orfèvrerie ancienne et moderne. M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, M. Fromanger, Véronique Fromanger.
S. 9. - Tableaux, marines, gravures, art populaire, mobilier, tapis. M^{re} Catherine CHARBONNEAU.
S. 10. - Art nouveau, art déco. M^{re} COUTURIER, de NICOLAY, M^{re} DAUSSY, M^{re} Marillat, expert.
S. 11. - Pièces de monnaie en or, françaises et étrangères, bijoux, argentier. M^{re} DELORME, M. Pige, cabinet de Fournier, experts.
S. 12. - Livres anciens et modernes, M. Leguette, ouvrages de Colette, livres illustrés. M^{re} DELAVENNE, LAFARGE.
S. 13. - Bijoux, orfèvrerie russe, linges, joailliers. M^{re} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, MM. Déchant, Stetten, M^{re} Daniel, experts.

MERCREDI 25 NOVEMBRE

S. 1-7. - (expo. sam. 21, dim. 22/11, 11-18 h salles 14 & 15, mardi 24, mercredi 25/11, 11-18 h salles 1 & 7). Tableaux modernes et du XIX^e. M^{re} BOISGIRARD, MM. Marillat, Marano, Pillemer, M^{re} Marist, experts.
S. 2. - Très beaux livres anc. et romantiques. M^{re} MATHIAS, M^{re} LE ROUX, M. Chénies, (1) 45-63-52-66.

JEUDI 26 NOVEMBRE

S. 3. - Estampes modernes. M^{re} DAUSSY, MM. Marillat, Maury, experts.
S. 4. - Art islamique. M^{re} BOISGIRARD, M^{re} Kévorjian, expert.
S. 5. - Bijoux, argentier. M^{re} RABOURDIN, CHOPPIN DE JANVRY, M^{re} OGER, DUMONT, M^{re} ARTUS, GRIDEL, BOSCHER.
S. 9. - Livres, manuscrits, dessins. Ancienne collection Aguilera. M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, M^{re} Vidal-Mégret, M. Bodin, experts.
S. 11. - Tableaux, meubles et objets d'art. M^{re} MILLON, JUTHEAU.
S. 14. - Objets d'art et de bel assemblage des 18^e et 19^e s. M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Dille, Levy-Lacaze, experts.

VENDREDI 27 NOVEMBRE

S. 1-7. - à 21 h (expo. sam. 21, dim. 22, salles 12 & 13. Jeudi 26, vend. 27/11, 11-18 h salle 1 & 7). Importants tableaux et sculptures modernes. Art contemporain : Delvaux, D. Giacomoni, Zadkine, Andy Warhol. M^{re} Catherine CHARBONNEAU.
S. 2. - Importants bijoux, livres anciens et reliures précieuses. M^{re} RABOURDIN, CHOPPIN DE JANVRY.
S. 4. - (suite de la vente du 26 nov.). M^{re} BOISGIRARD, M^{re} Kévorjian.
S. 5-6. - Importants tableaux modernes. M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, MM. Calles, Tubiana, Fabre, Renaud, Beaupère, Bianchet.
S. 11. - Bibelot, mobilier. M^{re} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.
S. 15. - Timbres-poste art nouveau, art déco, meubles anciens et de style. M^{re} AUDAR, GODEAU, SOLANET.
S. 16. - Livres anc., bib., grav., dessins, tapis 19^e; bon mob. 19^e et de style. M^{re} BOSCHER, STUDDER.



THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

15, avenue Montaigne, 75008 PARIS

VENTE DIMANCHE 22 NOVEMBRE

(Expo. publ. Drouot-Montaigne : Sam. 21 nov. 12/18-21/23 h)

A 11 h : IMPORTANTS TABLEAUX ANCIENS notamment : Brueghel, Fragonard, Greuze, Guardi, Lancret, Largillière, Mandyn, Martotto di Nardo, M. Moreau, Netscher, H. Robert, Seydler, Van Ostade, Van der Meulen, Vermet, Vigée Lebrun... MM. Herdiche et Latreille, Ryaux, de Beyer, experts.

A 14 h : OBJETS D'ART et de TRÈS BEL ORFÈVRE, TRÈS IMPORTANTS TAPIS EN SOIE DE HERIZ. MM. Dille, Lévy-Lacaze, Duchiron, Déchant et Stetten, Fromanger et Véronique Fromanger, Berthod, Chevalier, experts.

A 20 h : IMPORTANTS TABLEAUX DES 19^e et 20^e siècles, la COLLECTION COMOUTOT et d'autres collections, notamment : Bonnard, Bonin, Braque, Dera, Dufy, Fautin-Lazour, Foujita, Gromaire, Guillaumin, Laurec, Loiseau, Marquet, Matissse, Oguis, Renoir, Saurat, Signac, Toulouse-Lautrec, Utrillo, Villon, Vlaminck...

RARE ENSEMBLE de 9 AFFICHES ORIGINALES de TOULOUSE-LAUTREC M^{re} Marie-Aline Prat, MM. Pacini et de Lovenconcourt, Marchaux, de Beyer, Marillat, Romand, experts. M^{re} ADER, PICARD, TAJAN.

DIMANCHE 22 NOVEMBRE à 14 h 30 à SCAUX

HOTEL DES VENTES, 38, rue du Docteur-Roux.

Tel. : 46-60-84-25

POURRURES, BIJOUX, TABLEAUX MOD., OBJETS D'AMEUBLEMENT - M^{re} SIBONI

ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.

ARTUS, GRIDEL, BOSCHER, 15, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-87-29.

AUDAR, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.

BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.

BOSCHER, STUDDER, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-87-87.

BRIEST, 24, avenue Matignon (75008), 42-69-11-30.

Catherine CHARBONNEAU, 154, faubourg Saint-Honoré (75008), 43-59-56-56.

COUTURIER, de NICOLAY, 51, rue de Bellechasse (75007), 45-55-85-44.

DAUSSY, 46, rue de la Victoire (75009), 48-74-38-93.

DELAVENNE, LAFARGE, 12, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-45-96.

DELORME, 14, avenue de Messine (75002), 43-62-31-19.

LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.

LE ROUX, 18, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-83-00.

LOUDMER, 18, rue de Provence (75009), 45-23-15-25.

MATHIAS, 19, rue Ampère (75017), 46-22-70-25.

MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009), 47-70-00-45.

OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-48-96-95.

PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.

RABOURDIN, CHOPPIN DE JANVRY, 4, rue Rosini (75009), 47-70-34-91.

Naissances

- Sigrid et Patrice LE DROGO sont heureux de vous annoncer la naissance de leur fils

Christophe,

le 12 novembre 1987.

19, rue du 18-Juin.

93220 Clagny.

Décès

- Profondément affecté par la disparition de

M^{re} Henri BETTAN,

les amis d'Edmée et Dominique Hamon

s'associent à leur chagrin et présentent leurs regrets attristés à toute la famille.

- M. Jean-Paul Borel et ses enfants,

M^{re} Robert Chiquet, ont le douleur de faire part du décès de

M^{re} Jean-Paul BOREL,

née Béatrice Chauvet,

professeur des Universités,

praticien des hôpitaux,

survécu à Caen, le 8 novembre 1987,

dans sa quarante-deuxième année.

7, rue de la

14112 Evreux-Beuville.

- M^{re} Aline Boudreau,

Bernard et Martine Boudreau,

Elsa, Mathilde, Simon,

ses enfants et ses petits-enfants,

ont le douleur de faire part du décès de

Paul BOUDREAU,

survécu le 12 novembre 1987, à Saint-

Raphaël.

Le Concord, 26, rue Zola,

83700 Saint-Raphaël.

- Douvaine, Ambérieu-en-Bugey, Trévies, Toulon.

M^{re} et M. Raymond Durand et leurs enfants,

M^{re} et M. Lucien Establi et leurs enfants,

M^{re} et M. Jean Denarie et leur fils,

Ainsi que toute leur famille,

ont le douleur de faire part du décès de

M^{re} Marie MARCEL DENARIE,

née Marie Gégé,

survécue à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Ses obsèques auront lieu le samedi

21 novembre 1987, à 15 heures, en

l'église de Douvaine.

Corps déposé.

Condoléances sur registre.

- On nous prie d'annoncer le décès de

M^{re} René GONON,

née Simone Delaunay,

rappelée à Dieu le 13 novembre 1987,

dans sa soixante-neuvième année.

De la part de

M^{re} René Gonon,

son épouse,

M^{re} et M^{re} Bernard Gonon,

M^{re} et M^{re} Nicole Besvieux,

Le docteur et M^{re} Michel Gonon,

ses enfants

Et des familles Gonon et Delaunay.

L'inhumation a eu lieu à Cannes dans l'intimité.

Une messe sera célébrée à l'intention de la défunte le samedi 28 novembre

1987, à 9 h 15, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, rue de l'Assomption, à Paris-16^e.

Prière de remplacer tout envoi de fleurs par un don à l'Association France-Alzheimer, 49, rue Mirabeau, 75016 Paris.

5, rue des Beauséaux, 75016 Paris.

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES NUMÉROS À PAYER AUX BILLETTS ENTIERS

Le règlement de TAO-TAG se trouve annexé au J.O. de 20/08/87

Le numéro 1 6 3 1 3 8 gagne 4 000 000,00 F

Les numéros 0 6 3 1 3 8 8 6 3 1 3 8

approuvés 2 6 3 1 3 8 7 6 3 1 3 8 gagnent

à la centaine 3 6 3 1 3 8 8 6 3 1 3 8 40 000,00 F

de mille 4 6 3 1 3 8 8 6 3 1 3 8

6 6 3 1 3 8 8 6 3 1 3 8

Les numéros approchés aux

gagnent

103138 160138 163038 163108 163130

113138 161138 163238 163118 163131

123138 162138 163338 163128 163132

133138 164138 163438 163148 163133

143138 165138 163538 163158 163134

153138 166138 163638 163168 163135

163138 167138 163738 163178 163136

163138 168138 163838 163188 163137

163138 169138 163938 163198 163138

Tous les billets

se terminant

par

3 1 3 8

gagnent

4 000,00 F

400,00 F

200,00 F

100,00 F

8

LOTTO

N° 46

TRAJOUR

DU MARCHÉ

16 NOVEMBRE 1987

POUR LES TRAJOURS DES MARCHÉS DE ET SAMEDI 20 NOVEMBRE 1987

VALIDATION JUSQU'AU MARCHÉ APRÈS-MIDI

TACOTAC

TRAJOUR

DU MARCHÉ

16 NOVEMBRE 1987

113

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES NUMÉROS À PAYER

TOUTES CATEGORIES AUX BILLETTS ENTIERS

TRAJOUR

DU MARCHÉ

16 NOVEMBRE 1987

1

2

3

4

5

6

7

8

9

0

1

2

3

4

5

6

7

8

9

0

1

2

3

4

5

6

7

8

9

0

1

2

3

4

5

6

7

8

9

0

1

2

3

4

5

6

7

8

9

0

1

Economie

Les trois tandems de la concertation internationale

Ils sont six, peu connus du grand public, dont dépend le succès ou l'échec de la coopération internationale. Chacun de leurs « petites phrases » est scrutée par les marchés financiers ou monétaires. Ministres des finances ou gouverneurs de banque centrale des trois pays pesant le plus lourd dans l'économie mondiale — Etats-Unis, RFA, Japon, — leur responsabilité paraît essentielle.

Leur approche d'une gestion plus équilibrée est certes différente : les responsables des institutions d'émission ont une vocation plus technique —

la défense de la monnaie, — les vices des ministres des finances sont plus immédiatement politiques. Mais l'équilibre des pouvoirs entre ces deux centres de décision diffère selon les pays. Il crée une alchimie propre à chacun dans la défense d'une politique économique et monétaire dont les prémisses moyennes qui font, elles aussi, partie du groupe des Sept (1) devront tenir compte dans les jours à venir.

(1) Etats-Unis, Japon, RFA, France, Italie, Grande-Bretagne, Canada.



De gauche à droite : MM. Baker et Greenspan, Miyazawa et Sumita, Stoltenberg et Pöhl

ÉTATS-UNIS

James Baker - Alan Greenspan : des « animaux politiques »

Washington
Correspondance

Certains Américains appellent malicieusement la politique menée par le ministre des finances et la Réserve fédérale le « Jim Alan Show ». En effet, James (Jim) Baker, secrétaire au Trésor, et Alan Greenspan, successeur de Paul Volcker à la tête de la Fed ont découvert Wall Street. Les critiques de Baker lui reprochent d'avoir semé la panique, en dépit de ses qualités de vieux routier du ministère des finances, et provoqué la chute des cours par ses déclarations intempestives, menaçant l'Allemagne de laisser filer le dollar.

Quant à Greenspan, les spécialistes déplorent son manque d'expérience à la tête de l'institut d'émission et ses difficultés à communiquer. Après avoir minimisé les dangers inflationnistes, il déclarait, en septembre, d'augmenter le taux de l'escompte pour prouver qu'il assurait une croissance dans la rigueur, alors que Volcker. Un mois plus tard, il provoquait une baisse du taux de l'argent, ralliant les sceptiques de ses opposants. Un virage abrupt, dicté par les circonstances de la crise boursière, mais jugé préoccupant par les analystes américains comme par les partenaires des Etats-Unis. D'autant que, manque de chance, quelques jours avant le « lundi noir » de Wall Street, le magazine *Forbes* publiait ses vices optimistes sur les marchés financiers.

L'épreuve est difficile pour le nouveau président de la Fed. Installé depuis août dernier dans le bel immeuble de marbre de Constitution Avenue, il a dû faire face, quelques semaines plus tard, à une crise financière majeure, obligé de choisir entre des politiques comportant toutes des risques. Sa relative inexpérience dans le domaine des relations financières internationales ne lui facilitait pas les choses. En même temps, à l'égard de Wall Street, et plus encore du reste du monde, il devait en priorité démontrer qu'il était aussi indépendant à l'égard de la Maison Blanche que son prédécesseur. Rude tâche tant la légende de Volcker a encore grandi avec la tourmente monétaire et boursière.

La statue du commandeur

Pendant la récession de 1981-1982, provoquée par sa politique d'austérité, Paul Volcker fut attaqué, insulté et même physiquement malmené, au point que les services de sécurité lui assurèrent une protection discrète. Plus tard, l'ennemi public numéro un — à la retraite depuis l'été dernier — a été sacré statue du commandeur, cette fois-ci par Wall Street. Le cri de « *rappelez Volcker!* » a souvent retenti dans les milieux financiers.

Mais dans le tumulte actuel Paul Volcker projette l'image rassurante d'une force tranquille, éloignée des solutions de facilité, celle d'un grand commis désintéressé, indifférent aux sollicitations du pouvoir et de l'argent. Son prestige dans les milieux financiers ne tient pas seulement à ses succès dans la lutte anti-inflationniste des dernières années, mais plutôt au fait d'avoir maintenu l'indépendance de la Fed, résistait au fil des années à toutes les pressions du Congrès ou de la Maison Blanche. « Le second personnage des Etats-Unis », comme on l'a décrit, a fortement jeté une ombre sur les protagonistes actuels de la politique économique et financière, tout particulièrement sur son successeur.

Alan Greenspan est un économiste privé réputé que le président Gerald Ford appela en 1974 à la présidence du bureau des conseillers économiques. Sa passion pour la musique — il fréquente l'école Ju-

liard et joue encore de la clarinette et du saxophone — son goût pour les soundtracks et les joies féminines — en dépit d'un physique difficile, il s'est taillé une réputation de tombeur, — ne l'ont pas empêché de faire une carrière très lucrative de consultant. On est loin de l'existence modeste dans un appartement meublé d'un Volcker peu soucieux du circuit social et fumant éternellement des cigares à bon marché « Antoinette et Cléopâtre ».

Le conservatisme de Greenspan est de bon aloi : « L'Etat-providence », a-t-il écrit, n'est rien d'autre qu'un mécanisme grâce auquel les gouvernements transfèrent les richesses des membres productifs de la société. Il pousse son conservatisme jusqu'à la provocation en affirmant un jour que les agents de change de Wall Street étaient les plus directement touchés par l'inflation. Ses propos soulèvent un tollé qui l'amena à rectifier le tir. « Evidemment, déclare-t-il, ceux qui souffrent le plus, ce sont les pauvres. » Une façon de prouver que la rigidité doctrinaire n'exclut aucun accommodement lorsque cela s'impose.

Un interventionniste

Par ses origines, sa formation, sans parler de l'apparence physique, James Baker n'a rien de commun avec le président de la Fed, si ce n'est d'être, lui aussi, républicain bon teint et a priori plus malléable aux pressions du pouvoir.

Avant tout, ses connaissances économiques étaient limitées quand il succéda à Donald Regan en 1985 à la tête du ministère des finances. Solide, sérieux — ennuyeux selon certains — il a acquis une position exceptionnelle au sein du gouvernement comme inspirateur-exécutant d'une politique économique. Plus sensible que son prédécesseur aux préoccupations et difficultés des Européens et des Japonais, il s'est débarrassé de tout carcan idéologique pour se vouloir le champion de la concertation avec les partenaires

des Etats-Unis. Il n'a pas hésité, pour ce faire, à critiquer sur les réseaux de télévision les politiques de son pays. Selon la formule d'un commentateur, il doit son succès au fait d'être un interventionniste dans une administration du laissez-faire.

Mais, malgré la différence de leur personnalité, de leur aptitude professionnelle, de leur tempérament et de leurs goûts, James et Alan sont tous les deux des « animaux politiques ». Baker a fait carrière dans le sillage du président Reagan et a démontré ses talents de conciliateur avec le Congrès. Greenspan a conseillé Nixon pendant la campagne électorale de 1968, puis Reagan pendant celle de 1980. Tous les deux sont des pragmatiques aptes à trouver et à appliquer des formules de compromis, à modifier leur position. Il est évident qu'ils ont en priorité en tête l'échec électorale de novembre 1988. Aussi bien, leur objectif est d'éviter une récession l'an prochain à n'importe quel prix. Arriveront-ils à contrôler la baisse du dollar et la remontée de l'inflation ? Certains en doutent, considérant que « le Texas Baker joue un poker dangereux ». Mais le tandem Baker-Greenspan rejette les avis des champions du laissez-faire, qui, comme Martin Feldstein, recommandent de laisser le dollar chuter aussi loin et aussi vite que possible.

Une entreprise trop pleine de risques, pensent les deux hommes, qui préfèrent renégocier l'accord du Louvre pour permettre une baisse « douce et contrôlée » du dollar contre des concessions de leurs partenaires sous forme d'une relance allemande et japonaise. La Fed est-elle ainsi en train de perdre sa belle indépendance ? Est-elle devenue un simple instrument de l'administration ? Certains le craignent, nostalgiques de l'époque Volcker. D'autres affirment au contraire que, sous la direction d'un Greenspan, la banque centrale sera en mesure d'exercer une influence encore plus grande sur la Maison Blanche. Mais sur quel président ?

HENRI PIERRE.

JAPON

Kiichi Miyazawa - Satoshi Sumita : le consensus à l'épreuve

TOKYO
Correspondance

La langue de Shakespeare pour l'un, celle de Molière pour l'autre, Kiichi Miyazawa, le ministre japonais des finances, et Satoshi Sumita, le gouverneur de la banque du Japon, partagent une qualité assez peu répandue chez les responsables nippons de leur génération (ils sont nés en 1919 et 1916 respectivement) : l'aisance dans une langue étrangère.

Il y a trente-cinq ans, quand il n'était encore qu'un jeune fonctionnaire fraîchement embauché à l'université de Tokyo, M. Miyazawa servait déjà d'interprète lors d'une visite aux Etats-Unis à son lointain prédécesseur à la tête du ministère des finances, M. Hayato Hironaka.

Pour M. Sumita, la française a été une langue de travail à différentes étapes de sa carrière. Il l'a apprise à l'école secondaire, puis lors d'un séjour dans l'Indochine française occupée par le Japon pendant la seconde guerre mondiale, et enfin dans les ambassades du Japon à Bruxelles et à Paris, de 1953 à 1956. Aujourd'hui encore, lorsqu'il prend la parole à Bâle dans les réunions mensuelles des gouverneurs de banques centrales, M. Sumita le fait en français.

Le ministre et le gouverneur ont d'autres points communs. D'abord, l'appartenance à des familles anciennes et puissantes : M. Miyazawa, qui dirige aujourd'hui l'une des factions du parti conservateur au pouvoir à Tokyo, est fils et petit-fils de parlementaires, son grand-père maternel ayant été ministre des chemins de fer avant la seconde guerre mondiale.

Le père de M. Sumita était général dans l'armée impériale. Après le passage obligé par ce qui était encore l'université impériale de Tokyo, de tout temps la pépinière de la haute bureaucratie japonaise, les deux hommes sont entrés dans la vie

professionnelle par le ministère des finances.

Mais au Japon, plus que dans aucun autre pays développé, la politique est un métier héréditaire. Malgré un goût très modéré pour les affaires partissimes, ce qui lui aurait coûté à plusieurs reprises et encore tout récemment l'accession au poste de premier ministre, M. Miyazawa a quitté très vite le service de l'état pour prendre en charge le fief familial, à Hiroshima.

M. Sumita, au contraire, a accompli un parcours exemplaire au sein du ministère des finances, jusqu'au poste le plus élevé accessible à un fonctionnaire, celui de vice-ministre administratif. Après avoir dirigé la banque d'import-export (Exim-Bank) pendant six ans, il est devenu vice-gouverneur de la Banque du Japon, en 1979, pour prendre, en décembre 1984, les rênes de l'institut d'émission. Il succéda ainsi à M. Haruo Masuoka, auteur du célèbre rapport sur la restructuration de l'économie japonaise.

Une règle non écrite, mais respectée depuis 1969, veut en effet que le gouverneur soit alternativement un pur produit de la hiérarchie de la banque et un ancien du ministère des finances.

La crainte de l'inflation

Cette alternance illustre bien la relation étroite entre les deux institutions, un atelage dans lequel le chien de tête est, bien sûr, le ministre, mais qui permet à la banque de préserver un pré carré dans le domaine de la politique monétaire. Fondé, en 1882, l'institut d'émission est par définition la « banque du gouvernement ». Pour tout ce qui touche aux opérations sur les titres d'Etat et sur les marchés des changes (par exemple les énormes interventions de soutien au dollar), la répartition des rôles est nette : la Banque exécute les instructions du ministère des finances. Etant « dans le marché », alors que le ministre en est absent, elle dispose bien

entendu d'une marge d'appréciation dans sa gestion au jour le jour.

Les décisions de politique monétaire, en particulier celles qui touchent au taux d'escompte, arme ultime de la Banque pour déterminer le coût du crédit, sont de ressort du comité de politique monétaire, composé de sept personnes.

Cinq d'entre elles disposent d'un droit de vote, le gouverneur lui-même et les quatre représentants de différents secteurs de l'économie japonaise (actuellement les banques régionales, les banques de dépôt, l'industrie et l'agriculture). Par contre, les deux représentants de l'Etat, envoyés par le ministère des finances et le MITI, ne prennent pas part au vote.

Dans la période récente, la politique monétaire de la Banque du Japon s'est adaptée sans grande difficulté aux objectifs généraux du gouvernement japonais : il s'agissait de freiner la baisse du dollar en encourageant les exportations de capitaux vers les Etats-Unis et de stimuler une économie asphyxiée par la hausse brutale du yen.

Ainsi, la politique monétaire a donné, beaucoup donné même. De janvier 1986 à février 1987, la Banque du Japon a réduit cinq fois son taux d'escompte, tombé à 2,5 %, le niveau le plus bas depuis la guerre.

Mais l'exercice est devenu de plus en plus périlleux et il suscite des interrogations croissantes au sein de la banque.

Avec la reprise de l'économie japonaise, qui a tenu le « choc du yen » de façon surprenante, la formidable croissance des actifs financiers, accompagnée d'une progression spectaculaire de la masse monétaire (11,1 % en septembre, la plus forte hausse d'une année sur l'autre depuis novembre 1979), la crainte d'un retour de l'inflation est devenue la préoccupation numéro un de l'institut d'émission.

Le krach boursier, qui a contraint les autorités monétaires à encourager la baisse des taux à court terme, n'a pas modifié les données du problème.

Sans l'affirmer de façon explicite, les responsables de la Banque estiment que les mesures de relance fiscales et budgétaires décidées au printemps par le ministère des finances, sous la pression des partenaires étrangers du Japon (programme de relance de 6 000 milliards de yens), vont produire leur plein effet alors que l'économie connaît déjà une reprise « autonome ». Autrement dit, M. Sumita redoute toujours une surchauffe.

Le décalage est sensible depuis plusieurs semaines dans les discours des responsables des deux institutions.

Dans la perspective d'une réunion du groupe des Sept, où Tokyo sera de nouveau appelé à faire un effort sur les taux d'intérêt et l'expansion interne, un marchandage courtois mais serré est prévisible entre MM. Sumita et Miyazawa. C'est une donnée dont la Maison Blanche serait bien inspirée de tenir compte.

« Il n'y aura pas de baisse du taux d'escompte japonais tant que les Etats-Unis ne prendront pas auparavant des mesures efficaces de réduction de leur déficit budgétaire », a encore récemment affirmé M. Miyazawa. Mais même cette ouverture conditionnelle est actuellement de trop pour la banque centrale.

L'inconnu, c'est le sort du dollar, arme traditionnelle du chantage américain. Sa chute sème facilement le trouble dans les milieux industriels, qui sont prêts à des concessions pour la stopper.

La Banque du Japon n'est certes pas une forteresse impenable, comme la Bundesbank ouest-allemande, et le gouvernement arbitraire. Néanmoins, le consensus à la japonaise pourrait traverser un moment difficile.

BERNARD HAMP.

RFA

Gerhard Stoltenberg - Karl Otto Pöhl : rude cohabitation

BONN
de notre correspondant

Comment deux hommes aussi différents que MM. Gerhard Stoltenberg, ministre des finances de RFA, et Karl Otto Pöhl, président de la Bundesbank, peuvent-ils cohabiter sans que cela fasse des étincelles ? Tout se passe en effet le long du Schleswig-Holstein, froide machine politique formée à l'école du protestantisme nordique, du petit homme souriant et affable qui dirige depuis sept ans l'une des institutions les plus puissantes du monde capitaliste, Bundesbank, familièrement appelée Buba.

Gerhard Stoltenberg est chrétien-démocrate depuis son adolescence, Karl Otto Pöhl n'a jamais connu d'autre parti que le SPD. Le ministre des finances n'a jamais pratiqué de sa vie qu'un seul métier : la politique. Le président de la Bundesbank fut journaliste, chargé des relations publiques de l'Association des banques avant d'être nommé par Willy Brandt directeur de département au ministère de l'économie. Stoltenberg est froid, mal à l'aise dans les relations humaines, Pöhl est bon vivant, amateur de bonne chère et de bonne compagnie. Karl Otto joue au golf. Gerhard ne joue à rien.

Et pourtant, on peut dire qu'entre les deux hommes, ça marche. Le mois dernier, le gouvernement fédéral a renouvelé pour quatre ans le mandat de Karl Otto Pöhl à la tête

de la Bundesbank. Les deux hommes se respectent, et sont surtout bien conscients du rapport de force institutionnel qui existe entre eux et les organismes qu'ils dirigent.

Bien que récemment ébranlé par le scandale de Kiel et les faux pas de la mise en œuvre de la réforme fiscale, le ministre des finances reste un personnage clé de la vie politique ouest-allemande et garde dans une grande partie de l'opinion publique l'image d'un homme qui a su, depuis cinq ans, rétablir les finances publiques. Celle d'un homme qui parle peu, mais agit.

« Placer très haut la barre »

L'ambition de Karl Otto Pöhl n'est pas, dit-on, d'être un bon président de la Bundesbank, mais d'être le meilleur depuis que cette institution existe. Depuis 1977, date de sa nomination comme vice-président, et 1980, date de son accession à la présidence, il a su en tout cas administrer la preuve de sa compétence, de son flair, de son pragmatisme, et ce qui ne gâte rien, il a su le faire savoir.

Profitant du statut exceptionnel accordé par le législateur ouest-allemand à l'institut d'émission de la République fédérale, qui jouit d'une indépendance inégalée dans d'autres pays comparables, il s'est personnellement engagé dans toutes les grandes affaires des dix dernières

années : la création du SME, à propos duquel il a eu à se prononcer à plusieurs reprises, la lutte contre le dollar, le rétablissement du mark après le deuxième choc pétrolier, le dialogue à sept aboutissant aux accords du Louvre de février 1987 sur la stabilisation du dollar.

Gerhard Stoltenberg, en bon fils de pasteur, agit selon des principes dont la validité lui semble éternelle : on ne doit pas vivre au-dessus de ses moyens, moins l'Etat intervient dans les marchés mieux c'est, faire des dettes, c'est le commencement du péché, etc. Si la réalité, nationale et internationale, se rebelle, ce n'est pas les principes qu'il faut changer, c'est la réalité. Karl Otto Pöhl, qui est aujourd'hui avec le ministre des affaires étrangères, Hans Dietrich Genscher, le symbole de la continuité de la politique allemande aurait de la rigueur morale en matière financière une attitude comparable à celle de Konrad Adenauer : « Il faut placer très haut la barre des exigences morales, aurait dit le premier chancelier de la RFA, de telle manière à ce que l'on puisse plus facilement passer en dessous... »

Le président de la Bundesbank va-t-il devoir s'opposer à son ministre des finances pour des raisons inverses à celles qu'il avaient conduit à critiquer le gouvernement social-démocrate en 1982 ? Va-t-il promouvoir plus de souplesse aujourd'hui, après avoir reproché

une insuffisante rigueur à l'équipe d'Helmut Schmidt ? Selon certaines sources, il aurait été partisan d'une baisse d'un quart de point du taux d'escompte lors de la réunion de la direction de la Bundesbank qui s'est tenue, le jeudi 5 novembre, de baisser d'un demi-point le taux lombard et il aurait émis l'hypothèse qu'une réévaluation du mark au sein du SME n'était pas à exclure. Une position que ne partage pas du tout le ministre des finances, l'œil fixé sur le moral des paysans ouest-allemands, qui ont tendance à bouder le Parti chrétien-démocrate accusé de mollesse à Bruxelles.

En attendant, le dollar baisse, s'approchant de grands pas de la barrière psychologique de 1,60 deutschemark pour 1 dollar, ce qui ne fait ni l'affaire de la Bundesbank, dont les bénéfices sont réduits à la portion congrue par des achats massifs de bons du trésor américain, ni celle du gouvernement qui voit s'écrouler le château de cartes d'une politique économique fondée sur la réforme fiscale (moins d'impôts sans pour autant trop creuser le déficit budgétaire) et les privatisations.

Le navire économique ouest-allemand, l'un des vaisseaux amiraux de l'économie mondiale dispose avec Gerhard Stoltenberg et Karl Otto Pöhl de deux vieux loups de mer accoutumés aux tempêtes. Une équipe imbattable si elle ne s'avise pas de vouloir mettre la barre dans des directions opposées.

LUC ROSENZWEIG.

Économie

Le Salon des composants

Reprise du marché mais déséquilibres commerciaux

Le Salon des composants accueille, jusqu'au 20 novembre, au parc des expositions de Villepinte plus d'un millier (1311) d'exposants venus du monde entier. Un rendez-vous qui se déroule cette année sur fond de reprise, particulièrement marquée aux États-Unis et en Extrême-Orient (hors Japon), après deux ans de crise. Véritable reprise ou répit ? Les instituteurs qui auscultent ce secteur particulièrement versatile sont plutôt optimistes. Mais personne ne mesure encore les conséquences de la crise financière internationale. Les Européens, pour leur part, s'inquiètent des retombées de la guerre commerciale que se livrent les États-Unis et le Japon. Les industriels nippons ont donc fait figure d'accusés pendant les premiers jours du Salon, tentant de se défendre des intentions d'hégémonie qui leur sont prêtées.

Le marché mondial des semi-conducteurs atteindrait cette année 32 milliards de dollars, soit une hausse de 20 % environ en dollars courants par rapport à 1986 et 12 % de mieux si l'on raisonne en taux de change constants. D'après, l'institut qui fait généralement foi, table, d'ici à 1992, sur un taux de croissance annuel moyen de 13 % à 14 %, soit un peu plus que les prévisions des industriels (11 % à 12 %) et deux points de moins que la tendance de ces cinq dernières années.

Pour l'an prochain, toujours en dollars constants, la progression serait comprise entre 15 % et 20 %. Ces prévisions doivent toutefois être prises avec prudence : elles ont été faites avant le krach boursier. Les industriels européens redoutent donc un ralentissement aux États-Unis au second semestre 1988 et ne tablent plus que sur une croissance du marché mondial de 7 % à 10 % en 1988.

La reprise a été particulièrement sensible cette année aux États-Unis

(+ 20 %). En revanche, les performances ont été moins bonnes en Europe (stagnation en monnaies locales) et au Japon (3 % en yens). De son côté, la zone Asie-Pacifique explose, avec un bond de 60 %.

Les États-Unis, détrônés en 1986 par le Japon, représentent cette année 32 % du marché mondial, contre 38 % pour le pays du Soleil Levant, 11 % pour l'Extrême-Orient et le Pacifique et 19 % pour l'Europe. L'évolution a été assez contrastée sur le Vieux Continent, la RFA connaissant des jours difficiles (- 10 %) et la France affichant un résultat honorable, sans plus (+ 6 % à + 7 %), en monnaie locale.

Estimé à 900 millions de dollars, le marché hexagonal des semi-conducteurs tend toutefois à se faire rattraper par celui de la Corée du Sud (750 millions de dollars). Cette année, l'informatique (essentiellement la micro), avec 29 % des débouchés, a joué le rôle de locomotive, ainsi que les biens de consommation (26 % des débouchés).

Dialogue de sourds

Lois de se féliciter de cette reprise, les industriels européens se sont surtout inquiétés des déséquilibres géographiques qui risquent de l'accompagner. La montée en puissance de l'industrie nipponne des semi-conducteurs, particulièrement forte dans les mémoires dynamiques pour ordinateurs (qui tirent la technologie de tout le secteur), où ils occupent les deux tiers du marché mondial, a poussé les États-Unis à réagir en prenant des mesures protectionnistes (le Monde du 30 mars 1987), tandis que les industriels s'allaient pour résister (reprise de Fairchild par National Semiconductor et accord entre Advanced Micro Devices et MMI).

Redoutant de devenir le déversoir des surplus commerciaux des Japonais, les Européens ont ouvert des enquêtes anti-dumping contre les importations nipponnes de mémoires : selon Electronics International Cor-

poration, les excédents commerciaux du Japon pourraient en être de l'ordre de 14 milliards de dollars en 1992, tandis que le déficit de l'Europe atteindrait 6 milliards de dollars dans les semi-conducteurs en 1990. Ces chiffres confirment les estimations du Commissariat général au Plan, qui évaluait au printemps 1987 le déficit commercial de l'Europe dans les composants actifs et passifs si les tendances actuelles se poursuivaient.

Les industriels japonais ont donc été mis au ban des accords lors des premiers jours du Salon. Chiffres à l'appui, ils ont essayé — parfois maladroitement — de se défendre, montrant que leurs parts de marché ne s'élevaient qu'à 14 % aux États-Unis et à 11 % en Europe. « Au Japon, ont-ils martelé, le marché est totalement ouvert. » Une affirmation qui prouve à sa mesure qu'on sait que les entreprises américaines ne détiennent que 10 % du marché nippon des semi-conducteurs et les Européens... 1 %.

Selon les Japonais, ce déséquilibre tient à ce que l'offre étrangère ne répond pas aux besoins des équipementiers nippons. Pour résoudre ces difficultés, ils ont plaidé pour un accroissement de leurs implantations industrielles à l'étranger, accompagné d'un développement de la conception sur place et d'un accroissement des accords techniques avec les entreprises étrangères. Un message qui a eu quelque mal à passer chez leurs concurrents : « Trop, c'est trop », répondait le vice-président de Motorola, tandis que le président de SGS-Thomson plaide pour que les problèmes soient résolus sous l'angle économique, faute de quoi les politiques risqueraient de s'en mêler, ce qui, selon lui, « n'apporterait rien à personne ».

Force est de constater que, dans ce secteur-clé pour toutes les technologies de pointe, les acteurs en présence ne parlent pas le même langage ! Cela assure mal des chances d'un règlement en douceur du différend commercial actuel.

FRANÇOISE VAYSSÉ.

Pourquoi des discussions sur l'avenir de Jeumont-Schneider

Le feuilleton Jeumont-Schneider continue : les grandes manœuvres sur la conclusion d'une alliance dans la téléphonie privée se sont accélérées ces derniers jours (le Monde Affaires du 14 novembre). Le groupe allemand Siemens, qui avait déjà pris langue avec le groupe présidé par M. Didier Poinas-Valentin au printemps dernier, a fait une nouvelle proposition ces derniers jours que Jeumont-Schneider a refusé en indiquant qu'un autre industriel lui faisait une offre plus intéressante.

Bien que des contacts soient également noués avec des industriels anglais, italiens et finlandais (Nokia), on ne cache pas chez Schneider qu'une alliance avec Bosch aurait la préférence du groupe français, compte tenu des liens existants. Un accord n'est toutefois pas encore conclu.

ÉTRANGER

Le Club de Paris rééchelonne une part de la dette sénégalaise

Le Sénégal vient de recevoir de ses créanciers publics un satisfecit pour la politique de rigueur en cours depuis 1984. Le Club de Paris a décidé, le mercredi 18 novembre, d'accorder au rééchelonnement de dette sur seize ans, dont six de grâce à Dakar. Le Sénégal, dont la dette extérieure atteint 3 milliards de dollars, poursuit un effort d'ajustement structurel particulièrement méritoire, compte tenu de très faibles revenus (420 dollars par an et par habitant). L'absence d'arrière-pensées favorables impressionne les gouvernements représentés au Club. Par ailleurs, l'austérité budgétaire a permis de réduire les besoins de financement du secteur public de 11,5 % du produit national brut en 1981 à 2,1 % cinq ans plus tard. Engagé sur la voie des réformes, le gouvernement sénégalais est allé jusqu'à lancer une opération de privatisations il y a un mois. Avant que le krach boursier ne crée un nouvel attentisme, l'État sénégalais espérait

Compromis des Douze sur la commercialisation des viandes aux hormones

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

Les ministres de l'Agriculture des Douze, qui ont interrompu leurs travaux le mercredi 18 novembre, se retrouveront lundi à Bruxelles, afin de continuer leurs délibérations sur les moyens de parvenir à une stricte maîtrise de la production et des dépenses agricoles. Ce dossier sera au centre des débats du Conseil européen des 4 et 5 décembre à Copenhague. Mercredi, les ministres de l'Agriculture sont parvenus à un compromis sur les modalités d'application de la directive communautaire interdisant la production et la commercialisation des viandes traitées aux hormones.

La directive entrera en vigueur comme prévu le 1^{er} janvier 1988. A

cette date, l'engraissement des animaux aux hormones sera interdit sur l'ensemble du territoire de la Communauté. La France, qui pour l'instant autorise certaines hormones, modifiera sa réglementation d'ici à la fin de l'année. Cependant, s'agissant de la commercialisation, c'est-à-dire des échanges intracommunautaires aussi bien que des importations en provenance des pays tiers, les Douze ont accepté le maintien du statu quo pendant douze mois, afin d'éviter un conflit avec les États-Unis. Ceux-ci, qui exportent 120 000 tonnes par an de viande d'abattoirs vers la CEE, surtout vers la France et le Royaume-Uni, ont soutenu l'administration de certaines hormones. Ils ont menacé d'adopter des mesures de représailles (taxes, relèvement des droits), qui auraient porté sur un volume de commerce de 300 millions de dollars, soit 1,8 milliard de francs.

La Commission a fait valoir qu'en raison du retard pris par la France et l'Espagne pour adapter leur législation, il y aurait eu, sur le marché de la CEE en 1988, des bêtes engraisées aux hormones et que, dans ces conditions, il était de l'intérêt de tous de faire preuve d'une certaine tolérance en matière de commercialisation.

Le statu quo s'appliquera aussi aux échanges intracommunautaires. La France, qui exporte pour plus de 10 milliards de francs vers la RFA, et surtout vers l'Italie, devra, comme par le passé, et conformément aux accords bilatéraux existants, garantir à ses clients que les bêtes et viandes livrées n'ont pas été traitées.

La décision prise par les Douze ne cède pas à l'affaire. Les États-Unis, ainsi que l'industrie vétérinaire, poursuivent le même objectif, à savoir l'élimination de la directive et la suspension de l'interdiction, n'ont pas renoncé à leur action. Les prochaines étapes se situent au GATT (l'accord qui réglemente le commerce international) à Genève et à la Cour européenne de justice de Luxembourg.

Ph. L.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Eurotunnel. Prochaine opportunité : dans un siècle. Peut-être.

En souscrivant à l'émission Publique d'Eurotunnel, vous deviendrez actionnaire du plus gigantesque péage du monde aux côtés d'une centaine d'investisseurs institutionnels qui comptent parmi les plus grands groupes financiers internationaux.

"Des unités" franco-britanniques. Vous allez pouvoir acquérir des "unités" composées chacune d'une action française et d'une action anglaise indissociables, et devenir ainsi actionnaire du groupe privé franco-britannique Eurotunnel. 40 % de l'émission de 75 milliards de francs environ, sont en effet réservés au marché financier français.

Aucun dividende ne pourra être escompté avant 1995, mais la valorisation du titre, pendant la durée de la construction, telle qu'elle peut être estimée, sur la base des dividendes prévisibles, pourrait être importante. Selon les prévisions des promoteurs du projet, le titre devrait offrir un rendement annuel moyen de quelque 17 % pendant toute la durée de la concession.

Des avantages pour les souscripteurs. A chaque unité, acquise pendant l'émission, sera attaché un bon de souscription. Dix bons de souscription donneront le droit de souscrire à une nouvelle unité entre le 15 novembre 1990 et le 15 novembre 1992.

De plus, pour les souscripteurs qui conserveront leurs titres, des conditions particulières seront consenties pour la traversée du tunnel. Des avantages croissants sont prévus pour les souscripteurs de 100, 500, 1000 et 1500 unités. L'avantage maximum consenti à ces derniers donnera droit, moyennant un forfait annuel d'environ 100 francs et un tarif de 10 francs par passage, à un nombre illimité de trajets pendant toute la durée de la concession jusqu'en 2042 pour le conducteur, sa voiture et ses passagers.

En devenant actionnaire d'Eurotunnel, vous deviendrez actionnaire du plus gigantesque péage du monde. N'attendez pas.

Eurotunnel Information, Tour Franklin, Puteaux, Cedex 11 - 92081 Paris La Défense. Minitel 3615 EURO-TUNNEL. Note d'information visée par la COB disponible auprès des intermédiaires financiers. (Visa n° 87.427 du 13.11.1987).



EUROTUNNEL. UN PAS DE GÉANT.

Souscription du 17 au 27 novembre.
35 F l'unité

RADIO FRANCE
FRANCO
FRANCO
RADIO
F.I.P.
RADIO
DE RADIO

Économie

Une erreur de la Cour de cassation

Le vol de bonbons est une cause réelle et sérieuse de licenciement

La chambre de la Cour de cassation est en train de battre des records de sévérité. M. Meunier, employé depuis près de deux ans comme manutentionnaire, avait été licencié par la société CETA pour avoir dissimulé dans ses poches des bonbons ramassés dans un carton de confiserie. Se défendant en affirmant, avec le soutien de témoignages d'un de ses collègues, qu'il n'avait pas cherché à cacher ces bonbons, le salarié « indiscipliné » avait été déboulé de sa demande d'indemnité pour licenciement abusif par la vingt-deuxième chambre de la cour d'appel de Paris.

Cette étonnante affaire est venue devant la chambre sociale de la Cour de cassation le 23 octobre dernier, la Semaine sociale Lamy révélant la teneur de l'arrêt rendu. Celui-ci confirme le durcissement de la jurisprudence de la Cour. La décision de la cour d'appel est ainsi confirmée en ces termes : « Attendu que la cour d'appel a retenu que [le salarié] ne contestait pas avoir mis des bonbons dans ses poches et que ce fait était, en outre, établi par trois témoins... elle n'a, par une décision motivée, fait qu'user des pouvoirs qu'elle tient de l'article L. 122-14-3 du code du travail en décidant que le licenciement de ce salarié procédait d'une cause répondant aux exigences de ce texte. »

Cet article L. 122-14-3 dispose que « en cas de litige, le juge à qui il appartient d'apprécier la régularité de la procédure suivie et la caracté-

rière réelle et sérieuse des motifs invoqués par l'employeur, forme sa conviction au vu des éléments fournis par les parties et au besoin après toutes mesures d'instruction qu'il estime utiles ».

(On espère que l'instruction a été soignée et qu'elle n'a pas laissé au hasard dans cette grave affaire de dissimulation de bonbons.)

Le 28 février 1986 déjà, la même chambre sociale de la Cour de cassation avait estimé qu'un employé à la Société alsacienne de supermarchés à Strasbourg s'était rendu coupable d'une faute grave, entraînant le licenciement immédiat sans préavis et sans indemnité, en volant à son entrepôt « une paire de jacks » (Le Monde du 7 mars 1986). Le vol de bonbons n'est certes pas une faute grave mais une cause réelle et sérieuse de licenciement. C'est moins grave qu'un vol de jacks... La Haute juridiction est en train d'établir un étrange et singulier barème. C'est le « toujours plus » de la sévérité. — M.N.

Effectifs salariés

Baisse de 0,2 % au troisième trimestre

Les effectifs salariés des secteurs marchands non agricoles ont baissé de 0,2 % au troisième trimestre de 1987, selon les résultats provisoires de l'enquête sur les conditions d'emploi de la main-d'œuvre, publiés, le mercredi 18 novembre, par le ministère des affaires sociales. Si ces premières indications étaient confirmées, une série serait interrompue, qui oscillait entre la stabilité et l'augmentation. Il faut en effet remonter à 1985 pour trouver un recul sur un trimestre.

La progression des effectifs a été de 0,1 % au premier semestre de 1987 et de 0,3 % pour l'ensemble de l'année 1986, d'après les évaluations de l'INSEE. La seconde partie de l'année étant traditionnellement néfaste à l'évolution de l'emploi, il faudrait s'attendre que 1987 ne renouvelle pas les bons scores enregistrés pour 1986 par l'INSEE, mais contestés par l'UNEDIC. A noter que ces comptes incorporent les jeunes bénéficiaires d'un stage d'initiation à la vie professionnelle exonérés de charges sociales.

Production industrielle

+ 1,9 % en un an

L'indice mensuel de la production industrielle en France (hors bâtiment et travaux publics) s'est établi — après correction des variations saisonnières — à 105 en septembre sur la base 100 en 1980, soit une augmentation de 1 % en un mois et de 1,9 % en un an. La production des biens de consommation progresse légèrement (1 % en un mois, 2,9 % en un an) de même que celle des biens d'équipement professionnel (+ 1,8 % en un mois, + 0,9 % en un an).

Investissements

Les programmes ne sont pas remis en cause

« Le maintien de l'activité industrielle paraît assuré au moins jusqu'à la fin de l'année », indique l'enquête de conjoncture d'octobre de la Banque de France.

Si la crise financière récente « suscite quelques interrogations », souligne l'enquête, « la crainte d'une récession est pour l'instant peu répandue parmi les chefs d'entreprise, et leurs prévisions à court terme ne font pas état d'un ralentissement de la consommation des ménages ».

« En matière d'investissement, si une certaine tendance à l'attente se fait jour, elle ne remet pas en cause pour autant les programmes envisagés pour 1988, qui semblent, en général, devoir dépasser ceux de cette année. »

Salaire horaire

+ 0,7 % au troisième trimestre

Selon les résultats provisoires de l'enquête trimestrielle du ministère des affaires sociales, le taux de salaire horaire ouvrier a augmenté de 0,7 % au cours du troisième trimestre 1987. Cette hausse est identique à celle du troisième trimestre 1986.

Le taux de salaire horaire ouvrier avait augmenté de 0,8 % au deuxième trimestre de 1987 et de 1 % au premier. D'octobre 1986 à octobre 1987, l'augmentation est de 3,2 %. Sur la même période, et en se basant sur le dernier résultat qui est lui aussi provisoire, le glissement des prix a été de 3,1 %.

Grande-Bretagne

Accélération de l'expansion

Le produit intérieur brut britannique s'est accru de 1,6 % au troisième trimestre, soit 4,1 % au deuxième mois, annonce l'Office central de la statistique. Cette croissance est supérieure aux prévisions des analystes qui tablèrent sur un gain de 1 % sur le trimestre précédent et de 3,8 % sur un an. Cette accélération s'est produite malgré une baisse sensible de la production de pétrole compte tenu des travaux d'entretien saisonnier des plates-formes en mer du Nord et reflète la vigueur de l'activité manufacturière durant le troisième trimestre.

Pêche

Accord entre la France et la Mauritanie sur la pêche et la marine marchande

Un accord maritime franco-mauritanien a été signé, le 16 novembre, entre M. Ambroise Guellac, secrétaire d'Etat à la mer, et M. Dahoud Chik, ministre des pêches et de l'économie maritime de la République islamique.

Au chapitre de la marine marchande, l'accord gouvernemental va permettre à la compagnie nationale mauritanienne de conclure un arrangement sur l'organisation du trafic maritime avec l'armement français Murel et Prom (filiale de Delmas-Vieljeux).

Delmas-Vieljeux voudrait acheter une partie de son trafic vers le Mali et sa capitale Bamako par Nouakchott alors que, jusqu'à main-

tenant, les marchandises transitent par Dakar.

Autre volet de l'accord : la pêche. Les eaux mauritaniennes sont très riches. Les autorités de ce pays — en accord avec la réglementation européenne sur les quotas et les droits d'accès — ont donné l'assurance que la douzaine de navires languostiers français qui fréquentent traditionnellement ces parages pourront continuer d'y pêcher. Cette question est importante pour les languostiers bretons de Douarnenez et de Camaret.

Fusions

La Commission de Bruxelles est compétente

Pour la première fois, la Commission de Bruxelles a reçu la confirmation de la Cour européenne de justice qu'elle pouvait intervenir dans les fusions d'entreprises. Cette décision conforte l'objectif de la CEE dans son projet d'arrêter d'une législation communautaire sur le contrôle des concentrations.

Le mardi 17 novembre, les juges de Luxembourg ont rejeté une plainte de deux fabricants internationaux de cigarettes — RJ Reynolds et British American Tobacco — qui contestaient l'autorisation accordée en 1984 par la Commission à Philip Morris d'entrer dans le capital du groupe Rembrandt.

Automobile

Renault perd un débouché aux Etats-Unis

Contrairement à l'accord passé avec Renault lors du rachat d'American Motors, Chrysler renonce à fabriquer la version coupé (baptisée Allura) du modèle Premier, un véhicule de conception américaine, mais comportant l'achat de composants Renault. Sur un marché difficile, où les trois constructeurs américains réduisent déjà leurs effectifs et prévoient des ventes en baisse pour 1988, Chrysler limite ainsi ses risques commerciaux. L'américain s'est engagé de toutes façons à verser des pénalités à Renault s'il ne réussit pas sur cinq ans à commercialiser 300 000 véhicules intégrant des composants Renault. Le groupe français cherche, en outre, à obtenir des compensations, sous une forme ou sous une autre, pour l'abandon de l'Allura, qui lui fait perdre un flux de ventes sur le continent américain.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

ASSIMIL
Le don des langues

CHEZ VOUS - PAR VOUS-MÊME

ENVOYEZ-MOI UNE CASSETTE ET UNE BROCHURE D'ESSAI
(sans engagement de ma part)

ASSIMIL B.P. 25 94431 CHENNEVIÈRES-sur-M. Cedex

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE COMPLÈTE : _____

LANGUE CHOISIE : _____
(Je joins 3 timbres à 2,20 F pour participation aux frais d'envoi).

RADIO FRANCE

er RESEAU DE FRANCE

FRANCE INTER
FRANCE INFO
FRANCE CULTURE
FRANCE MUSIQUE
RADIO BLEUE
F.I.P. ET LES
RADIOS LOCALES
DE RADIO FRANCE


Radio france
un ton au-dessus

Source : résultat de l'enquête Médiamétrie 55000 - Octobre 87 - Total ensemble Radio France : 20,5%

BOURSE DU 18 NOVEMBRE

**Cours relevés
à 17 h 34**

Comptant (selection)

SICAV (selection)

18/11

VALEURS	% du total	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Rechat	VALEURS	Emission	Rechat	VALEURS	Emission	Rechat
Obligations			Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	A.A.A.	688.21	688.47	Francs France	90.88	90.88
999.7 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260	Star Fin. del-CP	278	282	Actifex	182.18	178	Francs Belgique	90.78	92.07
999.9 % 1993	678		Compt. Del.	185	185	Loans Del.	1240	1260									

e : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

